

HOLD-UP SUR L'ALIMENTATION

Comment les sociétés transnationales
contrôlent l'alimentation du monde,
font main basse sur les terres
et détraquent le climat



Remerciements :

Cette publication a bénéficié du soutien de la Ville de Genève à travers la Fédération genevoise de coopération, de Swissaid, de DM Echange et mission / Pain pour le prochain et de GRAIN.

Note : Le générique masculin est utilisé sans aucune discrimination et uniquement dans le but d'alléger le texte.

Hold-up sur l'alimentation. Comment les sociétés transnationales contrôlent l'alimentation du monde, font main basse sur les terres et détraquent le climat

Genève, automne 2012

© Centre Europe – Tiers Monde (CETIM)

ISBN : 978-2-88053-089-1

Mots-clés : Agriculture – Accaparement des terres – Biodiversité – Commerce – Coopération – Développement – Ecologie – Elevage – Environnement – Néo-libéralisme – Organisations internationales – Paysannerie – Santé – Société civile – Souveraineté alimentaire – Peuples autochtones – Sociétés transnationales.

Une co-édition :

CETIM (Centre Europe – Tiers Monde)

6 rue Amat, 1202 Genève, Suisse

E-mail : contact@cetim.ch. Site web : www.cetim.ch

GRAIN

c/ Girona 25, principal

08010 Barcelone, Catalogne, Espagne

www.grain.org

Art et mise en page :

www.mareavacia.com

Soutiens :



V I L L E D E
G E N È V E

FEDERATION
GENEVOISE
DE COOPERATION

SWISSAID 
Aider avec courage.

 PAIN POUR LE PROCHAIN

DM 
ÉCHANGE ET MISSION

GRAIN 

Sommaire

PRÉFACES	4
INTRODUCTION	
Il est temps de « retirer du marché » les accapareurs de terres	8
Vingt ans de lutte	12
AGROBUSINESS	
L'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage	24
La grande arnaque du lait	32
A qui profite la sécurité sanitaire des aliments?	51
Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle	71
Révolution verte au Malawi : les dessous du « miracle »	82
Des lois pour en finir avec l'agriculture indépendante	95
La lutte contre la contamination par les OGM dans le monde	99
ALIMENTATION ET CRISE CLIMATIQUE	
Alimentation et changement climatique : le lien oublié	107
Le système alimentaire international et la crise climatique	112
La terre au secours de la Terre	120
L'ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES ET LE FUTUR DE L'AGRICULTURE	
Les nouveaux propriétaires fonciers	129
L'Afrique livrée au big business	138
Des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles	149
Des investisseurs saoudiens seraient prêts à prendre le contrôle de la production de riz au Sénégal et au Mali	155
Le rapport de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres	161
Il est temps de proscrire l'accaparement des terres	166

P

PRÉFACES

Lorsque GRAIN nous a proposé de collaborer pour publier la version française du présent livre, nous avons immédiatement accepté. D'une part, GRAIN est une organisation non gouvernementale fournissant des études d'une rare pertinence permettant de mieux s'informer sur les enjeux mondiaux agricoles. GRAIN a su évoluer auprès des mouvements sociaux qu'elle n'a cessé d'accompagner, ce qui, en termes d'authenticité des informations, constitue un atout indéniable et renforce ses analyses et la vérification de ses hypothèses. C'est ainsi que, grâce à ses contacts, faut-il rappeler, GRAIN est une des premières organisations qui a mis en lumière le phénomène d'accaparement des terres, en créant notamment le site de référence Farmlandgrab.org. GRAIN a également joué un rôle de veille et d'alerte dans la pandémie de la grippe H1N1, en 2009, en dénonçant la responsabilité des méga fermes d'élevage industriel de porcs au Mexique, ou encore dans le cas de la grippe aviaire.

D'autre part, ce n'est pas la première fois que nous travaillons avec cette organisation, qui plus est, sur un thème similaire. En 1988, le CETIM avait publié un livre de son responsable Henk Hobbelink intitulé *La biotechnologie et l'agriculture du tiers monde. Espoir ou illusion ?* Déjà à cette époque, l'auteur s'interrogeait sur les mille et une promesses des biotechnologies. Leurs promoteurs ne cessaient de le jurer, la main sur le cœur : les biotechnologies allaient contribuer à éliminer la malnutrition et la famine dans le monde. Cependant, Henk Hobbelink avait compris que, détenues entre les mains des sociétés transnationales qui contrôlaient déjà le marché des produits agro-chimiques et pharmaceutiques, l'introduction de ces biotechniques ne pouvaient qu'aggraver les inégalités entre le Nord et le Sud et accroître la dépendance des pays du Sud par rapport à l'agrochimie internationale.

Plus de 20 années après, le constat et l'analyse dressés par, entre autres, Henk Hobbelink s'avèrent malheureusement des plus justes. Et la situation est allée en s'aggravant. Ce livre dénonce ainsi le hold-up des sociétés transnationales sur l'alimentation, qui se fait au nez des peuples et, qui plus est, dans un déni de démocratie total. La situation reste encore largement ignorée du grand public et même du public averti. Elle n'en est pas moins catastrophique.

Le travail et la vision de GRAIN correspondent pleinement à ce que le CETIM promeut et défend depuis des décennies, même si nous conservons quelques analyses légèrement différentes sur certains points. Ce livre nous a paru essentiel à publier en français pour cinq raisons :

- tout d'abord, il met en lumière le rôle de plus en plus important et non contrôlé des sociétés transnationales agroalimentaires du Nord et du Sud, mais aussi des banques, des fonds de pensions, des sociétés d'investissement, etc. ;
- deuxièmement, cet ouvrage examine et décortique leur rôle dans l'accaparement des terres et leur complicité avec certains gouvernements des pays du Sud, privant les paysans locaux de leurs moyens d'existence et compromettant le droit à l'alimentation de nombreuses populations. Pour certaines organisations ou certains centres de recherches, ce phénomène s'apparente aujourd'hui à une nouvelle forme de colonialisme, qui entrave donc le développement des pays du Sud ;
- troisièmement, éditer ce livre à Genève est d'autant plus pertinent que la place genevoise compte de nombreux sièges de sociétés d'investissement et de trading impliquées dans ce phénomène. C'est ainsi que, en 2010, la cité de Calvin a accueilli la rencontre annuelle internationale du Global AGInvesting Europe. Cette conférence avait pour but de promouvoir les stratégies en investissements agricoles, à l'intention des sociétés transnationales. Une coordination soutenue, entre autres, par le CETIM, Pain pour le Prochain, Food International Action Network (FIAN), la Plateforme pour une agriculture socialement durable ou encore le syndicat paysan suisse Uniterre, s'est constituée pour appeler à manifester contre cette conférence et alerter l'opinion publique et les autorités genevoises. En 2011, cet événement s'est tenu de nouveau, sous le nom de « jetfin AGRO 2011 », toujours à Genève dans un grand hôtel, suscitant les mêmes protestations... ;
- quatrièmement, par les analyses présentées et l'exposition des modes de résistance ici et là, cet ouvrage permet d'accroître la prise de conscience autour de ces enjeux fondamentaux, donc de permettre aux peuples du Nord et du Sud d'agir en connaissance de cause et de déjouer les appels au « dialogue multilatéral ou multi-acteurs », surtout dans un contexte de rapports de force défavorable ;
- enfin, grâce à nos bailleurs, et conformément à la volonté de GRAIN et du CETIM, mille exemplaires de ce livre seront ainsi largement diffusés, sur une base gratuite, aux associations francophones des pays du Sud.

Les enjeux autour de l'accaparement des terres et de la main mise des sociétés transnationales sur le domaine alimentaire sont cruciaux. Le livre de GRAIN permet d'y voir plus clair en ce qui concerne l'identité de ces acteurs, leurs forces d'action et de manipulation.

Nous vous souhaitons une bonne et fructueuse lecture.

CETIM, 2012
www.cetim.ch

Le système alimentaire mondial traverse une crise profonde. Des millions de personnes sur Terre souffrent de la faim, et le nombre de personnes qui en meurent augmente plus rapidement que celui de la population mondiale. Cependant, la quantité d'aliments produite est plus que suffisante pour alimenter la population dans son ensemble. Nous assistons à une crise climatique de plus en plus sévère, dont le système alimentaire mondial est responsable en grande partie. Il existe également une nouvelle vague, brutale, d'accaparement des terres. Les corporations sont en train de s'approprier des surfaces agricoles énormes et les systèmes hydriques de plusieurs pays et les communautés sont déplacées par cet accaparement.

Ce livre pose un regard sur les forces qui motivent ces processus. Il traite surtout des transnationales, des stratégies et techniques qu'elles utilisent pour organiser, mais aussi pour contrôler la production alimentaire et sa distribution. Nous insistons sur les corporations parce qu'elles sont les acteurs principaux de l'expansion du système alimentaire industriel et parce que les impacts de leurs actions sur les populations et sur la planète nous inquiètent particulièrement. Le but attendu de ce livre est qu'il ne laisse aucun doute sur le fait que le développement de ces transnationales détruit d'autres systèmes alimentaires : ceux qui sont fondés sur les marchés locaux, sur les cultures et les savoirs locaux, sur la biodiversité et, surtout, sur les populations.

Pour le système de l'industrie agro-alimentaire, les gains que peuvent obtenir une poignée de personnes passent largement avant les besoins de la majorité de la population. C'est pourquoi il entraîne des effets dévastateurs sur la sécurité sanitaire des aliments, provoque des catastrophes environnementales, l'exploitation des travailleurs et décime les communautés rurales. Le présent ouvrage illustre tous ces impacts.

Notre objectif est de travailler avec un nombre toujours plus grand de personnes et d'organisations pour restituer le système alimentaire à ceux à qui il appartient. Nous espérons que ce livre aidera celui ou celle qui le lira à mieux comprendre les moyens mis en œuvre par les transnationales pour augmenter leur contrôle sur le système alimentaire – et à pouvoir de cette façon lutter plus efficacement contre ce contrôle. Nous espérons qu'il encouragera les gens à agir et qu'il sera une source d'information et d'analyse qui pourra être utilisée directement pour leur travail au niveau local.

Tous les chapitres de ce livre ont déjà été publiés en tant qu'articles de GRAIN, pour la plupart ces deux dernières années. Ils peuvent être consultés sur notre site Internet : www.grain.org. L'objectif principal de ce livre est de réunir ces articles dans une publication sur papier qui serve de référence, qui soit distribuée là où l'accès à Internet est limité, et qui soit partagée. Des exemplaires sont disponibles en anglais, en espagnol et en français.

6 GRAIN remercie les nombreux collègues du monde entier qui, au fil des ans, ont contribué à la pensée, à la recherche et à la rédaction des différents chapitres de ce livre. Sans leur aide, ces écrits n'auraient pas vu le jour. Jim Elick, Pauline Rosen-Cros et Amandine Semat ont réalisé respectivement les lectures finales en anglais et en français (N.d.l.e. : en plus d'une relecture pour l'édition française effectuée par Florian Rochat et Julie Duchatel). Avec elle, Odile Girard-Blakoe, Lucy Moffat, María Teresa Montecinos et Jean-Luc Thierry ont traduit les articles. Raúl Fernández et Dexter X ont effectué un formidable travail d'édition. Camila Oda Montecinos nous a aidé à obtenir les illustrations que nous avons utilisées dans ce livre. Un grand merci à eux !

Pour terminer, nous souhaitons remercier les organisations et fondations qui ont soutenu notre travail ces dernières années : Action Solidarité Tiers-Monde (Luxembourg) ; Brot für Alle (Suisse) ; Brot für die Welt (Allemagne) ; Christensen Fund (EUA) ; Development and Peace (Canada) ; Dutch government (Pays-Bas) ; EED (Allemagne) ; Union européenne ; Inter Pares (Canada) ; Isvara Foundation (Royaume-Uni) ; Misereor (Allemagne) ; New Field Foundation (EUA) ; Oxfam Novib (Pays-Bas) ; SwedBio (Suède) ; Swissaid (Suisse).

Nous vous prions de nous contacter si vous souhaitez nous faire part de vos impressions et commentaires à propos de ce livre, ou de vos suggestions pour accroître sa distribution.



INTRODUCTION



RIGHT LIVELIHOOD AWARD 2011

Discours de réception de GRAIN, 5 décembre 2011

Il est temps de « retirer du marché » les accapareurs de terres

Il y a trois semaines, le 16 novembre, Cristian Ferreyra a été abattu par deux hommes masqués en face de sa maison et devant sa famille. Cristian vivait à San 8 Antonio, un village situé au nord de Santiago del Estero, en Argentine. Il faisait partie d'une communauté autochtone et était membre de l'organisation paysanne autochtone MOCASE, l'un de nos partenaires. Son « crime » ? Avoir refusé de quitter sa terre natale pour laisser la place à une immense plantation de soja, l'une de ces exploitations qui, parmi tant d'autres, ont empiété sur le territoire des communautés rurales dans toute l'Argentine au cours des dix dernières années. Les propriétaires de la plantation l'ont donc fait assassiner. Cristian était âgé de 25 ans seulement. 05/12/11



La communauté Penan s'opposant aux compagnies de plantation à Sarawak, en Malaisie. (Photo : AFP)

Il y a six semaines, le 26 octobre, un agriculteur est mort et 21 autres ont été blessés, dont dix grièvement, dans le village de Fanaye dans le nord du Sénégal. Eux aussi essayaient d'empêcher la prise de contrôle de leurs terres. Des représentants du gouvernement avaient cédé plus de 20 mille hectares entourant leur région à un homme d'affaires italien qui voulait cultiver des patates douces et du tournesol pour produire des biocarburants destinés aux voitures européennes. Ce projet pourrait entraîner le déplacement de villages entiers, la destruction de pâturages pour le bétail et la désacralisation de cimetières et de mosquées locales. Fanaye n'est pas un cas isolé. Au cours des dernières années, au Sénégal, près d'un demi-million d'hectares ont été cédés à des sociétés agro-industrielles étrangères.

Gambela est une région d'Éthiopie limitrophe du Sud-Soudan. Elle offre l'exemple de l'un des cas les plus extrêmes d'accaparement des terres dans le monde. Plus de la moitié du total des terres arables de la région a été cédée à des investisseurs indiens, saoudiens ou autres qui s'emploient maintenant à faire venir des tracteurs et à faire partir les gens. L'Éthiopie traverse une grave crise alimentaire et elle est fortement tributaire de l'aide alimentaire pour nourrir sa population. Pourtant, le gouvernement a

déjà cédé environ 10 % de la superficie totale des terres agricoles du pays à des investisseurs étrangers pour cultiver des produits destinés au marché international. Au début de cette année, nous avons participé à la production d'une vidéo sur la situation des populations autochtones Anuak à Gambela, qui sont maintenant confrontées à la perte de leurs fermes, de leurs villages et de leurs territoires ancestraux. Nous voulions aider à faire entendre leur voix à l'échelle internationale mais, dans la vidéo, nous avons dû déformer leur voix et cacher leurs visages pour les protéger de la réaction violente du gouvernement éthiopien.

On pourrait donner encore de nombreux exemples de la façon dont des gens qui veulent juste produire leur alimentation et vivre de leur terre sont expulsés, criminalisés et parfois tués, pour laisser prospérer la production de matières premières agricoles et la richesse de quelqu'un d'autre. Aujourd'hui, nous assistons à quelque chose qui n'est rien moins qu'une attaque frontale contre la paysannerie mondiale. Ceci ne se produit pas uniquement dans les pays du Sud. Ici, dans l'Union européenne, nous avons perdu trois millions d'exploitations agricoles depuis 2003. Cela équivaut à la perte d'un cinquième de l'ensemble de nos fermes en huit ans seulement. Vivre de la terre devient de plus en plus difficile, voire dangereux dans de nombreuses parties du monde.

Les paysans, qui ont nourri le monde pendant des milliers d'années – et continuent de le faire – sont maintenant de plus en plus souvent qualifiés de rétrogrades et d'inefficaces et considérés comme des obstacles au développement. Le message brut est : ils devraient cesser d'exister.

GRAIN a été créé il y a vingt ans pour contribuer à enrayer la perte de la biodiversité agricole dans le monde, ainsi que celle des connaissances populaires traditionnelles qui lui est associée.

Nous avons appris, cependant, que le problème n'était pas tant la perte des semences et des races autochtones que la perte des gens qui créent, alimentent et maintiennent cette diversité.

L'« érosion génétique », comme nous l'appelions il y a 20 ans, n'est en réalité que l'une des conséquences d'un développement plus global qui fait la promotion de l'agriculture industrielle et conduit à l'extermination des populations rurales du monde.



Les agriculteurs s'engagent à travailler ensemble pour mettre un terme à l'accaparement des terres au niveau mondial lors de la première conférence d'agriculteurs contre l'accaparement des terres, au Mali, du 17 au 19 novembre 2011. (Photo : Philippe Revelli)



« Halte à l'accaparement des terres en Éthiopie », Berlin, Allemagne, 29 novembre 2011. (Photo : ethiodeutschland)

Mais ces populations, partout sur la planète, se battent et ripostent. Aux quatre coins du monde, il y a des mouvements dynamiques de résistance et de reconstruction, par lesquels les gens luttent pour conserver leurs territoires et garder le contrôle sur leurs systèmes alimentaires.

Les agriculteurs nourrissent le monde et limitent le réchauffement de la planète

La Vía Campesina, le mouvement paysan international, a appelé à faire de la date d'aujourd'hui, le 5 décembre, la « Journée internationale de lutte pour la souveraineté alimentaire ».

En ce moment même, les membres de La Vía Campesina et ses alliés sont dans les rues de Durban, en Afrique du Sud, pour protester contre les négociations sur de fausses solutions au changement climatique et insistent sur le fait que les petits agriculteurs peuvent non seulement contribuer à refroidir la planète, mais aussi la nourrir. Ils ont raison.

L'idée de base de la souveraineté alimentaire, c'est que ce sont les aspirations et les besoins de ceux qui produisent, distribuent et consomment les aliments qui devraient être au cœur de nos systèmes alimentaires, pas les demandes des multinationales. Elle privilégie la production alimentaire locale, basée sur l'agroécologie, l'agriculture familiale et les marchés locaux. Elle laisse les semences et la biodiversité entre les mains des communautés agricoles, sans OGM. Elle nourrit et met à profit les connaissances autochtones des sols, des semences et des systèmes agricoles. Elle reconnaît le rôle crucial et central des femmes.

10

Le monde a désespérément besoin de la souveraineté alimentaire. C'est notre meilleur espoir pour résoudre les crises les plus urgentes de la planète. Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes dans le monde n'ont pas suffisamment à manger. Environ 80 % de ces personnes sont des producteurs de denrées alimentaires vivant à la campagne. Cette situation intolérable n'est pas due à un manque de nourriture ou de technologie. Elle est due à des politiques gouvernementales qui remplacent délibérément l'agriculture paysanne par un modèle industriel piloté par les besoins des sociétés transnationales. Ce modèle produit des matières premières agricoles pour le marché mondial. Il ne nourrit pas les gens et n'est pas en mesure de le faire.

Nous sommes tous extrêmement conscients de la crise climatique. Mais combien de personnes se rendent-elles

compte que le système alimentaire industriel actuel contribue pour environ moitié au total des émissions de gaz à effet de serre ? On obtient ce chiffre en additionnant les émissions de l'agriculture elle-même, le changement dans l'utilisation des terres lorsque les forêts sont transformées en plantations, les énormes distances que les aliments pour les humains et les animaux parcourent autour du globe, l'énergie qui sert à la transformation et à la congélation, ainsi que le gaspillage d'énergie et de nourriture dans des chaînes de supermarchés de plus en plus centralisées. La souveraineté alimentaire, qui privilégie l'agriculture agroécologique et les marchés locaux, peut réduire massivement ces émissions. GRAIN a calculé qu'en adoptant des pratiques comme la culture mixte, l'intégration de l'élevage et la restauration de la fertilité des sols, nous pourrions compenser entre un quart et un tiers du total actuel des émissions annuelles de gaz à effet de serre dans le monde ! Les petits agriculteurs peuvent réellement contribuer au refroidissement de la planète.

Et ils peuvent aussi nourrir le monde. Au début de l'année, le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation a présenté un rapport montrant que l'agroécologie, si elle reçoit le soutien nécessaire, peut doubler la production alimentaire dans des régions entières, en moins de 10 ans, tout en réduisant le changement climatique et la pauvreté rurale. D'autres ont montré que des politiques orientées vers la promotion des marchés locaux, des circuits courts et de l'agriculture paysanne, contribuent aux mêmes résultats. La question est aussi simple que cela : garder l'alimentation sous le contrôle des gens, pas des grandes entreprises.

Et pourtant les paysans, les pêcheurs et les autres producteurs de denrées alimentaires n'ont jamais couru un tel risque d'extinction.

Arrêter l'accaparement des terres

Jamais autant d'argent n'a été investi dans le système alimentaire industriel. Ces dix dernières années, on a assisté à une augmentation spectaculaire de la spéculation sur les marchés des produits alimentaires, ce qui a fait grimper les prix des aliments partout dans le monde. Avec les crises économique et financière mondiales d'aujourd'hui, les fonds spéculatifs recherchent des lieux sûrs pour se multiplier. L'alimentation et les terres agricoles font partie de ces endroits.

« Tout le monde doit manger » est le nouveau mantra prôné dans les salles des conseils d'administration. Une course fait rage pour prendre le contrôle des ressources destinées à la production alimentaire mondiale (semences, eau et terre) et de

la répartition mondiale des aliments. Aujourd'hui, une grande partie de ces ressources et de ces systèmes alimentaires sont encore aux mains des pauvres. Par exemple, 90 % du marché laitier de l'Inde, le plus grand du monde, est entre les mains de millions de petits producteurs et fournisseurs laitiers qui collectent le lait et l'amènent frais aux consommateurs. Ce sont ces types de marchés dont les grandes entreprises, les banques et les investisseurs veulent maintenant s'emparer.

L'argent est aussi investi directement dans les cultures et l'acquisition de terres. Des banques, des sociétés d'investissement et des fonds de pension sont activement en train d'acheter des terres agricoles dans le monde entier. Les données et les contrats sont très difficiles à obtenir mais, selon les estimations actuelles, ce sont 60 à 80 millions d'hectares de terres qui sont tombés sous le contrôle des investisseurs étrangers pour la production d'aliments au cours des seules dernières années. C'est l'équivalent de la moitié des terres agricoles de toute l'Union européenne ! La plus grande partie de ce mouvement a lieu en Afrique, où les droits coutumiers du peuple à la terre sont largement bafoués.

Cette tendance récente à un phénomène mondial d'accaparement des terres (pour une production alimentaire externalisée) n'est qu'un aspect d'une attaque plus large sur la terre, les territoires et les ressources. Les diverses formes d'accaparement des terres liées à l'exploitation minière, au tourisme, aux agrocarburants, à la construction de barrages, aux projets d'infrastructures, au commerce du bois et maintenant du carbone s'intègrent toutes dans le même processus et transforment les agriculteurs en réfugiés sur leur propres terres.

Il y a beaucoup à faire. Mais GRAIN aimerait profiter de cette occasion, ici, au Parlement suédois, pour appeler à une action particulière. Nous voulons mettre fin immédiatement à l'accaparement des terres au niveau mondial, nous demandons que les « accapareurs » soient immédiatement retirés du marché mondial, comme les autorités de sécurité alimentaire retirent les aliments contaminés de la distribution alimentaire. Nous appelons chacun à faire tout ce qui est possible pour arrêter les flux internationaux de capitaux destinés à l'acquisition des terres agricoles au niveau mondial. Et pour restituer les terres à toutes les collectivités rurales affectées. Mettre fin à l'accaparement des terres n'est pas seulement une question de légalité. C'est une question de justice.

Ici, en Suède, les gens peuvent commencer à se confronter à des sociétés comme Black Earth Farming, qui ont acheté ou loué des terres agricoles outre-mer. Elles ne sont pas autorisées à le faire ici en Suède et ne devraient pas être autorisées à le faire à l'étranger. Des campagnes peuvent être lancées pour faire pression sur Swedfund, qui utilise l'argent des contribuables pour financer l'accapareur de terres Addax au Sierra Leone.

Les fonds de pension AP2 se lance également dans l'acquisition de terres agricoles au niveau mondial comme une nouvelle stratégie qui vise soi-disant à protéger l'épargne retraite des travailleurs suédois. Les projets d'aide au développement suédois devraient être examinés attentivement puisque l'on peut déjà observer que certains favorisent les activités d'accaparement des terres au Mozambique et ailleurs. De telles actions et campagnes s'annoncent déjà dans d'autres parties de l'Europe et aux États-Unis. Elles doivent être renforcées et soutenues, pour mettre fin à l'accaparement des terres à la source.

Les collectivités rurales nourrissent le monde depuis des millénaires. Aujourd'hui, l'expansion massive de l'agriculture



Des paysans en Argentine manifestent contre l'assassinat de Cristian Ferreyra, le 25 novembre 2011.



Manifestation contre l'accaparement des terres à l'extérieur du Sommet mondial de la FAO sur la sécurité alimentaire, Rome, Italie, octobre 2011.



Communautés en Papouasie Nouvelle-Guinée s'opposant à l'accaparement des terres. Déjà 5,2 millions d'hectares – 10% de l'ensemble pays – ont été acquis par des entreprises privées.

industrielle à grande échelle est en train de détruire notre capacité à aller de l'avant. GRAIN continuera de dénoncer ce qui va mal, tout en luttant pour un système alimentaire équitable, juste et durable avec les organisations paysannes et d'autres mouvements sociaux. Ce prix donne une énorme impulsion à cette lutte. Nous y voyons non seulement une reconnaissance de notre travail, mais aussi une reconnaissance puissante des contributions d'innombrables personnes et organisations engagées dans la lutte pour une authentique souveraineté alimentaire fondée sur les communautés. Ensemble, nous continuerons cette lutte. Nous n'avons aucun autre choix, si nous voulons survivre sur cette planète avec une certaine dignité.

Merci beaucoup, pour ce prix et pour votre attention.



Vingt ans de lutte pour les semences et la souveraineté alimentaire

12 Un vingtième anniversaire, ça demande réflexion : réflexion sur nos origines, sur les chemins empruntés et les défis qui nous attendent. Sans prétendre faire une analyse exhaustive, nous essayerons ici de vous présenter quelques éléments de discussion. Pour ce faire, nous avons parlé à une bonne partie de ceux qui nous ont accompagnés au cours des deux dernières décennies et nous leur avons demandé quels chemins ils avaient suivi de leur côté et comment ils voient la lutte pour améliorer le système alimentaire et parvenir à un monde meilleur. Certaines de leurs réponses sont incluses dans l'article et dans les encadrés. 13/07/10

concentration croissante de l'industrie semencière mondiale que rachetaient alors les grandes entreprises transnationales de l'agrochimie et de la pharmacie, ce qui allait encore accentuer l'expansion mondiale des monocultures et des semences uniformes. Nous avions des inquiétudes quant à certaines nouvelles technologies émergentes, comme le génie génétique, qui allaient pousser encore la biodiversité sur la voie de l'extinction et resserrer la mainmise des grandes entreprises sur les agriculteurs et tout le système alimentaire. Nous nous alarmions de voir un certain nombre de pays industrialisés proposer des législations qui allaient permettre le brevetage du vivant et la privatisation de la base même de la vie. Nous avons remarqué également que la réponse institutionnelle au rapide déclin de la biodiversité culturelle se limitait à collecter les semences dans les champs des paysans et à les mettre de côté dans des banques de gènes.

Autour de nous, la situation était sombre et la lutte farouche, mais nous pensions encore que nous pourrions obtenir des résultats en faisant pression sur les gouvernements et les délégués pour arrêter ces développements et, à la place, soutenir la contribution et le rôle des petits producteurs.

A en juger par la vigueur du débat sur le génie génétique, la participation massive de la société civile au Sommet de la Terre en 1992 et aux sessions ultérieures de la CDB et autres forums environnementaux, nous n'étions pas les seuls à faire preuve d'optimisme. Mais les années 1990 ont révélé une réalité tout simplement plus brutale. De plus en plus, la forme que prenaient l'agriculture et la production alimentaire, et le rôle joué par les transnationales, se décidaient ailleurs : dans les conseils d'administration des grandes entreprises et dans les ministères du commerce. Ces années ont été également celles de l'établissement de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui, à l'abri de l'œil critique des organisations de la société civile, allait imposer au monde sa politique commerciale néolibérale sans scrupules ; cette politique visait particulièrement les pays « en développement » qui jouissaient encore d'un certain degré de protection du marché. L'expansion de la croissance économique et du commerce international à n'importe quel prix était devenue le dogme central de toutes

Quand nous avons lancé GRAIN en 1990, nous espérions avoir une influence sur les forums internationaux qui préparaient alors des accords sur les semences et la biodiversité. Nous nous sommes souvent retrouvés à la FAO à Rome, où les gouvernements négociaient un accord sur les règles qui allaient encadrer la conservation et l'échange des semences ainsi que les bénéfices dérivés de la biodiversité des semences. C'était aussi l'époque où la Convention sur la diversité biologique (CDB) prenait forme ; elle fut finalement signée en 1992 au Sommet de Rio. Peu de temps avant, nous avons été très impliqués dans la campagne contre le brevetage des formes de vie, organisant entre autres une conférence majeure au Parlement européen pour dénoncer l'intention de la Commission européenne de créer une législation à cet effet. Dans le même temps, nous avons aussi participé à un dialogue « multi-acteurs » organisé par la Keystone Foundation, qui nous a permis de nous asseoir à la table des négociations avec d'autres ONG, des représentants des gouvernements, des semenciers, des industriels de la biotechnologie et des membres des instituts de recherche agricole, afin d'essayer de trouver un consensus sur la façon de sauvegarder et d'exploiter la biodiversité agricole dans le monde.

Quelles raisons nous poussaient alors à agir ? Nous étions préoccupés par la

1 La souveraineté alimentaire

« La souveraineté alimentaire est le DROIT des peuples, des pays ou de groupes de pays à définir leurs politiques agricoles et alimentaires, sans faire de dumping dans d'autres pays. La souveraineté alimentaire organise la production et la consommation alimentaire selon les besoins des communautés locales, en donnant la priorité à la production pour la consommation familiale et locale. La souveraineté alimentaire inclut le droit à protéger et à réguler l'agriculture et l'élevage au niveau national, et à protéger le marché local du dumping des excédents alimentaires et des importations à bas prix en provenance d'autres pays. Les sans terre, les paysans et les petits producteurs doivent avoir accès à la terre, à l'eau, aux semences, à des moyens de production et à des services publics adaptés. La souveraineté et la durabilité alimentaires doivent être prioritaires par rapport aux politiques commerciales. »

(La Vía Campesina : www.viacampesina.org/fr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=27&Itemid=44)

les politiques. Et il n'était pas question de laisser un traité ou un accord lié à l'environnement ou à des questions agricoles interférer avec cette préoccupation essentielle.

En 1999, ce fut Seattle. La confrontation entre les gouvernements qui essayaient de pousser le monde toujours plus loin sur la voie du néolibéralisme avec un nouvel accord de l'OMC et les mouvements sociaux qui descendaient dans la rue pour s'y opposer, a eu une forte influence à la fois sur l'OMC et sur les peuples et les organisations qui se battaient pour un monde meilleur. L'OMC ne s'est jamais vraiment remise de l'attaque et les pays industrialisés se sont mis, en réaction, à signer des accords bilatéraux ou régionaux pour protéger leurs intérêts. Les mouvements sociaux et les ONG impliqués dans la lutte contre la politique néolibérale des grandes entreprises ont alors pris conscience qu'il était en fait possible de gagner, si nous étions capables de nous fixer une ligne d'analyse et d'action claire, radicale et cohérente.

Un autre monde est possible

Souvent on ne les voyait pas, ils ne se montraient pas dans les forums internationaux, mais des organisations et des mouvements étaient discrètement en train de résister et de se développer au niveau local. GRAIN s'est trouvé forcé de prendre conscience de l'importance de ces expériences quand nous avons participé au projet « Cultiver la diversité » (« Growing Diversity » en anglais). Pendant trois ans, de 2000 à 2003, ce projet a été réalisé avec des centaines d'organisations du monde entier dans le but de discuter, d'analyser et de documenter les expériences de ces groupes qui travaillaient au niveau local pour mettre en place des systèmes alimentaires et agricoles fondés sur la biodiversité. Ce projet a produit des preuves abondantes qu'une agriculture différente de celle que promouvaient les poids lourds de l'industrie et les multinationales était non seulement possible mais aussi plus productrice, plus durable et meilleure pour les producteurs et les communautés concernés. Nous avons compris que pour réaliser cet autre monde, on ne pouvait que s'appuyer sur le travail mené localement par ces organisations et ces communautés qui s'efforçaient de résister aux assauts du néolibéralisme tout en développant des alternatives crédibles.

Durant la première décennie de ce siècle, un autre élément a commencé à fortement influencer les politiques agricoles et

alimentaires : ce fut l'émergence de l'appel à la souveraineté alimentaire et la présence et la maturité grandissantes d'associations de petits producteurs comme La Vía Campesina. La Vía Campesina fut créée en 1993 et fit irruption sur la scène internationale au forum mondial de la société civile qui se tint en parallèle au Sommet mondial de l'alimentation à Rome ; c'est là que La Vía Campesina a lancé l'idée que la souveraineté alimentaire pouvait constituer un cadre alternatif au système alimentaire mondial. La souveraineté alimentaire donne la priorité aux politiques alimentaires tournées vers les besoins des communautés et fondées sur les savoirs locaux et les systèmes de production agroécologiques (voir Encadré n° 1). Pour la première fois, le mouvement mondial pour une alimentation différente disposait d'un concept et d'un plan d'action qui permettait de combler les vides, de relier les luttes locales et internationales et de former une base d'alliances entre divers mouvements sociaux et les ONG. Dans les dix années qui ont suivi, la souveraineté alimentaire a commencé à servir de cadre d'action à bien d'autres groupes et mouvements et ce cadre a été formulé et approfondi dans de nombreux forums régionaux et internationaux. Le forum sur la souveraineté alimentaire de Nyeleni au Mali en 2007 a considérablement stimulé la croissance du mouvement. À cette occasion, des organisations représentant des petits producteurs, des pêcheurs, des pasteurs, des peuples indigènes, des femmes et des jeunes se sont joints à des ONG et à des groupes environnementaux pour continuer à mettre en place un plan d'action commun pour l'avenir.

Vers la fin des années 1990, GRAIN s'est lancé dans une décentralisation ambitieuse et radicale qui allait nous permettre de nous rapprocher des réalités et des luttes régionales et locales, et faire de nous un collectif véritablement international (voir Encadré n°2 : Une brève histoire de GRAIN). Ce processus a également transformé les priorités de GRAIN : en étant davantage en phase avec les luttes et les mouvements locaux, nous avons réalisé que nous ne pouvions pas nous limiter à essayer de résoudre le problème de la biodiversité agricole et nous avons peu à peu élargi notre champ d'action au système alimentaire dans son ensemble. Nous avons pu ainsi produire de nouvelles analyses et une réflexion neuve sur les agrocarburants, le riz hybride, la grippe aviaire, la grippe porcine, la crise alimentaire, le changement climatique et l'accaparement des terres, et relier toutes ces questions aux luttes pour la souveraineté alimentaire. Dans le même temps, nous avons renforcé

2 Une brève histoire de GRAIN

L'histoire de GRAIN remonte aux débuts des années 1980, quand un peu partout dans le monde des militants ont commencé à attirer l'attention sur la perte dramatique de diversité génétique, l'essence même de l'agriculture. Nous avons alors entrepris un travail de recherche, de plaidoyer et de lobbying, dans le cadre d'une coalition d'organismes de développement pour la plupart européens. Rapidement, notre travail et notre réseau ont pris une telle ampleur que nous avons eu besoin de créer une structure indépendante : en 1990, Genetic Resources Action International, ou GRAIN, devenait officiellement une fondation à but non lucratif ayant son siège à Barcelone, en Espagne.

Vers le milieu des années 1990, GRAIN est arrivé à un tournant important de son histoire : nous nous sommes rendu compte que nous devions nous associer plus systématiquement aux vraies alternatives que le Sud était en train de développer sur le terrain. Partout dans le monde, et au niveau local, des groupes avaient commencé à sauvegarder les semences locales et les savoir-faire traditionnels. Tout en refusant les « solutions » développées en laboratoire qui ne faisaient qu'exacerber les problèmes des paysans, ces groupes mettaient sur pied et défendaient des systèmes alimentaires durables, fondés sur la biodiversité et opérant sous le contrôle des communautés locales. GRAIN a alors décidé qu'il était temps de remanier radicalement l'organisation : nous avons entamé un processus de décentralisation qui allait nous permettre de nous rapprocher des réalités du terrain dans les pays du Sud et de collaborer directement avec les partenaires actifs à ce niveau. En même temps, nous avons fait entrer un certain nombre de ces partenaires dans notre Conseil d'administration et commencé à installer des membres de notre équipe sur chaque continent.

Au début du XXI^{ème} siècle, ce qui n'était au départ qu'un groupe de pression et d'information centré principalement sur l'Europe s'était donc transformé en un collectif dynamique et véritablement international, fonctionnant comme une entité cohérente. GRAIN est à la fois en lien direct avec les réalités locales du Sud et capable de suivre toutes les évolutions au niveau mondial. Pour ce faire, GRAIN a clairement changé de priorités : nous avons alors délaissé le lobbying et le plaidoyer, pour soutenir directement les mouvements sociaux et collaborer avec eux, sans abandonner ce qui a toujours fait notre force, à savoir l'indépendance de nos recherches et de nos analyses.

et approfondi nos relations – et notre rôle de soutien – avec des groupes d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. « Une pensée mondiale pour une action locale » est devenu la devise de GRAIN.

Tirer les leçons du passé pour affronter les défis qui nous attendent

Comme l'explique en détail un autre article de *Seedling*, les vingt dernières années ont vu une extension considérable de la domination et de la mainmise exercées par les entreprises transnationales sur le système alimentaire mondial. Tout le processus de mondialisation néolibérale n'a été essentiellement qu'un moyen de leur céder le contrôle, provoquant par là-même des inégalités, des souffrances humaines et des dégâts environnementaux terribles. Nous nous trouvons donc aujourd'hui face à plus d'un milliard de personnes souffrant en permanence de la faim, face à une destruction environnementale énorme et à une crise climatique à laquelle nous ne pourrions mettre fin sans procéder à des changements drastiques.

Les défis auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont immenses. Les crises financière, alimentaire et climatique, qui sont interdépendantes et vont en empirant, nous montrent clairement que le modèle néolibéral actuel a passé le stade de la réparation. Cependant, jamais au cours de l'Histoire, nous n'avons eu à faire face à des intérêts aussi puissants qui veulent nous maintenir sur la voie de la destruction. Il n'est plus seulement question de savoir quel genre de modèle de développement économique suivre, ni quelles semences choisir ou quels pesticides éviter. Pour nous tous, c'est devenu une question de survie. Dans les paragraphes suivants, nous soulignons un certain nombre de réflexions sur les problèmes auxquels il va falloir, à notre avis, s'attaquer si nous voulons réussir.

Survivre dans un monde hostile

Il ne sert à rien de nier que, malgré l'importance croissante des luttes des mouvements sociaux, la plupart des gens vivent moins bien dans le monde actuel qu'il y a vingt ans. Il faut bien admettre que la plupart des autres espèces sont dans le même cas. Plusieurs décennies de mesures néolibérales sans scrupules nous ont laissé un cadre politique agressif et un manque terrible d'espaces démocratiques à tous les niveaux, local, national comme international. Alors qu'il y a vingt ans beaucoup d'entre nous étaient impliqués dans toutes sortes de dialogues et de tables rondes, on a aujourd'hui parfois l'impression qu'il n'y a plus d'interlocuteur à qui s'adresser. Bien des États sont devenus principalement des instruments destinés à mettre en place les politiques de privatisation sans complexe conçues par les grandes entreprises et de nombreuses institutions publiques se sont tout simplement mises au service de ces politiques. Quand nous sommes entrés dans le vingt-et-unième siècle, les leaders mondiaux nous ont promis que nous entrions dans le siècle de la démocratisation, des droits humains, de l'environnement, de l'éradication de la faim. Mais il est déjà parfaitement clair que nous n'avons pas pris la bonne direction. C'est ainsi que nous nous retrouvons souvent dans un environnement très hostile, qui réprime de plus en plus ceux qui se font entendre, criminalise ceux qui se mobilisent et réduit au silence ceux qui dénoncent.

« Nous ne nous faisons plus d'illusions sur le gouvernement »

Mariam Mayet

Mariam Mayet a passé sa jeunesse dans l'Afrique de l'apartheid. Après avoir travaillé dans plusieurs ONG dans les années 1990, elle a mis en place le Centre africain de biosécurité (African Centre for Biosafety), avec lequel elle poursuit depuis des efforts incessants pour lutter contre les OGM en Afrique et promouvoir à la place l'utilisation de semences locales.

« Dans les dernières décennies, la propriété et le contrôle du système alimentaire ont subi, dans le monde entier, de profonds changements : le pouvoir a connu une évolution radicale et est passé des mains d'États-nations de plus en plus affaiblis à celles des grandes entreprises. En Afrique du Sud, nous n'étions pas connectés aux mouvements mondiaux, mais nous avons été extrêmement déçus par notre gouvernement, car il n'a pas changé de programme ; il a tout simplement commencé à appliquer une politique économique néolibérale et s'est lancé dans la privatisation. Au fil des ans, on a appris à nettement mieux comprendre la nature de la lutte, la nature de la propriété et du grand capital. Une fois qu'on a saisi les enjeux, on sait où on en est et on peut prendre une position très claire.

Les problèmes sont devenus plus complexes, créant une profonde apathie, parce que les gens se sentent accablés devant l'ampleur et le niveau de l'intrusion des grandes entreprises, devant cette présence insidieuse. Les grandes entreprises sont extrêmement bien financées et appliquent leurs plans avec une précision toute militaire. Les grandes questions comme les OGM, les DPI, le brevetage nous emmènent vers l'avenir à une allure effrénée, sans que nous puissions nous arrêter pour faire le point et peser les conséquences.

Certains exemples de résistances populaires ont été exaltants et montraient le chemin à suivre. Mais en Afrique du Sud, la lutte contre l'apartheid a concerné surtout les villes et nous n'avons pas beaucoup d'exemples de luttes rurales. Toutefois, nous savons que nous ne pouvons réussir que si nous améliorons nos capacités de façon interne et si nous travaillons en réseau. Nous comprenons maintenant qu'il a été contre-productif de nous engager dans le système multilatéral et que cela nous a éloignés des véritables luttes. Nous sommes conscients que nous n'aurions pas dû suivre cette voie. Ce sont les luttes locales qui sont importantes et que nous devons continuer à organiser, petit à petit ; c'est ce que nous devons faire au jour le jour. Nous avons perdu beaucoup d'illusions et nous sommes très pressés de changer les choses. Il y a aussi dans le pays beaucoup d'anxiété. Nous n'arrêtons pas de nous demander : que puis-je faire de plus ?

Si nous voulons avancer, il nous faut favoriser le développement des relations entre les ONG, les mouvements et les communautés, fournir un soutien continu aux communautés et former des leaders parmi les paysans. Comme c'est le cas dans les syndicats, les communautés doivent s'approprier toutes les questions qui les concernent. Nous voulons souvent des solutions rapides qui ne donnent pas suffisamment de temps aux communautés pour comprendre et s'approprier les enjeux. Nous ne prenons pas assez de temps pour nous assurer que nous soutenons les vraies luttes. Il faut que nous tirions les leçons de tout cela.

En Afrique, la réalité est profonde, et la joie et la célébration de l'humanité sont profondément ancrées. Nous sommes un mouvement africain et l'héritage africain nous est cher. Cela a été un honneur pour moi de participer à ce mouvement. Les autres m'ont beaucoup appris et pour moi, cela a été un voyage qui m'a permis de réaliser mon destin. J'espère que cela pourra servir à d'autres personnes, que je pourrai fournir un exemple à mon fils et à la prochaine génération. »

Aziz Choudry, scientifique et activiste de longue date, a été l'organisateur du GATT Watchdog [le GATT Watchdog fut lancé en 1989 pour s'opposer au libre-échange et à la mondialisation] et est actuellement maître-assistant à l'Université Mc Gill à Montréal. Il a participé avec GRAIN à de nombreuses opérations contre les régimes de libre-échange. Il souligne l'importance de la mémoire historique et la nécessité de préserver le souvenir des luttes du passé.

« Les luttes anti-mondialisation sont apparues quand les gens ont commencé à comprendre que l'Uruguay Round du GATT représentait une volonté d'imposer à la planète un ensemble complet de règles qui ne servaient que les intérêts des grandes entreprises. Ces luttes étaient en fait la suite d'une longue histoire de luttes anti-capitalistes et anti-coloniales. L'OMC et les avancées ultérieures des accords commerciaux ou de coopération bilatéraux ne sont que le dernier instrument en date de la même politique. Nous devons donc envisager

notre lutte dans le contexte plus ancien et plus large de l'histoire de la résistance et nous appuyer davantage sur les enseignements des luttes passées. »

Pour Aziz, la nature des menaces auxquelles nous avons tous à faire face est si omniprésente qu'elle rend absolument essentiels le croisement des idées et le dialogue entre des personnes de différentes origines et mobilisées autour de problèmes différents.

« L'activisme est lié par définition à de nombreuses contradictions et ambiguïtés, mais cela ne devrait pas empêcher de construire de nouveaux liens. Il faut absolument bâtir des alliances dans le respect des différentes situations et des diverses façons de voir le monde. Les luttes les plus importantes et les plus efficaces sont celles qui ont une base solide dans un contexte local mais qui sont reliées à des perspectives globales. Ce travail de construction des mouvements est un travail

difficile et peu prestigieux, mais c'est lui qui, au fur et à mesure, crée des espaces où le pouvoir peut être remis en cause. On entend rarement parler de ces luttes, mais ce sont elles qui renferment notre espoir pour l'avenir. »

Brewster Kneen, un autre auteur et activiste de longue date, qui fut durant de longues années membre du Conseil d'administration de GRAIN, est d'accord avec cette analyse. Il ajoute :

« L'un des défis majeurs est de savoir comment se comporter vis-à-vis de l'État. L'État est une construction relativement récente et nous n'avons pas à l'accepter comme un pré-requis. Que les mouvements populaires se définissent par rapport à l'État peut être source d'affaiblissement. Ces mouvements doivent se construire avec leurs propres références. Il faut remettre en question l'autorité de l'État. Nos actions doivent être

fondées sur le sentiment de notre responsabilité morale, et non pas sur ce que l'État nous dit que nous pouvons ou ne pouvons pas faire. C'est comme se retrouver en territoire étranger, mais nous devons absolument nous aventurer hors de notre territoire traditionnel. »

Beaucoup de personnes à qui nous avons parlé sont arrivées aux mêmes conclusions. Aujourd'hui nous vivons dans un monde où une bonne partie des forces et des fondements traditionnels sur lesquels nous comptons pour bâtir un monde meilleur sont usés ou corrompus. Il va donc nous falloir constituer nos propres termes de référence, tirer les leçons de l'Histoire, et engager des alliances et des dialogues au milieu d'enjeux et de contextes différents.

« Ce dont nous avons besoin, c'est de liens, pas de domination »

Diamantino Nhampossa

Diamantino Nhampossa est le coordinateur exécutif de l'UNAC, l'Union nationale des paysans du Mozambique. L'UNAC est membre de La Vía Campesina et assure actuellement la coordination régionale de La Vía Campesina pour l'Afrique australe, l'Afrique de l'Est et l'Afrique centrale.

« L'UNAC a démarré vers la fin des années 1980, quand le Mozambique est passé d'une économie centralisée à une économie de marché. Les puissances et les institutions internationales ont fait pression sur le pays pour qu'il applique des programmes d'ajustement structurel et supprime les institutions et les programmes publics qui soutenaient les paysans. L'UNAC a été mis en place pour répondre à ce problème.

Après l'indépendance, beaucoup de paysans ont continué à s'impliquer politiquement au début des années 1980 et la politique avait des liens très forts avec le mouvement pour l'indépendance. Elle était considérée comme un élément de la lutte des classes. Mais depuis, toutes les idéologies ont été balayées et le pays est maintenant très orienté vers le marché. Le marché n'a pas d'idéologie. Dans le même temps, l'Afrique a subi un énorme appauvrissement et une classe nouvelle a profité des processus de restructuration de la Banque mondiale et a ainsi pu se développer. Les mouvements, les syndicats et les organisations de paysans se sont terriblement affaiblis et ont souvent été co-optés par le gouvernement. Il leur reste très peu d'espace à eux, où ils peuvent se faire entendre.

J'ai vu dans les cinq dernières années une ré-émergence du mouvement paysan venant des paysans les plus pauvres. Les souffrances extrêmes subies par les paysans dans les zones rurales ont provoqué une nouvelle forme de lutte. Un âge nouveau s'ouvre actuellement pour les mouvements. Les producteurs commerciaux ont pris toute la place, ce qui laisse bien peu d'espace aux petits producteurs. Les producteurs, quelle que soit leur taille, ont quelques intérêts en commun, mais sur la plupart des sujets (la terre, par exemple), leurs objectifs sociaux et écologiques n'ont pas grand chose en commun. Ils ont des vues différentes sur les OGM, les engrais, les pesticides. La question de la dette a un impact nettement plus lourd sur les petits producteurs que sur les gros. Les producteurs commerciaux veulent aussi avoir le contrôle de la terre et en chasser les petits producteurs, ce qui provoque souvent des conflits. Les producteurs commerciaux ne savent pas comment gérer la terre de façon durable.

La plus grosse erreur commise par l'Afrique a été d'accepter les programmes d'ajustement structurel. Ce sont en effet ces programmes qui ont fait perdre à notre continent son objectif de devenir une Afrique souveraine. Accepter les conditions d'aide et de prêts de l'étranger était une façon d'admettre que l'Afrique ne pourrait jamais marcher seule. Nous devons redéfinir l'aide : nous avons besoin de solidarité et non de quelqu'un qui nous dise ce qu'il faut faire. Ce dont nous avons besoin, c'est de liens, pas de domination. Depuis 1987, depuis l'indépendance, nous n'avançons pas et les choses vont même de mal en pis. Le Mozambique dépend maintenant de l'aide étrangère pour près de 50 % de son budget national. Nous resterons dans la pauvreté si nous continuons à réclamer de l'aide à l'extérieur.

Les mouvements sociaux doivent préserver leur indépendance et fonder leur puissance politique sur le peuple. Ils ne doivent pas hésiter à provoquer, et à faire entendre leur voix. Ils doivent se concentrer sur les droits fondamentaux des paysans. Ils ne doivent pas rester à la périphérie, mais s'engager au cœur même de la politique et la changer afin de promouvoir une transformation radicale de la société. »

Faut-il suivre ou définir les programmes internationaux ?

Au cours des 20 dernières années, les concepts et les avancées les plus intéressants, les plus prometteurs et mobilisateurs ont émergé quand les mouvements sociaux ont décidé d'envisager les choses de leur propre point de vue, plutôt que dans un cadre imposé par les puissants. Nous pourrions citer une longue liste de négociations dans lesquelles nous nous étions engagés avec enthousiasme, en pensant que nous pourrions en tirer des résultats positifs ; mais nous nous sommes en fait retrouvés coincés dans des débats sans fin, où nos propositions étaient vidées de leur signification véritable et réduites à des promesses sans contenu. À la FAO, nous avons soutenu les « Droits des paysans », pour répondre à la privatisation des semences et des gènes et promouvoir l'idée que les communautés rurales sont le point de départ de la conservation des semences et de l'amélioration des cultures. Nous avons finalement obtenu un accord qui autorise le brevetage des gènes, s'intéresse principalement à la gestion des banques de gènes, et – simple affichage d'un intérêt de pure forme – soutient éventuellement quelques projets de gestion à la ferme des ressources génétiques végétales. À la Convention sur la biodiversité, nous nous sommes attaqués au « biopiratage » et avons insisté sur la nécessité d'intégrer les communautés locales dans la gestion de la biodiversité. Ce que nous avons obtenu, ce sont des « régimes de partage des bénéfices » qui ne changent rien au monopole dont disposent les grandes entreprises sur la biodiversité collectée dans les forêts ; ce soi-disant partage

sert essentiellement à réglementer qui reçoit paiement et pour quoi, quand des ressources génétiques changent de mains. Il contribue très peu à protéger les communautés de l'érosion incessante de leur intégrité territoriale et de la biodiversité qu'elles gèrent, et justifie parfaitement le refrain politique « les affaires sont les affaires »¹. Comme le dit Erna Bennett dans un article de *Seedling* de 2002 à propos du rôle des ONG dans les négociations intergouvernementales, « jouer le jeu selon les règles de l'ennemi n'a servi qu'à nous montrer comment nous en sommes arrivés là où nous sommes. Mais cela ne nous a pas montré comment nous en sortir. »

À GRAIN, au contraire, nous avons appris avec l'expérience que, quand les mouvements définissent clairement leurs propres objectifs, leurs stratégies et leurs propres calendriers, il se passe en général des choses beaucoup plus intéressantes. Nous avons fait plus haut référence au mouvement contre l'OMC qui est en plein essor ; ce mouvement a su maintenir une position nette et radicale contre le modèle de développement néolibéral. Nous avons aussi parlé de l'initiative pour la souveraineté alimentaire qui a permis aux gens de se faire une idée plus complète du genre de système alimentaire à mettre en place. Cette initiative a aidé à résoudre les conflits d'intérêts apparents entre les producteurs du Nord et ceux du Sud, entre producteurs et consommateurs, entre paysans et bergers, etc., en mettant précisément le doigt sur la véritable source du

1. N.d.l.e. Voir ainsi Jack Kloppenburg, Birgit Müller, Guy Kastler et al., *La propriété intellectuelle contre la biodiversité? Géopolitique de la diversité biologique*, PUBLICETIM N°35, Editions du CETIM, Genève, 2011.

5

« Il nous faut mondialiser les luttes »

Piengporn Panutampon

Piengporn «Chiu» Panutampon est un personnage clé dans un mouvement social thaïlandais très actif. Depuis longtemps, elle fait partie intégrante de plusieurs groupes de la société civile et est engagée dans divers secteurs – santé, main d'œuvre, paysans, pêcheurs – ce qui lui a permis d'acquérir une compréhension précieuse d'un mouvement social thaïlandais en plein essor et lui a aussi conféré la capacité de l'évaluer.

« Durant les années 1990, la mondialisation a rendu plus complexes toutes les sphères de notre monde, aussi bien la sphère sociale que la sphère politique ou économique. Elle a donné naissance à de nouveaux acteurs, de nouvelles forces et de nouvelles structures de pouvoir. Il ne s'agit plus désormais seulement des multinationales occidentales, car nous avons assisté en Asie à une explosion du capital et à l'émergence de transnationales asiatiques comme Charoen Pokphand en Thaïlande. Cette expansion du capital pénètre tous les domaines, ce qui fait que ce dernier est difficile à affronter.

L'une de nos réalisations principales a été de faire prendre conscience aux gens des problèmes qui les concernent et de les pousser au débat, qu'il s'agisse de santé, d'OGM ou d'Accords de libre échange (ALE). Nous sommes vraiment fiers d'avoir contribué à une plus grande diffusion de l'information et des analyses, en nous assurant qu'elles soient disponibles et compréhensibles pour tous, et qu'elles puissent déclencher une réflexion et une action collectives.

Et cependant, nous reconnaissons que nous ne pouvons pas faire concurrence à l'influence étouffante de l'économie capitaliste. Les conséquences de la mondialisation sur les cultures et les valeurs des peuples ont été dramatiques. Tous les efforts sont faits pour rappeler qu'il faut rattraper l'économie capitaliste en satisfaisant les besoins et les penchants individualistes. Le consumérisme est devenu la norme. Les gens n'ont qu'une idée, c'est de devenir riches pour pouvoir se conformer à cette norme. Nous n'avons pas réussi à éradiquer cette tendance. Nous n'avons pas suffisamment tenté d'organiser les gens contre le capitalisme. Et le progrès économique est devenu la mesure centrale de notre qualité de vie. Les valeurs du partage et de la tradition qui consistent à endosser la responsabilité des autres se sont perdues peu à peu.

Il nous faut mondialiser les luttes. Nous ne pouvons pas nous contenter de lutter contre les ALE en Thaïlande. Il faut les attaquer partout dans le monde. Mais comment faire pour mieux s'organiser ? C'est notre principal défi, et il ne sera pas facile d'y trouver réponse. »

« Remettre en question la mainmise des transnationales sur le système alimentaire »

Cris Panerio

Cris Panerio est le coordinateur régional de MASIPAG, organisation avec laquelle il travaille depuis 1994. MASIPAG est un réseau national de petits producteurs philippins, bien connu pour le succès de ses travaux de recherche menée par les paysans et ses initiatives d'amélioration des récoltes, dont la conservation et la gestion de la biodiversité du riz philippin.

« Dans les années 1990, l'échec de la révolution verte est devenu évident. Tout le monde cherchait alors des alternatives efficaces. MASIPAG s'est révélé être une alternative fiable. Mais on ne se rendait pas vraiment compte que la stratégie de la 'ferme essai' que nous utilisons n'était que le début d'un processus permettant aux paysans de récupérer le contrôle sur les semences de riz. La révolution verte avait en effet eu pour conséquence une perte quasi générale du contrôle des paysans. MASIPAG a permis que la sélection du riz soit menée par les paysans et effectuée à la ferme ; dans ce système, ce sont les paysans qui choisissent les espèces de riz les mieux adaptées à leurs conditions locales. Depuis, MASIPAG a étendu son action à une autre culture importante, le maïs, et s'occupe aussi, depuis quatre ans, de conserver et d'améliorer les espèces natives de poulet.

Nous soutenons des systèmes agricoles diversifiés et intégrés pour développer la résilience paysanne, surtout face au réchauffement climatique. Aujourd'hui, plusieurs universités agricoles et plusieurs instances gouvernementales locales non seulement soutiennent MASIPAG, mais elles essaient même de promouvoir MASIPAG comme cadre de développement agricole. Malheureusement, la politique officielle du gouvernement continue à promouvoir les stratégies de monoculture de la révolution verte.

Les problèmes de notre pays perdurent : c'est toujours la même pauvreté, causée par l'injustice sociale, une économie dominée par les intérêts étrangers et un gouvernement qui leur est totalement soumis. Des initiatives comme MASIPAG, qui offrent une réponse directe à la mainmise des STN sur le système alimentaire mondial, sont toutefois sources d'espoir. MASIPAG a de fait réussi à mettre un visage, un contenu et des pratiques sur des concepts comme la 'sécurité alimentaire' et permis de concrétiser le mot 'alternative'.

L'une des plus grandes réussites de MASIPAG en tant que mouvement a été de former des leaders paysans qui soient capables d'exprimer de façon cohérente les besoins, les problèmes et les aspirations du secteur agricole. Un élément central fut d'aider à développer leur conscience politique. Les paysans sont désormais en mesure de discuter avec le gouvernement, d'affirmer leurs opinions sur des questions comme les hybrides, les OGM, etc., et de proposer des solutions alternatives concrètes. Ils ont non seulement acquis une grande confiance en eux, mais ils ont aussi obtenu le soutien actif des gouvernements locaux, d'autres ONG et de personnalités académiques en ce qui concerne l'agriculture menée par les paysans et le développement communautaire. Tandis qu'autrefois les paysans étaient principalement les 'bénéficiaires' de kits de développement, ils sont maintenant des participants actifs et leur contribution est reconnue. Les paysans, appauvris par des pratiques et des politiques agricoles mauvaises, ont pu retrouver leur dignité d'êtres humains. »

problème. Elle a aidé à établir des alliances entre les différents mouvements sociaux et a eu un effet mobilisateur très fort. Elle a montré qu'un autre système alimentaire était possible. Pour ceux qui ont le pouvoir, tous ces évolutions sont de plus en plus difficiles à ignorer ou à manipuler.

ONG ou mouvements ?

L'une des tendances les plus encourageantes des vingt dernières années a été l'émergence, la maturation et la croissance de mouvements sociaux impliqués dans la lutte pour un système alimentaire différent. Quoique certaines voix critiquant la démarche high-tech de la révolution verte se soient fait entendre dans les années 1970 et 80, la pensée dominante, il y a vingt ans, était que, pour résoudre le problème de la faim, il fallait augmenter la production alimentaire en déployant de meilleures technologies. Cela reste d'ailleurs, même aujourd'hui, l'opinion de la classe dominante. Toutefois les mouvements sociaux ont commencé à exprimer en

une analyse cohérente leur vision de ce qui ne va pas dans la démarche actuelle et de ce qu'il faudrait faire pour mettre au point un système alimentaire qui nourrirait les gens et ne les chasserait pas de leurs terres. Ils prennent clairement position contre le modèle productiviste sous contrôle des grandes entreprises et sont convaincus que l'objectif est une agriculture tournée vers les besoins locaux et gérée par les communautés locales.

Les relations entre les ONG qui ont participé aux processus de négociations intergouvernementales – avec leurs programmes sectoriels et orientés vers la résolution de problèmes qui ne permettent de progresser que dans les limites offertes par ces processus – et les mouvements sociaux – qui réclament des changements radicaux – n'ont pas toujours été des plus faciles. Il suffit par exemple de penser aux tensions qui séparent ceux qui essaient de forcer l'OMC à plus de transparence et ceux qui veulent carrément se débarrasser de l'OMC. Un autre exemple en est la (non-)participation aux innombrables dialogues multi-acteurs qui ont fait leur apparition dans la dernière

7 « Nous avons réussi à mettre en place un mouvement continental et un mouvement mondial »

Itelvina Masioli

Itelvina Masioli travaille pour le Mouvement brésilien des paysans sans terre (MST). Elle est également membre du groupe de coordination CLOC, le mouvement latino-américain des petits producteurs, et membre de La Vía Campesina.

« Je pense que bien des choses ont changé depuis 20 ans, pour le meilleur et pour le pire. L'offensive du modèle néolibéral, l'offensive des transnationales et la transnationalisation du capital en agriculture ont connu de nombreux changements. La terre est devenue plus concentrée, un violent mouvement d'éviction de paysans de leurs terres s'est produit – et se poursuit. Les transnationales contrôlent tout le processus agricole, depuis les semences jusqu'au commerce. D'une manière générale, la situation s'est durcie parce que la pauvreté s'est accrue dans les campagnes ; l'impact des politiques néolibérales et de l'assistanat dans les campagnes se fait de plus en plus sentir. Dans des pays comme le Brésil, l'esclavage a augmenté et partout se sont répandues la contamination, les monocultures et toutes les dérives de ce modèle économique.

D'un autre côté, durant ces vingt années, le mouvement paysan a pris de l'essor. Aujourd'hui on peut dire que nous avons construit un mouvement continental, le CLOC, et un mouvement mondial qui est La Vía Campesina. Cela constitue indéniablement notre force. Nous avons réussi à transformer la lutte en milieu rural, la lutte pour la terre et la lutte pour une réforme agraire, pour des semences natives et des marchés locaux, toutes ces luttes qui n'étaient auparavant que des luttes paysannes, en luttes qui concernent la société tout entière. C'est donc la grande avancée de ces vingt dernières années que d'avoir fait le lien entre la campagne et la ville. En effet, la lutte pour la défense de la terre et des biens naturels n'est pas juste la lutte des populations rurales, mais une lutte de toute l'humanité, une lutte de toute la société. Face à toutes les crises du capital, nous avons renforcé nos demandes historiques, comme celles de la réforme agraire, de la souveraineté de la défense de la terre et de la vie. Aujourd'hui on parle beaucoup de la nécessité de changer de modèle de production et de consommation et il est clair que la plus grande part de responsabilité dans tous les désastres et dans l'appauvrissement général incombe au modèle capitaliste. Il faut donc changer de modèle. Le débat s'est politisé ainsi que les demandes historiques du monde paysan et ces thèmes touchent à la survie même de l'humanité. Tout ceci signifie que la lutte qui, il y a vingt ans, ne concernait que le monde paysan, a pris une place centrale dans le débat politique, quand on parle de la nécessité de changer la société, de construire une humanité nouvelle.

Il me semble que cette capacité de connecter un mouvement continental et un mouvement international est une avancée absolument essentielle de ces vingt dernières années. Dans le même temps, en tant que classe sociale, nous avons mis les demandes historiques au service de tous pour élaborer un projet populaire social et agricole différent. »

décennie, comme les « tables rondes » sur le soja durable, l'huile de palme durable, les biocarburants durables, etc. Ces rencontres amènent à la même table des représentants de l'industrie et certaines ONG dans le but d'arrêter des critères et des systèmes de certification pour garantir la durabilité de ces cultures. D'autres, dont GRAIN, les ont dénoncées comme une manière de justifier le statu quo, d'éviter de s'attaquer aux problèmes véritables et d'avoir à fournir des solutions. On pourrait citer encore les différentes stratégies concernant le changement climatique. La Vía Campesina s'est récemment vue dans l'obligation de « prendre ses distances vis-à-vis de certains groupes 'auto-organisés' et de ceux qui prétendent parler au nom des mouvements sociaux, mais qui en réalité ne font que représenter les vues de leur ONG ».

Antonio Onorati, l'un des administrateurs fondateurs de GRAIN, qui s'est battu sans relâche pour créer plus d'espace institutionnel et politique pour les mouvements sociaux dans des organisations comme la FAO, appelle cela le danger des ONG « auto-référentielles » : « En 1990, la présence de la société civile aux forums de négociations gouvernementales était dominée par les ONG qui arrivaient avec des présentations de leurs positions et participaient aux débats. C'était un échange entre des personnes bien-inten-

tionnées et des diplomates bien-intentionnés qui voulaient bien écouter ce que nous avons à dire, voire en incorporer une partie dans leurs prises de position officielles. Au fil du temps, bon nombre de ces groupes sont devenus de plus en plus auto-référentiels – décidant seuls de leurs stratégies et de leurs objectifs – et ont fini par constituer une partie du problème plutôt qu'une partie de la solution. Si nous voulons obtenir quoi que ce soit dans les instances où se rassemblent les gouvernements pour négocier, la première chose à faire est de les amener à reconnaître les mouvements sociaux comme une force représentative, qui négocie pour défendre ses propres intérêts. C'est ce que nous nous sommes efforcés de faire dans les dix dernières années à la FAO et dans les autres organisations. »

Aziz Choudry identifie la tendance à la compartimentation qui caractérise beaucoup d'ONG, quand elles se concentrent sur les problèmes dont elles ont fait leur spécialité : « Il faut nous immuniser nous-mêmes contre ce défaut. Les mouvements populaires, les mouvements radicaux ont tendance à voir les problèmes de façon plus élargie, à voir les connexions et à se concentrer sur les causes sous-jacentes aux problèmes. Beaucoup d'ONG tombent dans le discours technique et ne remettent pas en question le formatage inhérent au langage dominant. Ainsi, certaines s'efforcent de trouver des moyens

Vingt ans : réflexions d'Amérique latine

Durant les vingt dernières années, l'horizon des luttes s'est diversifié comme jamais auparavant. Aujourd'hui, l'Amérique latine est un laboratoire d'espaces de réflexions qui proviennent du partage de multiples expériences qui commencent à être racontées depuis de nombreux recoins du continent. Les gens pensaient qu'ils étaient les seuls à souffrir des conditions de la dévastation, du pillage et de l'oppression ; ils pensaient que leur lutte était unique, que leur histoire était unique. Mais toutes les histoires sont interconnectées. Toutes les luttes sont interconnectées. Cela ranime nos moyens de lutte ancestraux et crée de nouvelles stratégies d'organisation. Certains changements significatifs impliquent :

1. L'accent sur les échanges horizontaux : villes et villages, régions et pays se partagent les blessures comme les rêves.
2. L'importance de comprendre comment les grandes entreprises et les gouvernements travaillent, ensemble, à provoquer sans cesse des effets négatifs, des désastres, des crises et des catastrophes qui sont tous interconnectés.
3. La nécessité d'aller au-delà de la géographie pour comprendre les régions du monde, en tenant compte des migrations et des mouvements de population incessants, et malgré cette réalité, la conscience qu'il est urgent de bâtir des communautés.
4. La conscience que l'argent accordé pour réaliser des projets par les gouvernements et les agences mène inévitablement aux dettes et à l'esclavage.
5. La méfiance vis-à-vis du concept de « développement » et l'enthousiasme pour les ateliers, les assemblées, les séminaires et les rencontres, sources de partage d'expérience, où les gens peuvent identifier eux-mêmes les causes, les sources, les problèmes, les obstacles et les connexions.
6. La détermination des peuples indigènes à exercer un contrôle autonome sur leurs territoires.
7. La prise de conscience par les communautés que le fait d'envisager les projets de manière isolée ne peut pas leur permettre de résoudre leurs problèmes, parce cette approche isolée ne remet pas en cause le contexte plus général et ne fait que renforcer les pouvoirs en place.
8. La prise en compte que les liens avec d'autres mouvements de résistance dans d'autres parties du monde sont riches d'enseignements pour les luttes locales.
9. L'acceptation de la complexité, de notre monde si complexe (par opposition à un monde linéaire) comme base de la réflexion et de la compréhension.
10. La conviction profonde que les populations rurales (en particulier les paysans et les peuples indigènes) sont les plus conscientes de toute la panoplie d'attaques et d'actions existantes, parce qu'elles y sont confrontées de plein fouet.
11. Le renforcement d'une alliance – apparue presque naturellement – entre de larges segments des populations indigènes et des mouvements paysans et les mouvements écologiques et certains mouvements de petits producteurs, afin de respecter, de défendre et d'étendre l'espace occupé par les paysans quand ils produisent leur propre nourriture. La liberté obtenue quand on vit aux marges du système, et les avantages à long-terme de poursuivre ce mode de vie.
12. Une contribution cruciale provenant de la surveillance du cyberspace par un grand nombre de jeunes pour y glaner l'information concernant les luttes des mouvements sociaux : une information qui expose les liens entre les grandes sociétés et la classe politique, le sale travail des opérateurs financiers, les financements et les fonctions des programmes et des agences ; une information qui, présentée dans les rencontres et ateliers régionaux et nationaux – qu'il s'agisse de biodiversité, de maïs, de ressources en eau, de certification des terres, de réserves écologiques ou de services environnementaux – permet d'avoir une vue d'ensemble des connexions et des perspectives.

d'améliorer les lois sur les droits de propriété intellectuelle (DPI), alors que pour beaucoup de peuples indigènes, il existe une contradiction fondamentale entre la démarche légaliste des Occidentaux et certaines visions du monde incapables d'accepter des concepts tels que le brevetage du vivant. Un problème majeur provient du fait que souvent ce genre d'ONG occupe beaucoup d'espace politique et est 'capable de gagner un certain pouvoir politique'. En réalité, beaucoup d'ONG ont tiré pas mal de bénéfices de la mondialisation néolibérale, en comblant le vide causé par le désengagement de l'État. »

C'est aussi notre opinion. Pour que des groupes indépendants comme GRAIN puissent continuer à jouer un rôle qui ait du sens, il est crucial de collaborer constamment et de façon active avec les mouvements sociaux, en soutenant leurs façons de faire et en respectant leurs priorités. Cela ne veut pas dire nécessairement que nous nous contentons de suivre leurs

décisions sans y jeter un regard critique, puisque nous faisons partie des débats et des expériences du mouvement. Mais cela implique que, de notre propre chef, nous établissons des relations dans lesquelles notre réflexion et nos actions soient guidées par un dialogue constant sur les priorités et les stratégies.

Construction de mouvements, alternatives et alliances

Les dernières décennies ont montré très clairement que l'assistance, si bien-intentionnée soit-elle, peut devenir un piège qui pousse à la dépendance², plutôt qu'une forme

2. N.d.l.e. Voir ainsi Yash Tandon, *En finir avec la dépendance à l'aide*, PUBLICETIM n° 34, Editions du CETIM, Genève, 2009.

de soutien. Gathuru Mburu, de l'Institute for Culture and Ecology du Kenya, qui fait aussi partie du Réseau africain de la biodiversité (African Biodiversity Network) explique :

« Maintenant, je comprends mieux que les solutions pour l'Afrique ne viendront pas de l'extérieur. Il nous faut changer notre manière de voir les choses, parce que nous sommes beaucoup trop dépendants des idées qui viennent de l'extérieur. Les solutions que nous cherchons sont là, sous notre nez, tout près, mais nous, nous continuons à regarder vers l'extérieur. Cette dépendance bloque nos esprits et nous empêche de voir les solutions et les capacités qui sont à notre portée. Si nous avons besoin de quelque chose, c'est d'un soutien à des solutions africaines. Au fil des années, nos savoirs ont été dévalués, notre agriculture a été classée comme improductive et nos peuples ont été taxés d'ignorance. Notre objectif devrait être désormais de travailler avec les communautés, de façon à ce qu'elles puissent déterminer leur propre destin, prendre leurs propres décisions, avec ou sans soutien. Nous aurions pu faire mieux : souvent nous n'avons pas permis aux communautés de faire leur propre travail de plaidoyer ; nous l'avons fait à leur place. Nous avons ignoré leur capacité à gérer leurs propres situations locales. Si nous avions compris plus tôt l'importance des luttes et des savoirs locaux, nous aurions pu anticiper une bonne partie des problèmes qui sont apparus entre-temps. »

Diamantino Nhampossa, de l'Union nationale des paysans du Mozambique (UNAC) exprime la même chose à sa façon :

« Nous devons redéfinir l'aide : nous avons besoin de solidarité et non de quelqu'un qui nous dise ce qu'il faut faire. Ce dont nous avons besoin, c'est de liens, pas de domination. » (Voir Encadré n° 4)

Nous nous imaginions qu'il fallait obtenir des résultats mesurables dans la limite des périodes prévues pour tel ou tel projet et, paradoxalement, c'est justement ce qui a parfois entravé la construction des mouvements et la formulation d'une alternative claire et holistique au système alimentaire industriel. A maintes reprises, cette mentalité axée sur les projets a

fait plus de mal que de bien. Nous avons donc beaucoup d'initiatives intéressantes, allant de banques de semences locales, de jardins bio jusqu'à des systèmes de production communautaires à base de biogaz et des établissements de crédit locaux. Toutefois, comme beaucoup de ces initiatives ne rentrent pas dans un cadre de lutte élargi ou dans une vision globale du rôle des communautés rurales dans la société, elles ne gênent guère l'expansion du système alimentaire industriel. Nous avons donc un autre objectif à atteindre : nous devons devenir plus efficaces et nous efforcer de construire une force sociale qui soit un vrai défi pour le système alimentaire industriel à tous les niveaux de la chaîne, tout en garantissant les moyens de subsistance pour assurer la survie des communautés.

Pour Antonio Onorati, c'est là que réside la force des mouvements sociaux ruraux et des organisations de petits producteurs.

« Si l'on compare avec les mouvements sociaux dans les zones urbaines, comme les syndicats de travailleurs dans l'industrie, les mouvements ruraux ont une assez bonne idée de la société alternative qu'ils veulent mettre en place. Ils n'ont pas le choix : s'ils veulent survivre, ils sont obligés de résister et pour ce faire, ils se mettent à organiser ou à faire revivre des structures alternatives, des marchés locaux, des systèmes d'échange de semences, une agriculture sans chimie, des liens directs avec les consommateurs, etc. Cette façon de procéder les amène inévitablement à se confronter aux modèles de production promus par Monsanto, la Banque mondiale ou l'OMC. »

En ce sens, l'objectif de souveraineté alimentaire est un projet qui, non seulement dénonce, mais fournit également des solutions. À GRAIN, nous avons au moins appris quelque chose pendant les vingt dernières années : c'est qu'il est d'une importance cruciale de soutenir et de participer à des projets qui visent clairement à créer un cadre autonome, à partir duquel on puisse bâtir des alternatives et mener des actions. La lutte pour la souveraineté alimentaire est l'un de ces projets. Cela ne signifie pas qu'il faille éviter à tout prix de s'associer ou de s'impliquer dans les projets gouvernementaux. Mais ce genre de relations doit s'appuyer sur notre force et pouvoir créer un espace politique, afin de pouvoir mettre sur la table nos propres propositions plutôt que de courir après celles des instances au pouvoir.



A

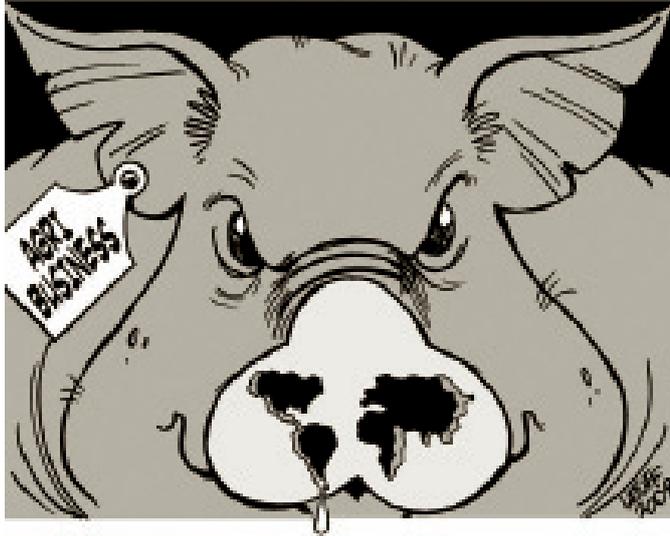
AGROBUSINESS



L'agrobusiness **24 dans le monde :** **deux décennies de pillage**

Avec cet aperçu de l'expansion de l'agrobusiness dans le système alimentaire mondial au cours des vingt dernières années, nous amorçons une réflexion sur ce que l'on peut attendre de ces entreprises dans les années à venir. 13/07/10

Dessin : Carlos Latuff/Indymedia



Au début des années 1990, une grande partie des pages de *Seedling* étaient consacrées à des discussions sur les accords internationaux et les programmes de recherche publique. Les grandes sociétés apparaissaient certes dans ces discussions, mais surtout comme une menace à l'horizon,

« QUELLES SONT LES SEMENCES
QUI ALIMENTENT LE MONDE ?
'BONNES' SEMENCES : 67,5 %
SEMENCES CERTIFIÉES : 32,5 % »

un groupe soutenant de façon agressive le modèle d'agriculture industrielle qui détruisait la biodiversité agricole. Vingt ans plus tard, la situation n'est plus du tout la même. Le pouvoir des grandes sociétés dans le système alimentaire s'est en effet étendu à pas de géants. Aujourd'hui, ce sont elles qui définissent les règles mondiales, tandis que les gouvernements et les centres de recherche publique suivent le mouvement.

Les conséquences de cette transformation ont été désastreuses, tant pour la biodiversité de la planète que pour

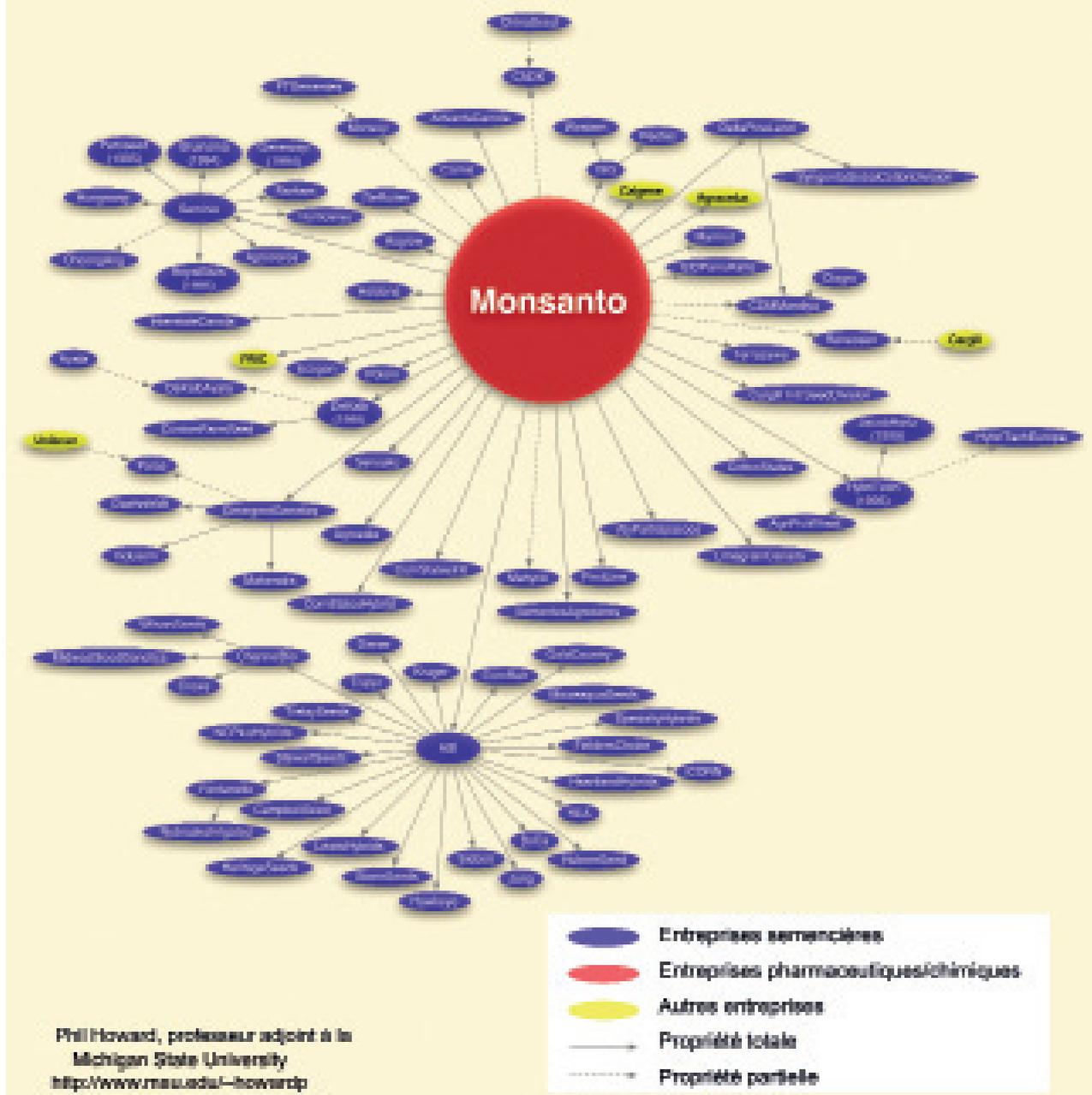
les peuples qui la gèrent. Les grandes entreprises se sont servies de leur pouvoir pour imposer partout la production de monocultures, saper les systèmes de semences paysans et s'introduire sur les marchés locaux. À cause d'elles, il devient très difficile pour les petits producteurs de rester sur leurs terres et de nourrir leurs familles et leurs communautés. C'est pourquoi, de plus en plus, les mouvements sociaux montrent du doigt les grandes entreprises alimentaires et l'agrobusiness comme étant le problème du système alimentaire mondial sur lequel il faut concentrer la résistance.

Les semences

Les deux dernières décennies ont connu une transformation radicale de l'industrie semencière : d'une industrie de petites sociétés et de programmes publics, elle est en effet passée à une industrie dominée par une poignée de sociétés transnationales (STN). Aujourd'hui, dix entreprises contrôlent à elles seules la moitié du marché mondial des semences commerciales (cf. Illustration « Répartition des 10 plus grosses entreprises sur le marché des semences »). La plupart sont des fabricants de pesticides et s'intéressent maintenant au développement de cultures génétiquement modifiées (GM) qui sous-tendent une agriculture intensive à base de chimie.

La domination des grandes entreprises sur les semences se limite toutefois aux récoltes pour lesquelles elles ont pu commercialiser des variétés GM – soja, colza et maïs – et aux pays qui disposent de marchés de semences relativement importants, en particulier ceux qui ont autorisé la commercialisation des variétés GM. Aux États-Unis par exemple, Monsanto contrôle plus de 90 % du marché des semences de soja. Les efforts des entreprises pour étendre leurs marchés consistent donc à ouvrir de nouveaux marchés aux cultures GM et à capturer le marché des semences pour les cultures où les variétés GM ne jouent encore qu'un rôle mineur. Et dans ce dernier cas, leur stratégie est surtout fondée sur deux éléments. Il s'agit d'une part de racheter tous les petits semenciers ou une partie d'entre eux, comme l'a fait Monsanto en rachetant la société de semences de légumes Seminis ou comme est en train de le faire Limagrain

Monsanto : acquisitions des entreprises semencières et projets communs, 1996-2008



Source : Philip H. Howard, «Visualizing Consolidation in the Global Seed Industry, 1996–2008», en *Sustainability*, 2009, <http://www.mdpi.com/2071-1050/1/4/1266/pdf>

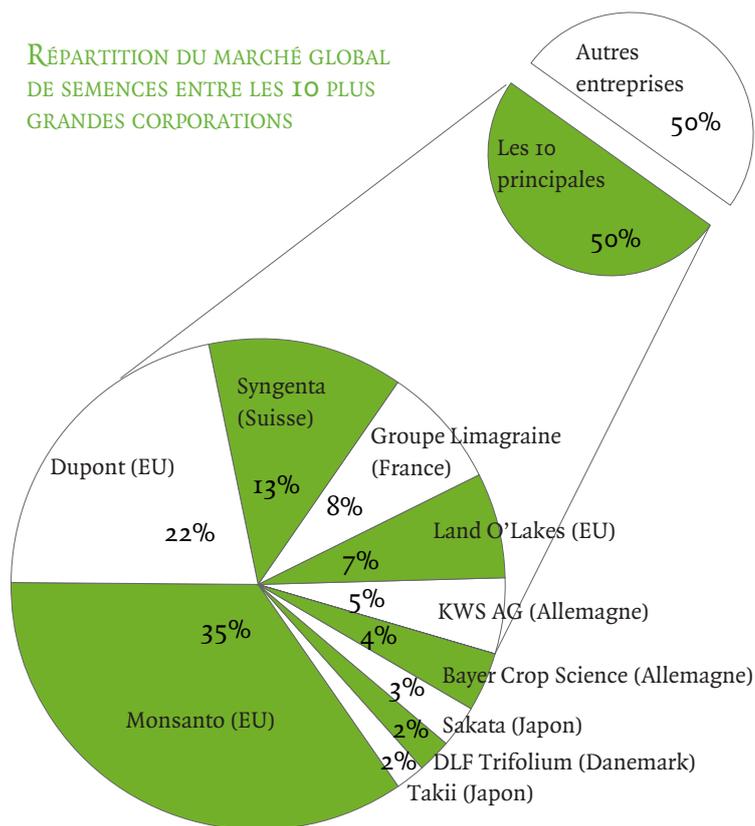
en achetant des parts dans les entreprises de semences de blé en Amérique du Nord et en Amérique du Sud et dans les entreprises de semences de riz en Asie. D'autre part, ces grandes entreprises développent des hybrides et/ou des variétés GM de cultures comme le riz, le blé ou le sucre, des récoltes qui avaient traditionnellement pu résister aux pressions du secteur privé, parce que les paysans avaient l'habitude de conserver leurs semences.

Avec la montée des sociétés semencières transnationales, les systèmes publics de sélection végétale qui étaient si importants il y a vingt ans, ont été réduits à un rôle de sous-traitants pour le secteur privé. Le Groupe consultatif sur la recherche

agricole internationale (CGIAR) travaille main dans la main avec les transnationales, poursuivant toujours plus de projets communs de recherche et de développement, et des partenariats dans lesquels les centres du CGIAR vendent en fait leur matériel génétique au plus offrant. Les instituts nationaux de recherche et les universités ont suivi le même chemin et beaucoup se conduisent de nos jours davantage comme des sociétés privées que comme des institutions investies d'un mandat public.

Les systèmes de semences publics ne constituent donc plus une source majeure de semences pour les agriculteurs. Dans le trou ainsi creusé, le secteur privé s'insinue avec l'aide, bien

RÉPARTITION DU MARCHÉ GLOBAL DE SEMENCES ENTRE LES 10 PLUS GRANDES CORPORATIONS



Source : 3D.

souvent, des instituts de recherche publique. La seconde vague de programmes de style révolution verte, actuellement promue par Bill Gates et autres bailleurs de fonds, confie la responsabilité de l'approvisionnement en semences au secteur privé, plutôt qu'à des programmes de semences publics, comme c'était le cas auparavant. Dans la plupart des cas, ces initiatives s'efforcent de monter des sociétés semencières locales privées, capables d'établir des circuits commerciaux et de former des réseaux de producteurs de semences. Certes, la plupart de ces petites entreprises seront inévitablement rachetées ou évincées par des transnationales plus importantes mais, entre-temps, elles mettent en place des marchés et les gèrent ; dans le pays, leur soutien est essentiel pour pouvoir faire passer en force les changements en matière de réglementation sur les semences, sur la propriété intellectuelle et sur la biosécurité – toutes ces lois qui détruisent les systèmes semenciers paysans et ouvrent aux grandes entreprises une brèche où elles s'engouffrent pour prendre le contrôle du marché.

L'objectif implicite – mais rarement avoué – de ces programmes est de fournir, en Afrique et ailleurs, des semences à une nouvelle classe d'exploitants de taille moyenne ou de grande taille qui soit capable de payer ces semences. Il n'y a aucun intérêt à soutenir des systèmes de semences qui sont sous le contrôle et au service de paysans qui ne produisent que pour leur famille et leur communauté. L'expansion du secteur semencier des grandes sociétés ne peut en effet être dissocié de leur expansion dans l'agriculture et dans les marchés, comme nous allons le voir ci-dessous. Le cas le plus saisissant en est l'envolée des ventes du soja GM de Monsanto qui accompagne depuis 1996 l'expansion gigantesque, au Brésil et en Argentine, des plantations de soja destinées à l'exportation. On assiste actuellement à la mise en place de modèles de production similaires d'un bout à l'autre du continent américain, en Afrique

et en Asie : les systèmes industriels prennent alors la place des systèmes de semences locaux. Bien souvent en fait, l'introduction de semences industrielles précède la mise en place forcée de l'agriculture industrielle. Ainsi les projets chinois destinés à promouvoir des variétés de riz hybride chinoises en Afrique font partie d'une stratégie à long terme : établir une production de riz à grande échelle sur le continent africain pour l'exporter vers la Chine.

La situation actuelle en matière de semences est une forme d'apartheid. D'un côté, on a le soi-disant secteur officiel, c'est-à-dire les entreprises privées, les instituts de recherche nationaux et internationaux. Ce secteur poursuit le développement de variétés adaptées à un modèle d'agriculture industrielle qui n'a plus rien à voir avec les besoins des petits producteurs et des systèmes alimentaires locaux. Le camp officiel dispose de beaucoup d'argent et du soutien de toutes sortes de lois (droits de propriété intellectuelle [DPI], réglementation concernant les semences, mesures de protection des investissements, etc.) ; qui plus est, il a un accès illimité à la biodiversité qui a été précédemment développée par les paysans et se trouve maintenant stockée dans les banques de gènes. De l'autre côté, on trouve les systèmes de semences paysans qui fournissent encore la majeure partie des denrées alimentaires de la planète, mais qui ne reçoivent quasiment aucune forme d'aide des gouvernements. Au contraire, les gouvernements s'emploient de plus en plus à les réprimer, voire à les criminaliser.

L'agriculture

On a beaucoup parlé de l'intensification du contrôle des grandes entreprises sur les semences. Mais, même si elle a moins attiré l'attention, la montée de l'influence des grandes sociétés sur l'agriculture durant les vingt dernières années a été tout aussi dramatique et la situation menace d'empirer encore. Comme avec la révolution verte, c'est à travers les semences que s'est installé ce contrôle, puisque les récoltes GM et les hybrides entraînent un modèle d'agriculture chimique intensive. Cependant, un facteur primordial a été l'intensification de l'intégration verticale.

Dans les années soixante et soixante-dix, bon nombre de fermes et de plantations qui avaient démarré durant l'occupation coloniale furent nationalisées et, parmi les grandes entreprises alimentaires mondiales, la tendance générale fut de laisser tomber la production directe. Dans la plupart des cas, le capital a choisi de s'introduire en agriculture par le biais des intrants, en contrôlant les ventes de semences, d'engrais et de machines. Au cours des dernières années toutefois, la tendance s'est inversée.

Le contrôle exercé par les grandes entreprises sur l'agriculture est de plus en plus un contrôle direct, en particulier grâce à l'agriculture contractuelle. Dans le secteur de l'élevage par exemple, plus de 50 % de la production mondiale de porc et 66 % de celle de volaille et d'œufs sont assurés par des fermes industrielles, qui en général appartiennent aux grandes entreprises de viande ou travaillent sous contrat avec elles¹.

1. E. Blackmore, J. Keeley, « Understanding the Social Impacts

Au Brésil, 75 % de la production de volailles sont sous contrat, de même que 90 % de la production laitière au Vietnam². La production sous contrat concerne aussi de plus en plus fréquemment les marchandises destinées à l'exportation comme le cacao, le café, les noix de cajou, les fruits et légumes. Même les denrées de base comme le blé et le riz sont touchées par cette tendance. Ainsi, au Vietnam, 40 % du riz sont cultivés sous contrat.

L'intégration verticale s'explique en partie par le fait que les détaillants exigent le strict respect de certaines normes qu'ils ont eux-mêmes fixées. Leurs fournisseurs veulent donc s'assurer que les agriculteurs se conforment à des spécifications strictes. Ces entreprises ont énormément de pouvoir sur le marché et peuvent forcer leurs sous-traitants à accepter des conditions proches de l'asservissement. Et comme ces agriculteurs ne sont pas employés directement par les entreprises, celles-ci ne sont pas obligées de respecter la législation du travail ni de tenir compte des syndicats (cf. Illustration « Qui travaille pour qui? »).

L'une des conséquences de cette tendance à l'intégration verticale et aux chaînes d'approvisionnement étroitement intégrées a été l'émergence de ce qu'on peut appeler des producteurs agricoles industriels. Ce sont des sociétés qui appartiennent quelquefois à une famille ou souvent à un ensemble d'investisseurs, voire d'actionnaires; elles opèrent sur de grandes exploitations situées à plusieurs endroits différents d'un même pays ou dans plusieurs pays. En Argentine par exemple, l'émergence de ce genre d'opération est particulièrement frappante : trente sociétés contrôlent désormais à elles seules plus de 2,4 millions d'hectares de terres agricoles³. En Ukraine, 25 sociétés gèrent environ 3 millions d'hectares, soit un dixième du total des terres arables du pays⁴. La plupart de

Tableau 1. Activités de production agricole de PepsiCo

Fermes	10 fermes de pommes de terre en Chine 1 ferme laitière en Jordanie 1 ferme laitière en Égypte
Exploitations agricoles sous contrat	12 000 producteurs de pdt en Inde 1 200 producteurs d'orge en Inde 6 000 ha (env.) pour produire sous contrat du riz, des tomates et du piment en Inde

Tableau 2. Négociants en produits agricoles investissant dans des fermes

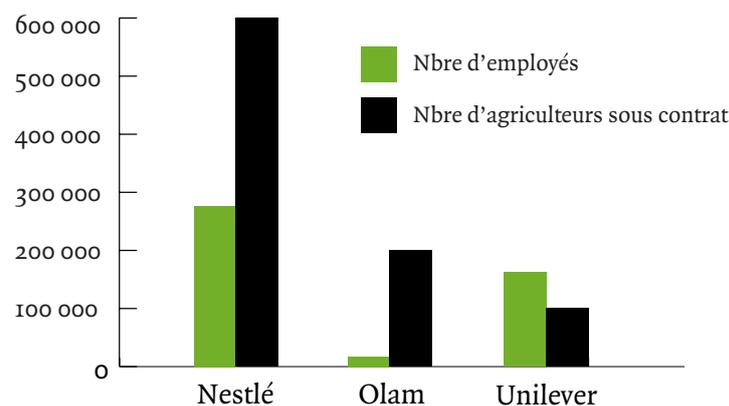
Société	Fermes
Cargill	Huile de palme, canne à sucre, élevage laitier, bétail, volailles, porcs, aquaculture
Olam	Élevage laitier, amandes, huile de palme
Bunge	Canne à sucre, céréales, oléagineux, bétail
Louis Dreyfus	Canne à sucre, céréales, oranges
Mitsui	Coton, élevage laitier, oléagineux, céréales, volaille, crevettes
Glencore	Oléagineux, céréales
ADM	Canne à sucre, huile de palme (Wilmar)
Noble Group	Oléagineux, céréales
Charoen Pokphand	Porcs, volailles, aquaculture, fruits et légumes, huile de palme
Wilmar	Huile de palme, canne à sucre

Source : données rassemblées par GRAIN.

ces nouveaux producteurs industriels ont des accords d'approvisionnement spéciaux avec des entreprises situées en aval ; le producteur de volailles chinois DaChan a ainsi un accord avec McDonald's. Certains ont même été rachetés par leurs clients en aval : Wal-Mart a ainsi acheté Hortifruiti, le plus gros producteur de fruits frais et de légumes d'Amérique centrale. De fait, les transnationales s'occupent de plus en plus elles-mêmes de la production agricole, qu'il s'agisse de fruits, de céréales, de production laitière et bovine ou de canne à sucre

QUI TRAVAILLE POUR QUI ?

LES AGRICULTEURS SOUS CONTRAT SONT LA PRINCIPALE FORCE DE TRAVAIL DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE



Source: données rassemblées par GRAIN.

of Large-Scale Animal Protein Production », Oxfam Novib/IIED, Preliminary Scoping Report, contribution à la Conférence sur les impacts sociaux de la production et de la consommation à grande échelle de viande et de produits laitiers, 2009.
 2. CNUCED, Rapport sur l'investissement dans le monde : Sociétés transnationales, production agricole et développement, 2009, http://www.unctad.org/fr/docs/wir2009overview_fr.pdf (aperçu en français) http://unctad.org/en/docs/wir2009_en.pdf (document en anglais)
 3. Klaus Deininger, « Large scale land acquisition—What is happening and what can we do? » Banque mondiale, Présentation à l'occasion du Jour de la Terre, Rome, 24 janvier 2010, <http://farmlandgrab.org/10920>
 4. Maryna Moiseeva, « The largest landlords of Ukraine », Delo, 5 octobre 2009, http://www.smart-holding.ua/en/press-center/articles/index.php?ELEMENT_ID=882

Exportations d'asperges

1

Entre 1990 et 2007, les exportations d'asperges dans le monde ont augmenté de 271 %. La production d'asperges péruvienne représente plus de la moitié (58 %) de l'augmentation globale des exportations durant cette période. Dans le même temps, la production d'asperges au Pérou est passée de 58 mille à 284 mille tonnes. Environ 90 % des exportations d'asperges péruviennes sont destinées aux États-Unis et à l'Europe. L'asperge était produite autrefois par des petits producteurs mais aujourd'hui, ceux-ci n'assurent plus que 10 % de la production du pays, qui est désormais dominée par de grandes entreprises d'exportation. À elles seules, deux entreprises contrôlent un quart des exportations d'asperges du Pérou.

Tableau 3. Dix STN agroalimentaires du Sud impliquées dans la production alimentaire

Sime Darby (Malaisie)	Le plus gros producteur mondial d'huile de palme. Étend son influence en Afrique de l'Ouest et se lance dans la production de riz.
CP Foods (Thaïlande)	Le plus gros producteur de viande asiatique. Très présent également dans le commerce des semences et du riz. Étend son influence en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient.
Wilmar (Singapour)	Un des grands producteurs d'huile de palme et de sucre. ADM possède une participation minoritaire dans la société.
Olam (Singapour)	Un des grands négociants de marchandises agricoles. Présent en Asie, en Amérique latine et en Afrique. Se lance dans la production en amont de denrées de base, comme le riz et les produits laitiers. Appartient en partie à Singapore SWF Temasek.
JBS (Brésil)	Leader mondial de la viande, surtout bovine. A connu récemment une expansion importante en Amérique du Nord et en Australie et un fort développement dans la volaille.
Karuthuri (Inde)	L'un des plus grands producteurs mondiaux de fleurs coupées. Production principalement basée au Kenya. S'est tourné plus récemment vers la production de denrées de base pour l'exportation sur des terres acquises en Éthiopie.
Savola (Arabie Saoudite)	La plus grande entreprise alimentaire de la région du Golfe. Impliquée dans la production et la transformation alimentaires, ainsi que dans le détail, à travers la chaîne de supermarchés Panda, dont elle est propriétaire.
COFCO (Chine)	Conglomérat d'État, c'est le plus gros producteur et négociant alimentaire de Chine. S'est diversifié récemment dans la production laitière.
COSAN (Brésil)	Le quatrième producteur de sucre mondial. Est récemment entré dans un partenariat (éthanol) important avec Shell Oil.
New Hope (Chine)	Ce conglomérat privé est le plus gros producteur chinois d'aliments pour animaux et l'un des plus grands producteurs de Chine de porcs, de volaille et de produits laitiers. La société s'est récemment lancée au Vietnam, aux Philippines, en Indonésie et au Cambodge.

(cf. Tableau : « Négociants en produits agricoles investissant dans des fermes »).

D'autres forces sont à l'œuvre dans la récente invasion de l'agriculture par l'industrie. La convergence des crises alimentaire et financière de 2008 a déclenché une vague d'investissements dans la production alimentaire et les terres agricoles à l'étranger. Ces manœuvres financières sont le fait d'investisseurs financiers à la recherche d'une source garantie de bénéfices à long terme, ainsi que de gouvernements qui commencent à remettre en cause la fiabilité du système alimentaire industriel pour assurer la sécurité alimentaire de leur pays. La création récente de nouveaux marchés pour les agrocarburants a poussé encore plus d'entreprises à se lancer dans l'agriculture. Grâce à une législation qui garantit les marchés de l'éthanol et de l'agrodiesel dans les pays industrialisés et les pays dits émergents, les investisseurs financiers et les entreprises du secteur de l'énergie ont investi d'énormes sommes dans des exploitations agricoles destinées à la production de agrocarburants.

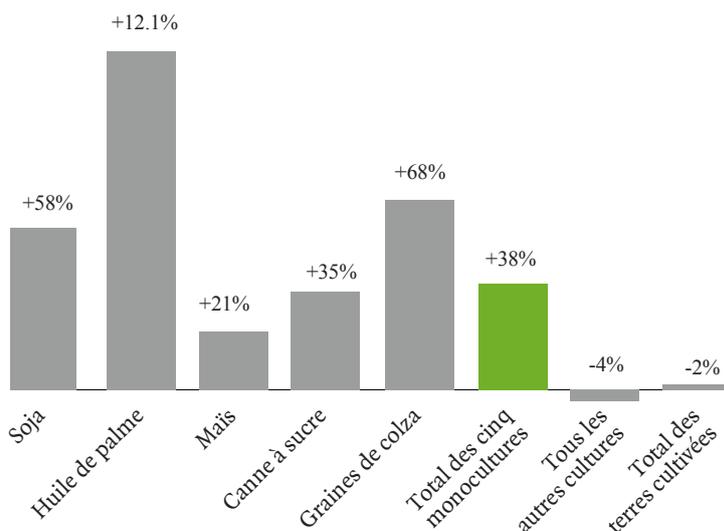
Globalement parlant, ces développements ont eu pour résultat l'extension massive des monocultures. À lui seul, le

soja représente plus d'un quart de l'augmentation totale des surfaces agricoles dans le monde entre 1990 et 2007 (cf. Graphique « L'occupation de terres fertiles ») Ce qui est peut-être le plus frappant dans ces chiffres c'est que dans l'ensemble, l'objectif de l'expansion des monocultures n'était absolument pas de produire davantage de nourriture pour l'humanité : ces surfaces agricoles qui servent à faire pousser du soja, du bois, du maïs et de la canne à sucre, sont surtout destinées à des usages industriels, principalement les agrocarburants et les aliments pour animaux.

Les marchés

Durant les années 1980 et jusque dans les années 1990, on a assisté au démantèlement complet de l'État et des sociétés et agences semi-publiques qui devait permettre, du moins en théorie, d'équilibrer les intérêts des agriculteurs et ceux de la population urbaine. Les offices de commercialisation internationaux, qui avaient le même objectif, furent également supprimés. Pendant ce temps, grâce à la création de l'OMC, puis grâce aux accords commerciaux et d'investissement

L'OCCUPATION DES TERRES FERTILES : LES CULTURES INDUSTRIELLES S'ÉTENDENT AU DÉTRIMENT DES AUTRES



Source : FAOSTAT.

bilatéraux, un ensemble complet de règles néolibérales a été imposé aux pays dans le monde entier, ouvrant la voie à une flambée d'investissements étrangers dans l'agro-business et à la mondialisation des systèmes alimentaires. Les entreprises agroalimentaires transnationales ont ainsi pu accumuler un pouvoir colossal. La porte leur a été grande ouverte pour les laisser remodeler les systèmes alimentaires selon les besoins de leurs activités mondiales.

Pour les pays du Sud, cette nouvelle vague de prise de pouvoir par les multinationales a signifié entre autres :

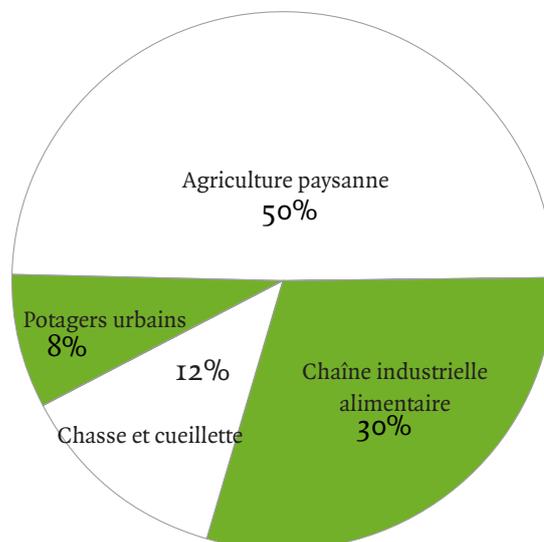
1. Un déplacement continu de la production des marchandises agricoles commercialisées vers des pays comme le Brésil, qui bénéficient de coûts de production bas et d'un important soutien de l'État en termes d'infrastructures, de finances et de mesures politiques. (cf. ci-dessus : « Les exportations d'asperges »).
2. L'entrée agressive des supermarchés du Nord (Walmart, Carrefour), des sociétés de services alimentaires (McDonald's, Kentucky Fried Chicken) et des sociétés de transformation alimentaire (Nestlé, Unilever) sur les marchés nationaux.
3. Le remplacement des marchés et des systèmes de production alimentaire locaux par des chaînes mondiales d'approvisionnement en nourriture et en aliments pour animaux organisées par les transnationales de l'alimentation et de l'agro-business.

Dans l'ensemble, les gouvernements ont accueilli avec enthousiasme ces évolutions, rivalisant entre eux pour attirer les investisseurs étrangers : ils signent et font appliquer les lois – faites par et pour les Occidentaux – sur les DPI et la sécurité sanitaire des aliments, qui favorisent les grandes entreprises et criminalisent les petits producteurs et les systèmes alimentaires locaux. Ces gouvernements injectent des fonds publics déjà bien minces dans des infrastructures qui ne servent qu'à favoriser l'expansion des grandes entreprises. Certains gouvernements du Sud, comme la Chine, le Brésil, la Thaïlande et l'Afrique du Sud, ont pu soutenir le développement de leurs

propres transnationales d'agro-business, mais celles-ci restent en nombre extrêmement réduit et se confinent à la production agricole. Ces STN, notons-le, sont de simples répliques des STN du Nord ; elles sont organisées selon la même logique et souvent intégrées dans des STN du Nord plus importantes, soit comme fournisseurs de multinationales de l'alimentaire comme McDonald's et Nestlé, soit comme clients des géants de l'agro-business comme Monsanto et Hybro Genetics.

De surcroît, le fonctionnement de l'agro-business, qu'il s'agisse de JBS au Brésil ou de Shineway en Chine, est devenu indissociable du secteur financier global. Les deux dernières décennies de mondialisation ont principalement servi à concentrer richesse et pouvoir entre les mains de Wall Street et des autres centres financiers. Aujourd'hui, les capitaines de la finance sont capables de déplacer des milliards et des mil-

QUI ALIMENTE LA PLANÈTE ?



Source : Groupe ETC : «Qui est-ce qui va nous nourrir?», novembre 2009. www.etcgroup.org

liards de dollars chaque jour et de leur faire faire le tour du monde, à la recherche du bénéfice rapide maximal. De plus en plus, cet argent envahit l'agrobusiness et la spéculation sur les produits agricoles. C'est l'accès à cette gigantesque source de capital qui alimente l'expansion de l'agrobusiness, en fournissant aux sociétés les ressources financières pour racheter des entreprises plus petites ou pour démarrer de nouvelles exploitations. Ces sociétés deviennent toujours plus dépendantes de la logique du bénéfice rapide, qui ne peut être obtenu que sur le dos des travailleurs, des consommateurs et aux dépens de l'environnement. La part de capital spéculatif des marchandises agricoles est également montée en flèche dans les dernières années et vient s'ajouter à l'emprise croissante des grandes entreprises à tous les niveaux du système alimentaire mondial. Tout ceci signifie que les prix des denrées alimentaires n'ont plus grand chose à voir avec l'offre et la demande et que la distribution est totalement déconnectée des besoins. Le système alimentaire industriel actuel est organisé selon un seul et même principe : toujours plus de profits pour les propriétaires des grandes sociétés.

Les personnes

Il est quelquefois difficile de ne pas se sentir complètement écrasé devant la maîtrise croissante du système alimentaire par les grandes entreprises. Une réalité d'autant plus déprimante qu'on se rend compte que cette expansion sans fin s'appuie sur la destruction des systèmes alimentaires locaux ; ces systèmes qui fournissent les moyens de subsistance et la nourriture de ces populations écartées ou exploitées par la chaîne alimentaire de l'agrobusiness.

Cependant, l'ubiquité du système alimentaire industriel n'est pas totale. En fait, la plupart des semences utilisées n'ont rien à voir avec ce système, la plupart des paysans n'en font

pas partie et la plupart des humains ne sont pas nourris par ce système. Un peu partout dans le monde, il reste les fondations de systèmes complètement différents ; des mouvements émergent et prennent de l'ampleur, qui redonnent vie aux systèmes traditionnels et rejettent l'ordre alimentaire industriel.

En vérité, nous n'avons pas besoin de l'agrobusiness. Les deux dernières décennies ont plutôt démontré que nous avons toutes les raisons de vouloir nous en débarrasser. Vingt ans d'intensification de la mainmise de l'agrobusiness sur le système alimentaire ont accru le problème de la faim dans le monde : 200 millions de personnes sont venues s'ajouter à celles qui souffraient déjà de la faim. L'agrobusiness a détruit des moyens de subsistance : aujourd'hui 800 millions de petits producteurs et d'ouvriers agricoles n'ont pas suffisamment à manger. Il a été l'une des causes majeures du changement climatique et d'autres désastres environnementaux, mais est très mal placé pour y faire face. Il a généré des problèmes de sécurité alimentaire sans précédent et a fait de l'agriculture l'un des secteurs de l'emploi les plus dangereux, tant pour les paysans que pour tous les travailleurs du secteur. Il a enfin concentré la richesse créée par la production agricole entre les mains de quelques-uns : ainsi, Cargill, le plus gros négociant mondial de produits agricoles, a empoché près de 10 milliards de dollars US entre 2008 et 2010 ; les bénéfices correspondant à la période 1998-2000 avaient été d'un milliard et demi de dollars.

C'est bien l'essor de l'agrobusiness qui est au cœur de l'histoire de l'agriculture des vingt dernières années. Si l'humanité veut survivre sur notre planète et pouvoir conserver sa dignité, les vingt prochaines années devront mettre fin au système.

FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture – Le point sur l'élevage », <http://www.fao.org/docrep/012/i068of/i068ofoo.htm>

3D, « Exploring the Global Food Supply Chain. Markets, Companies, Systems », mai 2010, <http://www.3dthree.org/en/index.php>

GRAIN, « Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière », <http://www.grain.org/briefings/?id=213>

Groupe ETC, « À qui appartient la nature? Pouvoir des grandes sociétés et ultime frontière de la marchandisation du vivant », novembre 2008, <http://www.etcgroup.org/upload/publication/717/01/wonfrancaiso1-23-2009web.pdf>

Philip McMichael, « The World Food Crisis in Historical Perspective » *Revue mensuelle*, juillet-août 2009, <http://monthlyreview.org/090713mcmichael.php>

GRAIN, « Crise alimentaire, le commerce de la faim », *À contre-courant*, avril 2008, <http://www.grain.org/articles/?id=41>



La grande arnaque du lait

Comment l'agrobusiness vole aux pauvres leurs moyens de subsistance et un aliment vital

32 Le lait prend actuellement une importance toujours plus grande dans les moyens de subsistance et dans la santé des populations pauvres du monde. La plupart des marchés de produits laitiers utilisés par les pauvres est assurée par des petits vendeurs qui collectent le lait auprès d'agriculteurs qui ne possèdent que quelques animaux laitiers. Mais de tels systèmes de « lait populaire » sont en concurrence directe avec les ambitions de grandes entreprises laitières comme Nestlé et d'un nombre croissant d'autres acteurs fortunés qui veulent prendre le contrôle de la totalité de la filière laitière dans le Sud, depuis les fermes jusqu'aux marchés. Une bataille pour les produits laitiers est en cours, qui exerce une influence profonde sur l'orientation du système alimentaire mondial et la vie des populations. 16/12/11

PARTIE 1 : LE « LAIT POPULAIRE »

Assurer la dignité

Chaque jour, à la première heure, avant que la plupart des gens en Colombie ne sortent de leur lit, environ 50 mille vendeurs de lait convergent vers les villes du pays. Ces *jarreadores*, comme on les appelle, voyagent en moto et transportent de grands bidons de lait qu'ils collectent dans quelque deux millions de petites fermes laitières de la campagne colombienne.

Chaque jour, ils vont livrer 40 millions de litres de lait frais à un prix modique à quelque 20 millions de Colombiens, qui vont le faire bouillir brièvement à la maison pour assurer qu'il soit sans danger. Il n'y a peut-être pas de plus importante source de subsistance, d'alimentation et de dignité en Colombie que ce qui est communément connu sous le nom de *leche popular* ou « lait populaire ».



Les *jarreadores* de Colombie. (Photo : Aurelio Suárez Montoya)

Les *jarreadores* se sont récemment rassemblés dans les rues pour une autre raison. Avec des agriculteurs, des petits transformateurs de produits laitiers et des consommateurs, ils ont protesté contre les mesures répétées du gouvernement colombien visant à détruire leur *leche popular*. Le problème a commencé en 2006, lorsque le gouvernement du président Uribe a promulgué le Décret 616 qui interdit la consommation, la vente et le transport de lait cru, plaçant de fait le *leche popular* dans l'illégalité.

Le décret a déclenché des manifestations énormes à travers le pays, forçant le gouvernement à reporter l'adoption de la réglementation. L'opposition populaire ne s'est pas éteinte et, deux ans plus tard, avec plus de 15 mille personnes défilant dans les rues de Bogota, le gouvernement a été contraint une nouvelle fois de repousser les mesures de deux ans.

Mais le décret 616 n'était pas la seule menace pour le *leche popular*. La Colombie avait entamé des négociations en vue de

Tableau 1. Pourcentages des marchés laitiers nationaux non gérés par le secteur laitier formel dans certains pays

Pays	Pourcentages du marché laitier national non géré par le secteur laitier formel
Tous les pays en développement	80
Argentine	15
Bangladesh	97
Bésil	40
Colombie	83
Inde	85
Kenya	86
Mexique	41
Pakistan	96
Paraguay	70
Rwanda	96
Sri Lanka	53
Ouganda	70
Uruguay	60*
Zambie	78

* Ce chiffre ne concerne que le fromage.

Source : GRAIN.

plusieurs accords bilatéraux de libre-échange (ALE) avec des pays exportateurs de produits laitiers. Alors que la Colombie est autosuffisante en matière de lait, les ALE retireraient au secteur laitier des protections clés, ce qui le placerait dans une situation de vulnérabilité face aux importations de lait en poudre bon marché, en particulier de l'UE, où la production laitière est fortement subventionnée. Pour reprendre les propos d'Aurelio Suárez, le directeur exécutif de l'Association nationale pour la préservation de l'économie agricole (*Salvación Agropecuaria*), un ALE avec l'UE représenterait une « véritable hécatombe » pour le secteur laitier colombien.

En 2010, lorsque la législation pour interdire le *leche popular* a été une nouvelle fois remise sur les rails, la colère contre les ALE proposés a entraîné un regroupement de l'opposition. Des mobilisations massives s'en sont suivies, ne laissant au gouvernement que le choix de reporter la législation à mars 2011, date à laquelle, accueilli par une nouvelle vague de manifestations, le gouvernement a dû s'avouer vaincu. En mai 2011, le Décret 1880, qui reconnaît que le *leche popular* est à la fois légal et essentiel, a été promulgué.

Ce fut une impressionnante série de victoires pour les gens du secteur laitier de la Colombie, qui devrait inspirer les nombreuses luttes similaires que les petits producteurs et vendeurs laitiers mènent dans d'autres parties du monde¹. Bien sûr, la

1. La situation en Colombie est largement documentée dans Aurelio Suárez Montoya, « Colombia, una pieza más en la conquista de un 'nuevo mundo' lácteo », novembre 2010, <http://www.recalca.org.co/Colombia-una-pieza-mas-en-la.html>

bataille n'est pas terminée : un ALE avec les États-Unis a été adopté et les négociations pour un ALE avec l'UE viennent juste d'être conclues. Mais le secteur laitier est désormais au cœur de la résistance populaire à ces accords et, quoi qu'il arrive, il est clair que le *leche popular* sera au premier rang lorsque le peuple colombien réussira à tourner le dos aux politiques de son gouvernement pour tracer une nouvelle voie de transformation sociale².

Le lait populaire

Le peuple de Colombie résiste actuellement à une forte tendance mondiale. Le secteur laitier, comme les autres secteurs alimentaires et agricoles, a traversé ces dernières décennies une grave phase de concentration. Aujourd'hui, quelques multinationales, comme Nestlé et Danone, vendent leurs produits laitiers dans tous les coins de la planète. La concentration a aussi lieu au niveau des fermes. Les troupeaux laitiers sont de plus en plus grands et les nouvelles technologies permettent d'obtenir de plus en plus de lait de chaque vache. Et de nouveaux fonds, provenant principalement du secteur financier, sont désormais drainés vers l'agriculture, à la recherche d'une part des profits dans ce mouvement vers des exploitations laitières de plus grande taille.

Mais l'histoire est loin de s'arrêter là. Dans la plupart des pays, les produits laitiers sont encore pour l'essentiel entre les mains des populations pauvres. Les sociétés laitières se développent, mais en de nombreux endroits les marchés laitiers appartiennent encore à ce que le gouvernement et l'industrie aiment appeler le « secteur informel » : des agriculteurs qui vendent leur lait directement ou les vendeurs locaux qui s'enfoncent dans la campagne pour acheter du lait à des petits agriculteurs et l'amènent directement aux consommateurs. Les données disponibles suggèrent que plus de 80 % du lait commercialisé dans les pays en développement, et 47 % du total mondial, sont du « lait populaire ».

En Inde, le premier producteur mondial de lait, la filière du lait populaire représente encore 85 % du marché du lait national. Bien qu'on parle beaucoup de l'importance des coopératives laitières indiennes dans l'accroissement de la production laitière du pays, la véritable histoire du pays de la « révolution blanche », qui a vu un triplement de la production laitière entre 1980 et 2006, trouve son explication dans le secteur du lait populaire. Ce sont les petits agriculteurs et les marchés locaux qui ont impulsé le développement massif de la production laitière du pays au cours de ces années et, par conséquent, les avantages de ce boom de la production ont été largement répartis. Aujourd'hui, 70 millions de ménages ruraux en Inde – bien plus de la moitié du total des familles rurales du pays – ont des animaux laitiers et plus de la moitié du lait qu'ils produisent,

Tableau 2. Les différences entre la production laitière dans le Nord et le Sud

	Nord	Sud
Production totale de lait (2009)	362 millions de t.	337 millions de t.
Pourcentage du marché laitier géré par le « secteur informel »	<10 %	80 %
Nombre de vaches par ferme	États-Unis = >100 Australie = >100 France = >30 Japon = >30	Brésil = <30 Inde = <10 Kenya = <10 Turquie = <10
Emplois en milieu rural par million de litres de lait/an	5	200
Consommation de lait par personne (2007)	248 litres	68 litres
Coût de la production du lait (USD/100 kg)	Canada = >60 N. Zélande = >30 Italie = >60	Ouganda = <20 Pakistan = <30 Argentine = <30

Source : IFCN, Aurelio Suárez Montoya, « Colombia, una pieza más en la conquista de un 'nuevo mundo' lácteo », novembre 2010, <http://www.recalca.org.co/Colombia-una-pieza-mas-en-la.html>



Fromages sur un marché d'Ayacucho, au Pérou. (Photo : Tomandbecky)

qui est principalement du lait de buffle, permet de nourrir des gens dans les communautés où ils vivent, tandis qu'un quart de celui-ci est transformé en fromage, en yaourts et en d'autres produits laitiers par le « secteur non structuré » local³.

Le lait populaire apporte de nombreuses contributions à la vie des pauvres dans le monde. C'est un moyen d'alimentation essentiel : un aliment de subsistance pour ceux qui ont des animaux laitiers et une nourriture abordable pour ceux qui n'en ont pas. Le lait populaire frais est généralement beaucoup moins cher que le lait transformé, conditionné et vendu par les sociétés laitières. En Colombie, il coûte moins de la moitié du prix du lait pasteurisé et conditionné vendu dans les supermarchés⁴. Il en est de même au Pakistan, où les *gawalas* (vendeurs de rue) vendent aux consommateurs des villes le lait frais qu'ils collectent dans des fermes rurales pour environ la moitié du prix du lait transformé et conditionné⁵.

2. Movimiento Obrero Revolucionario Independiente (MOIR), « Triunfo de la Cadena Láctea populares y la seguridad Alimentaria », 7 juin 2011, <http://www.nasaacin.org/component/content/article/1-ultimas-noticias/2180-triunfo-de-la-cadena-lactea-popular-y-la-seguridad-alimentaria>

3. Animesh Banerjee, « Lessons Learned Studies : India », FAO, <http://www.aphca.org/reference/dairy/dairy.html>

4. Communication personnelle avec Aurelio Suárez, 6 juillet 2011.

5. Tanvir Ali, « A case study of milk production and marketing by small- and medium-scale contract farmers of Haleeb Foods Ltd, Pakistan », <http://www.regoverningmarkets.org/en/filemanager/active?fid=30>



Femmes en route pour le marché au Bénin. (Photo : palaku.com)

Pour les petits agriculteurs, le lait populaire offre l'une des rares sources de revenus réguliers et constants. Comme le lait est une denrée périssable, il est également une importante source de revenus pour les petits vendeurs et les petits transformateurs qui peuvent se le procurer quotidiennement auprès des agriculteurs et l'apporter aux consommateurs qui achètent du lait frais, des fromages, des yaourts et d'autres produits laitiers pratiquement chaque jour. Les coutumes habituelles, consistant à faire chauffer ou à faire fermenter le lait, garantissent qu'il ne présente pas de risque pour la consommation. Au Pakistan, par exemple, beaucoup laissent leur lait mijoter des heures sur des fourneaux spéciaux appelés *karrhni*, qui brûlent du fumier à petit feu. Dans le nord du Nigeria, le lait est souvent consommé sous la forme d'une boisson fermentée appelée *nono*.

Le « secteur informel » est traité avec dédain par les élites. Le produit est qualifié de « non hygiénique » ou de « qualité médiocre » et le système est traité d'« inefficace ». Certains

déplorent qu'il ne contribue pas aux impôts. Mais la vérité est que le lait populaire prospère dans de nombreux pays. Des petits agriculteurs, des éleveurs nomades et des paysans sans terre montrent qu'ils peuvent produire suffisamment de lait pour satisfaire les besoins des gens, et les petits vendeurs et les petits transformateurs n'ont pas grande difficulté à amener le lait et les autres produits laitiers en toute sécurité sur les marchés. Le « secteur non structuré » peut faire les choses tout aussi bien sans les grands acteurs quand ils ne sont pas fragilisés par les excédents de lait bradés venant d'ailleurs, ou persécutés par des réglementations inéquitables.

Même sur les marchés où les produits laitiers sont industrialisés depuis longtemps, le lait populaire est de retour. Que ce soit aux États-Unis ou en Nouvelle-Zélande, les marchés d'achat direct de lait de ferme ou de lait biologique cru sont en plein essor, parce que les gens recherchent des aliments de meilleure qualité, produits en dehors du système industriel. Dans ces pays, les agriculteurs en ont aussi de plus en plus fréquemment assez du modèle dominant. Du fait de la production intensive, ils supportent des coûts élevés et sont criblés de dettes, tandis que le prix du lait atteint rarement le coût de sa production. Et les communautés rurales où vivent les agriculteurs sont fatiguées de la pollution générée par la présence accrue des méga-fermes laitières. Une pression se fait sentir en faveur de nouveaux modèles de production et de distribution afin de protéger les moyens de subsistance des agriculteurs et de fournir aux consommateurs des aliments de qualité. La lutte sur l'avenir des produits laitiers est particulièrement âpre en Europe (voir Encadré 2 : « La crise du lait dans l'UE en passe de s'aggraver »).

Le mouvement en faveur du lait populaire, cependant, se heurte de plein fouet aux ambitions des grandes sociétés qui cherchent à contrôler l'industrie laitière mondiale, qu'on peut appeler collectivement les « Géants laitiers ». Avec des marchés laitiers dans le Nord déjà saturés, pour se développer, les Géants laitiers visent très précisément les marchés approvisionnés par le lait populaire. Au fur et à mesure que ces sociétés laitières envahissent le Sud, elles sont appuyées par un certain nombre d'autres entreprises et d'élites riches (voir les tableaux 4 et 5) qui, ensemble, essaient de réorganiser toute la filière, des fermes jusqu'aux marchés.

PARTIE 2 : LES GÉANTS LAITIERS

Faire son beurre

La mainmise des grandes entreprises sur l'approvisionnement en lait dans le monde s'est accélérée ces dernières années en parallèle à la mondialisation de l'industrie. Les vingt plus grandes sociétés laitières contrôlent désormais plus de la moitié du marché mondial du lait (« structuré ») et transforment près d'un quart de la production mondiale de lait⁶. À elle seule, une entreprise, Nestlé, contrôle environ 5 % de ce marché mondial, avec des ventes de 25,9 milliards de dollars US en 2009.

Nestlé n'est pas un producteur de lait. Il ne possède que peu de vaches achète le lait directement auprès d'agriculteurs ou de fournisseurs et le transforme en toutes sortes de produits. La plupart des autres entreprises de ce Top 20 sont également des transformateurs, même si, comme Nestlé, certaines ont commencé à exploiter leurs propres fermes⁷. Les coopératives laitières, dont cinq sont dans le top 20 (six si l'on inclut le groupe mexicain Grupo Lala), font exception à cette règle⁸.

Ces cinq coopératives sont détenues par près de 70 mille agriculteurs adhérents aux États-Unis, en Europe et en Nouvelle-Zélande⁹. Bien qu'elles produisent chacune leurs propres produits laitiers, une bonne partie du lait produit par leurs agriculteurs va alimenter les multinationales de la transformation. De ce point de vue, les intérêts des grandes coopératives et des transformateurs sont souvent étroitement liés. En fait, les grandes coopératives sont des multinationales à part entière, la plupart ayant créé ou pris le contrôle d'entreprises laitières à l'étranger, et leurs politiques peuvent entrer en conflit avec les intérêts des agriculteurs qui les fournissent, notamment des petits producteurs laitiers.

Tous les grands acteurs du secteur laitier ont, ces dernières années, fait des efforts énergiques pour se développer au-delà des marchés laitiers saturés du Nord et conquérir les marchés en pleine croissance dans le Sud. Ils se sont lancés dans une frénésie de dépenses, en rachetant des grands acteurs nationaux ou en investissant dans leurs propres unités de production. Nestlé indique qu'environ 36 % du total de ses ventes

Tableau 3. Les 20 plus grandes sociétés laitières au niveau mondial

Rang	Nom	Pays	Ventes de produits laitiers (en milliards d'USD), 2009
1	Nestlé	Suisse	259
2	Danone	France	1.479
3	Lactalis*	France	1.268
4	FrieslandCampina	Pays-Bas	1.117
5	Fonterra	N. Zélande	1.020
6	Dean Foods	États-Unis	974
7	Arla Foods	Danemark/ Suède	864
8	Dairy Farmers of America**	États-Unis	810
9	Kraft Foods	États-Unis	679
10	Unilever	Pays-Bas/RU	638
11	Meiji Dairies	Japon	513
12	Saputo	Canada	497
13	Parmalat*	Italie	493
14	Morinaga Milk Industry	Japon	481
15	Bongrain	France	457
16	Mengniu	Chine	377
17	Yili	Chine	354
18	Land O'Lakes	États-Unis	321
19	Bel	France	310
20	Tine	Norvège	302

*Le 7 juillet 2011, Lactalis a porté sa participation à Parmalat à plus de 50 %, faisant de Lactalis la deuxième société laitière au monde.

**Après la vente de National Dairy au Grupo Lala (Mexique) en 2009, Dairy Farmers of America va certainement baisser dans le classement, tandis que le Grupo Lala devrait entrer dans le top 20, avec des ventes de l'ordre de 5 milliards de dollars USD.

Source : Rabobank.

Tableau 4. Quelques sociétés de produits laitiers dans le Sud qui ont une présence à l'étranger

Société	Pays d'origine	Expansions à l'étranger
Al Marai/ PepsiCo.	Arabie saoudite/ États-Unis	Égypte, Jordanie, Pays du Golfe
Ausnutria	Chine	Pays-Bas
Bom Gosto	Brésil	Uruguay
Bright Dairy	Chine	Nouvelle-Zélande
Grupo Lala	Mexique	Guatemala, États-Unis
Marfrig	Brésil	Uruguay
Olam	Singapour	Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Pologne, Uruguay
RJ Corp (Jaipura Group)	Inde	Kenya, Ouganda

6. Les chiffres sont de Kevin Bellamy de Zenith International, cité dans Shaun Weston, « How global dairy markets are developing and competing », FoodBev.com, 23 août 2011.

7. Nestlé a mis en place une « ferme de démonstration » avec 120 vaches au Pakistan en 2009.

8. Les cinq coopératives sont FrieslandCampina, Fonterra, Arla, Dairy Farmers of America et Land O'Lakes.

9. Au-delà de ses trois mille deux-cents membres producteurs directs, Land O'Lakes est détenu par mille coopératives-membres qui représentent plus de 300 mille producteurs laitiers aux États-Unis.

La société suédoise Tetra Pak domine le marché mondial du conditionnement du lait pasteurisé et encourage la consommation de lait conditionné et transformé en finançant des programmes de lait à l'école, comme celui-ci en Thaïlande. Une importante division de l'entreprise, appelée DeLaval, « développe, fabrique et commercialise des équipements et des systèmes complets pour la production de lait et l'élevage » dans plus de 100 pays. Au Pakistan, DeLaval met en œuvre un programme « Dairy Hub » en collaboration avec le gouvernement et plusieurs transformateurs de produits laitiers pour développer des grandes fermes laitières modernes et commerciales. La vidéo promotionnelle de son « Dairy Hub » affirme : « L'approche traditionnelle de l'agriculteur et son manque de connaissances des méthodes modernes de production laitière représentent les principaux obstacles pour que le lait réalise son véritable potentiel. »
Engro et Tetra Pak DeLaval, «Dairy Hub Kassowal» video :
<http://www.youtube.com/watch?v=j7baPAjdZGg>



Tableau 5. Quelques acteurs financiers investissant dans l'industrie laitière

Société financière	Investissements
Actis (Royaume-Uni)	A investi 65 millions d'USD dans l'exploitation laitière de Nilgiri (Inde) en 2006.
Black River/Cargill (États-Unis)	A créé un fonds de 300 millions d'USD pour investir dans des exploitations laitières en Inde et en Chine.
Carlyle Group (États-Unis)	Achat d'une participation minoritaire dans Tirumala Milk Products en 2010 (Inde).
Citadel Capital (Égypte)	Propriétaire de Dina Farms, la plus grande ferme laitière en Égypte.
Hopu Fund (Chine), avec Temasek (Singapour) et Goldman Sachs (États-Unis) en tant que commanditaires	Associé à COFCO, la plus grande société agroalimentaire chinoise, pour acquérir China Mengniu Dairy, en 2009, une des plus grandes sociétés laitières de Chine.
Kohlberg Kravis Roberts & Co (États-Unis)	Investissement en 2009 dans Ma Anshan Modern Farming Co., l'un des plus grands exploitants de méga-fermes laitières en Chine. Avec un investissement de KKR, Modern Dairy envisage de construire 20 à 30 méga-fermes en Chine.
LEAP Investments (Brésil)	Fonds de capital investissement qui a racheté la filiale brésilienne de Parmalat.
Penxin (Chine)	En avril 2011, il a fait une offre pour acquérir Crafar Farms, une des plus grandes exploitations laitières de Nouvelle-Zélande. L'offre est en attente de l'approbation de l'Overseas Investment Office néo-zélandais.
Soros Fund Management (États-Unis)	Propriétaire de fermes laitières et d'une installation de transformation en Argentine à travers une participation de 295 millions d'USD dans Adecoagro.

proviennent maintenant des marchés émergents. Il prévoit que d'ici 2020 cette proportion va augmenter à 45 % et il envisage de doubler son chiffre d'affaires en Afrique tous les trois ans.

L'expansion dans le Sud n'est pas seulement poussée par les grandes entreprises laitières. Un certain nombre de grandes entreprises d'autres secteurs de l'industrie alimentaire, comme PepsiCo et General Mills, ont récemment lancé des opérations importantes dans les produits laitiers. Des acteurs financiers comme Kohlberg Kravis Roberts & Co et Citadel Capital (voir Tableau 5), s'impliquent également directement, tout comme de nouvelles entreprises basées dans le Sud, dont certaines ont commencé à s'implanter sur des marchés dans le Nord (voir Tableau 4). En outre, il existe une multitude de sociétés n'intervenant pas dans la production ou la transformation laitière qui ont des intérêts directs dans l'expansion de l'industrie laitière transnationale, dans la vente de produits de génétique animale et de médicaments vétérinaires ou dans le conditionnement et l'équipement.

Prendre aux pauvres

Les espoirs des grandes entreprises pour les marchés émergents reposent en grande partie sur des projections de croissance des classes moyennes dans le Sud, qui consommeront

RÉCEMMENT, UN GROUPE DE CORPORATIONS APPARTENANT À D'AUTRES SECTEURS QUE CELUI DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE, COMME PEPSICO ET GENERAL MILLS, ONT ENTREPRIS DES ACTIONS SIGNIFICATIVES POUR S'INTRODUIRE DANS L'INDUSTRIE DES PRODUITS LAITIERS. 37



Mme Zulaikho vend du lait de ses propres vaches à un client à Tachkent, en Ouzbékistan, le 8 janvier 2011. Les ventes de lait populaire en Ouzbékistan ont récemment augmenté. Les gens apprécient sa qualité et sa fraîcheur et il se vend deux fois moins cher que le lait acheté en magasin. Le gouvernement et l'industrie ont réagi en disant que le lait ne respecte pas les normes d'hygiène et, récemment, une campagne a été lancée à Tachkent pour éduquer les écoliers à l'importance de boire du lait transformé et emballé au lieu du lait populaire. « Les jeunes d'aujourd'hui seront de futurs parents, avec une perspective nouvelle et des besoins modernes de produits de qualité », explique l'agent de commercialisation de la campagne, Saida Ziyamova. « Il est donc important de leur faire comprendre l'importance d'un lait sain, sans risque. » Lorsqu'on lui a demandé pourquoi beaucoup de gens en Ouzbékistan pensent que le lait populaire est de qualité supérieure, le directeur de l'usine Nestlé en Ouzbékistan, Muzaffar Akilov, a expliqué : « Les gens se trompent par ignorance. »

* Shakar Saadi, « Uzbekistan promotes pasteurised milk »
CentralAsiaOnline.com, 15 janvier 2011.

plus de produits laitiers, et achèteront ces produits laitiers dans des chaînes de supermarchés en expansion rapide. Les supermarchés comme Wal-Mart et Carrefour ferment leurs portes au lait populaire, tout comme les chaînes de restaurants comme McDonald et Starbucks. Il est tout simplement impossible pour le système du lait populaire de respecter les normes privées et les politiques d'achat fixées par ces sociétés. Au Chili, par exemple, les supermarchés exigent que leurs fournisseurs de fromage les autorisent à retarder le paiement jusqu'à 4-5 mois, ce que peu de petits fromagers peuvent se permettre¹⁰. Aussi, plus les produits laitiers sont consommés par le biais de ces points de vente, moins ils sont consommés par le biais des marchés du lait populaire, et plus le lait est fourni par des entreprises en mesure de respecter les normes et les politiques d'achats fixées par les distributeurs.

Ce n'est pas que les Géants laitiers se désintéressent des pauvres. La marge bénéficiaire peut être réduite, mais l'ensemble du marché peut être assez important, et les multinationales laitières déploient des efforts importants pour élaborer des produits et des stratégies de commercialisation qui ciblent les consommateurs à faible revenu. Comme ces populations ont actuellement tendance à consommer du lait populaire frais, de la ferme, un axe de la stratégie des entreprises consiste à qualifier ce lait de « dangereux ».

Au Kenya, par exemple, en 2003, les grands transformateurs de produits laitiers ont lancé une campagne « Milk Safe » (« Lait sain »), accusant le secteur du lait populaire de vendre du lait frelaté¹¹. Une coalition d'agriculteurs, de vendeurs, de chercheurs et de citoyens concernés a réussi à se regrouper pour riposter. Avec le soutien de l'Université du Kenya, ils ont effectué leur propre étude, qui a démontré que ces accusations étaient totalement fausses.

« L'explication la plus plausible de ce qui se passe dans l'industrie est que les grands acteurs complotent pour exclure les petits vendeurs et les petits producteurs afin de pouvoir avoir

le marché pour eux seuls », estime le Dr Wilson Nguyo, chercheur senior à l'Institut Tegemeo de politique et de développement agricoles de l'Université d'Egerton¹².

Il y a beaucoup plus de raisons d'être préoccupés par les falsifications dans la filière industrielle que par le secteur du lait populaire, comme le récent scandale de la mélamine en Chine le démontre amplement. Dans ce dernier cas, le lait était trafiqué dans des centres de collecte desservant plusieurs des plus grandes entreprises laitières de Chine. Les grandes sociétés laitières multinationales ont également été impliquées. La société néo-zélandaise Fonterra possédait 43 % de Sanlu, l'entreprise laitière chinoise au cœur du scandale, et il semble que le lait contaminé de Chine faisait partie de ses approvisionnements mondiaux, ainsi que de ceux de Nestlé et d'autres multinationales.

Les grandes sociétés laitières ont réagi en essayant de prendre leurs distances par rapport à ce scandale. Lorsque des tests effectués à l'Université de Dacca au Bangladesh ont établi que le lait à dissolution instantanée Nestlé Nido, fait avec du lait en poudre fourni par Fonterra, était contaminé à la mélamine, les deux sociétés ont publiquement remis en question les conclusions et la compétence du laboratoire universitaire. Mais, à peu près au même moment, des résultats similaires sont arrivés concernant des produits Nestlé à Taïwan et en Arabie Saoudite. Les autorités saoudiennes ont qualifié d'« extrêmement dangereux » les niveaux de mélamine qu'elles ont découverts¹³. Une demande officielle d'accès à l'information (Freedom of Information Act) déposée par Associated Press a révélé que la Food and Drug Administration américaine avait trouvé de la mélamine dans des tests effectués sur des préparations pour nourrissons et des suppléments nutritionnels vendus aux États-Unis par Nestlé et d'autres sociétés¹⁴.

Quelle fut la réponse de Nestlé? Selon lui, de faibles niveaux

10. Communication personnelle avec Max Thomet, directeur de CET SUR, 20 juillet 2011.

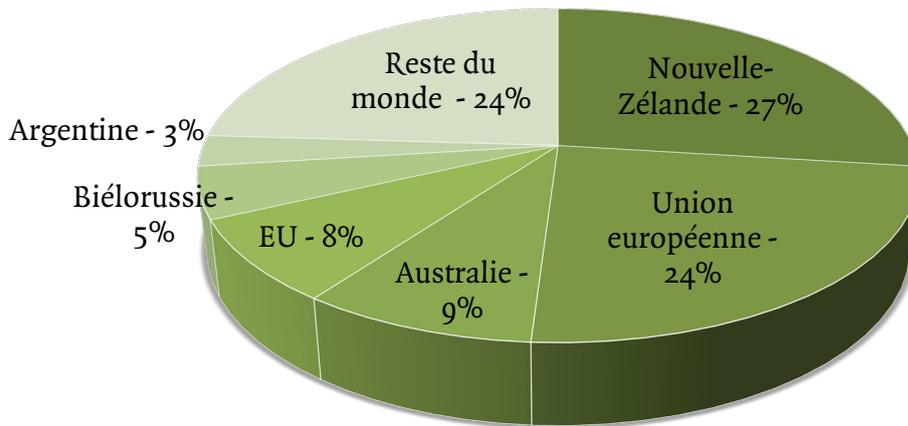
11. La campagne a été menée par le Kenya Dairy Board et la Kenyan Dairy Processor's Association, qui sont composées d'entreprises membres telles que Nestlé et Tetra Pak. La coopérative laitière américaine Land O'Lakes était également impliquée.

12. Juma Kwayera, « Clean vs 'Dirty' Milk or Big Business vs Small Farmers », *The East African*, 22 décembre 2003.

13. « Saudi Arabia finds traces of melamine in Nestlé milk powder », *Zawya Dow Jones*, 3 décembre 2008, <http://www.marketwatch.com/story/saudi-arabia-finds-traces-of-melamine-in-nestle-milk-powder>.

14. Jordan Lite, « Melamine traces found in samples of U.S. infant formula », *Scientific American*, 26 novembre 2008.

Graphique 1. Répartition des exportations globales de produits laitiers



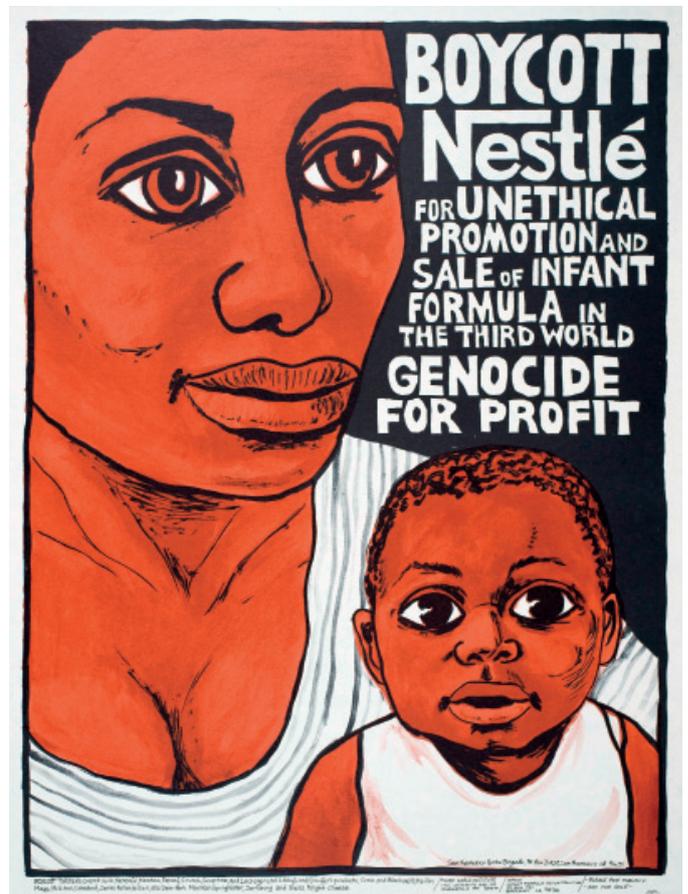
Source : International Dairy Federation.

de mélamine ne sont pas dangereux et peuvent se retrouver dans la plupart des produits alimentaires. « Des traces infimes existent dans le cycle alimentaire naturel », précise la société, qui exhorte en même temps les gouvernements à adopter des limites maximales de résidus au lieu d'une tolérance zéro¹⁵.

Les petits agriculteurs ne sont pas les bienvenus

Le canular le plus cruel consiste à affirmer que le développement des multinationales laitières dans le Sud offrira plus de débouchés aux producteurs laitiers. Nestlé et Danone peuvent avoir quelques programmes dans les pays pauvres visant à créer des filières d'approvisionnement avec de petits agriculteurs, et il existe de nombreux projets pilotes d'ONG qui tentent d'aider les petits agriculteurs à respecter les critères de « qualité » fixés par ces sociétés. Mais cela ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan. Si les multinationales laitières ont besoin de développer quelques filières d'approvisionnement locales au fur et à mesure de leur expansion dans le Sud, la réalité est que l'écrasante majorité des producteurs laitiers du Sud, qui ne possèdent en moyenne que quelques bêtes laitières, ne pèseront jamais bien lourd dans ces filières¹⁶.

Contrairement aux petits vendeurs qui s'enfoncent dans les campagnes sur leurs motos et leurs bicyclettes, les gros transformateurs ne sont pas disposés à s'aventurer dans des centaines de petites fermes pour collecter le lait. Dans les rares endroits où ils développent des filières d'approvisionnement locales dans le Sud, ils exigent que les agriculteurs apportent leur lait à des centres de collecte centralisés, appelés « zones



L'action militante internationale a obtenu un succès considérable en forçant Nestlé et d'autres multinationales à modérer leur promotion agressive et trompeuse du lait maternisé pour remplacer le lait maternel. Mais, aujourd'hui, ces sociétés vilipendent le lait populaire – l'une des plus importantes sources d'alimentation et de subsistance pour les gens pauvres dans les pays pauvres – ce qui est tout aussi sinistre et criminel.

(Photo : Rachael Romero et Lincoln Cushing)

15. Jenny Wiggins, « Nestlé in melamine dispute with Taiwan », *Financial Times*, 2 octobre 2008.

16. Pour donner un exemple du sérieux accordé par les multinationales laitières à leurs projets pilotes pour mettre en place l'approvisionnement laitier dans le Sud, voir l'étude de cas du projet d'agriculture contractuelle de Nestlé dans la province de Ha Tay, au Vietnam. Nguyen Anh Phong, « Viet Nam : The emergence of a rapidly growing industry », in *Smallholder dairy development : Lessons learned in Asia*, FAO, Bangkok, janvier 2009.



Un bar à lait au Kenya, qui sert du lait frais produit localement. (Photo : ILRI/Elsworth)

40

de collecte » ou « plates-formes », pour lesquels les coûts de réfrigération sont souvent supportés par les agriculteurs¹⁷. Généralement, les entreprises ne vont acheter du lait dans la zone du programme qu'auprès des agriculteurs qui ont signé des contrats exclusifs et, en fin de compte, la société a tout pouvoir quand il s'agit de fixer les prix et de déterminer si le lait fourni par l'agriculteur répond aux normes de l'entreprise, ce qui, souvent, n'est pas le cas. Dans les années 1990 au Brésil, par exemple, lorsque le marché des produits laitiers a connu une évolution spectaculaire dans le sens des supermarchés et du lait emballé sous vide et traité à ultra-haute température, 60 mille petits producteurs laitiers ont été radiés par les 12 transformateurs les plus importants¹⁸.

Au Kenya, Nestlé refuse même d'acheter du lait auprès des producteurs laitiers traditionnels, malgré des siècles d'expé-

rience dans la production d'un lait de grande qualité. La société affirme que le lait produit et transformé au Kenya ne répond pas à ses normes et, à la place, il utilise du lait en poudre importé, principalement de Nouvelle-Zélande. Récemment, la société a lancé un projet pilote pour commencer à mettre en place une collecte de lait locale, mais les agriculteurs participants doivent adopter les races animales exotiques et le modèle à coût élevé, à haute production et, finalement, à haut risque, exigés par l'entreprise¹⁹.

Les agriculteurs kenyans peuvent se tourner vers le secteur du lait populaire pour éviter de telles tactiques des grandes entreprises. Dans d'autres pays, où le marché des produits laitiers est totalement contrôlé par les grands transformateurs, les agriculteurs sont dans une position beaucoup plus vulnérable. Le lait est un produit extrêmement périssable, ce qui ne laisse guère d'autre choix aux agriculteurs que de vendre immédiatement ce qu'ils produisent au-delà des besoins de leurs familles, quel que soit le prix offert. Dans de nombreux pays du Nord et plusieurs pays du Sud, les agriculteurs ont

17. Manuel Poitras, « The concentration of capital and the introduction of biotechnology in La Laguna dairy farming », *Sociedades Rurales, Produccion y Medio Ambiente*, 1 (1), 2000.

18. Thomas Reardon et Julio A. Berdegue, « The Rapid Rise of Supermarkets in Latin America : Challenges and Opportunities for Development », *Development Policy Review*, 20 (4), 2002.

19. « Nestlé to add factories in Africa, cut imports », *Reuters*, 15 avril 2011.

Dites « Cheez » ! Les concentrés de protéines laitières sont créés en faisant subir au lait un processus d'ultrafiltration qui élimine le liquide et les petites molécules, dont certains minéraux nutritifs. Non seulement ils se vendent à bon marché sur le marché international, mais ils peuvent aussi échapper aux tarifs douaniers sur les produits laitiers. C'est pourquoi les grandes entreprises laitières l'utilisent de plus en plus. Aux États-Unis, où les importations de concentrés de protéines laitières ont explosé ces dernières années, des sociétés comme Kraft et Nestlé les utilisent pour faire des fromages fondus bon marché, comme des tranches de fromage (ci-contre) qu'ils exportent vers le Mexique et d'autres pays.

Au Canada, les entreprises laitières importent un produit appelé « mélange huile de beurre-sucre » comme matière grasse de substitution pour la fabrication des glaces. Puisque le mélange contient 51 % de sucre, il est considéré comme un produit de confiserie et n'est pas soumis aux droits de douane canadiens sur l'importation des produits laitiers.



agi pour redresser ce déséquilibre de pouvoir entre eux et les transformateurs de produits laitiers, en mettant en place des coopératives pour renforcer leur pouvoir de négociation. La mondialisation de l'industrie laitière a, cependant, fondamentalement faussé la vision fondatrice de certains mouvements coopératifs et rendu beaucoup plus difficiles les efforts pour contrebalancer le pouvoir des grandes sociétés laitières.

Dans un marché national fermé, les coopératives peuvent, surtout si elles disposent d'un contrôle sur l'offre, exercer une certaine influence sur les prix, et même faire en sorte que d'autres considérations soient prises en compte, comme des protections pour les petites exploitations et l'environnement. Mais dès que les marchés nationaux sont ouverts aux importations, il y a peu d'espoir de garantir des prix équitables.

Le pouvoir de la poudre

Le problème fondamental est que les prix internationaux des produits laitiers sont bien en dessous des coûts de production pour presque tous les pays. Le prix est artificiel et basé sur une production excédentaire fortement subventionnée en Europe et aux États-Unis, et un modèle à faible coût de production pour l'exportation en Nouvelle-Zélande et en Australie, que les agriculteurs dans de nombreux autres pays ne peuvent pas concurrencer.

Bien que le commerce international des produits laitiers soit assez réduit par rapport au marché laitier mondial global, son impact est énorme. L'accès aux importations de lait en poudre bon marché et d'autres « produits » laitiers (voir photos page suivante) permet aux transformateurs et aux distributeurs d'exercer une pression à la baisse sur les prix locaux du lait, forçant souvent les agriculteurs à accepter des prix inférieurs aux coûts de production.

Au Vietnam, par exemple, où le marché laitier est dominé par une poignée de grands transformateurs, et où les importations de lait en poudre représentent 80 % du marché national, les transformateurs fixent leurs prix d'achats locaux en fonction des prix internationaux du lait en poudre. Ces derniers sont égaux ou inférieurs aux coûts de production pour l'agriculteur vietnamien moyen²⁰. Le représentant national de la société néerlandaise Friesland Campina, l'un des plus grands transformateurs de produits laitiers au Vietnam, a déclaré que les agriculteurs vietnamiens devraient arrêter de se plaindre,

car ils bénéficient d'un prix qui rendrait les agriculteurs hollandais « jaloux »²¹. Il n'a pas précisé que le prix versé aux agriculteurs néerlandais par son entreprise est encore plus inférieur aux coûts de production et que, si les exploitations agricoles néerlandaises peuvent survivre grâce à de tels prix, c'est uniquement parce qu'elles bénéficient de fortes subventions, auxquelles les agriculteurs vietnamiens n'ont pas accès.

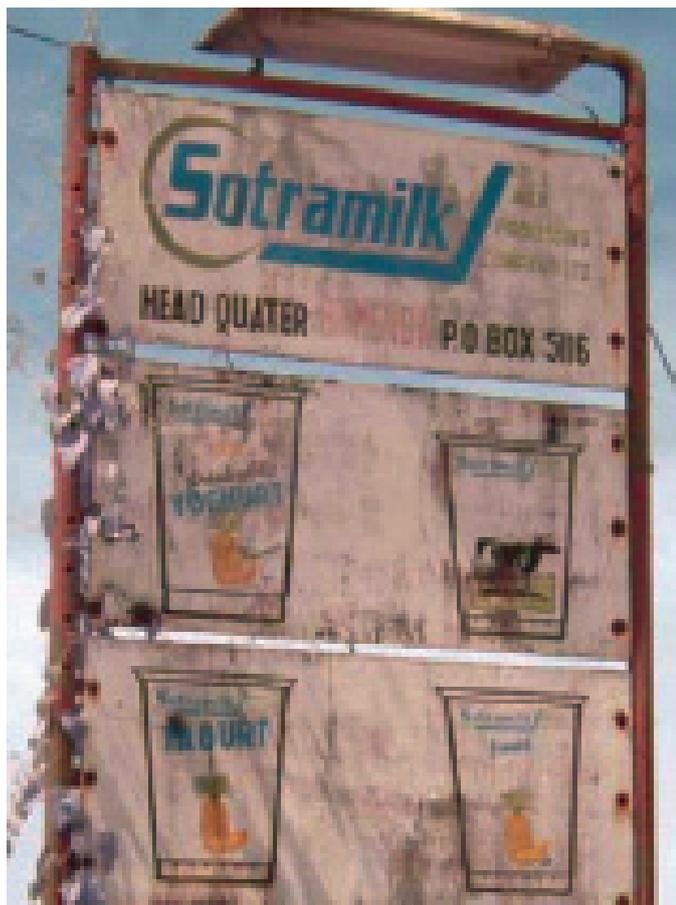
Il y a peu d'espoir de voir apparaître un changement dans la dynamique du marché mondial du lait. La réforme imminente des politiques laitières de l'UE va probablement augmenter les exportations, tout en ne faisant rien pour régler des prix artificiellement bas. Et plusieurs autres pays, comme l'Uruguay, le Chili, l'Inde et le Kenya, apparaissent comme de nouvelles zones pour une production à l'exportation à faible coût pour compléter les exportations bon marché en provenance des États-Unis, de Nouvelle-Zélande et d'Australie.

À l'heure actuelle, la croissance du commerce mondial n'est limitée que par les tarifs douaniers sur les produits laitiers et d'autres mesures de protection qui restent importantes et généralisées. La protection douanière moyenne pour les produits laitiers est de 80 %, contre une moyenne globale de 62 % pour les produits agricoles. Ces tarifs douaniers ont joué un rôle crucial dans le développement du lait populaire dans des pays du Sud comme l'Inde, la Colombie et le Kenya. Lorsqu'il n'y a pas de protections douanières et commerciales significatives, comme au Sri Lanka ou au Cameroun, la production laitière locale en pâtit.

La possibilité pour les pays du Sud de maintenir ou de mettre en place des droits de douane ou d'autres protections commerciales sur les produits laitiers est menacée par la multitude d'accords commerciaux bilatéraux et régionaux mis en œuvre et négociés à travers le monde. Dans la négociation de ces accords commerciaux, l'UE, l'Australie, la Nouvelle-

20. Nguyen Anh Phong, « Viet Nam : The emergence of a rapidly growing industry », dans *Smallholder dairy development : Lessons learned in Asia*, FAO, Bangkok, janvier 2009.

21. « High dairy prices explained », *LookAtVietnam*, 19 octobre 2009.



Les tentatives visant à développer des filières locales pour les transformateurs laitiers nationaux au Cameroun ont échoué du fait de la concurrence des importations de lait en poudre bon marché depuis l'UE. Une entreprise nationale, Sotramilk, a commencé ses activités dans le nord-ouest du Cameroun en 1995, avec l'espoir de produire du yaourt à base de lait local. Cependant, la concurrence des autres entreprises qui utilisaient du lait en poudre importé a forcé l'entreprise à accroître également son utilisation de lait en poudre importé et à réduire le prix d'achat local jusqu'au point où il n'était plus possible pour les agriculteurs de vendre leur lait à l'entreprise. En 2008, l'entreprise a fermé. Selon Tilder Kumichii de l'Association citoyenne de défense des intérêts collectifs, « les subventions à l'exportation de l'UE ne sont qu'une partie du problème des 'importations bon marché', mais elles envoient à tous les investisseurs nationaux le message clair de ne pas se mêler de l'économie laitière et de laisser le marché mondial profiter des énormes opportunités offertes par le marché des produits laitiers au Cameroun ».*

* Pan para el Mundo, «Milk Dumping in Cameroon», octobre 2010.

42 Zélande, les États-Unis, l'Argentine et d'autres exportateurs insistent pour que les pays importateurs ouvrent leurs marchés à leurs produits laitiers et se conforment à d'autres exigences qui protègent les intérêts des exportateurs. L'UE et les États-Unis ne veulent pas pour autant soumettre leurs propres indus-



Parmesan Antigu Stravecchio.

Selon le système d'indicateurs géographiques de l'Union européenne (IG), le fromage vendu comme Parmigiano-Reggiano ne peut être produit qu'à Parme, Reggio d'Emilie, Modène, Bologne ou Mantoue. Cependant, en 2008, l'UE a décidé que cela serait appliqué pour n'importe quel fromage produit sous le nom de « parmesan », un terme générique largement utilisé pour des fromages produits dans le monde entier. L'UE a diffusé une réglementation similaire pour la Feta, prétextant que ce fromage ne pourrait être fabriqué qu'en Grèce, et ce alors que le nom « Feta » est devenu un nom générique et commun dans de nombreux pays qui ne sont pas membres de l'UE et qui produisent des fromages qui se vendent également comme Feta. Ce rapatriement de termes génériques a pris beaucoup d'ampleur dans les négociations internationales de commerce de l'UE. Par exemple, dans le cas de l'accord négocié avec la Corée du Sud, l'UE a insisté pour que soit rapatriée une longue liste de noms de fromages, Provolone, Parmesan, Romano, Roquefort, Feta, Asiago, Gorgonzola, Grana et Fontina inclus.

Les producteurs de fromage américains ont signalé que de telles prétentions mettaient en danger leurs exportations de ces produits en Corée, le deuxième plus grand marché d'exportation pour les États-Unis. En juin 2011, ils ont réussi à faire en sorte que Ron Kirk, le Représentant américain au commerce, obtienne par écrit la garantie – par Kim Jung-Hon, ministre du commerce coréen – que la Corée ne cesserait pas d'importer certains fromages des États-Unis à cause des IG de l'UE inscrits dans la zone de libre-échange UE-Corée. Kim a déclaré par écrit que la Corée considère les noms comme Brie, Camembert, Cheddar, Mozzarella, Gorgonzola et Parmesan comme des noms génériques et non pas comme propriété exclusive des fabricants de fromage européens.

Comment réagira l'UE ?

Il est encore trop tôt pour le dire. Mais, dans le cas d'autres produits, les efforts de rapatriement de l'UE se sont même étendus aux traductions locales ou aux variations des termes génériques. Par exemple, l'UE insiste, dans ses négociations de libre commerce avec l'Ukraine, pour que les producteurs de vin de ce pays cessent d'étiqueter les vins blancs mousseux comme « champanskoye », bien que cette variante locale du nom « champagne » ait été utilisée pendant des décennies. (Photos : AP et PDDPhoto.org)[†]

[†] On peut lire les lettres ici : <http://www.ustr.gov/countries-regions/japan-korea-apec/korea/exchange-letters-between-ambassador-kirk-and-trade-minister>

Sources : Thitapha Wattanaputtipaisan, « Trademarks and Geographical Indications: Policy Issues and Options in Trade Negotiations and Implementations », *Asian Development Review*, vol. 26, num. 1, pp. 166-205 ; « Petri protests threat to state cheese industry », *Fond du Lac Reporter*, 8 octobre 2010 ; Shaun Walker, « The bubble bursts for Ukraine's », « Champagne », *Independent*, 28 février 2011.

tries laitières à la même concurrence étrangère²². Beaucoup de gouvernements dans le Sud, cependant, ne se sont montrés que trop disposés à sacrifier la production laitière locale dans les négociations commerciales en échange d'autres avantages escomptés.

Le ministre colombien de l'Agriculture, Andrés Fernández, admet que l'ALE que son gouvernement a lancé avec l'UE aura un impact défavorable sur plus de 400 mille familles paysannes à travers la Colombie. Mais il dit que cela doit être considéré comme un sacrifice, car d'autres secteurs comme le tabac et le café vont bénéficier de l'ALE. « L'industrie laitière elle-même est exposée, nous ne pouvons pas mentir au pays, mais nous ne pouvons pas arrêter de signer des accords commerciaux avec d'autres pays simplement parce qu'un secteur est sévèrement touché », a déclaré A. Fernandez²³.

De même, le gouvernement thaïlandais – pleinement conscient des conséquences de l'accord de libre-échange avec l'Australie sur la production locale des produits laitiers – a accepté une réduction substantielle des tarifs douaniers sur les importations de produits laitiers australiens dans le cadre d'un ALE que les deux pays ont signé en 2005. Les impacts ont été rapides. Selon Witoon Lianchamroon de Biothai : « Dans l'année qui a suivi la signature de l'ALE, l'association des producteurs laitiers thaïlandais a publié un rapport indiquant qu'un tiers des producteurs laitiers adhérents ont fait faillite en raison de cet accord. Ils ont dû chercher un autre emploi pour gagner leur vie. »²⁴

Le gouvernement chilien, motivé par les accords commerciaux qu'il cherchait à obtenir avec des grands exportateurs de produits laitiers, a été l'un des premiers à libéraliser son secteur laitier. Entre le milieu des années 1980 et le début des années 2000, le Chili a réduit ses tarifs douaniers sur les produits laitiers de 20 à 6 %. Il en est résulté une chute du prix national pour le lait cru qui est tombé en dessous du coût de production. Lorsque les agriculteurs ont protesté, le gouvernement a affirmé que ses mesures forceraient le secteur à se moderniser, et que les agriculteurs bénéficieraient bientôt du

développement des marchés à l'exportation. Dans les années qui suivirent, le Chili est en effet devenu exportateur de lait, mais les importations ont également augmenté. Et surtout, l'ensemble du secteur a été radicalement transformé.

Avant la libéralisation, l'industrie laitière du Chili se caractérisait par de petites exploitations et une industrie locale florissante de transformation du lait, composée de petites unités produisant presque exclusivement pour les marchés locaux. La dictature de Pinochet avait détruit de nombreuses coopératives du pays, mais ces dernières et les groupes de producteurs à but non lucratif avaient encore une présence significative sur le marché national, alors que la présence des multinationales était assez faible. Cependant, lorsque le marché a été ouvert, les petits transformateurs, qui dépendaient de la production de lait locale, n'ont pas pu rivaliser avec les plus gros acteurs du secteur, qui avaient la possibilité d'utiliser du lait en poudre importé pour maintenir des prix bas. Les changements correspondants aux lois sur les investissements étrangers ont également permis aux acteurs internationaux, tels que Fonterra, de venir s'emparer des principaux transformateurs laitiers nationaux²⁵. En quelques années seulement, Fonterra et Nestlé, qui ont une collaboration officielle pour leurs activités laitières dans la plus grande partie de l'Amérique latine, avaient pris le contrôle de plus de 45 % de l'approvisionnement national en lait²⁶. Les deux sociétés ont cherché à fusionner leurs activités au Chili, mais cela a jusqu'ici été bloqué par le Tribunal de la concurrence du pays. Néanmoins, les producteurs laitiers chiliens sont convaincus que les deux entreprises s'entendent pour fixer les prix et qu'elles ont régulièrement d'autres pratiques anticoncurrentielles pour maintenir des prix bas. Aujourd'hui, le prix du lait vendu au détail au Chili est six fois supérieur à celui que les agriculteurs perçoivent à la ferme²⁷.

Ouvrir la voie aux méga-fermes

Il va sans dire que la libéralisation du marché des produits laitiers au Chili a conduit à la disparition de nombreuses petites exploitations laitières dans le pays. Ce qui est peut-être plus surprenant, c'est ce qui a pris leur place. Les prix bas et les flux commerciaux, qui sont si néfastes aux petits agriculteurs ont eu un effet stimulant pour les compagnies étrangères et les élites économiques locales qui ont commencé à mettre en place les sociétés agricoles dans le pays.

« Sur les cinq kilomètres de route qui séparaient la ferme laitière de ma mère de la ville proche, il y avait huit familles avec des petites exploitations laitières », explique Max Thomet, directeur de l'organisation chilienne CETSUR²⁸. « Maintenant, une seule grande ferme a repris ces terres et elle est contrôlée par un magnat des affaires chilien qui a fait fortune dans l'assurance vie. »

Au cours des dernières années, les plus riches familles du

22. Des pourparlers sont actuellement en cours pour un accord visant à élargir l'Accord commercial de partenariat transpacifique entre la Nouvelle-Zélande, le Brunei, le Chili et Singapour pour y inclure les États-Unis, l'Australie, le Pérou et le Vietnam. L'industrie laitière américaine affirme que la Nouvelle-Zélande se livre à des pratiques anticoncurrentielles dans la production laitière, qui pourraient potentiellement coûter des milliards de dollars aux producteurs américains si les produits laitiers étaient inclus dans l'accord. Le gouvernement néo-zélandais et Fonterra nient en bloc les accusations. Mais, étant donné que l'industrie sucrière des États-Unis a réussi à garder le sucre en dehors de l'accord commercial avec l'Australie, il est fort possible que l'industrie laitière américaine parvienne à ses fins de la même manière. Pour plus d'informations, voir Dustin Ensinger, « TPP Could Cost U.S. Dairy Farmers Billions », *Economy in Crisis*, 23 mars 2010 ; « NZ rejects US senators' claims on dairy trade », *Associated Press*, 22 mars 2010, <http://www.bilaterals.org/spip.php?article17028>

23. Brett Borkan, « Dairy industry to protest Colombia-EU FTA signing », *Colombia Reports*, 18 mai 2010, <http://bilaterals.org/spip.php?article17393>

24. « Behind every FTA lie the TNCs : examples from Thailand », interview avec Witoon Lianchamroon de Biothai, réalisée par Aziz Choudry de bilaterals.org, pour *Fighting FTAs*, novembre 2007.

25. Elinor Chisholm, « Fonterra in Latin America : a Case Study of a New Zealand Company Abroad », *Political Science*, 61 (19), 2009, <http://pnz.sagepub.com/cgi/content/abstract/61/1/19>

26. CORFO, « Oportunidades de Inversion en Sector Lácteo y Queijos en Chile – 2007 », 2007. En juillet 2010, les deux sociétés contrôlaient 48 % de l'approvisionnement national en lait (Fedeleche).

27. Communication personnelle avec Max Thomet, directeur de CETSUR, 20 juillet 2011.

28. Centro de Educación y Tecnología para el Desarrollo del Sur.



La Fazenda Leite Verde à Bahia, la plus grande ferme laitière pastorale au Brésil. La ferme, qui couvre désormais 5 500 ha et compte 3 500 vaches, a été créée en 2008 par l'ancien dirigeant de Fonterra, Simon Wallace, avec un financement de 10 millions de dollars US provenant d'un des entrepreneurs les plus riches de Nouvelle-Zélande, Sam Morgan, spécialisé dans les activités liées à Internet. En 2010, la société néozélandaise a ouvert une usine de transformation du lait, qui vend du lait sous la marque Leitissimo. La société est dans une phase d'expansion de sa ferme qui lui permettra de tripler la taille de ses activités de production. S. Wallace ne voit aucune contradiction entre ce que fait son entreprise et les ambitions de son pays d'origine en matière d'exportation des produits laitiers. « La valeur de Fonterra ne tient pas à ce que le lait est produit en Nouvelle-Zélande, mais au fait que le lait est produit dans beaucoup d'endroits différents et ensuite commercialisé dans le monde entier. Les producteurs laitiers néo-zélandais investissent massivement dans une activité mondiale, pas seulement quelques exploitations laitières en Nouvelle-Zélande. C'est ce que nous avons fait depuis le début ; seulement, parfois, dans les discussions et les débats qui ont lieu, nous devenons un peu protecteurs ou nous nous concentrons sur la propriété foncière. »

Vincent Heeringa, « Sam Morgan's South American adventure », *Idealog*, 7 juillet 2011, <http://idealog.co.nz/blog/2011/07/our-milk-powder-problem> ; Andy Kenworthy, « The Milky Way », *Idealog*, 1er août 2011 : <http://idealog.co.nz/magazine/34/milky-way> (Photo : Georges van Hoegarden)

pays, qui participent à la distribution, les médias et les télécommunications, ont rapidement pris le contrôle des exploitations laitières dans les régions laitières les plus importantes du Chili. Les investisseurs étrangers, surtout néo-zélandais, ont fait de même. En 2005, l'ancien président de Fonterra, Henry van der Heyden, et 14 autres grandes familles de producteurs laitiers de Nouvelle-Zélande ont créé un fonds, appelé Manuka, pour acheter des fermes laitières dans la région d'Osorno au Chili. Le fonds a commencé par acheter 13 fermes de 150 à 500 ha, puis il a repris la plus grande laiterie du Chili, Hacienda Rupanco. Aujourd'hui, les activités agricoles du fonds couvrent plus de 22 mille ha et assurent la production de 82 millions de litres de lait par an, dont la plupart est vendu à une filiale de Fonterra, Soprole. Maintenant les propriétaires de Manuka cherchent à se développer en faisant appel à d'autres investisseurs.

Ces nouvelles fermes énormes, détenues par des propriétaires absents, représentent l'avenir pour la fourniture du lait aux multinationales qui dominent maintenant le marché chilien des produits laitiers. Déjà, la ferme Ancali et les fermes Manuka représentent près de 10 % de la production laitière nationale du Chili²⁹. Avec leurs volumes de production élevés,



Lorsque des chaînes de restauration rapide comme McDonald's s'implantent sur de nouveaux marchés dans le Sud, leurs fournisseurs mondiaux leur emboîtent le pas. Les principaux fournisseurs mondiaux de produits laitiers de McDonald's, Schreiber Foods et Eerie Foods, sont arrivés en Inde dans les années 1990 pour développer un approvisionnement régional pour la chaîne de restauration. À la demande de McDonald's, les sociétés ont conclu un partenariat avec la riche famille Goenka pour créer une grande entreprise de transformation de produits laitiers dans le Maharashtra, maintenant appelée Schreiber-Dynamix. L'entreprise a commencé par la mise en place d'une agriculture contractuelle et de centres de collecte pour collecter le lait des agriculteurs locaux, mais elle a ensuite commencé à créer sa propre exploitation agricole de taille industrielle pour couvrir ses besoins. En novembre 2010, la société a inauguré une ferme laitière « prête pour l'avenir », avec 6 mille vaches sur 300 hectares, dans le district de Pune, avec le soutien de la State Bank of India. Dynamix fournit également Danone, Nestlé, Yum! et KFC. (Photo : USC)

ces fermes peuvent faire du profit même lorsque les prix du lait sont faibles, étant donné que les grands transformateurs paient des prix plus élevés pour les exploitations agricoles qui fournissent des volumes plus importants³⁰. Le Chili va peut-être devenir un jour une puissance exportatrice de produits laitiers, comme le gouvernement l'avait promis, mais les petits agriculteurs n'auront plus aucune place dans ce secteur.

Ce qui se passe au Chili n'est pas un cas isolé. Cela s'inscrit dans une évolution mondiale. Partout dans le monde, au Nord comme au Sud, des sociétés et des grands acteurs financiers se déplacent pour mettre en place des méga-fermes et s'emparer de l'approvisionnement mondial en lait.

Si ce passage à des méga-fermes se poursuit dans le Sud, il sera brutal pour les petits agriculteurs. Dans l'UE et aux États-Unis, tout comme dans des pays du Sud comme le Chili et l'Argentine, où il ne reste pas grand-chose du système du lait populaire, l'industrialisation et la concentration de la production laitière ont anéanti un nombre énorme de petits agriculteurs. Les États-Unis ont perdu 88 % de leurs exploitations laitières entre 1970 et 2006, tandis que les neuf pays à l'origine de l'Union européenne en ont perdu 70 % entre 1975 et 1995. Le rythme de destruction n'a pas ralenti. En Argentine, en Australie, au Brésil, en Europe, au Japon, en Nouvelle-Zélande, en Afrique du Sud et aux États-Unis, le nombre de fermes a diminué de 2 à 10 % par an sur la période 2000-2005. Une situation très différente de celle de la plupart des pays en développement, où les multinationales de la transformation des produits laitiers et les méga-fermes laitières sont encore peu présentes. Durant les mêmes années, le nombre de fermes dans ces pays a augmenté de 0,5 à 10 % par an³¹.

²⁹ L'Agriculture 2010.

³⁰ Fedeleche, *Infarma*, 4 (37), juillet 2010 : www.fedeleche.cl

³¹ International Farm Comparison Network, *Dairy Report*, 2010.

²⁹ La production laitière nationale enregistrée par l'industrie en 2009 a été de 1772 millions de litres. Source : Ministère de

Du fromage, encore du fromage. Borough market, Neal's Yard Dairy, Royaume-Uni.

(Photo : Stephanie Watson)



Le passage à des exploitations à grande échelle serait une catastrophe aussi bien environnementale que sanitaire. Les exploitations de ce type engouffrent d'énormes quantités d'eau, souvent au détriment des autres fermes et des communautés qui dépendent des mêmes sources³². Elles exigent également beaucoup de terrains, pas pour y faire vivre leurs vaches, mais pour produire leur alimentation³³. Et elles génèrent d'énormes quantités de déchets. Une vache produit en moyenne 20 fois plus de déchets qu'un humain : donc une ferme industrielle avec 2 mille vaches produit autant de déchets qu'une petite ville. La plus grande partie des excréments n'est pas traitée et finit dans de grands bassins situés à côté de la ferme. Ces derniers attirent les mouches et créent une odeur insupportable pour ceux qui vivent à proximité. La plupart des déchets dans les bassins seront en fin de compte pulvérisés sur les champs maïs, trop souvent, certains d'entre eux s'écoulent dans des cours d'eau, contaminant l'approvisionnement local. Les bassins de déjections sont aussi des sources majeures d'émissions de gaz à effet de serre. Une étude a constaté qu'une ferme industrielle utilisant des bassins à déjections rejette 40 fois plus de méthane (un gaz à effet de serre) qu'une ferme biologique où les vaches sont au pâturage³⁴.

L'impact de l'agriculture industrielle sur la santé animale est également bien documenté. Comme les animaux dans ces fermes sont poussés à produire plus, par l'utilisation d'une alimentation à haute teneur en protéines, des traites fréquentes et des hormones et des médicaments favorisant la production, ils souffrent du stress et deviennent sensibles aux maladies et aux blessures. Pour compenser, les animaux reçoivent des quantités importantes d'antibiotiques et d'autres médicaments vétérinaires. L'un des résultats est l'apparition dans ces fermes de superbactéries résistantes aux antibiotiques qui peuvent infecter les humains, comme le SARM³⁵. Mais ces pratiques

ont également une incidence directe sur la qualité du lait. Une étude américaine récente fait apparaître une différence significative entre la qualité nutritionnelle du lait provenant de vaches élevées dans les fermes-usines et celui de vaches élevées en pâturage dans des systèmes biologiques³⁶. Par ailleurs, les hormones et les antibiotiques utilisés dans les fermes industrielles peuvent se retrouver dans le lait fourni, ou produire des effets secondaires néfastes³⁷. L'hormone de croissance recombinante bovine (BGH) – par exemple, un médicament améliorant la production qui est couramment utilisé dans des fermes

avant une nouvelle étude dans la revue médicale *The Lancet* qui fournit la preuve de l'existence de SARM dans des exploitations laitières britanniques.

36. Charles Benbrook et al., « A Dairy Farm's Footprint : Evaluating the Impacts of Conventional and Organic Farming Systems », novembre 2010, <http://www.organic-center.org>

37. Les réglementations exigent généralement que les transformateurs de produits laitiers contrôlent la présence de niveaux élevés de certains antibiotiques et d'hormones dans le lait qu'ils utilisent. Ces réglementations, cependant, ne peuvent couvrir beaucoup d'antibiotiques, hormones ou autres médicaments qui sont couramment utilisés dans les fermes laitières industrielles et potentiellement dangereux pour la santé humaine. Des niveaux élevés de résidus de médicaments dans les vaches laitières au moment de l'abattage ont amené la Food and Drug Administration américaine à proposer des contrôles sur des vaches dans les fermes laitières portant sur environ deux douzaines d'antibiotiques, au-delà des six qui sont généralement exigés. Les analyses porteraient également sur un antalgique et anti-inflammatoire fréquent dans les fermes laitières, appelé flunixin, qui se manifeste souvent dans les contrôles à l'abattoir. Mais, du fait de la résistance acharnée de l'industrie laitière, ces mesures n'ont pas été appliquées. Voir William Neuman, « F.D.A and Dairy Industry Spar Over Testing of Milk », 25 janvier 2011, <http://www.nytimes.com/2011/01/26/business/26milk.html>

32. Voir l'exemple du Mexique dans Luis Hernández Navarro, « La Laguna : la nueva guerra por el agua », *La Jornada*, 12 novembre 2004, <http://www.jornada.unam.mx/2004/11/12/048n1s0c.php?origen=soc-jus.php&fly=1>.

33. Des données sur l'utilisation des terres peuvent être trouvées dans Charles Benbrook et al., « A Dairy Farm's Footprint : Evaluating the Impacts of Conventional and Organic Farming Systems », novembre 2010, <http://www.organic-center.org>.

34. Ibid.

35. Tom Levitt, « Routine antibiotic use' linked to new MRSA strain found in UK dairy cows », *The Ecologist*, 3 juin 2011. L'article met en

PARTIE 3 : EMPÊCHER LA MAINMISE DES GRANDES ENTREPRISES SUR LE LAIT

industrielles aux États-Unis, en Afrique du Sud et au Mexique, mais interdit en Australie, au Canada, en Europe, au Japon et en Nouvelle-Zélande – se retrouve liée à une augmentation des niveaux de substances cancérigènes et antimicrobiennes dans le lait qui représentent un risque pour la santé humaine³⁸. Le lait populaire est un facteur de santé et de réduction de la pauvreté. Il fournit des moyens de subsistance et des aliments sains, abordables et nutritifs. Les revenus accumulés sont distribués équitablement et systématiquement dans l'ensemble du secteur. Tout le monde y gagne avec le lait populaire, sauf les grandes entreprises, et c'est pourquoi il y a une telle pression pour le détruire.

Qu'est-ce que Géants laitiers ont à offrir? Au lieu de lait frais, de haute qualité, produit et fourni de la manière la plus durable possible, on nous propose du lait en poudre transformé, produit dans des méga-fermes très polluantes et vendu dans toutes sortes d'emballages, au double du prix!

Pourtant, chaque gouvernement semble s'acharner à suivre le modèle néo-zélandais et à rejoindre le club des exportateurs. Qu'y a-t-il de si formidable dans l'expérience néo-zélandaise? L'essor continu de la production laitière est à l'origine de pollutions importantes des cours d'eau du pays. Du fait de la pression constante pour le développement des marchés d'exportation, d'autres secteurs de l'économie, sensibles à la libéralisation, ont été sacrifiés sur l'autel de la politique du commerce et des investissements. Et la majorité des bénéficiaires ont été captés par les quelque 11 mille propriétaires de fermes laitières qui contrôlent Fonterra. Près d'un tiers de ces « agriculteurs » sont des investisseurs absents, et un nombre croissant d'entre eux sont des sociétés, dont certaines sont étrangères³⁹. Face à la hausse des prix du lait chez eux, les Néo-Zélandais pourraient bien se demander s'il existe un autre modèle qui serait plus avantageux pour eux.

La Nouvelle-Zélande est en fait tellement différente de tous les autres grands pays producteurs de produits laitiers qu'il est même stupide de faire des comparaisons. Dans d'autres pays, des millions – pas seulement des milliers – d'agriculteurs participent à la production laitière. Dans ces pays, le lait n'est pas une marchandise, mais une ressource alimentaire essentielle, qui peut faire la différence entre la misère et la dignité pour ceux qui participent à sa production et à sa distribution. Pour la plupart des pays, la chance à saisir n'est pas à chercher dans



Bétail traversant une rue à Thika, au Kenya. (Photo : K. Dafalias)

les exportations, mais dans l'ouverture des marchés locaux à la population locale, comme ils l'ont fait maintes et maintes fois partout où ces occasions se sont présentées.

La voie à suivre exige donc de mettre un frein au dumping du lait en poudre et des produits laitiers importés bon marché. Des tarifs douaniers élevés et complets, du type de ceux qui sont déjà en place en Europe, sont une nécessité. Il n'y a aucune raison pour que ces tarifs conduisent à des prix plus élevés pour les consommateurs. Leur fonction est de protéger contre le dumping périodique et l'utilisation par les grands transformateurs de produits laitiers transformés bon marché, encore de matières grasses ne provenant pas du lait à la place de vrai lait. Les grandes entreprises de transformation peuvent souffrir de telles mesures, mais ce ne sera pas le cas pour les consommateurs et les agriculteurs.

Ces mesures commerciales, toutefois, ne suffisent pas. Le lait populaire est aussi menacé par les normes de sécurité alimentaire et par les réglementations conçues pour les transformateurs industriels. Un système de lait populaire a besoin d'un dispositif approprié de sécurité alimentaire, basé sur la confiance et les connaissances locales. Il existe beaucoup d'exemples de tels modèles de sécurité alimentaire dans le monde, chacun spécifique à sa culture locale. Les supermarchés, cependant, sont généralement peu disposés à s'adapter à ces cultures locales et ils imposent leurs propres normes. Pour assurer la réussite du lait populaire, il est donc essentiel d'agir contre les supermarchés, que ce soit en faisant pression sur eux ou en soutenant les marchés locaux.

Il en va de même pour la question de l'investissement. Des financements provenant de sources multiples, à la fois locales et étrangères, s'engouffrent actuellement dans la construction de méga-fermes. Des bailleurs de fonds et des ONG investissent également dans le cadre de programmes visant à intégrer des petits agriculteurs dans les chaînes d'approvisionnement des grandes sociétés de transformation. Ces dollars, ces roupies et ces shillings sont un danger mortel. Il n'y a pas d'avenir

38. Comité scientifique de l'UE des mesures vétérinaires en rapport avec la santé publique, « Report on Public Health Aspects of the Use of Bovine Somatotrophin », mars 1999, http://ec.europa.eu/food/fs/sc/scv/out19_en.html

39. Communication personnelle avec Bill Rosenberg, 16 août 2011, et James Ritchie, secrétaire du Syndicat des travailleurs néo-zélandais de l'industrie laitière, 6 septembre 2011 ; « Who owns farming in NZ? », Greenpeace, <http://www.greenpeace.org/new-zealand/en/campaigns/climate-change/smart-farming/agriculture-and-climate-change/nz-farming/>

Des produits laitiers pour les « sous-groupes » de consommateurs

1

Nestlé avait un problème au Pakistan : les enfants des villes buvaient du lait frais entier, au lieu du lait en poudre NIDO de Nestlé. « Seulement 4 % des 21 millions d'enfants dans les zones urbaines du Pakistan consommaient des produits laitiers NIDO, principalement dans les familles à revenu élevé », déplorait un rapport de la société. Aussi Nestlé a-t-il fait des recherches de marché. Avec des taux de carence en fer élevés chez les enfants en milieu urbain au Pakistan (30 %), la société a compris qu'en additionnant son lait NIDO avec de la poudre de fer et en investissant massivement dans la publicité TV et des campagnes d'éducation, elle pourrait convaincre les mères pauvres pakistanaïses que NIDO était un meilleur choix pour la santé de leurs enfants. Les ventes ont décollé et ont quintuplé en 2009 lorsque le nouveau programme de marketing a été lancé.

En Indonésie, Danone vend 2 millions de bouteilles par jour de son produit Milkuat au prix d'environ 0,10 € par bouteille, avec des ventes en hausse de 70 % en 2006.

NIDO, que Nestlé vend comme un « lait nutritif pour les enfants en croissance », est l'un de ses « produits à prix populaires » (PPP). Il s'agit de produits que Nestlé fabrique pour la moitié de la population mondiale qu'elle classe parmi les « pauvres » ou ceux qui dépensent peu pour leur alimentation (« low food spenders »). « Les PPP ciblent le plus grand segment de consommateurs et celui qui croît le plus rapidement dans les marchés émergents, ainsi que d'importants sous-groupes sur les marchés développés », explique Nestlé¹. Cette société n'est pas la seule dans ce cas. Danone, Kraft, General Mills : toutes les plus grandes sociétés laitières ont une gamme de produits bon marché destinée aux pauvres.

Les sociétés maintiennent des prix bas pour ces produits en utilisant des ingrédients bon marché. Ils sont destinés à inciter les gens à se détourner du lait frais d'origine locale (et du lait maternel) et des produits laitiers frais, comme le fromage et le yaourt, et à acheter des produits laitiers transformés, fabriqués avec des ingrédients industriels provenant du monde entier. Une des pratiques les plus courantes consiste à utiliser de la poudre de lait écrémé au lieu du lait frais, et ensuite à le reconstituer avec de l'huile de palme ou une autre huile végétale bon marché. Au Mexique, où l'importation de poudre de lait écrémé à partir des États-Unis domine le marché des produits laitiers, ce processus est appelé « filling » (« remplissage ») et, dans certains produits, jusqu'à 80 % de la matière grasse du lait sont remplacés². Les pays en développement représentent la quasi-totalité des importations de poudre de lait écrémé³.

Fonterra, qui s'appuie fortement sur la réputation mondiale de la Nouvelle-Zélande pour son lait de grande qualité, mélange régulièrement son lait en poudre avec de l'huile végétale dans ses produits pour les consommateurs pauvres. « Si vous pouvez faire un produit qui a en grande partie les qualités nutritives d'une poudre de lait entier – mais pour un coût différent et à un prix unitaire inférieur – il y a un marché pour ça », estime Mark Wilson, directeur général de la branche Asie-Moyen-Orient de la multinationale Fonterra. « Nous sommes une entreprise laitière, mais nous devons aussi être conscients de la nécessité de satisfaire les exigences des consommateurs. »

Les grandes entreprises dépensent des sommes d'argent colossales pour créer une demande pour leurs produits transformés. Dans la région pauvre du nord-est brésilien, Nestlé et Danone ont engagé des sociétés de relations publiques pour les aider à mettre en place des stratégies locales afin d'attirer les consommateurs pauvres. Nestlé a un programme appelé « até voce » (« Nestlé vient à vous ») où les vendeurs font du porte à porte pour vendre des paquets de biscuits, des produits laitiers, des yaourts et des desserts. Selon le magazine de publicité *Adage*, « les vendeurs sont formés pour intervenir en tant que consultants en diététique, en aidant les consommateurs à comprendre en quoi consiste une alimentation saine. »⁴

1. http://www.nestle.com/Common/NestleDocuments/Documents/R_and_D/News/Popularly%20Positioned%20Products.pdf

2. B. Kris Schulthies et Robert B. Schwart, « The US-Mexico Free Trade Agreement : Issues and implications for the US and Texas dairy industry », TAMRC, août 1991.

3. Pro-poor Livestock Policy Institute, « Developing Countries and the Global Dairy Sector, Part I : Global Overview », 2005.

4. <http://adage.com/article/global-news/brazil-s-northeast-land-laziness-china/228070/>

pour les petits marchés agricoles locaux et durables dans ce scénario, comme le démontrent d'innombrables exemples provenant du monde entier. Ce système conduit à la concentration des exploitations laitières et des activités de transformation. L'agriculture industrielle génère maladie et pollution et anéantit la biodiversité. Les races locales des bêtes laitières qui permettent l'approvisionnement du système de lait populaire, qu'il s'agisse de bovins, de caprins, de buffles ou de chèvres, ont la capacité de résilience et la faible consommation d'intrants dont les petits agriculteurs et les éleveurs nomades ont besoin pour résister aux conditions précaires créées par le

changement climatique. Ce sont leurs systèmes d'élevage qui ont besoin d'aides, pas les « investisseurs », qui obtiennent toutes sortes de généreux allègements fiscaux, des fonds des donateurs et d'autres incitations des gouvernements.

Les travailleurs de l'industrie laitière souffrent aussi des mêmes évolutions. Une plus grande concentration dans le secteur se traduit par une baisse du nombre d'emplois. Plus on produit de lait en poudre par des procédés mécanisés qui nécessitent peu de main-d'œuvre, moins il y a de travail avec le lait frais, qui exige beaucoup de main-d'œuvre. Et, comme on peut le voir dans les campagnes de l'Union internationale des



Le syndicat des travailleurs de Nestlé en Indonésie (Panjang, qui est membre de l'UITA) a mené avec succès une campagne de deux ans pour le droit de négocier les salaires, en dépit d'intenses pressions de l'entreprise sur les membres du syndicat et leurs familles. L'UITA a fait campagne contre la politique de Nestlé visant à supprimer les emplois permanents et à les remplacer par un travail externalisé et de la sous-traitance, ainsi que contre son refus d'accepter l'UITA comme un interlocuteur valable représentant les travailleurs auprès de la société au niveau mondial. La branche locale de l'UITA en Nouvelle-Zélande, en revanche, a développé une relation de coopération avec Fonterra, formalisée dans un accord-cadre régissant les relations de travail dans l'entreprise. Cet accord a été signé en 2002 entre Fonterra, l'UITA et de le syndicat néo-zélandais des travailleurs du secteur laitier (NZDWU). Que se passe-t-il donc quand Fonterra et Nestlé se réunissent, comme ils l'ont fait en Amérique latine dans le cadre de leur coentreprise Dairy Partners of America ? Selon le secrétaire général du NZDWU, Ritchie James, Fonterra agit comme n'importe quelle autre multinationale quand il s'agit de ses activités à l'étranger et son syndicat a été incapable d'obtenir de la coopérative qu'elle s'engage dans l'application de son accord-cadre à l'étranger. Pour plus d'informations, voir le site Web de l'UITA (www.iuf.org) ou le site Web qu'elle a créé, NestleWatch (www.iuf.org/cms/). (Photo : UITA)

travailleurs de l'alimentation (UITA) contre Nestlé, les entreprises laitières multinationales qui s'emploient actuellement à prendre le contrôle des industries laitières nationales dans le Sud, figurent parmi les pires contrevenants aux droits des travailleurs. L'UITA fait remarquer que, malgré tous les discours sur les bienfaits des investissements étrangers, les profits que tirent des sociétés comme Nestlé des marchés de produits laitiers atterrissent dans les poches de leurs actionnaires.

48

« En 2008, Nestlé a dépensé 8,7 milliards de CHF [francs suisses] pour racheter ses propres actions sur le marché boursier afin de réduire le nombre d'actions en circulation et d'accroître le résultat net par action », dit l'UITA. « C'est plus de la moitié de ce que l'entreprise prétend avoir dépensé pour les salaires et traitements, et près du double des dépenses d'investissements pour l'année ! Avec l'énorme hausse des dividendes, cet argent n'a été investi ni dans la recherche, ni dans la formation, ni dans de meilleurs salaires et retraites ou d'autres avantages pour ceux que Nestlé appelle 'nos collaborateurs'. Ce qu'il représente en réalité, c'est le détournement de quantités d'argent de plus en plus énormes au profit des actionnaires, dans un contexte de violations persistantes des droits syndicaux. »⁴⁰

Les méthodes visant à arrêter les multinationales laitières et renforcer le lait populaire varient d'un pays à l'autre. Dans des pays comme le Pakistan et l'Ouganda, les activités laitières sont presque entièrement entre les mains du secteur du lait populaire. Dans d'autres pays, comme l'Ukraine ou le Brésil, il y a un mélange des deux. Dans la plupart des pays du Nord, les produits laitiers sont presque tous gérés par les grands transformateurs industriels. Mais, même dans les pays où domine la production industrielle, il y a des moyens d'aller vers un système laitier plus équitable.

Dans ces pays, des syndicats de travailleurs de l'industrie laitière luttent contre la concentration, des communautés rurales se battent contre la pollution des méga-fermes, des consommateurs demandent des aliments sains, nutritifs et à prix abordable et les agriculteurs veulent un prix juste pour ce qu'ils produisent. En Europe, la gestion de l'offre est proposée comme un moyen de répondre à ces problèmes. Ce serait un grand pas en avant, qui aiderait aussi les pays hors de l'UE en réduisant le dumping. Mais, comme le montre l'expérience canadienne, si le système de gestion de l'offre n'est pas articulé autour des besoins des petits agriculteurs et transformateurs et des marchés locaux, il ne servira pas à grand chose pour arrêter la concentration dans le secteur.

Au-delà de ces efforts nationaux, il est nécessaire d'avoir une action mondiale concertée contre les multinationales laitières. Les tactiques détestables utilisées pour détruire le lait populaire frisent les pratiques criminelles. Il est temps d'engager des campagnes contre les pires délinquants, comme Nestlé, Danone et Tetra Pak. Ces campagnes peuvent s'appuyer sur certaines de celles qui sont déjà menées, comme celles qui ont porté sur le lait maternel ou les droits des travailleurs. Les ONG qui collaborent avec les multinationales laitières devraient être pointées du doigt pour qu'elles retirent leur soutien. Pour les gens qui habitent dans les pays d'origine de ces sociétés, il existe également de nombreuses possibilités de faire pression, en gardant à l'esprit que les pays d'origine ne sont plus nécessairement en Europe ou en Amérique du Nord, mais peuvent aussi être à Singapour ou au Brésil. La pression doit aussi s'appliquer aux grosses coopératives puisqu'elles en font autant que les grands transformateurs pour détruire le lait populaire. Comme certaines de ces coopératives sont toujours contrôlées en dernière instance par les agriculteurs, il peut y avoir une certaine marge de manœuvre pour influencer leurs plans de développement à l'étranger⁴¹.

La production laitière est une pierre angulaire dans la construction de la souveraineté alimentaire. Elle concerne énormément de gens : on estime que près de 14 % de la population mondiale dépend directement de la production laitière pour sa subsistance⁴². Et c'est là que réside la possibilité de résistance et de transformation. La solide alliance entre les fournisseurs, les consommateurs et les agriculteurs de Colombie montre la voie à suivre. Des alliances similaires doivent maintenant être constituées partout, et au-delà des frontières. Le lait doit rester entre les mains des populations.

41. Malheureusement, la plupart des grandes coopératives qui opèrent au niveau international, comme Fonterra et Grupo Lala, sont de plus en plus souvent contrôlées par les grands propriétaires terriens et les exploitations agricoles industrielles.

42. International Farm Comparison Network, Dairy Report, 2010.

L'élevage laitier industriel se mondialise

2

Au Vietnam, le marché des produits laitiers est en plein essor, mais les producteurs laitiers du pays, dont 90 % sont en contrat avec des transformateurs, ont récemment été obligés de réduire leurs troupeaux, car les transformateurs les obligent à accepter des prix inférieurs à leurs coûts de production. Pour répondre à la croissance de la demande, les transformateurs importent du lait en poudre et investissent dans leurs propres fermes. TH Milk, une société récemment créée par la femme d'affaires vietnamienne Thai Huong, directrice de l'une des plus importantes banques privées du pays, est en train de construire la plus grande ferme laitière en Asie, dans le district de Nghia Dan, au Vietnam. Déjà 12 mille vaches ont été importées de la Nouvelle-Zélande et, tous les 50 jours, mille vaches supplémentaires arrivent. D'ici 2012, la société vise à avoir 45 mille vaches et une capacité de production de 500 millions de litres de lait par an. Son objectif pour 2017 est d'avoir 137 mille vaches dans sa ferme et d'assurer 30 % de la consommation nationale de lait. L'ensemble de l'opération est mise en œuvre et gérée par la société israélienne Afimilk¹.

Le principal concurrent de TH Milk dans le pays, Vinamilk, possède lui-même cinq grandes exploitations, avec un total de 6 mille vaches. Mais la société prévoit que la plus grande partie de son approvisionnement continuera de provenir de l'étranger. Pour cette raison, Vinamilk a commencé à investir dans des activités de transformation et de production à l'étranger et a acquis une participation de 19 % dans l'entreprise laitière Miraka à Taupo, dans le nord de la Nouvelle-Zélande. Vinamilk est coté à la bourse Hô Chi Minh et est contrôlée à 49 % par des investisseurs étrangers.

Au Pakistan, beaucoup des familles les plus riches du pays se sont récemment lancées dans des grandes exploitations laitières, avec l'appui de divers programmes gouvernementaux d'agriculture industrielle et des principaux transformateurs laitiers, comme Nestlé, ainsi que des entreprises de conditionnement². Des investisseurs étrangers, particulièrement des pays du Golfe, ont également manifesté leur intérêt, comme l'Emirates Investment Group³. Tout comme les transformateurs. Engro Foods, la société leader du lait conditionné au Pakistan, une filiale du géant pakistanais des engrais Engro Corporation, a lancé sa propre ferme-usine de production laitière dans le district de Sukkur en 2008. La ferme a commencé avec 2 mille 200 vaches importées d'Australie et l'entreprise prévoit de porter le troupeau « à 150 mille vaches dans les années qui viennent afin de pouvoir contrôler sa propre chaîne d'approvisionnement. »⁴ Engro, qui développe ses activités agroalimentaires à l'étranger, veut à terme exporter des produits laitiers à partir du Pakistan⁵.

En Égypte, la plus grande ferme laitière du pays est la propriété de Dina Farms, une entreprise de produits laitiers créée

1. Ben Bland, « Milking it in Vietnam », *Financial Times*, 17 mars 2011,

<http://www.ft.com/cms/s/0/6587212e-50c8-11e0-9227-00144feab49a.html>

2. Parmi les sociétés de holding familiales qui investissent dans les exploitations laitières figurent le Groupe Gulistan Groupe, le Groupe Monnoo, Sons MK, le Groupe Muneer Din et le Groupe Sitara. L'un des partisans les plus actifs du développement de l'élevage laitier industriel au Pakistan est DeLaval, une filiale de la Société Tetra Pak. Nestlé a également soutenu activement le développement des grandes fermes laitières commerciales, en créant même sa propre ferme laitière de 120 vaches comme centre de formation. « Nous voyons arriver de plus en plus de fermes laitières de grande taille et les agriculteurs acquièrent de meilleures connaissances », explique Ian Donald, directeur général de Nestlé Pakistan. « Ceci commence lentement à combler les carences de l'offre » (*Daily Times*, 14 août 2011).

3. Lesley Springall, « Dairy expertise exported in Middle East venture », *Dominion Post*, 28 janvier 2010.

<http://farmlandgrab.org/post/view/10648>

4. « Agro-Industry in Pakistan finally taking off », *Express Tribune*, 17 mai 2010,

<http://tribune.com.pk/story/13713/agro-industry-in-pakistan-finally-taking-off/>

5. Communiqué de presse Engro Foods, 24 mai 2008,

<http://engro.com/2010/02/06/engro-foods-holds-ground-breaking-ceremony-to-setup-dairy-farm/>

par l'une des principales sociétés de capital-investissement de la région, Citadel Capital. L'installation est située dans le désert, près de la route principale entre Le Caire et Alexandrie. Elle possède 7 mille vaches laitières, mais Citadelle veut en disposer de 12 mille en 2012. D'autres gros investisseurs du secteur laitier affluent aussi en ce moment vers le désert. Danone est en train d'y construire une méga-ferme, sa deuxième grande exploitation agricole, après en avoir construit une autre dans le désert en Arabie saoudite. « Notre participation à l'organisation de grandes exploitations laitières représente une nouvelle orientation pour nous », explique le directeur de Danone, Jean-Christophe Laugée. C'est aussi nouveau pour PepsiCo, qui a engagé des initiatives importantes dans les produits laitiers ces dernières années. Une filiale de PepsiCo, International Dairy and Juice Ltd (IDJ), a acheté la société égyptienne Beyti en 2010, et pris ainsi le contrôle de sa grande exploitation de production laitière. PepsiCo détient conjointement IDJ avec le géant saoudien des produits laitiers Almarai qui gère six méga-fermes dans le désert saoudien. Ces dernières regroupent 100 mille vaches, soit les deux tiers du cheptel laitier du pays, ainsi qu'une ferme laitière en Jordanie qui fait maintenant partie d'IDJ⁶.

Il semble complètement fou de construire au milieu du désert égyptien des fermes laitières très gourmandes en eau. D'autant plus quand les fermes prévoient de couvrir leurs futurs besoins en eau en puisant dans le Nil, qui est déjà une source de tensions entre les différents pays et communautés qui dépendent de lui pour leur production alimentaire. « Je ne suis pas préoccupé par un risque de pénurie d'eau du Nil », explique le Dr Mohamed Waeed, un dirigeant de Dina Farms. « Je sais que les Éthiopiens veulent utiliser plus d'eau du Nil. Mais ça ne marchera pas pour eux. J'ai été là-bas, c'est un pays montagneux, il n'y a pas suffisamment d'espace pour une agriculture extensive [...] Non, l'avenir de l'agriculture en Afrique du Nord est dans le désert égyptien. Qui sait, nous allons peut-être devenir de gros exportateurs de produits agricoles et laitiers dans la région. »⁷

En Uruguay, les investissements étrangers dans la transformation laitière et les fermes laitières sont en plein boom. Parmi les principaux investisseurs figurent Bom Gosto du Brésil, le fournisseur mondial de chaînes de fast-food Schreiber Foods des États-Unis, Cresud de l'Argentine, Inlacs du Mexique et le Grupo Maldonado du Venezuela, qui est un partenaire de Fonterra et Nestlé. Bom Gosto et Schreiber gèrent maintenant à eux seuls un quart de la production de lait de l'Uruguay. La hausse des investissements étrangers a transformé l'Uruguay en un important centre pour les exportations de produits laitiers. Aujourd'hui, les deux tiers des produits laitiers uruguayens sont exportés, principalement au Brésil, au Venezuela et au Mexique. Mais, si la production est en hausse, le nombre d'exploitations et la superficie consacrée à l'élevage laitier sont en déclin rapide, ce qui conduit à une plus grande concentration. Les exploitations de plus de 500 hectares représentent désormais 5 % du secteur laitier et 28 % de l'approvisionnement national en lait. Beaucoup de ces grandes exploitations sont entre les mains d'investisseurs étrangers, comme New Zealand Farming Systems Uruguay, qui a été monté par des investisseurs néo-zélandais jusqu'à une reprise par le groupe Olam de Singapour en 2011. Les 31 fermes laitières de l'entreprise produisent environ 70 millions de litres de lait par an, mais cette dernière envisage d'acquérir plus de fermes et de porter la production à 300 millions de litres dans les prochaines années, soit environ 20 % de la production totale de lait de l'Uruguay!⁸

6. Global Investment House, « Almarai Company », mars 2009, <http://www.gulfbase.com/site/interface/SpecialReport/Almarai%20March%202009.pdf>

7. Jeroen Kuiper, « Egypt's biggest dairy farm », *Disputed Waters*, 17 mars 2011, <http://www.disputedwaters.com/blog/17/03/2011/egypts-biggest-dairy-farm>

8. Pour une description détaillée de la mainmise étrangère sur le secteur laitier uruguayen, voir : « Agazzi : un mala leche », *El Muerto Blog*, 21 juin 2009, <http://elmuertoquehabla.blogspot.com/2009/06/agazzi-un-mala-leche.html>

Lectures complémentaires

Punjab Lok Sujag, « The political economy of milk in Punjab : A people's perspective », août 2003, www.loksujag.org

Aurelio Suárez Montoya, « Colombia, una pieza más en la conquista de un 'nuevo mundo' lácteo », novembre 2010, <http://www.recalca.org.co/Colombia-una-pieza-mas-en-la.html>



A qui profite la sécurité sanitaire des aliments ?

Les profits des entreprises contre la santé des populations

Aux États-Unis, 200 mille kilos de viande contaminée par une bactérie mortelle résistante aux antibiotiques ont été servis aux enfants des écoles avant que le deuxième conditionneur de viande du pays n'émette un rappel en 2009. En Chine, un an plus tôt, six bébés sont décédés et 300 mille autres ont été gravement malades des reins lorsque l'un des plus grands producteurs laitiers du pays a sciemment permis la présence d'un produit chimique industriel dans le lait qu'il fournissait. Partout dans le monde, des gens sont contaminés par leur alimentation et en meurent, à un niveau jamais atteint auparavant. Les gouvernements et les grandes entreprises réagissent en élaborant toutes sortes de règles et de réglementations, mais beaucoup n'ont rien à voir avec la santé publique. Les accords commerciaux, les lois et les normes privées utilisées pour imposer leur version de la « sécurité sanitaire des aliments » ne font que renforcer les systèmes alimentaires des entreprises qui nous rendent malades et détruisent ceux qui permettent vraiment de nourrir les populations en prenant garde à leur sûreté, ceux qui sont fondés sur la biodiversité, les savoirs traditionnels et les marchés locaux. Les populations résistent, que ce soit au travers de mouvements contre les OGM au Bénin ou contre la viande de « vache folle » en Corée, ou de campagnes pour défendre les vendeurs à la sauvette en Inde ou le lait cru en Colombie. La question de savoir qui définit la « sécurité sanitaire des aliments » est de plus en plus au cœur de la lutte pour l'avenir de l'alimentation et de l'agriculture. 23/05/11

Une menace mondiale croissante

Les aliments doivent être une source de santé, pas de nuisances. Pourtant la nourriture peut blesser, handicaper et tuer. La principale cause d'intoxication alimentaire au Royaume-Uni aujourd'hui est le *Campylobacter*, une bactérie minuscule, répandue dans les élevages de volaille de tout le pays, qui entraîne chez les humains une diarrhée, de la fièvre, des douleurs et des crampes abdominales et, dans certains cas chroniques, peut même représenter un risque mortel. Les gens l'attrapent en touchant de la volaille crue ou en mangeant des bêtes insuffisamment cuites. Environ 85 % des poulets au Royaume-Uni pourraient être infectés. Aux États-Unis, les premiers coupables en ce moment sont les *Norovirus*, principalement transmis par les mains sales, et les salmonelloses, contractées en mangeant des aliments contaminés par des matières fécales. Les *Norovirus* vous provoqueront des vomissements aigus et de la diarrhée, alors que les salmonelles provoquent des vomissements, de la fièvre et des crampes abdominales.

Un des incidents les plus notoires de la sécurité alimentaire de ces dernières

années a été le scandale de la mélamine en Chine en 2008. Six bébés sont morts et 300 mille autres ont été gravement malades et ont souffert de problèmes rénaux en raison d'une contamination par la mélamine chimique industrielle dans le circuit de distribution du lait commercial. Il y a aussi eu un scandale de la dioxine en Allemagne en janvier 2011, où les autorités allemandes ont fermé plus de 4 mille fermes après qu'il fut découvert qu'une entreprise allemande avait vendu 200 mille tonnes d'aliments pour animaux contaminés à la dioxine, qui étaient par la suite entrés dans la chaîne alimentaire. Les dioxines sont des poisons cancérigènes formés lors de la combustion des déchets et autres procédés industriels¹.

Quelle est la gravité du problème au niveau mondial? Croyez-le ou non, il n'existe pas de statistiques globales ou de mécanismes de suivi sur les incidents de sécurité sanitaire des aliments dans le monde entier ; les données fiables sur leur fréquence et leur impact sont clairement insuffisantes. Néanmoins, les données disponibles montrent effectivement que les intoxications alimentaires sont assez fréquentes dans la plupart des pays (voir Graphique 1)². Selon les autorités de Singapour, qui gèrent un système d'hygiène alimentaire très strict, environ 1,5 milliard de personnes à travers le monde sont touchées par des épidémies d'origine alimentaire chaque année, ce qui entraîne 3 millions de décès³.

1. « Germany approves anti-dioxin action plan », Reuters, 19 janvier 2011, <http://af.reuters.com/article/worldNews/idAFTRE7oI2CC2o11o1I9?sp=true>

2. La FAO et l'OMS collaborent sur ces questions, en particulier dans le cadre d'INFOSAN, mais il n'y a pas de base de données mondiale ni d'outil de suivi. Certains pays ont (ou n'ont pas) leurs propres systèmes d'alerte et ils se réunissent également dans des groupements divers. L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont une compétence partagée sur la sécurité sanitaire des aliments et l'UE dans son ensemble a, en dehors de sa très contestée Autorité européenne de sécurité des aliments, ce qui semble être un système d'alerte rapide très efficace. Voir : http://ec.europa.eu/food/food/rapidalert/index_en.htm

3. Agri-Food and Veterinary Authority of Singapore, « Importance of Food Safety », 13 avril 2010, <http://www.ava.gov.sg/Food-Sector/FoodSafetyEducation/AboutFoodSafetyPublicEduProg/ImptFoodSafety/index.htm>

Le prix de cette pagaille dans la sécurité sanitaire des aliments est énorme. Le Royaume-Uni évalue les coûts annuels pour l'économie britannique à 1,2 milliard de livres sterling, une somme que l'Agence britannique des normes alimentaires qualifie carrément de « trop importante ». La facture annuelle pour l'Australie est de 1,2 milliard de dollars australiens (1,23 milliard de dollars US). L'Organisation mondiale de la santé indique que le coût annuel pour le Vietnam est de 210 millions de dollars. Aux États-Unis, les Centers for Disease Control (CDC) ont longtemps donné le chiffre de 35 millions de dollars par an, mais une nouvelle étude publiée par The Pew Charitable Trusts à l'Université de Georgetown en 2010 avance le chiffre astronomique de 152 milliards de dollars⁴.

Qu'est-ce qui rend les aliments dangereux ?

Ce qui fait qu'un aliment est sûr ou non est une question controversée. Toutes sortes de choses peuvent rendre les aliments dangereux : des mauvaises pratiques (hygiène, violence envers les animaux, recours à des antibiotiques et des pesticides), des technologies à risque ou qui n'ont pas fait leurs preuves (modification génétique, nanotechnologies, irradiation, clonage), la contamination délibérée (comme dans le cas de la fraude), ou tout simplement une mauvaise supervision. Une chose est claire cependant : le système alimentaire industriel est – en lui-même – la plus grande source de problèmes de sécurité alimentaire, en raison de ses pratiques intensives, de sa taille et du niveau de concentration et de pouvoir qu'il a accumulé.

Une petite ferme qui produit de la mauvaise viande aura un impact relativement faible. Des réseaux de fermes petites et moyennes produisant des aliments pour une consommation régionale répartissent largement le risque et le diluent. Un système mondial construit autour d'exploitations de taille industrielle concentrées géographiquement produit l'inverse : il accumule et amplifie le risque, en soumettant des secteurs particuliers à une pollution de type industriel et en exposant des consommateurs du monde entier à des produits empoisonnés (voir Encadré 4 : « Super-bactéries et méga-fermes »).

Les systèmes à grande échelle comme à petite échelle sont capables de produire des aliments contaminés, mais l'impact potentiel est foncièrement différent. Le risque lié à un système

à plus grande échelle est tout simplement plus important. En outre, l'industrie agro-alimentaire – par opposition aux petits agriculteurs et exploitants du secteur alimentaire – est fortement intégrée. Cela génère également un risque plus élevé, car ce système repose sur la combinaison et la manipulation des aliments au travers de toute une série d'activités de fabrication, de transformation et de distribution. Bien sûr, on peut attraper une intoxication alimentaire n'importe où, dans des cantines scolaires ou chez soi. Mais le système alimentaire industriel est

ON CALCULE QU'AU ROYAUME-UNI, ENVIRON 85 % DES POULETS POURRAIENT ÊTRE INFECTÉS. ACTUELLEMENT, AUX ETATS-UNIS, LES PRINCIPAUX COUPABLES SONT LE NOROVIRUS, TRANSMIS, ENTRE AUTRES, PAR LES MAINS SALES, ET LA SALMONELLOSE, QUI S'ATTRAPE EN MANGEANT DES ALIMENTS CONTAMINÉS PAR DES MATIÈRES FÉCALES.

de plus en plus devenu lui-même le problème, étant donné le type de pratiques et le problème de l'échelle et de la concentration (voir Encadré 1 : « La sécurité sanitaire alimentaire au pays du fast-food »).

C'est de la « sécurité alimentaire » ?

Si l'on se base sur l'action des gouvernements et des industriels, il semble qu'ils ne voient pas vraiment de problème fondamental dans la production alimentaire industrielle. Il est rare que leurs règlements ou leurs normes gênent les pratiques des entreprises de manière significative. Au contraire, elles ont tendance à renforcer le pouvoir de la grande industrie, tout en fragilisant ou même en criminalisant la production à petite échelle et les cultures vivrières locales. La Colombie, par exemple, est en train de mettre en place une législation pour empêcher la vente de lait cru dans les zones urbaines. Plus de deux millions d'agriculteurs et de vendeurs dépendent pour leur subsistance de ces ventes de lait cru, et environ 20 millions de Colombiens, pour la plupart pauvres, se servent du lait cru comme d'une source d'alimentation abordable et essentielle, qu'il est facile de rendre saine en faisant bouillir le lait à la maison. Éprouvant des difficultés à justifier son initiative pour des raisons de santé publique, le gouvernement affirme que la loi fait partie de ses engagements vis-à-vis de l'OMC, et qu'elle contribuera à « moderniser » le secteur laitier, ce qui lui permettra de mieux concurrencer les importations lorsqu'une menace d'accord de libre-échange (ALE) avec l'UE se présentera⁵.

4. Les données ne rendent pas compte de la privatisation croissante de la sécurité sanitaire des aliments. Pour ne donner qu'un exemple de frais juridiques privés générés par les défaillances du système alimentaire américain, voici : en avril 2010, Cargill a réglé un litige avec Stephanie Smith, une danseuse de 22 ans qui est restée paralysée à vie après avoir mangé un hamburger contaminé avec *Escherichia coli* préparé à partir d'une viande de bœuf Cargill. Le montant de la transaction ne sera jamais connu, mais il serait suffisant pour couvrir, sa vie durant, les frais de santé de Mme Smith liés à l'adaptation à sa pathologie (et elle est déterminée à marcher à nouveau). Dans le contexte américain, cela peut s'élever à des millions de dollars.

5. Aurelio Suarez Montoya, « Colombia, una pieza mas en la conquista de un 'nuevo mundo' lacteo », *Recalca*, novembre 2010, <http://www.recalca.org.co/Colombia-una-pieza-mas-en-la.html>

Educateurs du ministère de l'agriculture américain abordant le sujet de la sécurité sanitaire des aliments.

(Photo : USDAgov)



Actuellement, en Colombie et ailleurs, la politique de « sécurité sanitaire alimentaire » n'a pas grand chose à voir avec la santé publique ou les consommateurs. Elle est devenue un champ de bataille entre des intérêts conflictuels, le lieu de luttes de pouvoir pour le contrôle de l'alimentation et de l'agriculture, avec des décisions qui sont prises de plus en plus loin des producteurs et des consommateurs, dans le monde obscur des négociations commerciales et des agences multilatérales, dans lequel ce ne sont ni la science ni la santé publique qui déterminent les choses, mais la politique et le commerce.

Prenons le cas de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la maladie mortelle dégénérative du cerveau communément appelée la maladie de la vache folle. Les gens en attrapent la souche humaine en mangeant de la viande de vaches qui ont été nourries avec des animaux malades pour leur fournir des protéines bon marché, une pratique courante dans les parcs d'engraissement industriels depuis les années 1970. Les États-Unis et le Canada ont perdu le Japon, la Corée et plusieurs autres marchés importants d'exportation de viande bovine lorsque l'ESB a été détectée dans leurs troupeaux en 2003. Ils ont eu du mal à reconquérir ces marchés, car les risques demeurent du fait des pratiques d'alimentation de leurs industries⁶. De fait, en mars 2011, un nouveau cas d'ESB a été identifié chez une vache canadienne⁷. Mais grâce à une pression constante,

en particulier à la table des négociations commerciales, les deux pays ont obtenu des concessions permettant à certains morceaux de viande de vache ou d'animaux plus jeunes de franchir les frontières librement. Les deux pays ont également eu recours à l'Organisation mondiale de la santé animale (ex-Office international des épizooties, OIE) à Paris, qui a un rôle similaire à la Commission du Codex Alimentarius à Rome mais pour le règne animal, pour obtenir que leur viande soit déclarée de façon générale sans danger pour la consommation. Et qu'en est-il du Japon ? Il est indifférent. Il déclare que ses normes sont plus strictes que celles de l'OIE ou des États-Unis, et qu'on doit leur accorder la priorité.

Et puis il y a le cas de la ractopamine, un promoteur de croissance ajouté à l'alimentation des porcs. La Chine et l'Union européenne, qui produisent ensemble 70 % de la viande de porc dans le monde, estiment que son utilisation dans la production de viande n'est pas sûre et l'ont interdite. Cela est aussi valable pour plus de 150 autres pays. Aux États-Unis, cependant, le pays d'Eli Lilly, le géant pharmaceutique qui produit la ractopamine par le biais de sa filiale Elanco, le médicament est donné tous les jours à des porcs, des vaches et des dindes et Washington se bat bec et ongles pour défendre les intérêts des sociétés américaines et empêcher les pays de rejeter le porc américain qui pourrait contenir des résidus de cette substance. Les États-Unis et Eli Lilly travaillent avec acharnement à essayer de convaincre le Codex de la déclarer sans danger pour la consommation humaine.

Pékin, pour sa part, a jusqu'à présent refusé de changer d'avis. Mais cela ne signifie pas pour autant que les consommateurs chinois reçoivent du porc sans ractopamine. Le même gouvernement qui combat le porc à la ractopamine américain, défend de manière véhémente, au nom de la « sécurité sanitaire

6. La réglementation américaine interdit désormais d'alimenter les vaches avec des protéines de vaches, mais elle permet l'alimentation avec du « fumier de volaille » qui peut contenir des « ingrédients d'alimentation animale à utilisation restreinte, notamment de la farine de viande et d'os de bovins morts ». Voir « Scary Downright : Cows fed chicken feces, recycled cow remains », Consumers Union, 29 octobre 2009, http://www.consumersunion.org/pub/core_food_safety/015272.html

7. Lee Eun-joo, « New mad cow disease case in Canada noted »,

JoongAng Daily, 7 mars 2011, <http://joongangdaily.joins.com/article/view.asp?aid=2933089>

des aliments », une consolidation et une modernisation de la production porcine du pays sur le modèle des fermes industrielles américaines. Les deux producteurs de porcs chinois les plus importants, intégrés verticalement, Yurun et Shineway, qui ont tous deux été largement financés par la banque américaine Goldman Sachs, ont été impliqués dans les récents incidents de sécurité alimentaire liés à la ractopamine et au clenbutérol (un autre médicament interdit ajouté à l'alimentation des porcs pour les mêmes raisons). En mars 2011, les consommateurs chinois ont été choqués quand un reportage télévisé de CCTV a révélé que la ractopamine et le clenbutérol sont largement utilisés dans tous les élevages industriels fournissant Shineway dans la province du Henan. Le reportage a découvert que Shineway offrait en fait des prix plus élevés aux agriculteurs pour les porcs nourris à la ractopamine.

La sécurité sanitaire des aliments et le commerce mondial : l'Europe et les États-Unis imposent leurs normes

Comme les deux exemples ci-dessus permettent de le voir, les accords commerciaux sont devenus le mécanisme de base pour développer et appliquer des normes de sécurité alimentaire dans le monde. Depuis les années 1980 et l'Uruguay Round des négociations du GATT, qui a donné naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les marchés agricoles ont été profondément libéralisés, avec des tarifs douaniers et des quotas en baisse, en particulier dans les pays en développement⁸. Cela a conduit à une très forte progression du commerce alimentaire mondial, peu de pays étant libres d'imposer des tarifs douaniers ou de prendre des mesures similaires pour mieux réguler le flux des importations et des exportations. En conséquence, les gouvernements et les sociétés se sont tournés vers d'autres mesures pour manipuler l'accès et le contrôle du marché. Dans l'agriculture, la sécurité sanitaire des aliments est la principale méthode.

En substance, comme les restrictions quantitatives n'existent plus (comme outil pour ouvrir et fermer les marchés), des restrictions qualitatives ont été inventées pour les remplacer. L'OMC a joué un rôle direct dans ce changement. Mais aujourd'hui, c'est principalement par des accords dits de libre-échange, négociés au niveau bilatéral ou régional, que les gouvernements recalibrent les règles de sécurité sanitaire des aliments. Trop souvent, les règles de sécurité sanitaire des aliments qui se dégagent des négociations commerciales deviennent des mécanismes pour forcer l'ouverture des marchés, ou des voies détournées pour limiter l'accès au marché ; elles ne contribuent guère à protéger la santé publique, mais servent seulement les impératifs de croissance et les marges bénéficiaires des entreprises.

C'est par exemple le cas de l'UE, qui est devenu maître dans l'art de défendre certaines des normes les plus ridicules, juste pour exclure la concurrence et protéger les entreprises européennes. À la fin des années 1990, l'UE a interdit les produits de la pêche provenant de l'Inde en raison des risques sanitaires inacceptables qui auraient été découverts dans ce pays. Mais la

LES GOUVERNEMENTS ET LES CORPORATIONS ONT PRIS D'AUTRES MESURES POUR GÉRER ET CONTRÔLER L'ACCÈS AU MARCHÉ. POUR L'AGRICULTURE, LA PRINCIPALE MÉTHODE UTILISÉE EST LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS.

définition communautaire du « sanitaire » peut être absurde. L'UE a exigé, par exemple, que les planchers et les plafonds des unités de débarquement du poisson soient lavés avec de l'eau potable⁹, tout cela dans un pays où une proportion importante de la population n'a pas accès à l'eau potable. Pour les entreprises de transformation du poisson et les pêcheurs indiens, l'objet de ces règles n'est pas de protéger le consommateur final, mais de dissuader les entreprises indiennes d'accéder au marché de l'UE en imposant des conditions que seules les entreprises de l'UE peuvent respecter.

L'expérience de ce qui se passe en Afrique en apporte la preuve. Selon les Nations unies, des pêcheurs de Tanzanie dépendant des exportations vers l'UE ont perdu 80 % de leurs revenus après une interdiction similaire à celle qui a été imposée à l'Inde¹⁰. L'Ouganda, dans la même situation, a perdu près de 40 millions de dollars US. Les Européens ont-ils cessé de manger du poisson ? Non. En fait, tandis que ces interdictions étaient commodément mises en place, des entreprises de l'UE, comme le groupe espagnol Pescanova, ont entrepris un développement agressif de leurs activités de pêche dans les eaux africaines pour servir le lucratif marché européen en achetant des quotas et des licences¹¹. Aujourd'hui, alors que Bruxelles met en œuvre une vague d'accords commerciaux de nouvelle génération, la situation s'aggrave.

Prenons la question des arachides. L'UE a longtemps posé problème au reste du monde avec ses normes excessivement strictes par rapport aux aflatoxines. Les aflatoxines sont des mycotoxines produites par certains types de champignons ou

8. Les pays riches continuent d'utiliser des subventions pour protéger et promouvoir leurs propres entreprises agricoles.

9. Veena Jha, chapitre sur l'Asie du Sud, dans *Environmental regulation and food safety : Studies of protection and protectionism*, International Development Research Centre, Ottawa, 2006, http://www.idrc.ca/en/ev-93090-201-1-DO_TOPIC.html

10. Gumisai Mutume, « New barriers hinder African trade », *Africa Renewal*, janvier 2006, <http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol19no4/194trade.html>

11. Ce processus a été surnommé la « sénégalisation » des navires de pêche de l'UE, en raison de l'endroit où il a commencé. Voir ActionAid, « Selfish Europe », juin 2008, <http://www.actionaid.org/main.aspx?PageID=1114>, et Jean Sébastien Mora, « L'Europe pêche en eaux troubles », *Politis*, 27 mai 2010, <http://www.bilaterals.org/spip.php?article17454>.



Cuisine en plein air.
(Photo : Development Fund Norway)

de moisissures. Chez l'être humain, elles peuvent attaquer le foie ou même provoquer une stéatose hépatique, ainsi qu'un cancer. Alors que les adultes ont une tolérance élevée à l'intoxication par des aflatoxines, ce n'est pas le cas des enfants et ces derniers peuvent y être exposés par le biais des céréales, des noix, des fruits ou du fromage. Avec le poids croissant qu'occupe la sécurité sanitaire des aliments dans les préoccupations des autorités de l'UE, Bruxelles a fixé des limites de tolérance pour les aflatoxines manifestement hors de proportion avec les risques¹². Cela a touché les producteurs de pistaches iraniens, les exportateurs d'arachide du Gabon, les cueilleurs de noix boliviens et les producteurs philippins de noix de coco. La Banque mondiale a calculé que les niveaux de tolérance exagérés sur les aflatoxines imposés par l'UE coûtent aux pays africains 670 millions de dollars par an en pertes à l'exportation¹³. Pour de nombreux observateurs, il est difficile de mettre en rapport ces pertes avec le bénéfice de prévenir 0,7 décès par an sur une population de 500 millions de personnes¹⁴. En fait, dans certains cas, des restrictions un peu trop zélées sur les aflatoxines n'ont conduit qu'à des surenchères qui ont tiré vers le bas le prix des arachides, pour le plus grand profit des importateurs européens, bien sûr¹⁵.

Les États-Unis ont une approche légèrement différente

dans leurs exigences. Pour commencer, on estime généralement que les États-Unis ont des normes moins rigoureuses que l'Europe en ce qui concerne les résidus de pesticides et de produits chimiques. En fait, Bruxelles semble être engagée dans une espèce de querelle constante avec Washington. Par exemple, les volailles américaines destinées à l'exportation sont habituellement trempées dans du chlore juste avant leur expédition. Cette opération est destinée à tuer les bactéries qui se sont accumulés dans les carcasses des volailles au cours du processus typique d'«élevage industriel» américain¹⁶. Les Européens n'autorisent pas l'importation de poulets qui ont été baignés dans le chlore et aucune volaille américaine ne peut arriver sur le marché de l'UE. Les États-Unis effectuent également moins de contrôles physiques sur leurs propres importations de produits alimentaires. Par exemple, ils n'examinent que 2 % du total des arrivées de poissons, alors que quelque 80 % du poisson consommé aux États-Unis est importé. Ce laxisme donne un exemple du système américain de sécurité sanitaire des aliments, qui a longtemps reposé sur l'autocontrôle des industriels, notamment à travers des vérifications dans le cadre de l'Analyse des risques et la maîtrise des points critiques (HACCP), plutôt que sur la supervision des autorités et la responsabilisation¹⁷.

À la table des négociations commerciales, le gouvernement américain est bien connu – et redouté – pour pousser à des normes laxistes sur les aliments génétiquement modifiés. D'ailleurs, un câble diplomatique révélé par Wikileaks montre que l'administration Bush fait pression sur le gouvernement français pour que ce dernier assouplisse sa politique contre les OGM. Dans un télégramme de 2007, l'ambassadeur américain en France est allé jusqu'à suggérer que « nous mettons au point

12. Pour les arachides, le niveau adopté par l'UE dans les années 1990 était de 4 parties par milliard (ppb). Le niveau recommandé par le Codex Alimentarius est de 15 ppb. De nombreux pays pratiquent une norme de 15 (Canada, Australie, Pérou), de 20 (Thaïlande, États-Unis, Chine) ou de 30 (Inde, Brésil). Données de l'Almond Board of California, novembre 2009, <http://californiaalmonds.fr/Handlers/Documents/Intl-Aflatoxin-Limits.pdf>

13. Timothy Josling, Donna Roberts and David Orden, « Food regulation and trade : toward a safe and open global system », Institute for International Economics, Washington DC, 2004, p. 113.

14. T. Otsuki et al., « Saving two in a billion : quantifying the trade effect of European food safety standards on African exports », *Food Policy*, N° 5, Vol. 26, octobre 2001, pp. 495–514.

15. Voir Veena Jha (ed.), *Environmental regulation and food safety : Studies of protection and protectionism*, International Development Research Centre, Ottawa, 2006, p. 16.

16. Elle sert également à se débarrasser de la boue et de l'odeur.

17. HACCP est une méthode de contrôle des risques dans un processus de production alimentaire. Il s'agit d'identifier les points clés à surveiller et de les maintenir sous surveillance. Elle a été mise au point par la Société Pillsbury pour créer des aliments adaptés aux vols spatiaux de la NASA. On peut donc en imaginer les conséquences ! Il s'agit essentiellement d'un simple système de listes de contrôle privées.

La sécurité sanitaire des aliments au pays du fast-food

1

La production à l'américaine représente-t-elle l'avenir de l'alimentation mondiale? Peut-être. Certes, l'élite des leaders d'opinion et des décideurs occidentaux (les rédacteurs de *The Economist*, les administrateurs de la Bill and Melinda Gates Foundation, certains personnages clés de l'administration Obama) pensent que ce devrait être le cas. Il est donc utile d'examiner de quelle façon le régime de sécurité alimentaire aux États-Unis a répondu aux dilemmes inhérents au système industriel au cours des dernières années.

Dans un système alimentaire industrialisé, fortement consolidé, visant à maximiser les profits en vendant des volumes considérables de produits alimentaires bon marché, une pression s'exerce à chaque étape de la chaîne de production pour réduire les coûts en faisant des économies, notamment sur la sécurité des pratiques alimentaires. En outre, du fait de l'échelle même de la production alimentaire moderne, des défaillances apparemment isolées peuvent devenir très graves, et exposer des millions de personnes à un danger entraîné par les activités d'une seule installation de production.

Le cas de l'entreprise Peanut Corp. of America illustre clairement les dangers de la production à grande échelle. Jusqu'à récemment, l'entreprise gérait deux installations : une au Texas, l'autre en Géorgie. Ces deux installations transformaient 2,5 % des arachides produites aux États-Unis et vendaient de la « pâte d'arachide » à toute l'industrie alimentaire américaine. À la fin 2007, la société avait de toute évidence renoncé à essayer de maintenir des conditions d'hygiène appropriées dans ses installations. À la fin 2008, des consommateurs ont commencé à attraper des salmonelloses après avoir consommé un nombre effarant de produits contenant de la pâte d'arachides de Peanut Corp's, ce qui a amené la FDA à engager un « rappel volontaire » des produits. À la fin de l'opération, le rappel avait concerné pas moins de 1 800 marques de supermarché. Les produits contaminés ont tué neuf personnes et environ 700 autres sont tombées malades (dont la moitié étaient des enfants) dans 46 États américains. Le Centre de contrôle des maladies (CDC) estime que pour chaque cas signalé de salmonellose, 38 autres cas ne sont pas signalés, si bien que le nombre réel de personnes rendues malades par la production de ces deux seules installations pourrait être de 26 mille. Suite à ce fiasco, des journalistes américains ont démontré que la FDA avait « externalisé » l'inspection de l'installation basée en Géorgie aux autorités de l'État, puis avait ignoré les conclusions des inspecteurs de l'État faisant état de pratiques d'hygiène calamiteuses. En outre, il s'est avéré que les tests de l'entreprise elle-même avaient mis en évidence de la salmonelle dans d'énormes lots de pâte d'arachide, qu'elle a tout de même décidé d'expédier¹.

Lors d'un autre incident survenu en 2009, une société du nom de Beef Packers, détenue par le géant de l'agroalimentaire Cargill, a dû lancer deux « rappels volontaires » concernant plus de 500 tonnes de bœuf haché infecté par des salmonelles résistantes aux antibiotiques². L'USDA a annoncé que la consommation de la viande suspecte pouvait se traduire par un « échec thérapeutique »³, c'est-à-dire, un décès, en raison de sa capacité à résister aux médicaments. Au moins 39 personnes dans 11 États ont signalé qu'elles étaient tombées malades et plus de 200 mille kilos de viande avariée ont été servis aux enfants des écoles dans le cadre du programme national de repas scolaires⁴.

La réponse officielle à ces incidents a été minimale. En janvier 2011, un projet de loi qui a fait l'objet de vifs débats, intitulé Loi de modernisation sur la sécurité sanitaire des aliments, a été adopté. L'intention du projet de loi initial était d'actualiser le système de sécurité sanitaire des aliments des États-Unis et de lui apporter des ressources supplémentaires. Elle appelait essentiellement à davantage de contrôles, donnait au gouvernement le pouvoir d'exiger des rappels de produits alimentaires et apportait une certaine traçabilité dans un secteur industriel autrement très peu réglementé. Qui pouvait donc s'opposer à une telle démarche? On pourrait penser que l'opposition viendrait des gros bonnets de l'industrie alimentaire, comme Cargill et Tyson, qui ne veulent pas être contrôlés. Mais on aurait tort. Les nouvelles règles ont peu de chance de les concerner.

Selon une analyse réalisée par l'ONG américaine Food & Water Watch, rien dans cette loi n'aurait empêché la Peanut Company of America d'expédier sa pâte d'arachides contaminée. Pire encore, les règles ne concerneraient même pas le secteur de la viande, qui est à l'origine du plus grand nombre de maladies d'origine alimentaire aux États-Unis⁵. Les principaux

57

1. Voir « Peanut Corp. Shipped Product After Finding Salmonella », *Bloomberg News*, 27 janvier 2009, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aeXwqlMnIWUo> ; et « Peanut Plant Had History of Health Lapses », *New York Times*, 26 janvier 2009, http://www.nytimes.com/2009/01/27/health/27peanuts.html?_r=1&ref=health

2. Voir « Antibiotic-resistant salmonella, school lunches, and Cargill's dodgy California beef plant », *Grist*, 10 décembre 2010, <http://www.grist.org/article/2009-12-10-meat-wagon-cargill-salmonella/>

3. « California Firm Recalls Ground Beef Products Due to Possible Salmonella Contamination », USDA Food Safety and Inspection Service, 9 décembre 2009, http://www.fsis.usda.gov/News_&_Events/Recall_065_2009_Release/index.asp

4. « Why a recall of tainted beef didn't include school lunches », *USA Today*, 2 décembre 2009, http://www.usatoday.com/news/education/2009-12-01-beef-recall-lunches_N.htm

5. La responsabilité de la sécurité sanitaire des aliments aux États-Unis est répartie entre deux organismes. Le ministère américain de l'Agriculture (US Department of Agriculture) est responsable de la viande, de la volaille et des ovoproduits, qui représentent 20 % de l'approvisionnement alimentaire des États-Unis. Le Secrétariat américain aux produits alimentaires et pharmaceutiques (Food and Drug Administration), au sein du ministère américain de la Santé, est chargé du reste. La Loi de modernisation de la sécurité alimentaire porte

opposants au projet de loi, tout au long des débats, étaient des militants gérant de petites exploitations agricoles familiales qui, en raison du cadre de la loi, se retrouvaient soumis à ces contrôles alors qu'ils n'étaient pas à l'origine du problème. Ainsi, au lieu d'engager une véritable réforme de la sécurité sanitaire des aliments dans un pays où une personne sur quatre tombe malade et où 5 mille personnes meurent de la consommation d'aliments contaminés chaque année, la loi pourrait avoir un effet à peu près nul.

En l'absence d'action publique plus stricte sur la sécurité sanitaire des aliments, des entreprises ont tenté de combler le vide, avec des effets parfois tragiques. Un exemple : au milieu des années 2000, une société du nom de Beef Products Inc a eu une idée ingénieuse : acheter à prix réduits des déchets d'abattoir – qui sont très susceptibles d'être infectés par des agents pathogènes bactériens – auprès de grandes entreprises de transformation du bœuf. Il se serait agi ensuite de transformer ces déchets en une pâte, puis de la mélanger avec de l'ammoniac pour tuer les agents pathogènes bactériens. L'entreprise revendrait alors le produit à la filière bovine comme agent de remplissage bon marché à mélanger au bœuf haché, tout en remplissant une fonction supplémentaire, puisque l'ammoniac contenu dans la pâte permettrait de stériliser le bœuf haché avec lequel il était mélangé. La filière bovine avait ainsi trouvé une « solution » pour résoudre le problème des agents pathogènes bactériens dans le bœuf haché ! Le produit, connu dans la filière sous le nom de « pink slime » (« boue rose ») pour son aspect caractéristique, pouvait être trouvé dans 70 % des hamburgers consommés aux États-Unis à la fin de la décennie. Le Service d'inspection de la sécurité des aliments de l'USDA, qui supervise la sécurité de la viande, a applaudi : il a considéré que le « pink slime » était sûr et ne nécessitait aucun test, puisqu'il était stérilisé par l'ammoniac. Mais en 2009, un article du *New York Times* a découvert que le « pink slime » était au contraire souvent infesté par des agents pathogènes, et ajoutait fortement à la charge pathogène du bœuf haché avec lequel il était mélangé. Beef Products Inc. a répondu en se contentant d'accroître la dose d'ammoniac dans son mélange. À ce jour, le produit reste largement utilisé dans le vaste marché américain du bœuf haché, y compris par des chaînes de fast-food à l'échelle nationale⁶.

Si la réponse officielle des États-Unis face à des cas manifestes d'empoisonnement alimentaire, comme dans les cas de viandes et pâtes d'arachide contaminées par des salmonelles, a été décevante et a toujours été favorable aux intérêts de l'industrie, la réponse à une faible exposition à des agents pathogènes entraînant des dommages cumulés a été pratiquement inexistante. Le premier type d'exposition entraîne des symptômes spectaculaires, impossibles à ignorer, comme des vomissements et des diarrhées. Le second entraîne des symptômes légers, faciles à ignorer, mais qui peuvent causer des dommages importants à long terme. Les régimes de sécurité alimentaire dictés par les entreprises, comme celui des États-Unis, sont obligés de prendre des mesures minimales dans le premier type d'exposition, mais pas autant dans le deuxième.

Il s'avère que le Service d'inspection de la sécurité des aliments de l'USDA (FSIS), qui supervise la sécurité de l'approvisionnement en viande des États-Unis, valide régulièrement de la viande qu'elle sait contaminée par des résidus de « médicaments vétérinaires, pesticides et métaux lourds », selon le rapport 2010 de l'Inspecteur général de l'USDA⁷. Le rapport accablant a pourtant été passé sous silence par les médias américains, probablement parce que de petites quantités de substances telles que des métaux lourds n'entraînent pas des symptômes spectaculaires immédiats, mais plutôt des problèmes de santé plus difficiles à détecter et lents à se développer, comme des cancers. Comme l'indique le rapport, les « effets des résidus sont généralement chroniques et non aigus, ce qui signifie qu'ils se produisent au fil du temps, au fur et à mesure qu'une personne consomme de faibles traces du résidu. » Dans son rapport, le bureau de l'Inspecteur général de l'USDA s'est dit certain que le FSIS redoublerait d'efforts pour veiller à ce qu'il n'y ait plus de traces de métaux lourds et d'antibiotiques dans les lots de viande acceptés. Il avait pourtant exprimé le même avis, après avoir exposé le même problème, dans son rapport deux ans auparavant⁸.

Un autre exemple concerne le refus d'agir de la Food and Drug Administration des États-Unis, lorsqu'elle a été confrontée à des preuves de plus en plus nombreuses que le Bisphénol A, un composé industriel qui se trouve dans de nombreux récipients alimentaires, est un perturbateur endocrinien. Si le régime de sécurité sanitaire des aliments pour les agents pathogènes spectaculaires pouvait être qualifié de poreux, dans le second cas, il est presque inexistant.

(Cet encadré est basé sur les contributions écrites de Tom Philpott, journaliste spécialisé dans l'alimentation et l'agriculture pour le magazine *Grist*).

uniquement sur les travaux de la FDA. Les principales sources d'intoxication alimentaire aux États-Unis sont, cependant, la volaille, le bœuf et les légumes à feuilles (dans cet ordre, 2007). Voir : « Can Congress make a food-safety omelette without breaking the wrong eggs? », *Grist*, 25 octobre 2010.

6. « Safety of Beef Processing Method Is Questioned », *New York Times*, 30 décembre 2009, http://www.nytimes.com/2009/12/31/us/31meat.html?_r=1&partner=rss&emc=rss&pagewanted=all ; voir aussi, « Lessons on the food system from the ammonia-hamburger fiasco », *Grist*, 5 janvier 2010, <http://www.grist.org/article/2010-01-05-cheap-food-ammonia-burgers>

7. « FSIS National Residue Program for Cattle », Office of the Inspector General, US Department of Agriculture, <http://www.usda.gov/oig/webdocs/24601-08-KC.pdf>

8. « USDA Inspector General : meat supply routinely tainted with harmful residues », *Grist*, 15 avril 2010, <http://www.grist.org>

Super-bactéries et méga-fermes

Le terme « super-bactéries » est utilisé pour décrire les bactéries qui ont acquis la capacité de résister aux antibiotiques couramment utilisés. L'une des plus célèbres est le *Staphylococcus aureus* résistant à la méthicilline (SARM), qui a été découverte dans les années 1960 au Royaume-Uni et s'est depuis propagée à travers le monde, avec des conséquences fatales. Dans les seuls États-Unis, 17 mille personnes sont mortes d'une infection à SARM en 2005¹.

Le SARM est habituellement associé aux hôpitaux, où la super-bactérie a tendance à pénétrer dans les plaies ouvertes et à causer des maladies difficiles à soigner. Mais ces dernières années ces superbactéries ont trouvé un endroit pour prospérer : les porcheries industrielles².

En 2004, des chercheurs néerlandais ont identifié une nouvelle souche de SARM, ultérieurement appelée ST398 ou « SARM du porc », qu'ils ont trouvée chez des personnes en contact direct avec des élevages porcins néerlandais. Dans les deux ans qui ont suivi, la bactérie ST398 est devenue une source majeure d'infection humaine à SARM dans le pays, représentant plus d'un cas sur cinq d'infection humaine à SARM. Des études ont montré que ces cas avaient un lien étroit avec la présence de porcs et d'autres recherches ont révélé que la bactérie ST398 était endémique chez les porcs dans les fermes néerlandaises. Une enquête de 2007 a établi que la bactérie ST398 était présente chez 39 % des porcs et dans 81 % des porcheries locales³.

De nouvelles enquêtes sur des exploitations situées en dehors des Pays-Bas ont fait apparaître des chiffres similaires⁴. La première enquête à l'échelle européenne sur le SARM dans les exploitations porcines, menée en 2009 selon une méthode qui « sous-estime grandement la prévalence du SARM », a trouvé la bactérie ST398 dans plus des deux tiers des États membres de l'UE. L'Espagne et l'Allemagne avaient l'incidence la plus élevée, avec plus de 40 % des élevages de porcs se révélant positifs aux tests pour le SARM⁵. Étant donné les exportations considérables de l'industrie porcine européenne à l'étranger, il n'est pas surprenant de constater que la bactérie ST398 est également en train de se propager chez les porcs au-delà des frontières de l'Europe. Une étude menée sur les porcs dans la province canadienne de l'Ontario, par exemple, a déterminé que la bactérie ST398 est présente chez un quart des porcs de la province, ainsi que chez un cinquième des éleveurs de porcs contrôlés⁶. Une seule étude a été menée aux États-Unis à ce jour : il s'agissait d'une étude pilote menée sur deux grandes exploitations porcines dans le Midwest, qui a découvert la bactérie ST398 chez 49 % des porcs et 45 % des travailleurs⁷.

Le SARM est susceptible d'évoluer de façons très dangereuses dans son nouvel environnement dans les porcheries. La densité des animaux dans les élevages industriels permet aux bactéries d'évoluer rapidement et de diverses manières. En outre, dans ces élevages, l'utilisation d'antibiotiques est omniprésente. Les porcs reçoivent régulièrement des antibiotiques dans leur alimentation et dans l'eau, souvent comme mesure préventive pour éviter les épidémies de maladies ou simplement pour augmenter les taux de croissance.

Aux États-Unis, 80 % du total des antibiotiques consommés annuellement sont consommés par le bétail⁸. En Chine, le chiffre est de près de 50 %⁹. Même dans l'UE, où l'usage non thérapeutique des antibiotiques pour les animaux est interdit

1. E. Klein, D.L. Smith, R. Laxminarayan, « Hospitalizations and Deaths Caused by Methicillin-Resistant *Staphylococcus aureus*, United States, 1999-2005 », *Emerg. Infect. Dis.* N° 12, Vol. 13, 2007, pp. 1840-46.
2. Ed Yong, « MRSA in pigs and pig farmers », 23 janvier 2009, http://scienceblogs.com/notrocketscience/2009/01/mrsa_in_pigs_and_pig_farmers.php
3. X.W. Huijsdens et al., « Community-acquired MRSA and pig-farming », *Ann. Clin. Microbiol. Antimicrob.*, N° 26, Vol. 5, 2006 ; A.J. de Neeling et al., « High prevalence of methicillin resistant *Staphylococcus aureus* in pigs », *Vet. Microbiol.*, N° 3-4, Vol. 122, 21 juin 2007, pp. 366-72 ; I. van Loo et al., « Emergence of methicillin-resistant *Staphylococcus aureus* of animal origin in humans », *Emerg. Infect. Dis.*, N° 12, Vol. 13, , 2007, pp. 1834-9.
4. Danish Integrated Antimicrobial Resistance Monitoring and Research Programme, http://www.danmap.org/pdfFiles/Danmap_2009.pdf
5. « Pig MRSA widespread in Europe », *Ecologist*, 25 novembre 2009 ; Broens et al., « Diagnostic validity of pooling environmental samples to determine the status of sow-herds for the presence of methicillin-resistant *Staphylococcus aureus* (MRSA) », poster présenté lors de la Conférence ASM-ESCMID sur les staphylocoques résistants à la méthicilline, dans *Animals : Veterinary and Public Health Implications*, Londres, 2009.
6. « Guelph Researchers Find MRSA in Pigs », Université de Guelph, 8 novembre 2007, http://www.uoguelph.ca/news/2007/11/post_75.html
7. T.C. Smith, M.J. Male, A.L. Harper, J.S. Kroeger, G.P. Tinkler et al., (2009) « Methicillin-Resistant *Staphylococcus aureus* (MRSA) Strain ST398 Is Present in Midwestern US Swine and Swine Workers », *PLoS ONE*, N° 1, Vol. 4, 2009.
8. Voir « New FDA Numbers Reveal Food Animals Consume Lion's Share of Antibiotics », Center for a Liveable Future, Johns Hopkins University, 23 décembre 2010, <http://www.livablefutureblog.com/2010/12/new-fda-numbers-reveal-food-animals-consume-lion%E2%80%99s-share-of-antibiotics>
9. Voir aussi Margaret Mellon, Charles Benbrook, Karen Lutz Benbrook, « Hogging it! : Estimates of antimicrobial abuse in Livestock », Union of Concerned Scientists, 2001, <http://www.ucsusa.org>
9. « Half of China's antibiotics fed to animals : Expert », *Xinhua*, 26 novembre 2010.

et où les types d'antibiotiques autorisés pour le bétail sont contrôlés, l'utilisation d'antibiotiques pour les animaux dépasse encore leur utilisation pour les humains. En Allemagne, par exemple, les animaux reçoivent trois fois plus d'antibiotiques que les êtres humains¹⁰. Un usage aussi répandu des antibiotiques dans les élevages industriels accélère le développement de la résistance aux antibiotiques chez les bactéries. Contrairement à d'autres souches de SARM, la bactérie ST398 résiste déjà aux tétracyclines, un groupe d'antibiotiques qui est donné largement et régulièrement aux porcs dans les élevages industriels. La profession médicale est de plus en plus préoccupée par ce que cela implique pour l'avenir des soins de santé pour l'homme, car les antibiotiques pourraient devenir inefficaces. Selon l'OMS, il s'agit maintenant de « la plus grande menace pour la santé humaine »¹¹.

La bonne nouvelle, cependant, c'est que la bactérie ST398 ne semble jusqu'ici pas être devenue très virulente chez l'être humain, ni être facilement transmise entre êtres humains. Pas encore, du moins.

En 2010, une jeune fille de 14 ans en France, en convalescence à l'hôpital suite à une pneumonie, a été infectée par une super-bactérie. Elle a commencé à avoir de graves problèmes respiratoires, puis ses poumons se sont mis à saigner et dans les six jours elle était décédée. La super-bactérie qui l'a tuée était un clone de SARM ST398, dont on sait qu'il peut se transmettre entre êtres humains. La question la plus préoccupante pour les médecins français qui étudient le cas, c'est qu'il s'agissait du premier incident signalé dans lequel cette souche de SARM a acquis la capacité de produire une toxine mortelle chez les humains, quelque chose que d'autres souches de super-bactéries savent faire. Ils en ont déduit que si le clone de SARM ST398 pouvait le faire, alors le « SARM du porc » avait certainement la même capacité¹².

Il n'est pas très difficile d'imaginer une situation où le « SARM du porc » serait transmis d'un porc à un travailleur de la ferme portant une autre souche de SARM virulente pour les humains, se mélangerait avec cette souche, en acquérant ainsi sa capacité de virulence. La nouvelle souche virulente du ST398 pourrait alors facilement être retransmise aux porcs, où elle pourrait rapidement s'amplifier et se propager. Le ST398 n'est pas seulement transmis aux hommes par le contact avec des porcs vivants : la bactérie est également présente sur la viande vendue dans les supermarchés et peut être transportée sur de grandes distances par les insectes qui passent par les exploitations agricoles¹³.

L'UE commence lentement à prendre des mesures pour se préserver d'une telle possibilité. Elle a mis en place plusieurs mesures visant à restreindre l'utilisation des antibiotiques dans l'élevage et, au niveau national et au niveau de l'UE, une certaine surveillance des exploitations agricoles a été mise en place. En 2009, un groupe spécial de l'Autorité européenne de sécurité des aliments a recommandé que l'UE s'oriente vers la « surveillance et le contrôle systématiques du SARM chez les animaux issus d'élevages intensifs ». La Corée du Sud, pour sa part, a interdit l'utilisation de sept antibiotiques dans l'alimentation animale en 2008 et mis en œuvre un programme national visant à réduire l'utilisation des antibiotiques dans les élevages. Mais de telles restrictions sur l'utilisation des antibiotiques pour le bétail sont presque inexistantes aux États-Unis, même si le projet de loi pour limiter l'utilisation non thérapeutique de certains antibiotiques dans l'alimentation du bétail est actuellement soumis au Congrès. En ce qui concerne la surveillance, le système américain (National Antimicrobial Resistance Monitoring System) ne prévoit même pas de tests pour le SARM¹⁴. En dehors des pays industrialisés, où la filière viande se développe le plus rapidement, il y a une absence presque totale de contrôle sur l'utilisation des antibiotiques dans l'agriculture et de surveillance des agents pathogènes comme le SARM.

Le renforcement de la surveillance et la réduction de l'utilisation des antibiotiques dans les élevages industriels sont des mesures importantes. Mais elles ne suffisent pas à traiter efficacement la menace représentée par le SARM et la myriade d'agents pathogènes qui se développent dans les élevages industriels. Il est stupéfiant de constater que 61 % du total des agents pathogènes humains, et 75 % des nouveaux agents pathogènes humains, sont transmis par les animaux, et qu'un bon nombre des plus dangereux – comme la grippe aviaire, l'ESB, la grippe porcine et le virus Nipah – sont apparus dans des exploitations d'élevage intensif¹⁵. C'est le mode d'élevage qui est fondamentalement en cause¹⁶.

10. Kristen Kerksiek, « Farming out Antibiotics : The fast track to the post-antibiotic era », *Infection Research*, Allemagne, 22 mars 2010, http://www.infection-research.de/perspectives/detail/pressrelease/farming_out_antibiotics_the_fast_track_to_the_post_antibiotic_era/

11. AAP, « Greatest threat to human health », *Sydney Morning Herald*, 16 février 2011, <http://www.smh.com.au/lifestyle/wellbeing/greatest-threat-to-human-health-20110216-1awai.html>

12. Frédéric Laurent, « Les souches de staphylococcus aureus ST398 sont-elles virulentes? », *Bull. Acad. Vét. France*, N° 3, Vol. 163, mai 2010.

13. Voir Aqeel Ahmad et al., « Insects in confined swine operations carry a large antibiotic resistant and potentially virulent enterococcal community », *BMC Microbiology*, 2011, <http://www.biomedcentral.com/1471-2180/11/23/abstract>

14. Maryn McKenna, « Alarm over 'pig MRSA' – but not in the US », *Wired*, 30 octobre 2010, <http://www.wired.com/wiredscience/2010/10/alarm-over-pig-mrsa-%E2%80%94but-not-in-the-us/>

15. John McDermott et Delia Grace, « Agriculture-Associated diseases : Adapting Agriculture to improve Human Health », *ILRI*, février 2011.

16. GRAIN, « Germ warfare : Livestock disease, public health and the military-industrial complex », *Seedling*, janvier 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=533>

A STRICTEMENT PARLER, L'HYGIÈNE OU L'INNOCUITÉ ALIMENTAIRE EST UNE FAÇON DE PRÉVENIR LES MALADIES. MAIS LES LIMITES DE CE QUE NOUS RÉUNISSONS SOUS CE CONCEPT NE SONT PAS TOUT À FAIT RIGOUREUSES ET IL SE PEUT QUE PARFOIS, ON INCLUE DES ÉLÉMENTS EXTERNES QUI ONT À VOIR AVEC LA QUALITÉ DES ALIMENTS.

une liste cible de mesures de rétorsion qui vise à être assez douloureuse pour l'UE dans la mesure où [l'acceptation des OGM] est une responsabilité collective, mais qui se concentre également en partie sur les principaux coupables. » Il ajoute : « La liste doit faire preuve de mesures plus dures et être tenable à long terme, car il ne faut pas s'attendre à une victoire rapide. »¹⁸

Une telle « diplomatie » sert clairement et directement les intérêts de Monsanto, DuPont et d'autres sociétés de biotechnologie agricole qui n'aiment pas que des pays étrangers interdisent des semences ou des aliments OGM et sont beaucoup moins désireuses d'avoir des étiquettes qui informent les consommateurs de la présence d'ingrédients génétiquement modifiés. Des entreprises américaines, en particulier les membres de la Biotechnology Industry Organisation, utilisent religieusement les négociations sur les ALE par des représentants de Washington comme une plateforme pour obtenir un accès au marché pour les OGM par une politique agressive de réformes réglementaires¹⁹. Outre les OGM, la politique commerciale des États-Unis est également considérée comme déstabilisatrice pour la souveraineté des autres pays en matière de sécurité alimentaire et de questions de santé, dans la mesure où Washington exige régulièrement l'assouplissement des règles contre l'importation des produits agricoles américains que d'autres jugent à risque, tels que le bœuf (ESB, hormones), le veau (hormones), le poulet (chlore) et le porc (grippe porcine).

Les États-Unis et l'UE ont pourtant beaucoup en commun. Pour les exportations alimentaires qui leur sont destinées, les deux sont attachés au processus d'inspection et d'accréditation de fermes, de pêcheries ou de fabricants particuliers qui satisfont ou dépassent les normes américaines ou de l'UE. Si cette approche peut paraître extraordinairement protectrice pour les consommateurs de l'UE ou des États-Unis, elle ouvre aussi la voie à une prise de contrôle et une concentration des entreprises. Par exemple, lorsque l'UE a levé une interdiction de six ans sur l'importation de volailles chinoises en 2008, en réalité, elle n'a donné son feu vert qu'à un tout petit nombre d'usines de transformation de la viande de la province de Shandong, agréées pour une exportation vers l'UE, et l'une d'entre

elles avait été rachetée seulement deux semaines plus tôt par Tyson, la seconde entreprise mondiale de transformation de viande²⁰. Les États-Unis et l'UE ont également créé des comités bilatéraux avec leurs partenaires commerciaux pour poursuivre les discussions sur « l'harmonisation », en vue d'élaborer des pratiques de sécurité sanitaire des aliments faisant l'objet d'un accord mutuel mais aussi des normes, y compris de nouvelles normes internationales. L'UE utilise ces mécanismes pour poursuivre sa stratégie d'introduction du « bien-être animal » dans le pool des normes du commerce mondial de l'alimentation.

Les Accords de libre échange (ALE) ne sont bien sûr pas seulement utilisés par les États-Unis et l'UE pour mener des batailles sur la sécurité sanitaire des aliments. Des pays comme l'Inde, l'Australie ou le Brésil ne se contentent pas d'être soumis aux pressions des États-Unis ou de l'UE. Ils ont leurs propres normes sanitaires, leurs stratégies et leurs besoins. L'Inde, par exemple, grâce à une stratégie d'ALE qui a progressivement mûri, mène une lutte difficile pour augmenter les investissements étrangers tout en gardant néanmoins le contrôle des marchés agricoles. Lors de la visite du président américain Obama en Inde en novembre 2010, le ministre indien de l'Agriculture, Sharad Pawar, a clairement indiqué que les États-Unis pouvaient produire toutes les études scientifiques qu'ils voulaient, et qu'elles seraient respectueusement examinées, mais que l'Inde ne procéderait pas à des importations de produits laitiers des États-Unis qui heurtaient des sensibilités religieuses nationales²¹. Dans son zèle à signer des ALE, notamment avec l'Australie et les États-Unis, le gouvernement japonais doit aussi marcher sur des œufs pour la question des OGM, dans la mesure où il doit respecter les préférences de son propre électeurat pour les produits sans OGM. Des États d'Afrique australe, comme la Namibie, ont soulevé d'importantes questions sur la façon de prendre des initiatives pour faire avancer leurs propres stratégies de « développement » et leurs propres besoins dans les négociations commerciales avec l'UE, dans lesquelles les normes sanitaires et phytosanitaires (SPS) – qui sont très coûteuses à respecter – peuvent affecter les bénéfices

18. « Subject : France and the WTO ag biotech case », Wikileaks Reference de télégramme ID 07PARIS4723, daté du 14 décembre 2007, <http://213.251.145.96/cable/2007/12/07PARIS4723.html>
19. Pour plus de détails, voir bilateral.org and GRAIN, « FTAs and biodiversity », dans *Fighting FTAs*, 2008, <http://www.bilaterals.org/spip.php?article15225> et GRAIN, « Sécurité sanitaire : les dés sont pipés », *Seedling*, juillet 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=556>

20. GRAIN, « Big Meat is growing in the South », *Seedling*, octobre 2010, <http://www.grain.org/seedling/?type=82>

21. Cela comprend le lait des bovins nourris avec des aliments produits à partir des organes internes, les farines de sang et de tissus provenant de ruminants ou les produits qui peuvent contenir de la présure d'origine animale. Voir Gargi Parsai, « No import of US dairy products for now », *The Hindu*, 15 novembre 2010, <http://www.bilaterals.org/spip.php?article18483>

au niveau local. La différence est que ces pays ne cherchent pas à changer les normes de sécurité sanitaire alimentaire des autres, au contraire des États-Unis et de l'UE.

De nouvelles normes ouvrent de nouveaux marchés

La sécurité alimentaire, à proprement parler, est une question de prévention des maladies. Mais les limites de ce qu'on peut regrouper sous ce concept peuvent être élargies pour inclure des questions plus larges de qualité des aliments. Les aliments halal, sans OGM, sans cruauté envers les animaux et biologiques sont autant d'exemples de la croissance des marchés qui sont généralement traités, pour des raisons pratiques, par le régime actuel de sécurité sanitaire des aliments (normes, audits, certification, traçabilité et mécanismes de règlement). De même, au niveau politique, ces considérations sont réglementées par les autorités de sécurité sanitaire des aliments. Et dans les négociations commerciales, elles font partie des chapitres ou des accords sanitaires et phytosanitaires²². Bon nombre de ces préoccupations plus générales sur la qualité des aliments ne portent pas nécessairement sur les normes de produits, mais sur des processus. Par conséquent, elles ont tendance à être définies et contrôlées par le biais de dispositifs plutôt que par des normes en elles-mêmes. Et si on n'y prend garde, elles peuvent être tout à fait arbitrairement définies pour répondre aux besoins des multinationales comme Cargill ou Carrefour, plutôt que par les besoins des communautés locales ou plus généralement par les besoins de santé publique.

Alors que les demandes visant à l'étiquetage des OGM et des aliments biologiques sont relativement mieux intégrées aux régimes de sécurité ou de commercialisation des aliments, une réorganisation est nécessaire en ce qui concerne les aliments halal et les questions de bien-être animal²³.

Le marché des aliments halal, estimé à environ 600 milliards de dollars US – soit 16 % du marché alimentaire mondial de détail – est en pleine expansion et va continuer à progresser dans les prochaines années²⁴. Mais savoir en quoi consiste la nourriture halal est une question extrêmement litigieuse. Il n'y a pas de norme mondiale et, dans un pays donné peuvent coexister des normes différentes ou même concurrentes²⁵. Au

niveau international, l'Organisation de la conférence islamique est l'instance qui doit résoudre ces problèmes. En 2008, la Malaisie et la Turquie ont décidé d'élaborer conjointement des normes harmonisées ou communes, pour adoption par l'OCI dans son ensemble, mais il est peu probable qu'elles passent sans contestation.

Le bien-être animal est une toute autre question. Elle semble être une préoccupation réglementaire essentiellement européenne mais, de ce seul fait, elle est en train de devenir une responsabilité pour le reste du monde. En 2013, l'UE mettra en œuvre de nouvelles normes sur l'abattage et même sur l'étourdissement animaux. Ces dernières devront être respectées par toute personne envisageant d'exporter de la viande vers l'UE. Comme on l'a déjà noté, l'UE intègre de plus en plus le bien-être animal dans ses accords commerciaux bilatéraux, en exigeant explicitement de ses partenaires qu'ils travaillent avec l'Union européenne à l'élaboration de normes internationales dans ce domaine. Jusqu'à présent, le Chili, la Corée, la Colombie, le Pérou et l'Amérique centrale ont accepté les demandes de l'UE, en particulier celle de travailler avec les Européens à l'élaboration de normes juridiques mondiales²⁶.

Au niveau international, l'OIE devrait adopter, très rapidement, un ensemble de principes recommandés pour le bien-être animal dans le cadre du commerce international²⁷. Mais qui définit ces principes, et qui les fait respecter en tant que normes internationales ? Il n'y a pas de normes juridiques internationales sur le bien-être des animaux. À l'OIE, le débat voit une opposition entre pays du Nord et pays du Sud. Le principal grief du Sud, c'est que le cadre de l'OIE pour le bien-être animal s'appuie sur les normes privées. Les pays en développement ont déjà une mauvaise expérience des normes privées sur la santé animale et s'attendent à ce que cela se reproduise si la tâche de l'élaboration des normes de bien-être animal échoit à des entités non publiques²⁸.

Dans ces nouveaux domaines, la véritable question est : qui a créé les normes dont nous discutons, et au profit de qui ?

l'objet d'un débat, et la réponse dépend souvent du pays ou de l'autorité qui la donne.

26. En dehors du contexte des SPS, le Canada a déposé une plainte auprès de l'OMC, en août 2010, contre l'interdiction de l'UE sur le commerce des phoques. Si ce conflit ne porte pas sur la sécurité des aliments, il conteste la façon dont l'Union européenne peut tenter d'imposer ses normes de bien-être animal à d'autres pays. Cette question devra également être traitée dans les négociations en cours de l'ALE entre l'UE et le Canada.

27. Cela concerne non seulement la nourriture, mais aussi les tests et les cosmétiques.

28. Leurs principales préoccupations sont le manque d'harmonisation, le manque de transparence, les faiblesses des bases scientifiques et l'absence de consultation. Pour un aperçu du processus de discussion de l'OIE, voir « Implications of private standards in international trade of animals and animal products », mis à jour le 23 juin 2010, http://www.oie.int/eng/normes/en_Implications%20of%20private%20standards.htm Pour un résumé des points préoccupants pour les pays en développement, voir le rapport final du questionnaire de l'OIE sur les normes privées, http://www.oie.int/eng/normes/A_AHG_PS_NOV09_2.pdf

22. Ils relèvent également de la compétence des mesures sur les Obstacles techniques au commerce (OTC), les proches cousins des SPS. Les règles de l'OTC régissent l'étiquetage et de nombreuses questions portant sur la sécurité sanitaire ou, plus généralement, sur la qualité des aliments exigeant un étiquetage adéquat.

23. C'est également vrai pour les nanomatériaux.

24. Il existe des différences sur les chiffres exacts concernant la taille du marché, mais ils tournent autour des 550-630 milliards de dollars par an. Les principales raisons pour lesquelles ce marché est en plein essor sont la croissance démographique et les taux de change. Mais les questions pratiques auxquelles est confrontée l'industrie de la restauration pèsent également. Par exemple, les entreprises de restauration qui fournissent les compagnies aériennes dans les grandes plates-formes du monde (par exemple, Heathrow et Francfort) choisissent de plus en plus de n'utiliser que de la viande halal.

25. Le fait de savoir si les OGM – comme le clonage et d'autres technologies nouvelles – sont halal ou haram fait depuis longtemps

La sécurité sanitaire des aliments, maintenant offerte dans les magasins Walmart

On aurait tort de prendre des querelles diplomatiques ou législatives pour preuve que les gouvernements commencent à prendre réellement au sérieux la sécurité sanitaire des aliments. Bien qu'ils ne regardent pas à la dépense pour s'assurer que les réglementations ne nuisent pas aux marchés à l'exportation de leurs entreprises agro-alimentaires, quand il s'agit de gérer les risques générés par le système alimentaire industriel, ce sont la déréglementation et les attitudes de non-intervention qui prennent le pas. Les gouvernements peuvent définir et administrer le cadre juridique de la sécurité sanitaire des aliments et des normes similaires, mais l'action et le programme sont pour l'essentiel laissés entre les mains du secteur privé. On pourrait même dire que la sécurité sanitaire des aliments reste à peine une question de politique publique dans la mesure où beaucoup de choses dépendent de normes privées, de contrôles volontaires et d'obscurs organismes industriels, tous sous la coupe des plus grandes sociétés agro-alimentaires.

Prenons la situation de la viande de bœuf. Le gouvernement américain insiste sur le fait que le bœuf américain est le plus sûr au monde, mais les acheteurs se méfient. « Si vous regardez les rappels de produits alimentaires au cours des deux dernières années, il y a eu une augmentation significative », explique Frank Yianna, vice-président pour la sécurité alimentaire à Walmart, l'un des plus importants distributeurs de bœuf du pays. La réponse du gouvernement des États-Unis à cette augmentation alarmante des retours de viande : pas de nouvelles mesures. La réponse de Walmart : un ensemble de nouvelles normes qui lui sont propres, auxquelles ses fournisseurs américains de viande bovine devront se conformer d'ici juin 2012. Walmart dit que ses normes offriront à ses clients une « protection supplémentaire » au-delà des tests de recherche sur l'*Escherichia coli* et autres agents pathogènes que l'industrie de la viande effectue déjà. « C'est vraiment une réponse aux tendances à long terme des rappels de viande », explique F. Yianna²⁹.

Les réglementations américaines sur le bœuf, et même les réglementations imposées par le gouvernement japonais aux importations de bœuf américain, ne sont pas suffisantes pour le secteur de la restauration au Japon. Si Tokyo a levé, en 2006, son interdiction sur les bovins américains âgés de 20 mois ou moins, Zensho, la plus grande entreprise japonaise de restauration, exige que les fournisseurs de bœuf américain lui fournissent des garanties spéciales, en particulier concernant l'ESB. En décembre 2010, Zensho a annoncé qu'il avait conclu un accord avec JBS, une société brésilienne qui est l'un des plus grands producteurs de viande bovine aux États-Unis, pour lui fournir du bœuf provenant de bovins certifiés, qui ont été élevés sans aliments contenant des « agents responsables de l'ESB ». Aux termes de l'accord, JBS doit pratiquer une ségrégation des

« bovins Zensho » pendant les étapes de transport, de finition et de transformation. JBS doit également veiller à ce que « les bovins Zensho » soient transformés uniquement au début d'un changement de production et seulement après que le matériel et les installations aient été spécialement désinfectés. Les inspecteurs de Zensho seront physiquement présents pour surveiller le processus et le produit final sera commercialisé au Japon sous l'appellation « bœuf Zensho SFC »³⁰.

Dans le même esprit, l'énorme chaîne de supermarchés Carrefour a annoncé en novembre 2010 qu'elle va commencer à apposer l'étiquetage « Nourri sans OGM » sur 300 produits d'origine animale vendus dans ses magasins sous sa propre marque.

Les clients de ces sociétés pourraient être sensibles à de telles mesures. Mais qu'en est-il pour tous les autres ? La seule responsabilisation dans un tel système est par rapport aux actionnaires, et non pas par rapport au public ; les normes privées ne se préoccupent que du bilan financier. Pour donner un exemple de la façon dont cela peut se passer, les entreprises de volaille en Afrique du Sud retirent régulièrement des supermarchés des quartiers riches des poulets congelés qui ont dépassé la date limite et les recyclent en les décongelant, en les lavant et en injectant de l'arôme, puis les vendent dans des magasins des townships noirs. Les entreprises de volaille refusent d'admettre que la pratique est raciste et affirment qu'ils respectent en fait des normes plus strictes que celles requises par le ministère de la Santé³¹.

Les petits agriculteurs sont les perdants

Une proportion de plus en plus importante des aliments achetés par les consommateurs leur est fournie par les chaînes d'approvisionnement de supermarchés et de sociétés de restauration multinationales. Ces sociétés exercent maintenant un pouvoir considérable pour décider des lieux de vente et de production des aliments et elles veulent de plus en plus souvent imposer exactement la façon dont les aliments sont produits et traités. Les normes alimentaires sont devenues pour ces entreprises un moyen essentiel d'organiser les marchés mondiaux.

Les normes des supermarchés pour les fruits et légumes frais nous en disent long sur l'identité des gagnants et des perdants dans l'appareil réglementaire des entreprises. Les fruits et légumes frais sont extrêmement importants pour les distributeurs, car ils amènent les consommateurs dans leurs magasins plus régulièrement et tirent l'ensemble des ventes vers le haut. Les supermarchés ont essayé de capter ce marché en offrant de faibles coûts et des assurances sur la qualité. Leur principale stratégie à ce niveau a consisté à s'approvisionner auprès de « fournisseurs privilégiés » qui peuvent fournir d'importants volumes provenant de zones de production à faible coût, assurer la traçabilité du produit jusqu'à l'exploitation agricole et garantir qu'ils ont été cultivés

29. Bruce Blythe, « Walmart will require stricter safety tests for beef suppliers », *Drovers CattleNetwork*, 29 avril 2010, <http://www.cattlenetwork.com/cattle-news/latest/wal-mart-will-require-stricter-safety-tests-for-beef-suppliers-114326579.html>

30. Communiqué Zensho du 30 novembre 2010, http://www.zensho.co.jp/en/ZENSHO_SFC_20101130.pdf

31. « South African poultry makers 'racist', politician says », *BBC*, 29 décembre 2010, <http://www.bbc.co.uk/news/world-africa-12090741>

LES ALIMENTS QUE LES GENS ACHÈTENT LEUR VIENNENT DE PLUS EN PLUS DES RÉSEAUX DE DISTRIBUTION DES CHAÎNES TRANSNATIONALES DES SUPERMARCHÉS ET DES ENTREPRISES TRANSNATIONALES DE SERVICES ALIMENTAIRES.

selon les normes stipulées par les supermarchés.

Aujourd'hui, les grands distributeurs alimentaires, tels que Tesco, Walmart, Carrefour ou Lotte, se concentrent sur le développement de leurs activités dans le Sud, où les marchés sont en progression. L'Inde, la Chine, le Brésil et l'Indonésie sont parmi les premières cibles. Cependant, dans ces pays en développement et d'autres encore, les marchés des fruits et des légumes sont encore dominés par des chaînes d'approvisionnement informelles, qu'il s'agisse de paysans de petites coopératives, de grossistes locaux ou de vendeurs ambulants. Par conséquent, les supermarchés imposent leurs propres modèles d'achat en utilisant un ensemble commun de normes comme base de restructuration. Ils doivent aussi faire face à la concurrence des élites locales et régionales, comme la chaîne Matahari en Indonésie, ou Big C en Thaïlande.

Ces chaînes d'approvisionnement mondiales sont organisées d'après le schéma de base suivant. Au sommet se trouve la grande distribution, le mot « grand » étant ici un euphémisme. Walmart, le plus grand distributeur alimentaire de la planète, encaisse des ventes alimentaires annuelles de 405 milliards de dollars, soit plus que le PIB annuel de l'Autriche, de la Norvège, de l'Arabie saoudite, de l'Iran, de la Grèce, du Venezuela, du Danemark ou de l'Argentine. Les ventes combinées de produits alimentaires des quatre plus grands distributeurs alimentaires mondiaux (WalMart, Carrefour, Metro et Tesco) atteignent 705 milliards de dollars. C'est un chiffre d'affaires supérieur à la production annuelle de la Turquie ou de la Suisse. Leur taille et leur pouvoir d'achat leur donnent un formidable moyen de pression sur l'ensemble du système alimentaire mondial : ils sont en mesure de dicter leurs conditions à tous leurs fournisseurs, depuis les agriculteurs jusqu'aux transformateurs de produits alimentaires³².

Ils travaillent ensemble, avec la participation des plus grandes entreprises alimentaires et des entreprises agro-

industrielles, à élaborer des normes communes pour les aliments (depuis l'agriculture jusqu'à l'emballage) que leurs fournisseurs doivent respecter. GlobalGAP donne un exemple de cette situation. Dans le contexte d'un régime de politiques de sécurité alimentaire mondiale marqué en grande partie par le laissez-faire (ou du moins une complaisance vis-à-vis de l'industrie), ces normes sont en train de devenir la structure de sécurité sanitaire alimentaire implicite pour la majeure partie du monde. Et pour souligner un point essentiel, ces entreprises gigantesques sont responsables devant leurs actionnaires, et dans une faible mesure vis-à-vis de leurs clients, mais devant personne d'autre.

Après les supermarchés géants se trouvent les fournisseurs. Ce sont des grandes entreprises qui achètent et livrent à partir du monde entier et de plus en plus à partir de leurs propres exploitations agricoles ou des programmes de production sous contrat qu'elles gèrent. Puis il y a les producteurs. De plus en plus, la production est centralisée dans des « pôles » ou des « zones » où la production de fruits ou de légumes spécifiques est bon marché et organisée selon les normes dictées par les supermarchés. Quelques exemples bien connus sont les raisins du Chili, les haricots verts au Kenya et les pommes en Chine.

On a beaucoup débattu sur la façon dont les pays peuvent se positionner pour profiter de cette expansion mondiale des supermarchés. Pour accéder aux linéaires des supermarchés, les gouvernements locaux et les bailleurs de fonds consacrent des ressources considérables à essayer de renforcer les capacités de production dans les pays pauvres. La croissance des supermarchés est même présentée comme une « opportunité » pour les petits agriculteurs. La réalité est tout autre.

Tout d'abord, les grands distributeurs étrangers qui s'installent dans les pays du Sud sont en concurrence directe avec les marchés locaux et traditionnels. Au fur et à mesure qu'ils se développent, ils envahissent l'espace des petits vendeurs, négociants et marchés de producteurs, qui sont desservis principalement par des petits producteurs et vendeurs. Les pays en développement ne sont pas simplement des sites pour la production à l'exportation destinée aux chaînes d'approvisionnement des supermarchés de l'Occident. Ils deviennent également de plus en plus souvent les consommateurs de ces marchés.

Deuxièmement, les supermarchés ont accès à des réseaux d'approvisionnement mondiaux par le biais desquels ils peuvent accéder à des fruits et légumes bon marché et pousser à la baisse des prix. Si les oranges locales sont trop coûteuses pour ses magasins indonésiens, Carrefour peut faire venir des oranges de ses fournisseurs au Pakistan ou en Chine. Pas moins de 70 à 80 % des fruits vendus dans les supermarchés en Indonésie sont importés, principalement de pôles régionaux d'approvisionnement des supermarchés en Thaïlande et en Chine³³.

Troisièmement, les fournisseurs qui desservent les supermarchés, et fixent les normes qu'ils doivent respecter, ne laissent aucune place à l'agriculture traditionnelle. La seule opportunité pour un petit producteur qui veut vendre aux supermarchés est d'avoir un contrat de production étroitement contrôlé dans lequel le grand distributeur dicte tout, depuis les

32. Pour une excellente analyse du rôle de Walmart dans le système alimentaire des États-Unis, voir C. Barry Lynn, « Breaking the chain : the antitrust case against WalMart », *Harper's*, juillet 2006, <http://www.harpers.org/archive/2006/07/0081115>

33. Thomas Reardon, Spencer Hensen et Julio Berdegue, « 'Proactive fast-tracking' diffusion of supermarkets in developing countries : implications for market institutions and trade », *Journal of Economic Geography*, N° 4, Vol. 7, 2007.

semences jusqu'aux pesticides utilisés. Ces systèmes d'agriculture contractuelle affaiblissent la biodiversité et les systèmes et cultures alimentaires locaux. Mais même cette option est, en général, impossible dans la mesure où le respect de ces normes est généralement trop coûteux et inapplicable pour les petits producteurs. Ainsi, une proportion de plus en plus importante de l'agriculture réelle est réalisée et gérée par les « fournisseurs privilégiés » eux-mêmes, avec une forte intervention des supermarchés.

Bien sûr, de nombreux supermarchés et chaînes d'approvisionnement de différents pays – qu'il s'agisse de ShopRite en Afrique du Sud ou de DMA au Brésil – mettent aussi en œuvre ce modèle. Et si certains vont sûrement se développer et devenir des géants régionaux, ils sont des proies faciles pour un rachat par leurs cousins du Nord.

Le producteur américain Fresh Del Monte est l'un de ces « fournisseurs privilégiés » de fruits et légumes frais des chaînes mondiales de supermarchés. Selon le PDG de la société, Mohammad Abu-Ghazaleh, « aujourd'hui, les distributeurs sont plus enclins à travailler avec quelqu'un qui peut leur garantir que leur produit provient de sa propre exploitation agricole, a été conditionné dans sa propre usine, l'expédition étant sous son contrôle, tout comme la livraison à son client. » Sa société produit 39 % de ses bananes, 84 % de ses ananas et 81 % de ses melons sur ses propres plantations, principalement en Amérique centrale, et dirige une entreprise verticalement intégrée de volailles en Jordanie, qui approvisionne des grands distributeurs et des sociétés multinationales au Moyen Orient. En 2009, 13 % de ses ventes totales ont été conclues avec Walmart.

Le Pérou est présenté comme un modèle à succès pour ce qui est des canaux d'approvisionnement des supermarchés. Il a été poussé dans cette voie il y a 20 ans, dans le cadre de ce qu'on a appelé « la guerre contre la drogue » de Washington. Depuis lors, les exportations d'asperges vers l'UE et l'Amérique du Nord ont décollé. Mais l'agriculture locale en a été radicalement transformée. Les asperges étaient ordinairement produites par des petits producteurs alors que ces derniers représentent aujourd'hui moins de 10 % de la production du pays, qui est maintenant dominée par de grandes entreprises tournées vers l'exportation. Deux sociétés (Del Monte et Green Giant, toutes deux américaines) contrôlent aujourd'hui à elles seules le quart des exportations d'asperges du Pérou³⁴.

En 2000, le Ghana a essayé un programme similaire, mais en mettant l'accent sur la production d'ananas pour les supermarchés européens. Au cours des quatre premières années, les exportations d'ananas vers l'Europe ont fait un bond, passant d'environ 20 mille tonnes à environ 50 mille tonnes, et une grande partie a été fournie par de petits agriculteurs et des commerçants ghanéens de taille moyenne³⁵. Mais en 2005, le marché du Ghana s'est écroulé. Sans avertissement, les distributeurs européens, sensibles au lobby de Del Monte, ont décidé unilatéralement de commencer à acheter seulement la variété d'ananas MD2 et de ne plus accepter la variété Sweet Cayenne produite au Ghana. Ils ont également commencé à exiger la certification EurepGAP de leurs fournisseurs, en par-

ticulier sur les résidus de pesticides. Ce changement soudain a constitué une charge trop importante pour les producteurs et les exportateurs d'ananas du Ghana. La certification EurepGAP et la variété MD2 étaient hors de leur portée, en raison du coût élevé des jeunes plants et de la logistique supplémentaire requise. Ils ont été forcés de mettre la clef sous la porte et les sociétés multinationales se sont installées. En 2004, il y avait 65 exportateurs d'ananas au Ghana. Aujourd'hui, deux sociétés contrôlent à elles seules près de 100% des exportations d'ananas du Ghana : l'américaine Dole, qui s'approvisionne principalement auprès de ses propres exploitations, et la suisse HPW, qui achète chez trois grands producteurs³⁶.

Au Vietnam, les petits producteurs et les entreprises de pisciculture qui tentent de surfer sur la vague de popularité du Tra – ou poisson-chat, son nom commercial (comme aliment familial à bas prix) en Europe et en Amérique du Nord – ont dû surmonter un certain nombre d'obstacles. Aux États-Unis, une grosse campagne menée par les producteurs nationaux de poissons-chats, qui ne peuvent pas rivaliser avec le bas prix du Tra, cherche à donner une image « répugnante » du poisson vietnamien. En Europe, le World Wild Fund for Nature (WWF) a mis le Tra sur sa « liste rouge » des produits que les consommateurs avertis devraient éviter. Le boom de l'élevage intensif du Tra sur ces nouveaux marchés lucratifs à l'exportation a en effet attiré les pratiques et les personnes les moins recommandables. Mais pour être juste, un certain nombre d'entreprises ont essayé de respecter les normes mondiales. Le problème réside, précisément, dans ces normes. Un pisciculteur de Tra, Nguyen Huu Nghia, l'appelle amèrement un « labyrinthe »³⁷. On lui a demandé, ainsi qu'à d'autres petits pisciculteurs, de respecter les normes Safe Quality Food (SQF), qui sont gérées par une équipe de certification privée aux États-Unis. Puis on leur a dit d'appliquer ce qu'on appelle la norme SQF-1000. Ensuite, on leur a recommandé l'adoption des normes GlobalGAP. Et maintenant, pour se débarrasser de la mauvaise réputation que les poissons vietnamiens ont acquise du fait du WWF, on leur demande de se conformer aux critères du WWF au travers du Conseil de gestion de l'aquaculture (Aquatic Stewardship Council – ASC). Si tous les producteurs de Tra suivaient, par exemple, les normes GlobalGAP et ASC pour un produit ultra-propre et sans danger pour la consommation internationale, il en coûterait aux Vietnamiens pas moins de 22 millions de dollars par an³⁸ ! Outre le nombre ahurissant de normes privées que personne ne peut vraiment garantir, qui peut se le permettre et quel en est l'objectif ?

Les plus gros producteurs paieront les frais supplémentaires pour obtenir l'approbation de GlobalGAP car, pour eux, c'est le prix à payer pour un accès privilégié aux empires en expansion que se construisent les supermarchés. Comme le dit un exportateur kenyan, « J'ai tendance à être particulièrement positif à ce sujet [la certification]. Cela peut sembler un peu cynique,

36. Peter Jaeger, « Ghana export horticulture cluster strategic profile study », préparée pour la Banque mondiale, Ministère de l'alimentation et de l'agriculture du Ghana et Programme sur les produits de base agricoles EU ACP, 2008.

37. Voir « Don't let Vietnam's Tra fish be 'stricken down' », Voice of Vietnam, 13 février 2011, <http://english.vovnews.vn/Home/Dont-let-Vietnams-Tra-fish-be-stricken-down/20112/123832.vov>

38. Ibid. La certification ASC du WWF coûte à elle seule 7500 dollars pour 5 hectares et par an.

34. GRAIN, « Global agribusiness : two decades of plunder », *Seedling*, juillet 2010, <http://www.grain.org/seedling/?type=81>

35. Niels Fold, « Transnational Sourcing Practices in Ghana's Perennial Crop Sectors », *Journal of Agrarian Change*, N° 1, Vol. 8, janvier 2008, pp. 94-122.

mais c'est une barrière à l'entrée sur le marché. Plus il y a de normes, moins nous aurons de concurrence. »³⁹ Tant pis pour les petits producteurs du Kenya. Plus de la moitié d'entre eux ont été abandonnés immédiatement après que les supermarchés ont commencé à exiger le respect de leurs normes GAP⁴⁰.

Il convient de souligner que cette concentration n'intervient pas seulement au niveau des exportations. Comme les supermarchés s'emparent de plus grandes parts des marchés alimentaires dans le Sud, la distinction entre les marchés d'exportation et les marchés intérieurs disparaît, les mêmes normes étant appliquées pour les deux. Cela laisse pour survivre aux petits agriculteurs et à la biodiversité qu'ils entretiennent, un espace qui se réduit comme peau de chagrin.

Privatisation de la sécurité sanitaire des aliments dans les pays du Sud

En Chine, où les supermarchés se développent à un rythme effréné, cette évolution se fait durablement sentir. Les grandes chaînes de supermarchés, à la fois nationales et étrangères, travaillent main dans la main avec les fournisseurs et les gouvernements locaux au développement d'exploitations agricoles pour fournir les fruits et légumes. Dans le cadre d'une campagne visant à améliorer la sécurité des aliments et intégrer ses 700 millions de petits agriculteurs dans des « filières alimentaires à haute valeur ajoutée » avec « des méthodes agronomiques scientifiques », le gouvernement chinois poursuit la mise en place d'une base pour la production de fruits et légumes en partenariat avec le secteur privé. Dans chacune de ces zones affectées à la production, les autorités locales négocient des accords avec des entreprises privées qui permettent à la société concernée de s'installer, de louer des terrains auprès des agriculteurs qui les occupent actuellement ou d'en acquérir les droits d'utilisation, et de mettre alors en place une production à grande échelle, en embauchant les agriculteurs évincés comme travailleurs agricoles ou dans le cadre d'accords de production.

Hong Kong Yue Teng Investissement est l'une de ces sociétés. Au cours de ces dernières années, elle est devenue un grand producteur de légumes dans la province du Guizhou, où elle dispose de deux zones de production à grande échelle qui fournissent en légumes les magasins Walmart dans le sud de la Chine. Le fournisseur privilégié de Walmart pour les fruits est la Xingyeyuan Company, qui possède plusieurs milliers d'hectares de vergers au nord de la ville de Dalian. Pour les œufs, Walmart traite avec Dalian Hongjia, un énorme complexe agro-industriel avec 470 mille poules pondeuses et une capacité de production annuelle de 7 400 tonnes d'œufs frais.

Walmart utilise 56 entreprises de ce type pour « l'achat direct » dans 18 provinces et villes de Chine, qui couvrent au total au moins 33 mille ha de terres agricoles. Il appelle son

réseau « Programme d'achat direct à la ferme » (« Direct Farm Program ») et affirme que, d'ici à 2011, ces dispositifs apporteront des bénéfices à un million d'agriculteurs. Bien sûr, Walmart ne traite pas directement avec les agriculteurs, mais avec des entreprises qui embauchent et gèrent les agriculteurs pour leurs activités à grande échelle.

Les initiatives de Walmart dans le domaine de l'agriculture font partie de sa stratégie globale pour s'approvisionner plus directement et réduire les coûts de sa chaîne d'approvisionnement. Les entreprises qui fournissent Walmart doivent veiller à ce que la production se déroule en stricte conformité avec les demandes du grand distributeur et celui-ci gère des programmes de formation pour montrer aux entreprises et aux agriculteurs qui travaillent pour lui les méthodes agronomiques qu'il exige. « En tant que multinationale très consciente de sa responsabilité sociale au niveau local, nous avons aidé les agriculteurs à mieux s'adapter aux conditions du marché, nous les avons encouragés à choisir des méthodes de production standardisées et à plus grande échelle et nous avons donné des consignes sur les moyens de préserver l'environnement dans les activités de production à travers des programmes d'agriculture durable », explique Ed Chan, PDG de Walmart Chine⁴¹.

Chongqing Cikang Vegetables and Fruits, qui gère les activités Walmart Direct Farm dans la province de Chongqing, affirme que son processus de production est entièrement contrôlé par des inspecteurs extérieurs agréés par Walmart, depuis la sélection des variétés jusqu'à la récolte et au stockage. Il en va de même pour les entreprises chinoises qui fournissent Carrefour, qui gère son propre programme d'achat direct à la ferme, appelé Carrefour Quality Line, ou pour le distributeur national Walmart, qui a un programme d'achat direct à la ferme dans la province de Shandong⁴².

Qu'est-ce que ces entreprises entendent par « agriculture durable »? En ce qui concerne Walmart, du moins ses programmes d'achats directs à la ferme en Inde et au Honduras, cette tâche a été confiée à l'un des plus grands producteurs mondiaux de pesticides et de semences OGM, l'Allemand Bayer CropScience. Au Honduras, Bayer, par le biais de son programme de « Partenariat de filière alimentaire », forme 700 producteurs qui assurent à Walmart « des pratiques agricoles responsables ». En Inde, la société exploite 80 de ces projets de partenariat de filière alimentaire avec Walmart et d'autres distributeurs, qui couvrent une superficie de 28 mille ha. Les agriculteurs participants doivent utiliser un « passeport » Bayer pour garder une trace de leurs pratiques⁴³.

41. Communiqué de presse de Walmart, 25 octobre 2010, <http://en.prnasia.com/pr/2010/10/25/100984911.shtml>

42. « Large Corporations Engaging Small Producers – Fruits and Vegetables in India and China », étude de cas préparée et présentée par Nancy Barry, Présidente du NBA Enterprise Solutions to Poverty, au Harvard Business School Forum on the Future of Market Capitalism, 9-10 octobre 2009, <http://www.scribd.com/doc/24650313/Case-on-India-and-China-Corporations-and-Small-Farmers-fin%E2%80%A6>

43. Voir la vidéo de promotion du Partenariat de filière alimentaire Bayer pour l'Inde : <http://www.youtube.com/watch?v=oVRMmYTqsCE> ; « Wal-Mart Centroamérica y el Grupo Bayer firman convenio para impulsar agricultura », La Tribuna, 15 janvier 2010, <http://www.latribuna.hn/web2.0/?p=86331>

39. Spencer Henson et John Humphrey, « The Impacts of Private Food Safety Standards on the Food Chain and on Public Standard-Setting Processes », article préparé pour la FAO et l'OMS, mai 2009.

40. Clare Narrod, Devesh Roy, Belem Avendano et Julius Okello, « Impact of International Food Safety Standards on Smallholders : Evidence from Three Cases », in McCullough, Pingali et Stamoulis (eds), *The Transformation of Agri-Food Systems : globalization, supply chains and smallholder farmers*, Londres, Earthscan, 2008.

Bayer affirme qu'il dispose de 250 projets de partenariat de filière alimentaire à travers le monde. En Colombie, il travaille avec Carrefour, tandis qu'au Mexique il a un partenariat direct avec l'autorité de certification nationale, *Calidad Suprema*, une « association civile sans but lucratif » qui aide le gouvernement mexicain à « renforcer la compétitivité de la campagne » et la « promotion de la marque déposée *México Calidad Suprema* », qui est la propriété du gouvernement⁴⁴. Bayer forme les représentants de *Calidad Suprema* aux bonnes pratiques agricoles à l'aide de son outil BAYGAP et les deux parties effectuent en commun des visites d'exploitations⁴⁵. Pour ne pas être en reste, Syngenta, le deuxième producteur mondial de pesticides, a son propre programme de filière alimentaire, appelé « Fresh Trace », qu'il met en place en Thaïlande, et les deux entreprises sont des membres actifs de GlobalGAP.

Dans la mesure où l'industrie des pesticides est si intimement impliquée dans l'élaboration et la mise en œuvre des normes des supermarchés, il n'est guère surprenant que la contamination par les pesticides reste aussi fréquente dans les fruits et légumes des supermarchés. Des tests effectués par Greenpeace en Chine en 2008 et 2009 sur des fruits et légumes de consommation courante ont fait apparaître une pollution par les pesticides beaucoup plus grave pour les échantillons recueillis chez Walmart et les autres grands supermarchés que pour ceux recueillis sur les marchés flottants⁴⁶.

La résistance des populations à la sécurité sanitaire alimentaire prônée par les entreprises

Ces dernières années, on a pu assister à l'émergence d'incroyables luttes sociales et à des initiatives très intéressantes pour lutter contre ce détournement dans l'élaboration des politiques et les pratiques de sécurité sanitaire des aliments par les entreprises. Certaines d'entre elles ont été déclenchées par la restructuration du commerce international des denrées alimentaires, telles que la résistance à la viande bovine américaine menée par des mouvements de citoyens à Taiwan, en Australie, au Japon ou en Corée du Sud. D'autres actions ont vu le jour en réaction à des catastrophes sanitaires nationales, comme l'action citoyenne en Chine après la tragédie du lait à la mélamine. De temps à autre, tous les pays sont secoués par des épidémies d'intoxications alimentaires de courte durée. Mais nous assistons de plus en plus souvent à une remise en cause plus structurelle et politique du système alimentaire industriel du développement capitaliste. Il s'agit de savoir qui décide quoi, parce que la santé et les moyens de subsistance des populations sont directement touchés.

Les luttes autour de l'ESB et des OGM constituent de bons

NOUS ASSISTONS DE PLUS EN PLUS SOUVENT À UNE REMISE EN CAUSE PLUS STRUCTURELLE ET POLITIQUE DU SYSTÈME ALIMENTAIRE INDUSTRIEL DU DÉVELOPPEMENT CAPITALISTE. IL S'AGIT DE SAVOIR QUI DÉCIDE QUOI, PARCE QUE LA SANTÉ ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE DES POPULATIONS SONT DIRECTEMENT TOUCHÉS.

44. Voir le site web *México Calidad Suprema* sur <http://www.mexicocalidadsuprema.com.mx/nosotros.php>

45. Bayer CropScience, « An exceptional collaboration with Mexico Calidad Suprema », [http://www.bayercropscience.com/bcsweb/cropprotection.nsf/id/EN_Mexico_Calidad_Suprema_English/\\$file/MEXICO_CS_web_EN_NEW.pdf](http://www.bayercropscience.com/bcsweb/cropprotection.nsf/id/EN_Mexico_Calidad_Suprema_English/$file/MEXICO_CS_web_EN_NEW.pdf)

46. Greenpeace, « Pesticides : not your problem? », 9 avril 2009, <http://www.greenpeace.org/eastasia/news/China-pesticides>

exemples. À de nombreuses reprises, les mouvements sociaux se sont organisés pour empêcher l'entrée de ces produits dans leur pays, non pas tant en raison des problèmes de sécurité pour la santé ou l'alimentation en eux-mêmes, mais en raison des orientations sociales et économiques générales que représentent ces symboles de l'agriculture industrielle, du pouvoir des entreprises ou de l'impérialisme occidental. La résistance du peuple coréen au bœuf américain est devenue l'expression, non pas d'une peur irrationnelle des prions, mais en réalité d'une profonde méfiance quant au système de démocratie représentative de Corée du Sud, y compris en ce qui concerne les relations de ce pays avec les États-Unis⁴⁷. En Australie, la campagne a plus porté sur le maintien de l'alimentation australienne dans le giron de l'Australie, une préoccupation que partagent de nombreux peuples à travers le monde en matière de gouvernance et de contrôle de l'approvisionnement alimentaire de leur propre pays. Quant aux luttes anti-OGM, elles sont aussi diversifiées que les campagnes contre le bœuf américain, mais elles ont également porté sur des questions profondes liées à la démocratie, la survie des cultures locales et des systèmes alimentaires face aux assauts des « solutions » occidentales, sur le maintien au sein des communautés des semences et des connaissances et la remise en cause de l'ensemble des modèles de développement.

À un niveau plus profond, les gens s'organisent pour se libérer des coûts sanitaires, environnementaux et sociaux du système alimentaire industriel en pleine expansion. Les mouvements et les campagnes en faveur des aliments biologiques ou de l'achat local, en d'autres termes l'achat de denrées alimentaires produites à proximité et le boycott des produits provenant de très loin, se sont diffusés dans de nombreux pays. L'augmentation alarmante de l'obésité, du diabète de type 2, des cancers et d'autres maladies qui sont directement liés à une mauvaise alimentation incite de nombreuses personnes à changer leurs modes de vie et à travailler avec d'autres pour promouvoir des aliments et des approches agricoles plus saines. Des campagnes et des actions spécifiques visant à empêcher la diabolisation et la destruction des alternatives locales à un système d'alimentation trop aseptisé, comme les marchands ambulants, les aliments crus ou le bétail élevé de façon traditionnelle, gagnent également en popularité. La *Vía Campesina*, le mouvement mondial de défense des droits des paysans et des petits producteurs, a lancé une campagne pour introduire le concept de « souveraineté alimentaire » : le « droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée, produite par des méthodes écologiquement rigoureuses et durables, et leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles »⁴⁸. Suivant l'exemple de *La Vía Campesina*, plusieurs comtés de l'État américain du Maine ont récemment déclaré leur « indépendance alimentaire »⁴⁹. La sécurité alimentaire et d'autres aspects de la qualité des aliments sont clairement au centre de ces processus.

Certes, la défense et le développement d'une agriculture paysanne et de systèmes alimentaires non industriels, en particulier dans les pays industrialisés, exigent leurs propres approches de sécurité sanitaire des aliments. Cela ne signifie pas qu'il faille travailler en dehors des institutions au sens de violer des lois ou de créer de dangereuses économies souterraines, même si certains groupes du monde des affaires tentent de dénigrer et d'éliminer les aliments crus et d'autres cultures alimentaires riches en traditions.⁵⁰ Le défi consiste à s'assurer que des systèmes de connaissances et des critères différenciés peuvent exister en dehors de la mainmise du monopole des supermarchés et de leurs chaînes d'approvisionnement. Comme le dit l'agriculteur français Guy Basitanelli de la Confédération Paysanne :

« Pour les petites exploitations qui ont peu de personnel et fonctionnent à un niveau artisanal, la gestion des risques pour la sécurité alimentaire repose sur la formation et le contact humain direct. La gestion des équilibres microbiens, et la protection et la production d'une flore spécifique, sur la base d'un respect des pratiques traditionnelles et locales, sont la meilleure garantie de la sécurité. Vous n'arrivez pas à une sécurité par une 'tolérance zéro' en matière de micro-organismes et un matériel de stérilisation qui détruit ces équilibres. »⁵¹

De nombreuses organisations de producteurs et des groupes de consommateurs, sans parler de grands mouvements comme *Slow Food*, sont convaincus que la diversité biologique et de la complexité écologique (par opposition à l'hygiène extrême) sont les clés de systèmes sains et stables. Après tout, la nature a horreur du vide. Bien entendu, ces approches plus satisfaisantes de la sécurité sanitaire des aliments s'appuient aussi sur des circuits courts de distribution, en offrant aux populations des produits alimentaires obtenus dans des fermes ou de petites usines de transformation par le biais de systèmes de distribution moins complexes, plus directs (groupements d'achat, toutes sortes de systèmes d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne—AMAP, coopératives, etc.).

Une autre partie importante de la résistance populaire en réaction à la prise de contrôle des entreprises sur la sécurité et

50. Le raid armé sur *Rawesome Foods* aux États-Unis en 2010, qui a été filmé par une caméra de sécurité et diffusé sur internet, en est un exemple (voir <http://www.youtube.com/watch?v=X2jgpGyyQW8>). En France, deux ans plus tôt, les transformateurs laitiers industriels qui souhaitaient une plus grande part du marché ont tenté d'abolir la règle selon laquelle seul le lait cru pouvait être utilisé pour fabriquer du fromage Camembert, au motif qu'il n'était pas fiable. Ils ont rapidement perdu la bataille, y compris en ce qui concerne le manque de données scientifiques corroborant qu'il y a un problème sanitaire significatif avec le fromage au lait cru. Ce débat a également éclaté au Canada, mais le gouvernement du Québec a décidé de maintenir l'autorisation de la production de fromage au lait cru.

51. Cité par Cécile Koehler dans « Le risque zéro : du 'sur mesure' pour l'agriculture industrielle », *Campagnes solidaires*, FADEAR, Bagnolet, novembre 2008. Ce dossier fait également ressortir qu'aucune étude ne peut montrer une corrélation entre des investissements lourds dans des pratiques industrielles et administratives et un niveau élevé de sécurité sanitaire des aliments.

47. Voir Jo Dongwon, « Real-time networked media activism in the 2008 Chotbul protest », *Interface*, N° 2, Vol. 2, novembre 2010, pp. 92–102.

48. Voir le site web de *La Vía Campesina* : <http://viacampesina.org>

49. David Gumpert, « Maine towns reject one-size-fits-all regulation, declare 'food sovereignty' », *Grist*, 15 mars 2011, <http://www.grist.org/article/2011-03-15-maine-towns-reject-one-size-fits-all-regulation-declare-food>

les cultures alimentaires consiste à organiser des campagnes, un travail d'enquête et des efforts d'éducation du public pour révéler le fonctionnement réel des supermarchés – et des chaînes d'approvisionnement qu'ils dominent quand ils ne les gèrent pas directement – en arrêtant le développement de la grande distribution et en protégeant les vendeurs de rue d'une disparition complète. La culture antisyndicale de Walmart est bien connue dans le monde entier, grâce à des décennies d'action citoyenne qui inspirent aujourd'hui des groupes qui tentent de résister à l'entrée de Walmart sur de nouveaux marchés comme l'Inde. En fait, l'Inde a un mouvement dynamique de marchands ambulants et de vendeurs de rue qui risquent de perdre leurs moyens de subsistance si le gouvernement central permet aux distributeurs étrangers de s'installer. Ils ont l'appui d'agriculteurs, d'intellectuels et de groupes de la société civile qui font partie d'un tissu de plus en plus dense de résistance aux sociétés multinationales qui viennent prendre le contrôle de l'approvisionnement alimentaire de l'Inde. La recherche et le travail politique sur d'autres structures d'entreprises, comme Carrefour ou Tesco, ont également joué un rôle important en aidant la société civile, sans parler des législateurs, à mieux comprendre comment fonctionne la grande distribution et les pressions qu'elle impose à la diversité biologique, aux agriculteurs et aux travailleurs du secteur alimentaire⁵².

Les travailleurs de l'industrie alimentaire – cueilleurs saisonniers ou femmes et hommes participant à l'abattage ou à la transformation – jouent un rôle tout aussi central pour ce qui est de la sécurité sanitaire des aliments ou ce qu'elle devrait être. Après tout, ils sont aux avant-postes du travail et ils sont généralement payés aussi peu que possible. Ils sont souvent confrontés à des conditions d'organisation difficiles, en particulier pour les travailleurs migrants, les enfants ou les immigrants illégaux. Quand ils réussissent à s'organiser et à s'assurer le soutien d'autres groupes, leur capacité à obtenir des changements peuvent être énormes. La lutte des travailleurs agricoles migrants d'Immokalee en Floride, par exemple, a été phénoménale. Outre qu'elle a obtenu des hausses de salaires pour les cueilleurs de tomates, la Coalition des travailleurs d'Immokalee a permis de démontrer que le système alimentaire industriel, qui a été mis en place pour fournir de la nourriture bon marché, est en fait le problème – social, environnemental et en termes de sécurité et de santé⁵³. Il y a aujourd'hui une dynamique importante aux États-Unis pour changer la manière dont les aliments sont produits, notamment les normes de sécurité alimentaire, en réactivant l'utilisation de la législation anti-trust. Elle peut se révéler une bonne façon de rompre le système alimentaire industriel et de rendre le pouvoir aux petits agriculteurs, aux transformateurs locaux,

aux marchés régionaux et à d'autres structures plus démocratiques.

Conclusion

Dans la plupart des pays du monde, les secteurs agricoles sont rapidement restructurés pour laisser la place à un secteur agro-industriel en expansion. Les normes de sécurité sanitaire des aliments jouant un rôle essentiel dans la justification de nouvelles formes de contrôle des entreprises, il est grand temps de réévaluer ce que signifie la sécurité alimentaire. À l'heure actuelle, elle se traduit par une « culture d'audit », qui s'accompagne d'un transfert de pouvoir des populations (les consommateurs, les petits agriculteurs, les magasins d'alimentation, les marchés, les restaurants) vers le secteur privé (Cargill, Nestlé, Unilever, Walmart... la liste est longue). Elle peut au contraire consister en un contrôle local et des systèmes agricoles et alimentaires plus communautaires. En fait, elle peut être beaucoup plus vigoureusement et explicitement intégrée dans des campagnes et initiatives populaires sur la souveraineté alimentaire. Dans ce processus, on pourrait complètement arrêter de parler de sécurité sanitaire des aliments et affirmer à la place nos propres exigences de qualité des aliments, ou quelque chose de global du même type.

La salubrité des aliments, ou la qualité des aliments en termes plus généraux, est un terrain sur lequel la grande agriculture industrielle et les cultures de supermarché ne peuvent pas surpasser les petits producteurs et les marchés locaux. Le défi est de faire en sorte que les petits acteurs locaux puissent survivre et tourner à notre profit les préoccupations qui se manifestent de plus en plus aujourd'hui vis-à-vis de la sécurité sanitaire des aliments.

■

52. Des journalistes et des universitaires occidentaux, tels que Christian Jacquiau, Marion Nestle, Felicity Lawrence et Michael Pollan, ont beaucoup fait pour aider le public à comprendre comment fonctionnent vraiment les supermarchés et les systèmes de sécurité sanitaire des aliments et comment les citoyens peuvent reprendre le contrôle de ces questions.

53. « Historic breakthrough in Florida's tomato fields », communiqué de presse commun de la Coalition of Immokalee Workers et du Florida Tomato Growers Exchange, 16 novembre 2010, http://www.ciw-online.org/FTGE_CIW_joint_release.html. Voir aussi : « The human cost of industrial tomatoes », Grist, 6 mars 2009, <http://www.grist.org/article/Immokalee-Diary-part-I/>

Lectures complémentaires

GRAIN, « La sécurité sanitaire : les dés sont pipés », *Seedling*, juillet 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=556>

Christine Ahn et GRAIN, « Food safety on the butcher's block », *Foreign Policy In Focus*, Washington DC, 18 avril 2008, <http://www.grain.org/o/?id=83>

La section SPS-sécurité sanitaire alimentaire du site militant [bilaterals.org](http://www.bilaterals.org) présente une série d'articles spécialisés consacrés à la façon dont des pays utilisent les accords de commerce et d'investissement bilatéraux pour faire passer des normes et des politiques de sécurité sanitaire qui avantagent leurs entreprises, <http://www.bilaterals.org/spip.php?motr85>

Sunita Narain, « Control your food. It's your business », Centre for Science and Environment, New Delhi, 1^{er} octobre 2010, <http://www.cseindia.org/content/control-your-food-it-your-business>

Susan Freidberg, « Supermarkets and imperial knowledge », *Cultural Geographies*, 2007, <http://www.dartmouth.edu/ffigeog/facstaff/CVs/Freidberg/ImpKnowledge.pdf>



(Photo : Development Fund Norway)



Une nouvelle offensive dans le monde de la viande industrielle : les multinationales du Sud

De nos jours, les pays du Sud consomment apparemment de plus en plus de viande. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), la consommation de viande par habitant dans les pays en développement a doublé entre 1980 et 2005 et la consommation d'œufs y a été multipliée par trois. Comment expliquer cette évolution ? Pour certains, le facteur majeur a été l'augmentation des revenus en Asie, mais cela peut difficilement justifier une hausse aussi énorme. La raison principale est plutôt à chercher du côté de l'approvisionnement. Les entreprises de l'agro-business, soutenues par de fortes subventions et par les gouvernements, ont réussi, au cours des dernières décennies, à pousser la production mondiale de viande à des niveaux inouïs, provoquant des conséquences dévastatrices pour les animaux, les personnes et l'environnement. Une grande partie de cette production industrielle se fait désormais dans les pays du Sud, où une nouvelle génération de sociétés transnationales (STN), originaires de ces pays, s'allient avec les firmes plus anciennes des pays du Nord, pour imposer « le dieu viande » d'un bout à l'autre de la planète. 13/10/10

Qu'est-ce qui alimente l'essor effréné du marché de la viande dans les pays en développement dans le Sud? La réponse la plus évidente est l'abondance de viande bon marché provenant de fermes industrielles, elle-même rendue possible par l'abondance d'une alimentation animale bon marché. L'explosion actuelle de la consommation de viande n'est que la répétition de ce qui s'est passé il y a des années au Nord, quand les entreprises ont commencé à installer des fermes industrielles et des parcs d'engraissement pour transformer en protéines animales destinées à la restauration rapide et aux supermarchés les montagnes de céréales et d'oléagineux produites grâce aux subventions. On se débarrassait – et c'est toujours le cas – des excédents de viande, depuis les cuisses de poulet congelées aux tripes de bovins, dans les pays pauvres.

Derrière le système de la viande industrielle, s'agit tout un monde de grandes entreprises impliquées dans la production et le commerce de la viande. C'est un système qui reçoit toutes sortes de subventions, aux États-Unis comme en Europe. Selon certaines études, le prix d'une livre de viande hachée aux États-Unis devrait avoisiner les 30 dollars US, plutôt qu'un à deux dollars, le prix de vente habituel dans les centres de

vente en gros¹. Si l'on annulait ne serait-ce que les subventions sur l'alimentation animale, les coûts d'exploitation pour les producteurs de viande américains seraient environ 10 % plus élevés et on commencerait probablement à voir des stands de fruits et de légumes remplacer les Kentucky Fried Chicken et les McDo dans les quartiers pauvres². Dans l'Union européenne, une vache reçoit en moyenne 2,50 dollars US de subventions par jour, alors que les deux tiers de la population de l'Afrique sub-saharienne vivent avec moins de deux dollars par jour³. Que ce soit aux États-Unis ou en Europe, la plupart des gens, les pauvres en particulier, sont obligés de manger de la viande bon marché. Et c'est le modèle qui est en train de s'imposer partout dans le monde.

C'est le bas prix de l'alimentation animale qui est le fondement de l'industrie de la viande aux États-Unis comme en Europe. Les lobbies et les transnationales de la viande comme Cargill, Tyson et Danish Crown, et leurs alliés dans les services alimentaires et le commerce de gros, sont prêts à tout pour empêcher les subventions de disparaître. Certes, de nouvelles sources d'alimentation bon marché se sont ouvertes, en particulier les grandes étendues de soja dans les pampas argentines et l'Amazonie brésilienne, mais cela n'a rien changé à la chose. Cela n'a fait qu'alimenter l'expansion de l'industrie de la viande aux quatre coins du globe.

La production de soja a été multipliée par dix depuis 1960. La surface des terres fertiles utilisées pour produire cette culture dédiée à l'alimentation animale a augmenté de façon spectaculaire : 58 % depuis 1990, pour la plus grande part en Argentine et au Brésil. Dans le même temps, la surface qui reste disponible pour les cultures destinées à l'alimentation humaine n'a pas cessé de diminuer⁴.

1. C'est ce qu'affirment Moby et Miyun Park dans leur livre *Gristle*, 2009.

2. « *Below-cost feed crops : An indirect subsidy for industrial animal factories* », IATP, juin 2006, <http://www.agobservatory.org/library.cfm?refid=88122>.

3. Gumisai Mutume, « *Mounting opposition to Northern farm subsidies* », *Africa Recovery*, N° 1, Vol.17, mai 2003, <http://www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol17no1/171agri4.htm>.

4. Voir GRAIN, « *L'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage* », *See-*

Tableau 1. Utilisation d'aliments concentrés par région, en millions de tonnes, en 1980 et 2005

	1980	2005
PAYS DÉVELOPPÉS	668.7	647.4
Ex-économies centralement planifiées	296.5	171.9
Autres pays développés	372.2	475.4
PAYS EN DÉVELOPPEMENT	239.6	602.7
Asie de l'Est et du Sud-Est	113.7	321.0
Chine	86.0	241.4
Reste de l'Asie de l'Est et du Sud-Est	27.7	79.6
Amérique latine et Caraïbes	64.3	114.1
Brésil	33.4	54.9
Reste de l'Amérique latine et Caraïbes	30.9	59.3
Asie du Sud	20.9	49.7
Inde	15.5	37.1
Reste de l'Asie du Sud	5.4	12.6
Proche-Orient et Afrique du Nord	25.8	70.1
Afrique sub-saharienne	15.0	47.6
MONDE	908.4	1 250.1

Source : FAO.

Il faut également noter que le soja n'est que l'une des matières premières agricoles habituellement transformées en aliments pour animaux. La production de la patate douce, du maïs et d'autres céréales et leur utilisation comme alimentation animale ont également connu un essor extraordinaire.

Le Tableau 1 montre la croissance colossale de l'utilisation des aliments animaux industriels dans le monde dans les vingt dernières années. Le plus frappant est la croissance dans les pays du Sud. Cette augmentation de l'utilisation des aliments industriels reflète celle de la production industrielle de viande. Elle indique que l'agriculture industrielle est en plein essor dans les pays pauvres. Non seulement les gens mangent plus de viande, mais il s'agit de viande bon marché, produite de façon industrielle. Les conséquences de cette évolution sont tout simplement considérables.

Le système de la viande industrielle, initialement développé par les grandes entreprises du Nord, est devenu un phénomène mondial. Comme nous allons le voir, le saccage ne connaît pas de frontières et, aujourd'hui, les défenseurs de ce système sont eux-mêmes issus des pays du Sud. Il est temps de réajuster l'ancien prisme Nord-Sud à travers lequel nous avons l'habitude de voir le monde.

Une nouvelle génération de géants de la viande

L'une des raisons qui expliquent l'essor de la production de viande industrielle dans le Sud est que les grands conglomérats de la viande, comme les grandes sociétés dans les autres secteurs, se sont servis des structures de la mondialisation néolibérale pour délocaliser leurs activités dans des pays pauvres, où ils peuvent produire à moindre coût. L'Américain Smithfield,

le plus gros producteur de porc du monde, a installé des fermes au Mexique et en Europe de l'Est. Tyson, un autre géant américain de la viande, a commencé dans les années 1990 à produire de la volaille en Chine ; la production est restée à une échelle relativement modeste jusqu'en 2010, quand Tyson a développé deux nouvelles fermes destinées à produire un total de 150 millions de volailles par an. Vers la même époque, Tyson a établi une co-entreprise en Inde, acheté des participations dans des parcs d'engraissement argentins et racheté trois grands producteurs de volaille brésiliens. La société française Doux, qui a transformé l'industrie de la volaille française en une production très industrielle destinée à l'exportation, a commencé à déplacer ses activités au Brésil en 1998, après avoir acquis un producteur de volaille brésilien et grâce à de généreuses subventions du gouvernement brésilien. Dès 2002, la moitié de la production totale de Doux, le cinquième producteur de volaille mondial, provenait du Brésil⁵. Les entreprises japonaises, quant à elles, ont délocalisé une grande partie de leur production de viande en Chine et les producteurs de porc danois ont, quant à eux, délocalisé en Europe de l'Est.

Mais ce n'est pas qu'une histoire de grandes entreprises du Nord. En effet, de plus en plus, les capitaux mis à disposition pour construire fermes et parcs d'engraissement, produire et transporter l'alimentation animale et ouvrir les usines d'emballage de viande, proviennent de firmes du Sud et circulent des unes aux autres. Comme la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) l'indique, en 2008, 40 % de tous les investissements hors frontières dans le domaine de la production agricole se sont faits entre pays du Sud⁶. De fait, un certain nombre d'entreprises de viande basées dans le Sud sont devenues de véritables transnationales et appliquent de façon particulièrement agressive leurs propres stratégies d'expansion hors de leurs frontières.

Le graphique de la page 77 classe les plus grandes entreprises de viande mondiales et montre comment les compagnies transnationales du Sud jouent maintenant dans la cour des grands. Toutefois, étant donné la vitesse à laquelle ont lieu les rachats et la complexité des relations entre les différentes compagnies, il est impossible de suivre dans les détails ce qui se passe.

Les moteurs de l'expansion

Pour se développer, une entreprise a besoin de capital. Ces derniers temps, l'industrie mondiale de la finance s'est empressée d'injecter des capitaux dans la production de viande dans le Sud. Depuis la crise financière de 2008, les investisseurs privés – depuis les fonds de couverture jusqu'aux fonds de pension – se sont découverts un énorme appétit pour les participations dans les entreprises de viande et de produits laitiers du Sud, et même pour les investissements directs en agriculture. Ainsi, au cours des dernières années, Goldman Sachs et la Deutsche Bank ont investi des centaines de millions de dollars

5. Tristan Coloma, « Quand les volailles donnent la chair de poule » *Le Monde Diplomatique*, juillet 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/COLOMA/16084>

6. CNUCED, *Rapport sur l'investissement dans le monde 2009*, Genève, septembre 2009.

Les investisseurs étrangers s'emparent des fermes uruguayennes

Les secteurs uruguayens de la viande et des produits laitiers, vantés pour leur potentiel exportateur, sont devenus des domaines de choix pour les investisseurs étrangers. Les exportations de bœuf en provenance de l'Uruguay ont plus que quadruplé depuis 1995. Mais au cours de la même période, les emballeurs de viande étrangers se sont emparés de l'industrie et, dans ce pays, même les ranchs sont la proie des investisseurs étrangers. Aujourd'hui, quelque 60 % des exportations de bœuf d'Uruguay sont sous le contrôle d'entreprises étrangères ; le brésilien Marfrig en contrôle à lui seul près de 30 %.

En ce qui concerne les produits laitiers, l'Uruguay est le producteur qui se développe le plus vite au monde ; ce pays est déjà le cinquième exportateur. Dans ce domaine aussi, on a assisté à la même vague d'investissements étrangers. L'une des firmes concernées est New Zealand Farming Systems Uruguay : mise en place par des investisseurs néo-zélandais, la firme fait aujourd'hui l'objet d'une OPA hostile par l'un des plus gros négociants en matières premières agricoles, le singapourien Olam, qui possède déjà environ 14 % des parts de la firme. En août 2010, l'entreprise avait déjà fait l'objet d'une offre rivale par une firme uruguayenne. Mais les apparences sont trompeuses. La firme en question, Union Agriculture Group (UAG), n'est que très partiellement uruguayenne : ses deux fondateurs de Montevideo ne contrôlent plus que 14 % des parts ; le reste appartient à Black Rock, à la Deutsche Bank et aux autres investisseurs étrangers qui ont investi des fonds dans UAG pour booster leurs portefeuilles¹.

1. Marta Steeman, « Competing offer drives up shares » *Business Day*, 17 août 2010.

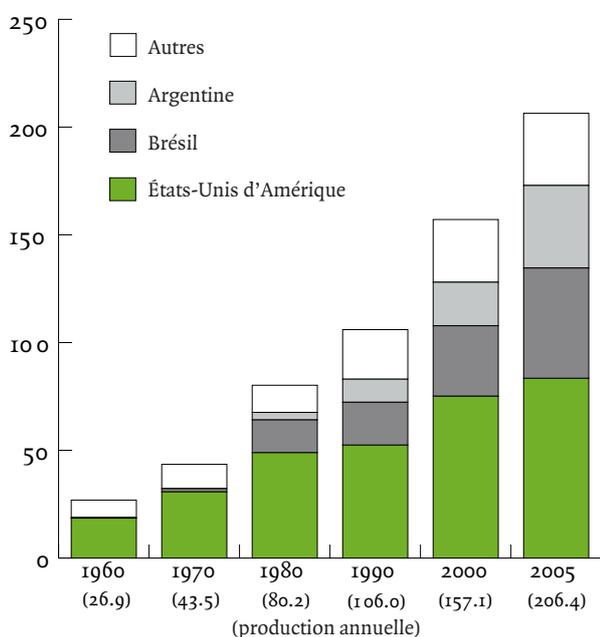
pour acheter des parts dans des entreprises chinoises de production porcine, car ce marché est en plein essor. La Barclays Bank est l'un des nombreux investisseurs institutionnels qui ont acquis une participation majeure dans Zambeef, la plus grosse entreprise agroalimentaire zambienne. Plus au Nord, Citadel Capital, un fonds d'investissement égyptien qui achète des terres pour y produire de la nourriture en Afrique, a racheté un élevage égyptien de 11 000 vaches.

Mais on observe également beaucoup de manœuvres de la part des gouvernements pour booster les comptes bancaires des entreprises de viande du Sud. Certains gouvernements, en particulier celui du Brésil, tiennent absolument à développer leurs propres multinationales géantes dans le domaine de

la viande pour qu'elles puissent remplacer les STN du Nord dans l'approvisionnement des marchés internationaux et des chaînes de restauration rapide. La Banque de développement du Brésil (BNDES) a distribué 4,4 milliards de dollars US de financement aux quatre plus grandes entreprises de viande brésiliennes depuis 2008⁷. La Banque possède désormais 20 % de JBS et 14 % de Marfrig, les deux plus grosses multinationales brésiliennes de la viande.

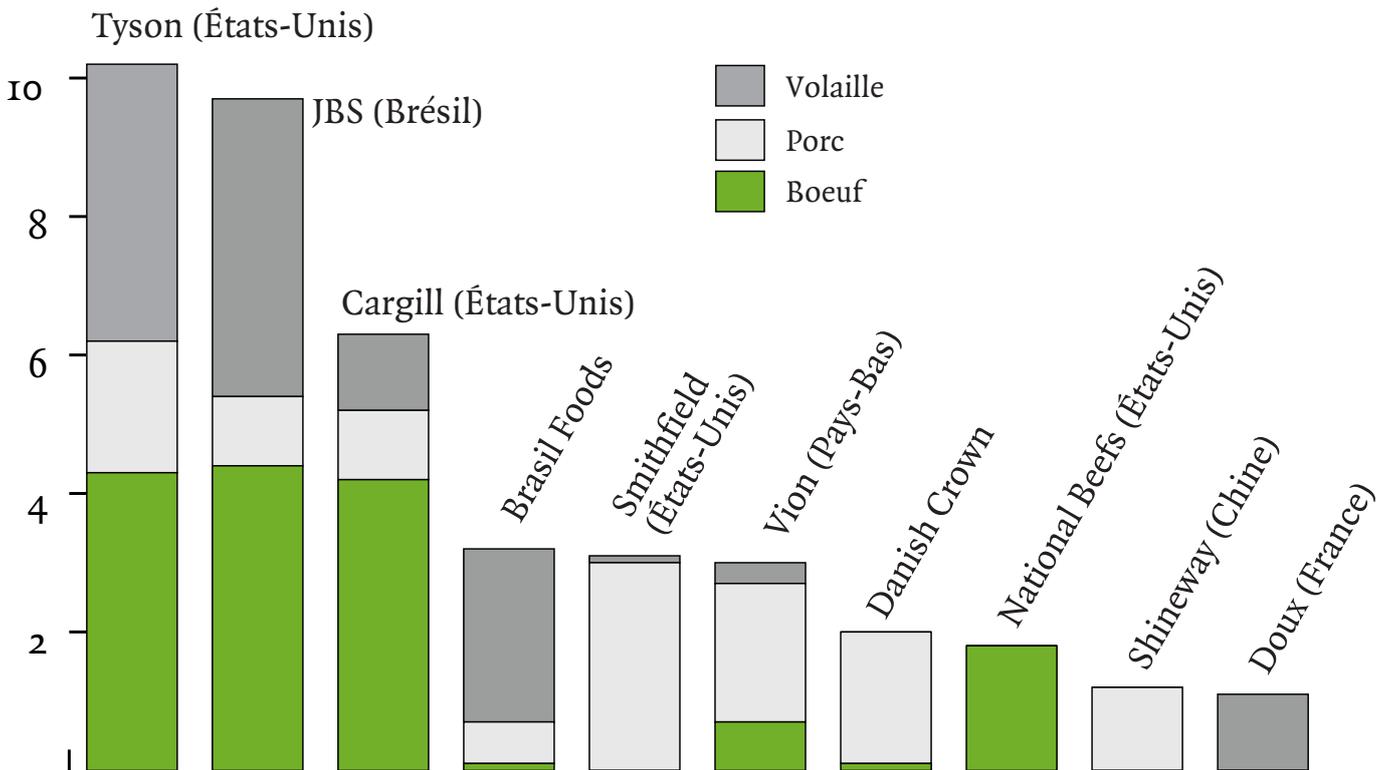
D'autres gouvernements sont davantage motivés par les questions de la sécurité alimentaire à long terme pour leur pays. Ceux de Libye et de Corée du Sud, par exemple, s'entendent avec des entreprises locales quand ils veulent acquérir des terres agricoles à l'étranger ; leur but est d'y produire de la nourriture pour la rapatrier dans le pays ou la vendre sur le marché international. Pour ce qui est de la viande, cela implique à la fois de promouvoir la production agricole à l'étranger – pour l'alimentation animale destinée à la consommation nationale – et d'investir dans la production animale à l'étranger. Ainsi la Chine se réserve des terres au Brésil pour produire des récoltes destinées à l'alimentation animale, tout en négociant des projets d'élevage aux Bahamas et en Tanzanie. COFCO, le géant du commerce des marchandises, qui appartient à l'État chinois, est très rapidement en train de devenir l'un des plus grands producteurs de viande et de produits laitiers en Chine ; en même temps, il s'est introduit à l'étranger en prenant une participation de 5 % dans le producteur porcin américain Smithfield en 2007. Assez paradoxalement, Singapour se tourne vers la Chine pour son approvisionnement futur en viande de porc. En 2010, une filiale de Temasek, le fonds souverain de la cité-État, a annoncé des investissements massifs dans un partenariat avec le plus gros producteur porcin chinois ; ce projet devrait finalement produire un million de porcs par an dans des fermes situées dans la province de Jilin ; la production est conçue principalement pour être exportée vers Singapour.

Production mondiale de soja, 1960–1985 (millions de tonnes)



7. Stuart Grudgings, « Cattle a tough target in Amazon protection fight » *Reuters*, 1^{er} juin 2009.

Les dix plus grandes entreprises de viande mondiales, 2009
(millions de tonnes)



Source : Gira, Rabobank, GRAIN.

La croissance démographique et des ressources limitées en terres arables et en eau expliquent pourquoi beaucoup de pays du Moyen-Orient sont extrêmement inquiets de la vulnérabilité de leur approvisionnement en viande. Leurs importations de viande ont explosé, ainsi que celles d'alimentation animale. Les promesses diplomatiques du Brésil, de la Nouvelle-Zélande, des États-Unis et des autres grands exportateurs de viande et d'alimentation animale garantissant l'approvisionnement à l'avenir ne semblent pas avoir l'effet désiré, puisque plusieurs pays de la région continuent à soutenir, voire à encourager très activement, les efforts d'investissement de leurs entreprises privées dans la production de viande et d'alimentation animale à l'étranger. Le quatrième producteur de volailles d'Arabie Saoudite, HADCO, qui appartient à Almarai, la plus grande compagnie laitière du royaume, a commencé à cultiver des céréales et du fourrage sur 10 mille hectares au Soudan et a l'intention éventuellement d'étendre la production sur 100 mille hectares. Hassad Food, qui appartient à l'État, installe de nouveaux élevages sur son sol au Qatar, mais acquiert aussi des terres destinées à l'élevage et à la production d'alimentation animale en Australie, au Brésil, en Turquie et en Uruguay. L'Iran a lui aussi rejoint le mouvement : en 2009, le gouvernement brésilien a rejeté une demande officielle d'achat de terres par l'Iran. Quelques mois plus tard cependant, on a appris que des investisseurs iraniens se lançaient dans un projet d'élevage de bétail et d'usine d'aliments au Sud de la Russie et qu'ils avaient l'intention d'y construire une ferme-usine pouvant contenir 1,2 million de volailles⁸.

8. See <http://farmlandgrab.org/cat/iran>.

Mais toutes ces initiatives gouvernementales ne servent qu'à faire de la place aux grosses pointures. Le système alimentaire mondial est dirigé par les grandes entreprises et ce sont leurs stratégies qui définissent les flux d'investissement. Quand Kentucky Fried Chicken (KFC) se développe en Chine, DaChan – l'un des plus gros producteurs de volaille chinoise et l'un des fournisseurs de KFC – fait de même. Tandis que le plus grand supermarché africain, Shoprite, ouvre des magasins au Nigeria, Zambeef, son principal fournisseur en Afrique australe, construit à côté des usines d'emballage de viande. Et tandis que Walmart prend son essor au Mexique, Pilgrim's Pride, la plus grande entreprise de volaille américaine, qui appartient désormais au brésilien JBS, suit la même évolution. De la même façon, quand JBS achète des parcs d'engraissement de bétail et construit des usines d'emballage en Uruguay, aux États-Unis ou en Australie, c'est dans le but de mieux approvisionner en bœuf ses clients mondiaux comme McDonald's et Carrefour, sur des marchés interdits aux exportations brésiliennes à cause des restrictions sur la fièvre aphteuse (voir Encadré n°2 : « Mc Marfrig »).

Des pavillons de complaisance

Le rôle des gouvernements dans ce jeu est surtout d'aider leurs entreprises et leurs élites nationales à naviguer à leur gré sur ces marchés, en signant des accords bilatéraux et des accords d'investissement, ou en mettant en place des missions diplomatiques pour annuler les restrictions sur les importations. L'accord de libre-échange Thaïlande-Australie, par exemple, a été surtout une forme de marchandage : les

2

McMarfrig

McDonald's fut l'un des premiers à organiser son approvisionnement en viande à partir du Brésil. Dès 1982, l'entreprise a envoyé son principal fournisseur américain, OSI Group, pour ouvrir une usine au Brésil afin d'alimenter ses restaurants du Moyen-Orient. L'entreprise, Braslo Produtos de Carnes Ltda, est devenue le fournisseur exclusif de boeuf et de poulet des restaurants McDonald's au Moyen-Orient, dans les Émirats Arabes Unis, à Bahreïn, au Liban et au Pakistan. En 2008, Braslo a été racheté à OSI par Marfrig, l'une des plus grandes entreprises de viande du Brésil, en même temps que les usines européennes de volaille d'OSI. Le rachat des usines européennes comprenait l'énorme usine de Moy Park en Irlande du Nord, qui vend quelque 200 millions de poulets par an. Marfrig est ainsi devenu le plus grand fournisseur de viande de McDonald's en dehors des États-Unis, et OSI a acquis un siège au conseil d'administration de Marfrig et environ 10 % des parts de l'entreprise.

Peu après, Marfrig s'est enfoncé encore un peu plus dans sillage de McDonald's, en rachetant l'entreprise de volaille brésilienne de Cargill, Seara en 2009, et Keystone Foods aux États-Unis en 2010. Keystone est l'un des principaux fournisseurs de viande des Mc Do aux États-Unis et dans le monde : il possède 54 usines de viande aux États-Unis, en Nouvelle-Zélande, en Australie, dans l'Union européenne, en Asie et au Moyen-Orient. Sa filiale malaise, Mac Food, envoie sept millions de livres [environ 3 200 tonnes] de viande halal au Moyen Orient chaque année. Keystone affirme fournir plus de 28 mille restaurants rapides dans le monde, ce qui a représenté en 2009 un chiffre d'affaires net de 6,4 milliards de dollars US.

Avec toutes ces acquisitions, dont plus de 35 ont été faites entre 2006 et 2008, Marfrig est devenu la deuxième entreprise de viande du Brésil et le plus gros fournisseur de viande de McDonald's qui assure servir 1,6 millions de personnes par jour. Tout ceci, bien sûr, n'a été possible qu'avec la bénédiction de McDonald's. En fait la stratégie d'expansion de Marfrig consiste principalement à satisfaire les besoins de McDonald's et de ses autres gros clients mondiaux, qui veulent la viande la moins chère possible et un petit nombre de fournisseurs. Pour ce faire, Marfrig doit être capable de produire de la viande hors du Brésil. Dans le cas du bœuf par exemple, 61 % du marché mondial du bœuf est fermé aux exportations brésiliennes, à cause des restrictions contre le fièvre aphteuse. Désormais, grâce à ses récentes acquisitions, Marfrig peut faire appel à ses usines en Australie, en Uruguay ou aux États-Unis pour fournir du bœuf à ses clients de la restauration rapide, sur des marchés fermés au bœuf brésilien. L'entreprise peut aussi se servir de son envergure mondiale pour mettre la pression à ses ouvriers. Des ouvriers d'une usine de viande argentine de Marfrig sont actuellement embourbés dans un conflit du travail provoqué par ce qu'ils considèrent comme des conditions « inhumaines » à l'usine¹.

Pour assurer son expansion dans le monde, Marfrig doit aussi mondialiser son capital. L'entreprise a vendu des parts et proposé des participations comme moyen de financer son expansion. Elle a aussi beaucoup emprunté à des banques étrangères. Cette firme qui était encore privée et familiale en 2006 est devenue une société cotée et ses fondateurs brésiliens ne disposent plus que de 43 % du capital. La Banque de développement du Brésil (BNDES) en possède 13 % et le reste appartient aux investisseurs étrangers.

1. « Pré-conflito em um frigorífico da Marfrig », REL-UITA, 19 mai 2010, http://www.rel-uita.org/setores/frigorificos/preconflicto_en_un_frigorifico_de_marfrig-por.htm.

76

entreprises laitières australiennes ont racheté le marché laitier thaïlandais et CP, le géant de l'agrobusiness thaïlandaise a obtenu le marché de la volaille australien⁹. Prenons encore les récentes négociations commerciales sur la volaille entre le Brésil et la Chine : en mai 2009, le président brésilien Lula est allé en Chine, où il a réussi à convaincre le gouvernement chinois de lever les restrictions sur les importations de volaille brésilienne qui avaient été imposées suite aux épidémies de maladie de Newcastle. Cela ne veut pas dire que « le Brésil » en tant que tel a maintenant le droit d'exporter ses volailles vers la Chine, mais que les cinq usines brésiliennes de viande autorisées à exporter en Chine peuvent se remettre à exporter. La première cargaison à arriver en Chine après l'embargo a été les 300 tonnes de poulet envoyées par Doux, l'entreprise française, de sa filiale brésilienne Frangosul.

9. « Behind every FTA lie the TNCs : examples from Thailand », interview de Witoon Lianchamroon, Biothai, mené par Aziz Choudry, [bilaterals.org](http://www.bilaterals.org), pour *Fighting FTAs*, novembre 2007, <http://www.bilaterals.org/>

De la même façon, en 2008, l'UE a levé une interdiction d'importer de la volaille chinoise qui avait duré six ans, en acceptant les exportations en provenance de la province de Shandong. Selon un fonctionnaire du service provincial pour le commerce étranger de Shandong, « c'est une bonne nouvelle pour les producteurs chinois et surtout pour les paysans ». Mais on peut difficilement parler de victoire pour les paysans chinois : la décision européenne est intervenue deux semaines après de rachat par Tyson de l'un des plus gros exportateurs de volaille de Shandong, l'une des six entreprises que la Commission européenne avait autorisées à exporter de la viande de volaille¹⁰.

Si les poulets des grandes entreprises ont des problèmes d'identité, le bétail en a également. Depuis que la maladie de la vache folle a été confirmée dans les troupeaux américains en 2003, de nombreux pays avaient fermé leurs frontières au bœuf américain. Washington et le lobby américain de la viande

10. Les trois entreprises sont Shandong Zhucheng Foreign Trade, Qingdao Nine-Alliance et Anqiu Foreign Trade.

ont depuis fait des efforts énormes pour essayer d'amadoué – voire de leur forcer la main – les gouvernements étrangers, afin de leur faire rouvrir leurs frontières¹¹. Ils ont même ré-écrit les règles de l'Organisation mondiale de la santé animale (l'OIE) – l'organisme responsable de la réglementation mondiale en ce domaine – pour déclarer que le bœuf américain était sans danger¹². Néanmoins, les citoyens s'inquiètent non seulement des conséquences sur la santé mais aussi des incidences socio-économiques et politiques de ces importations de bœuf américain (principalement la ruine des éleveurs locaux) et ont lancé de nombreuses campagnes citoyennes en Corée, en Australie et à Taiwan. Ces mouvements ont été si importants que le « bœuf américain » est communément appelé « bœuf de la vache folle ». Ces termes, en Asie-Pacifique du moins, sont interchangeables. Cependant, ce que beaucoup de gens ne saisissent pas, c'est que le brésilien JBS s'est progressivement hissé au sommet de l'industrie américaine de l'emballage du bœuf. Les vaches peuvent donc au départ être élevées dans des fermes américaines par des producteurs indépendants, mais les parcs d'engraissement, les abattoirs et les usines de transformation sont presque tous aux mains de responsables brésiliens.

Faisons les comptes

Résultat de tous ces investissements financiers : toujours plus de viande industrielle. Ceci signifie plus d'élevage intensif, des chaînes de production toujours plus rapides et encore plus de malbouffe. Les conséquences sur les personnes et sur la planète sont désastreuses.

Les agriculteurs sont les premières victimes. Dans les pays qui importent de la viande bon marché, les producteurs locaux perdent leurs marchés. Et quand les grandes entreprises installent leurs exploitations dans le pays, les producteurs locaux sont tout bonnement ruinés et perdent leur moyen de subsistance. L'essor de l'industrie de la volaille chinoise depuis le milieu des années 1990 a obligé 70 millions de petits producteurs à abandonner leur élevage de volaille¹³. Dans un pays comme la Roumanie, l'ouverture du marché aux importations et l'entrée des grandes entreprises dans la production de porc, ce qui concernait aussi bien les firmes étrangères que nationales, a provoqué la disparition dramatique de 90 % des éleveurs porcins entre 2003 et 2007 : leur nombre a en effet chuté de 480 mille à 50 mille en moins de quatre ans¹⁴.

Ceux d'entre eux qui ont survécu doivent accepter les conditions imposées par les arrangements de la production sous contrat ou accepter de vivre en marge du système, une existence très précaire ; en effet la concentration des grandes entreprises et l'application de normes privées font qu'il est de plus en plus difficile pour eux d'avoir accès aux marchés et de poursuivre

leurs pratiques agricoles traditionnelles¹⁵. Ainsi, les mesures destinées à lutter contre la grippe aviaire au Vietnam excluent les petits producteurs de volaille des grands marchés urbains et interdisent les basse-cours familiales, compromettant la survie de millions de paysans vietnamiens. Ces mesures sont d'autant plus ridicules qu'on sait pertinemment que c'est une des fermes de Charoen Pokphand (CP) qui a été à l'origine de l'épidémie qui s'est ensuite propagée au nord du Vietnam¹⁶.

Les ouvriers sont également très affectés. Aux États-Unis, les ouvriers de l'industrie de l'emballage de la viande ont pu organiser des syndicats et forcer les entreprises à leur accorder des conditions de travail et des salaires décentes dans les années 1980. Mais les patrons ont réagi violemment en tentant de briser les syndicats et en engageant des immigrés dont le statut juridique très précaire rendait difficile la mise en place de syndicats. Les entreprises ont ainsi pu réduire les salaires de moitié par rapport à leur niveau des années 1980, tout en accélérant grandement la production. Aujourd'hui l'ouvrier d'une usine de volaille américaine reproduit en moyenne entre 10 et 30 mille fois les mêmes mouvements durant une période de travail. L'industrie de la viande est devenue le lieu de travail le plus dangereux des États-Unis¹⁷.

Le modèle américain est en train de se répandre partout dans le monde. Les syndicats européens des travailleurs de la viande mènent les mêmes batailles contre l'externalisation, l'embauche des immigrés et la délocalisation vers des pays où les salaires et les conditions de travail sont mauvais¹⁸. Au Brésil, où les syndicats sont bien représentés dans le secteur de la viande, les négociations avec les entreprises de viande du pays deviennent de plus en plus difficiles, au fur et à mesure que ces firmes se mondialisent. La dernière décennie, avec sa croissance tournée vers les exportations, a été particulièrement néfaste aux ouvriers du secteur de la volaille, qui sont le plus souvent des femmes¹⁹. Selon Sérgio Irineu Bolzan, ouvrier dans une usine de volaille de Cargill dans le Mato Grosso do Sul, le rythme de travail a doublé depuis qu'il a commencé à travailler dans cette usine en 1997. La conséquence en est que le taux des blessures associées aux mouvements répétitifs parmi les ouvriers a explosé, notamment parmi les femmes, car celles-ci ont tendance à occuper les postes nécessitant de

11. On peut parler de « forcer la main » quand le gouvernement américain dit à Taiwan ou à la Corée que s'ils n'ouvrent pas leur marché au bœuf américain, les États-Unis ne signeront pas d'accord de libre-échange avec eux.

12. Cf. GRAIN, « Sécurité sanitaire : les dés sont pipés », *Seedling*, juillet 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=556>

13. FAO, « La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture, 2009 », <http://www.fao.org/docrep/012/i0680f/i0680foo.htm>

14. Doreen Carvajal and Stephen Castle, « A US hog giant transforms Eastern Europe », *New York Times*, 5 mai 2009.

15. GRAIN, « L'élevage sous contrat et l'industrie de la volaille dans le monde », *Seedling*, janvier 2008 ; Isabelle Delforge, « Contract farming in Thailand : A view from the farm », a report for Focus on the Global South, 2008 ; « Thailand Livestock Report », Italia Trade Commission, 2008, <http://www.ice.gov.it/paesi/asia/thailandia/upload/177/Thailand%20Livestock%20Report.pdf>.

16. GRAIN, « La grippe aviaire : une aubaine pour 'Big Chicken' », *A contre-courant*, mars 2007, <http://www.grain.org/articles/?id=24>

17. Ana Grabowski de l'UFCW, intervention au Brésil, 1^{er} juillet 2008, <http://www.rel-uita.org/> ; Tom Philpott, « How the meat industry thrives, even as costs rise », *Grist*, 13 septembre 2007, <http://www.grist.org/article/hog-futures/>

18. Voir par exemple le syndicat italien CGIL FLAI Modena, <http://www.nuovocaporalato.it/>.

19. Travailler dans le secteur du bœuf au Brésil n'est pas nécessairement mieux. En 2007, 60 % des accusations d'esclavagisme ou de traitements dégradants reçus par la Pastoral Land Commission concernaient l'industrie du bétail. Voir REL-UITA, http://www.reluita.org/sociedad/hambre/hombres_esclavizados_ganado_subsidado-por.htm



Un élevage intensif au Brésil

bonnes compétences motrices. Une étude nationale récente au Brésil a constaté qu'un quart des femmes travaillant dans les usines de volaille brésiliennes souffraient de troubles musculo-squelettiques et que ce problème avait une incidence directe sur le taux de dépression. Près de 40 % des travailleuses de l'industrie de la volaille brésilienne en effet souffrent de dépression²⁰. Les ouvriers affirment que le travail dans ces entreprises a provoqué parmi elles de véritables « épidémies » de graves problèmes sanitaires²¹.

De fait, d'un point de vue de santé publique, la viande industrielle est un désastre. L'entassement d'un grand nombre d'animaux dans les fermes industrielles, qui est déjà en soi un traitement inacceptable des animaux, entraîne un usage exagéré d'antibiotiques et facilite l'émergence et la diffusion de dangereux agents pathogènes. Cela produit une nourriture toxique pour les consommateurs et, en cas de problème, l'échelle même de cette production industrielle fait que le nombre de victimes augmente rapidement ; on l'a encore bien vu lors de l'épidémie de salmonelles qui a récemment touché les producteurs d'œufs aux États-Unis. Les fermes industrielles rendent aussi la vie des communautés environnantes infernale, en répandant des odeurs et des gaz dangereux qui provoquent des problèmes respiratoires et une pollution sévère des ressources aquatiques locales. En Chine, où l'expansion des fermes industrielles est plus rapide que partout ailleurs, le premier recensement national sur la pollution, publié en 2010, a beaucoup choqué en affirmant que l'agriculture était une plus grande source de pollution de l'eau que l'industrie ; les auteurs de l'étude blâmaient très clairement les fermes industrielles²².

On comprend pourquoi les entreprises installent généralement leurs fermes dans les communautés pauvres qui n'ont pas grande influence en politique²³.

Les dimensions du désastre environnemental sont énormes : l'agriculture industrielle est à l'origine de la perte de biodiversité animale ; la production industrielle porcine, par exemple, n'est fondée que sur cinq espèces²⁴. Ce système agricole déverse dans l'atmosphère des quantités de gaz à effet de serre (l'industrie de la viande est responsable à elle seule de 18 % du total des émissions de gaz à effet de serre²⁵) et fait disparaître les forêts de façon directe, quand la forêt est coupée pour faire place au bétail, et indirecte aussi, quand on y fait des cultures destinées à l'alimentation animale²⁶. Plus généralement, le boom de l'industrie de la viande dans le monde est responsable de l'expansion considérable de la production industrielle des matières premières agricoles, comme le soja, qui chassent les

20. Voir REL-UITA, http://www.rel-uita.org/agenda/encontro_setor_avicola-2008/con_sergio_bolsan.htm.

21. Carta de Atibaia, « Declaración Final del Encuentro Internacional de los Trabajadores en la Industria Avícola », 18 juin 2008, http://www.rel-uita.org/agenda/encontro_setor_avicola-2008/carta_de_atibaia.htm.

22. Jin Zhu, « Animal waste a threat to clean water supply » *China Daily*, 15 juillet 2010 ; Mindi Schneider, « China : agriculture a bigger polluter than industry » *Pig Penning*, 20 juillet 2010, <http://pigpenning.wordpress.com/>.

23. Pour de plus amples informations, voir l'excellent entretien (en anglais) de David Kirby sur Democracy Now!, « The looming threat of industrial pig, dairy and poultry farms on humans and the environment », 24 août 2010, http://www.democracynow.org/2010/8/24/david_kirby_on_the_looming_threat ou Fabrice Nicolino, *Bidoche : L'industrie de la viande menace le monde*, Editions LLL, septembre 2009. Pour voir un important documentaire sur la communauté de La Gloria, au Mexique, et ses problèmes avec les fermes porcines environnantes, voir la Télévision Suisse Romande, « H1N1 : pourquoi c'est tombé sur les Mexicains », janvier 2010, <http://www.grain.org/articles/?id=59>

24. Pour une analyse plus approfondie de la question, voir Susanne Gura, « Le monde de l'élevage aux mains des multinationales » *Seedling*, janvier 2008, <http://www.grain.org/seedling/?id=630>

25. GRAIN, « Le système alimentaire international et la crise climatique » *Seedling*, octobre 2009, <http://www.grain.org/seedling/?id=645>

26. Durant le boom des exportations de boeuf brésiliennes entre 1990 et 2002, le cheptel est passé de 26 à 57 millions de bêtes ; 80 % de cette augmentation concernait l'Amazonie. Voir Sven Wunder, Benoit Mertens, Pablo Pacheco and David Kaimowitz, « Hamburger connection fuels Amazon destruction » CIFOR, 2004, http://www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/media/Amazon.pdf.

Les petits nouveaux : les STN émergentes dans le secteur de la viande

3

Brasil Foods (Brésil)

Brasil Foods a été formé en 2009 par fusion des deux plus grandes entreprises de volaille du Brésil, Perdigao et Sadia. La fusion était vue comme un effort désespéré pour sauver Sadia qui avait subi des pertes sévères quand la crise financière a gâché les 1,3 milliards de dollars US que l'entreprise avait mis en jeu sur le marché des dérivés monétaires. Cette fusion a permis à Brasil Foods de dépasser Tyson Foods et de devenir ainsi le plus gros producteur de volaille du monde. Brasil Foods exploite 42 usines dans cinq pays et a des succursales dans 17 pays, en Europe, en Amérique du Sud, au Moyen-Orient et en Asie. Les exportations représentent 42 % du total des ventes. La Banque de développement du Brésil (BNDES) qui avait fourni le support financier pour faciliter la fusion, possède aujourd'hui 2,6 % de l'entreprise.

Charoen Pokphand (Thaïlande)

Charoen Pokphand (CP) est un conglomérat thaïlandais qui a été fondé par le magnat Danin Chearavanont, le plus riche individu de Thaïlande, et est encore étroitement contrôlé par lui. CP a débuté comme une petite entreprise de semences de légumes pour devenir l'une des plus grandes firmes d'Asie du Sud-Est. Ses activités varient de l'agro-business, du commerce de détail, de l'immobilier, à la finance, l'industrie et les télécommunications. La CNUCED le place au 5^{ème} rang mondial des STN de l'agriculture. Ses activités comptent pour un quart de ses recettes à l'étranger de son secteur de l'agro-business et de l'alimentation et CP affirme avoir l'intention de faire passer ce pourcentage à 40 % dans les cinq prochaines années, grâce à un projet d'expansion d'un milliard de dollars US.

Le cœur des activités de CP est la viande : CP est en effet le plus gros producteur mondial d'aliments pour animaux et l'un des plus grands exportateurs de volaille. Il contrôle près d'un tiers du marché commercial thaïlandais de la volaille, trois quarts du secteur de la transformation du poulet en Indonésie et 80 % de la volaille industrielle élevée au Vietnam. Il a également d'importants élevages de poulets au Bangladesh, au Cambodge, en Inde, au Laos, au Myanmar et en Turquie. Au cours des dernières années, CP a étendu de façon agressive sa production porcine ; de grandes fermes porcines devraient démarrer sous peu en Chine, en Russie, aux Philippines, au Laos et au Vietnam.

En Chine, CP poursuit actuellement un projet avec le gouvernement chinois et la Banque de développement de Chine (BDC) pour développer des « fermes-modèles » dans la province de Jilin ; celles-ci sont censées produire cinq millions de poulets et un million de porcs par an. En Russie, CP a signé un accord avec le gouverneur de Moscou pour construire et exploiter une grande ferme porcine d'un coût de 200 millions de dollars US aux abords de la capitale. CP prévoit qu'à la fin de 2013, ses fermes en Russie abriteront jusqu'à un million de porcs. D'autres projets d'élevages sont en cours au Pakistan où CP a acquis des terres dans la province du Sindh, ainsi qu'au Kenya et en Tanzanie, où CP a installé des filiales dont le capital initial se montait à 5 millions de dollars US.

Pendant ces deux dernières années, CP a rencontré régulièrement des responsables gouvernementaux et des hommes d'affaires de Bahreïn, afin de discuter les stratégies de ce pays pour assurer sa sécurité alimentaire à long terme. En 2009, CP a signé un protocole d'accord avec la banque bahreïnienne Al Salam, pour former une alliance stratégique concernant des investissements agro-industriels.

DaChan Great Wall (Taiwan)

Great Wall Enterprise est un conglomérat taiwanais qui s'occupe de commerce et de transformation des céréales et des oléagineux, d'élevage de crevettes, de volaille et de chaînes de restauration rapide partout en Asie. En 1990, l'entreprise a établi DaChan Food pour développer ses activités d'élevage de volaille et d'alimentation animale en Chine. C'est aussi le deuxième fournisseur d'alimentation animale en Malaisie et le troisième au Vietnam. DaChan est enregistré aux Îles Caïman et coté à la Bourse de Hong Kong. Great Wall possède 53 % de son capital, les autres investisseurs les plus importants étant l'entreprise agroalimentaire américaine ContiGroup (6 % du capital) et le fonds du gouvernement singapourien consacré aux investissements, le GIC (6 % également). Ces trois groupes sont considérés comme membres fondateurs de DaChan.

DaChan exploite dix fermes de volaille en Chine dont chacune a une capacité annuelle de 20 millions de poulets. L'entreprise prévoit de construire encore 50 fermes de la même taille. Actuellement, plus de 80 % de sa production de volaille en Chine reste sous-traitée à quelque 4 mille producteurs sous contrat.

DaChan s'est aussi développé en s'intégrant au mouvement d'expansion des entreprises de restauration rapide étrangères en Chine. Il y est le premier fournisseur de volaille de McDonald's et fournit un tiers de son poulet à KFC. En juin 2009, l'américain Yum!Co. a signé un contrat d'achat de trois ans pour 250 millions de dollars US avec DaChan. DaChan est également un des plus grands fournisseurs de produits de transformation de la volaille au Japon, par l'intermédiaire de sa co-entreprise chinoise, Dalian Investment, avec Marubeni, le négociant et géant de l'agro-business japonais. DaChan est le plus grand exportateur d'aliments transformés en provenance de Chine pour Ito-Yokado et 7-Eleven au Japon.

En mai 2010, DaChan s'est lancé dans un partenariat avec des entreprises appartenant aux gouvernements singapourien et chinois, afin d'établir une exploitation porcine totalement intégrée dans la province de Jilin, en Chine. Les fermes sont

79

censées produire un million de porcs par an. Ce partenariat fait partie d'un projet de 1,5 million de dollars US mené par le gouvernement de Singapour dans la province de Jilin et destiné à garantir son propre approvisionnement alimentaire et à développer des marchés à l'exportation vers le Japon et la Corée.

International Foodstuffs Company (Émirats Arabes Unis)

L'International Foodstuffs Company (IFFCO) est une entreprise privée dirigée par l'homme d'affaires émirati Iqbal Othman qui a été établie aux États-Unis en 1975 par son holding, l'Allana Group. L'Allana Group, propriétaire de Allanasons, est l'un des plus gros exportateurs indiens de produits agricoles et le plus gros producteur mondial de viande de buffle halal. Deux membres de l'Allana Group siègent au Conseil d'administration d'IFFCO. Les fermes de volaille d'IFFCO dans les Émirats produisent environ 2,5 millions de poulets par an.

En 2009, l'entreprise a commencé à multiplier ses exploitations et élevages dans le monde. Elle a lancé une co-entreprise détenue à parité avec Oman Flour Mills pour mettre en place l'une des plus grosses exploitations de volaille des pays du Golfe, avec une capacité annuelle de 15 mille tonnes de poulets et de deux millions d'œufs à couvrir. Cette exploitation doit être installée sur 6 mille hectares à Oman, près de la frontière avec les Émirats. En 2009, IFFCO a également acheté 20 % de l'Australian Agricultural Company (AAco), ce qui lui a permis de devenir le principal actionnaire de la plus grosse entreprise australienne d'élevage de bovins, avec quelque 610 mille têtes, et les droits de propriété sur plus de sept millions d'hectares. IFFCO a depuis transféré ses parts d'AAco dans un partenariat malaisien à parité avec la plus grande entreprise de plantations du monde, le bureau fédéral de développement des terres (le Federal Land Development Authority ou Felda) en Malaisie. Un an plus tard, Felda et IFFCO ont annoncé la création d'une autre co-entreprise détenue à parité, Felda Global Ventures Livestock Sdn Bhd, qui se consacrera à l'élevage sur 850 mille ha dans les plantations de palmiers à huile de Felda en Malaisie.

JBS (Brésil)

Les origines de JBS remontent aux années 1950 quand José Batista a commencé à acheter du bétail dans le centre du Brésil et à le vendre aux emballeurs de viande. Il ouvre un petit abattoir en 1957, devenant graduellement au cours des quatre décennies suivantes l'une des plus grandes entreprises de bœuf du Brésil, avec une capacité d'abattage de 5 mille bêtes par jour en 2000. C'est à ce moment-là que JBS s'est lancé dans une expansion spectaculaire. Dans les cinq années qui ont suivi, il a racheté de nouvelles usines de viande brésiliennes et acquis cinq usines argentines touchées par la crise économique nationale. En 2006, sa capacité d'abattage était passée à 22 mille 600 bovins par jour, faisant de JBS la plus grande entreprise de transformation du bœuf de toute l'Amérique latine.

Mais tout cela n'était qu'un début pour JBS. En mars 2007, après avoir changé de nom (Friboi devenant JBS), l'entreprise est devenue une société cotée à la Bourse de Sao Paulo, levant ainsi 800 millions de dollars US pour réaliser ses projets d'expansion. Peu après, JBS a commencé à dépenser des milliards de dollars, ce qui lui a permis de racheter certaines des plus grosses entreprises de bœuf aux États-Unis, en Europe et en Australie, ainsi que l'un de ses principaux concurrents brésiliens, Bertin. Il a de surcroît acquis une grosse entreprise de viande d'agneau en Australie et l'américain Pilgrim's Pride, qui était jusqu'à une date récente la plus grande entreprise de volaille des États-Unis et l'un des plus grands producteurs de volaille du Mexique.

JBS est aujourd'hui la plus grande entreprise de viande du monde, avec des recettes annuelles de quelque 29 milliards de dollars US (dix fois celles de 2006) et une capacité d'abattage de 47 mille bêtes par jour. C'est la plus grande entreprise de bœuf du Brésil, le plus gros emballeur de viande d'Australie (21 % du marché), le plus gros emballeur également des États-Unis (32 % du marché), le plus grand transformateur d'agneau d'Australie, l'une des plus grandes entreprises de volaille des États-Unis et du Mexique et le troisième producteur de porc américain. L'acquisition par JBS de l'emballeur italien Inlaca, en 2007, lui a permis d'asseoir sa présence sur les marchés russes, est-européens et nord-africains en plein essor ; ses acquisitions en Australie ont donné à JBS un meilleur accès aux marchés au Moyen-Orient, en Europe ou au Japon et sur les autres marchés asiatiques. En 2009, JBS a annoncé l'ouverture de sa première exploitation en Russie, une usine de hamburgers de 119 millions de dollars US, destinée à approvisionner les McDo russes.

L'acquisition la plus récente de JBS date de juillet 2010 : il s'agit d'une usine de fabrication d'aliments et d'un parc d'engraissement de bétail aux États-Unis qui pourra confiner plus de 130 mille bêtes à la fois. Tout compris, JBS contrôle désormais plus de 10 % de toute la transformation de la viande dans le monde¹.

« Nous avons déjà dépassé Tyson et ce n'est qu'un début », a déclaré le PDG de JBS, Joesley Batista, 37 ans, le fils du fondateur de la firme qui a désormais la responsabilité d'une vache sur dix dans le monde de l'élevage de bétail industriel.

JBS s'efforce maintenant de développer au Brésil davantage de parcs d'engraissement à l'américaine. En juillet 2008, l'entreprise a lancé la JBS Bank, qui va prêter 4 milliards de dollars US pour financer la construction de parcs d'engraissement aux 4 mille producteurs qui sont les principaux fournisseurs de JBS. JBS a l'intention d'étendre ses activités bancaires

1. Lucia Kassai, « Pilgrim's may absorb JBS's US unit in reverse merger, CEO Batista says », Bloomberg, 17 août 2010, <http://www.bloomberg.com/news/2010-08-16/jbs-says-reverse-merger-of-jbs-usa-pilgrim-s-pride-units-is-possible.html>

en Europe et en Australie et prévoit que 60 % de ses fournisseurs de bétail utiliseront des parcs d'engraissement d'ici deux ans, alors qu'ils n'étaient que 40 % jusqu'ici.

JBS est aux mains de la famille Mendonça Batista, par l'intermédiaire de ses holdings, J&F Participações et le ZMF Fund. Mais quelque 20 % de l'entreprise appartiennent actuellement à la Banque de développement du Brésil, qui a financé une grande partie des acquisitions de JBS au fil des années.

New Hope Group (Chine)

New Hope est un conglomérat chinois dont le siège est situé dans la province de Sichuan. Il emploie 60 mille personnes dans près de 400 filiales dont les activités peuvent être aussi bien l'agro-business que la chimie ou l'immobilier. La firme a été fondée en 1982 en tant qu'entreprise de production de volaille par Liu Yonghao et ses trois frères et fut l'une des premières compagnies privées autorisées, selon les nouvelles règles adoptées par le gouvernement chinois. Elle s'est agrandie rapidement et en 2009, Liu Yonghao était devenu le 17^{ème} individu le plus riche de Chine. Il a aussi gravi l'échelle politique et a pris des postes clés dans certaines des commissions et associations chinoises les plus influentes.

New Hope est le plus grand producteur d'alimentation animale et l'un des plus grands producteurs de volaille et de porcs en Chine. En 2002, il s'est introduit dans l'industrie laitière et possède maintenant un cheptel d'au moins 100 mille vaches laitières. Son expansion à l'étranger a commencé en 1996 et JBS a maintenant des exploitations au Vietnam, au Bangladesh, aux Philippines, en Indonésie et au Cambodge, où il a monté une co-entreprise d'alimentation animale avec le japonais Sojitz. La Société financière internationale de la Banque mondiale a investi 45 millions de dollars US dans New Hope en 2005.

En mai 2010, le New Hope Group a acheté 115 mille tonnes de maïs génétiquement modifié (GM) aux États-Unis pour ses usines d'aliments. C'est le plus gros achat de maïs GM à entrer en Chine depuis plus de dix ans².

Zambeef (Zambie)

Le Zambeef Products PLC Group est la plus grande entreprise agroalimentaire de Zambie. Elle contrôle 65 % du marché du bœuf, 25 % de celui de la volaille, 15 % du marché des oeufs et 20 % de celui des produits laitiers. Il cultive aussi des plantes sarclées sur 6 500 hectares de terres qui lui appartiennent en Zambie et est en train de développer une plantation de palmiers à huile sur 20 mille hectares. La croissance de Zambeef est due principalement à un accord d'approvisionnement exclusif avec Shoprite, l'une des plus grandes chaînes de détail d'Afrique. Zambeef construit actuellement un abattoir pour bovins de 5 millions de dollars US et un élevage de volaille sur 200 hectares de terrain acquis au Nigeria, près de Lagos ; cette usine est destinée à approvisionner les magasins Shoprite en Afrique de l'Ouest.

Zambeef négocie à la Bourse de Zambie. L'un de ses principaux investisseurs institutionnels est la Barclays Bank. En avril 2010, on a appris que l'IFC de la Banque mondiale allait investir dans l'entreprise 7 millions de dollars US en apport de dettes et acheter 3 millions de dollars supplémentaires en capital-risque, ce qui fait de l'IFC l'un des principaux actionnaires de Zambeef. Les investissements de l'IFC seront utilisés pour financer les projets d'expansion de Zambeef en Zambie et au Nigeria.

2. Mindi Schneider compile actuellement les profils de New Hope et des autres entreprises de viande chinoises sur son site Internet (en anglais), <http://pigpenning.wordpress.com/>

communautés locales de leurs terres et transforment de petites exploitations durables en plantations industrielles, bouleversant et détruisant dans la foulée les paysages ruraux.

Quelques grains de sable pour enrayer la machine

Heureusement, des mouvements de lutte se mettent en place pour défier l'expansion de la production de viande industrielle dans le Sud, qu'elle soit imposée de l'extérieur ou non. Des groupes thaïlandais ont fait alliance pour résister à CP et ont commencé à communiquer avec des groupes d'autres pays où est implanté CP. De même, les groupes brésiliens qui suivent et remettent en cause les investissements de la Banque de développement du Brésil dans les multinationales brésiliennes commencent à prendre contact avec les gens des pays d'Afrique où travaillent ces entreprises. Au niveau local, les communautés mexicaines affectées par les fermes porcines

industrielles rejoignent les réseaux nationaux pour la justice sociale et environnementale afin de combiner leurs efforts de résistance. Et au sein des principales multinationales de la viande des pays du Sud, les ouvriers lancent des ponts au-dessus des frontières par l'intermédiaire de leurs syndicats : c'est ce que font les ouvriers de Marfrig et de JBS avec leurs homologues en Uruguay, en Argentine et en Europe.

Ces efforts pour bâtir des alliances sont essentiels et il faut absolument les soutenir, s'en inspirer et aller plus loin. Il faut aussi examiner avec une plus grande attention cette avalanche d'accords entre les gouvernements du Sud. Enfin, il faut travailler davantage à forger des connexions et des liens de coopération entre les groupes qui s'opposent aux multinationales du Sud et les gens affectés par les stratégies d'expansion de ces dernières à l'étranger. Les enjeux sont cruciaux. Le système de la viande industrielle est beaucoup trop dangereux pour le laisser se développer dans le Sud sans réagir.



Révolution verte au Malawi : les dessous du « miracle »

82 Partout dans le monde on vante la réussite de la révolution verte au Malawi. Certes il est bon qu'un gouvernement investisse dans la production alimentaire locale, mais on peut craindre que ce genre de succès ne soit de courte durée sans l'application de changements radicaux. Il faut avant tout redistribuer la terre, de façon à ce que les agriculteurs disposent d'une surface suffisante pour pouvoir produire des excédents. Le gouvernement doit aussi élargir sa vision de l'agriculture et ne pas se limiter aux engrais chimiques et aux semences de maïs hybride.
14/01/10

CELA SUFFIT. JE NE ME METTRAI PAS À GENOUX POUR MENDIER DE LA NOURRITURE. LA NOURRITURE, NOUS ALLONS LA PRODUIRE NOUS-MÊMES.

Bingu wa Mutharika, Président du Malawi, le 4 juin 2008¹

1. M. Nyekanyeka et A. Daudi, *Malawi : Renewed Maize Surplus, rapport du Gouvernement du Malawi*, octobre 2008.

Le Malawi est récemment devenu le « miracle » de l'Afrique et est proposé aux autres pays comme un modèle à suivre. On a en effet assisté à un retournement de situation complet quand le Malawi a commencé à produire suffisamment de maïs pour satisfaire les besoins nationaux en 2006 et a même réussi à en exporter en 2007. Comment expliquer ce renversement de situation? Selon l'AGRA (Alliance pour une révolution verte en Afrique), le géant des biotechnologies Monsanto et l'économiste américain Jeffrey Sachs, le miracle malawite provient de ce que le gouvernement a suivi le modèle de la révolution verte, en subventionnant la distribution d'engrais chimiques et de semences de maïs hybride. Ce qui se passe au Malawi a fourni aux promoteurs d'une nouvelle révolution verte un excellent outil de marketing.

Certains félicitent le gouvernement d'avoir mis en défi ses bailleurs de fonds étrangers et soutenu directement les petits producteurs. Le gouvernement a englouti des millions de dollars dans son programme pour fournir aux agriculteurs des coupons à échanger contre des semences de maïs et des engrais subventionnés et les agriculteurs ont répondu en augmentant considérablement leur production. Nul ne peut nier l'impact

spectaculaire que le programme gouvernemental a eu sur l'essor de la production alimentaire du pays. Nous avons ici une démonstration indéniable des résultats qui peuvent être obtenus quand un gouvernement décide d'investir dans l'agriculture.

Mais la réussite malawite s'arrête là. Il est important aussi de garder à l'esprit que si l'augmentation de la production de maïs a été spectaculaire quand on compare avec la crise des années 2002-2004, elle l'est nettement moins si l'on considère les moyennes sur plusieurs dizaines d'années. Le Malawi ne constitue pas un nouveau modèle et il n'est pas non plus en mesure de résoudre les difficiles problèmes de la faim et de la pauvreté dans le pays ou dans le reste de l'Afrique, contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire. Le programme gouvernemental a bénéficié en fait de plusieurs années de temps exceptionnel, mais à long terme, les limites qui pèsent sur le système sont telles qu'elles risquent de réduire à néant toutes les bonnes intentions, si rien n'est fait pour aborder sérieusement les problèmes.

Les trois principales limites étant la question pressante de l'accès à la terre, la dépendance d'intrants importés qui coûtent cher et l'impact de ces derniers sur les sols.

Trente ans de révolution verte au Malawi, et ce n'est pas fini

Quand le Malawi a obtenu son indépendance au milieu des années 1960, le gouvernement du Président Hastings Kamuzu Banda héritait d'une structure agricole divisée entre les domaines commerciaux qui dominaient la production de tabac, thé, sucre et autres cultures commerciales, et les petites exploitations principalement axées sur les cultures vivrières. Le gouvernement ne fit pas grand chose pour modifier les formes coloniales du pouvoir. La politique gouvernementale a continué à favoriser les exportateurs et les réformes foncières n'ont fait qu'encourager encore davantage l'expansion des domaines sur les terres communales, transformant ainsi les occupants de droit en locataires et créant une nouvelle classe de gens sans terres. De plus, des paysans ont été

Tableau 1. Les hauts et les bas des interventions concernant la révolution verte au Malawi depuis le début des années 1970

Date	Programme	Nombre de personnes affectées et nombre de bénéficiaires	Catastrophes et coûts
1970-80	Contrôle de l'État sur les intrants agricoles, subventionnés (entre 20 et 60 % du coût réel)	Bénéficie aux agriculteurs aisés, marginalise les pauvres	Jusqu'à 3 % du budget national
1981-90	Programme d'ajustements structurels (SAP), réduction des subventions		
1987-90	Subventions. Aide alimentaire	Entre 1,4 et 2,8 millions de personnes touchées	Sécheresse
1990-91	Passage à la production de tabac pour les petits producteurs. L'USAID finance la transition du maïs au tabac		La stratification économique s'accélère, la production de maïs diminue
1992-93	L'aide alimentaire est distribuée à des millions de personnes. DRIP : Drought Recovery Inputs Project (Projet intrants pour répondre aux sécheresses)	5 à 7 millions de personnes sont touchées. 1,3 million de paysans reçoivent des semences et des engrais	Sécheresse en Afrique du Sud + 1 million de réfugiés du Mozambique
1994	Arrêt des subventions	3 millions de personnes sont touchées et reçoivent l'aide alimentaire	Sécheresse
1994-96	Supplementary Inputs Project (Projet intrants supplémentaire)	Jusqu'à 800 mille personnes reçoivent des subventions chaque année	
1996-97		400 mille personnes affectées	Inondations
1998-2000	Starter Pack : tous les petits producteurs reçoivent des semences et des engrais pour cultiver 0,1 ha	2,8 millions de personnes reçoivent des subventions à chaque saison	Entre 20 et 25 millions de dollars US de production excédentaire. 2,5 millions de tonnes par saison.
2000-2	Pression de la part des bailleurs de fonds : passage au Targeted Input Programme qui cible certains paysans (10 à 20 % des engrais sont subventionnés)	1 à 2 millions de personnes reçoivent des subventions chaque année. 2002 : la famine fait des milliers de morts	Entre 7,5 et 13 millions de dollars US. Bonne production en 2000-2001, mais des pluies irrégulières et des inondations en 2002
2003-5	Extension du programme intrants ciblé	Entre 1,7 et 2 millions de personnes reçoivent des subventions. 5 millions souffrent de la faim	12 millions de dollars US
2005-6	AISP : Agriculture Input Subsidy Programme (Programme de subvention des intrants agricoles) : engrais et maïs sont subventionnés à 75 %	1,3 million de personnes reçoivent des coupons	5,6 milliards de Malawi Kwacha (MK). Pas de soutien des bailleurs de fonds
2006-7	Programme de subvention des intrants agricoles	1,7 million de personnes reçoivent des coupons	7,5 milliards de MK. 91 millions de dollars US
2007-8	Programme de subvention des intrants agricoles	2,2 millions reçoivent des coupons. 1,5 million vivent dans l'insécurité alimentaire à cause des prix	12 milliards de MK. 200 millions de dollars US. Production excédentaire
2008-9	Programme de subvention des intrants agricoles	1,7 million de personnes reçoivent des coupons. 1,5 million sont considérés comme vulnérables	17,8 milliards de MK
2009-10	Programme de subvention des intrants agricoles	140 mille personnes reçoivent l'aide alimentaire	Le budget de l'AISP est réduit de 39 %

Source : Jane Harrigan, « Food insecurity, poverty and the Malawian Starter Pack : Fresh start or false start? », *Food Policy*, N° 3, Vol. 33, juin 2008. Résumé disponible sur : <http://tinyurl.com/yaemcmg> ; en complément : *Malawi: Renewed Maize Surplus*, rapport du gouvernement du Malawi, octobre 2008 et EM-DAT, *The OFDA/CRED International Database*, Université Catholique de Louvain, Bruxelles, Belgique.



Enoch Chione est un petit propriétaire d'Ekwendeni, au nord du Malawi. Il pose ici près de sa plantation de sorgho. Il associe le maïs, le pois cajan et d'autres plantes pour améliorer la fertilité du sol.

chassés de leurs terres par l'État pour faire place à des réserves naturelles et autres « zones protégées » qui ont surtout servi à promouvoir le tourisme. Entre 1967 et 1994, plus d'un million d'hectares occupés par des communautés locales selon le droit coutumier sont passés sous le contrôle de l'État et des propriétaires de grands domaines.

Même si l'économie malawite s'est développée durant les trente années du régime de Banda et si le pays était quasiment auto-suffisant en maïs, ces chiffres macro-économiques masquent l'enrichissement personnel de l'élite politique et la montée de la pauvreté de

la population rurale du Malawi². Pendant les années 1980, la Banque mondiale et le FMI ont commencé à imposer des programmes d'ajustement structurel en Afrique, ce qui, au Malawi, a impliqué la disparition progressive des subventions destinées aux engrais et aux semences de maïs et l'abandon des contrôles sur les prix, donnant naissance à un marché du maïs très volatil. La production

2. Plus de 60 % de la population malawite est considérée comme souffrant de pauvreté chronique. L'espérance de vie a chuté de 48 ans en 1990 à moins de 40, en raison de la pandémie de HIV/SIDA et de l'accroissement de la pauvreté et de l'inégalité sociale.

alimentaire a alors diminué, les prix ont augmenté : les conditions d'une crise alimentaire étaient réunies. En 1987, le gouvernement a été obligé de commencer à importer du maïs en grandes quantités³. Dans le même temps, la monnaie locale continuait d'être dévaluée, rendant les engrais inabordable pour la plupart des agriculteurs.

Toutefois, sans jamais mettre en place une stratégie de sécurité alimentaire cohérente et à long terme, le gouvernement malawite n'a jamais pu abandonner complètement l'intervention de l'État, car il a souvent eu à faire face à des désastres naturels et des sécheresses à répétition. Les années de 1987 à 1995 ont connu à nouveau des programmes de subvention des engrais et des semences hybrides. Les terribles sécheresses de 1991 et 1993 ont réduit de moitié la production de maïs et pour compliquer encore les choses, un million de réfugiés sont arrivés du Mozambique. À partir de 1994, les bailleurs de fonds ont recommencé à exercer leurs pressions pour libéraliser

les marchés et les subventions ont été réduites. Le marché du crédit s'est effondré, les dépenses alimentaires ont été multipliées par deux, intensifiant encore la vulnérabilité du système. Vendre leur travail pour un salaire misérable est devenu pour les pauvres une stratégie courante pour pouvoir s'en sortir ; toutefois en travaillant sur des terres qui ne leur appartenaient pas (ganyu), les paysans n'avaient plus le temps de travailler correctement leurs propres terres et les

3. Jane Harrigan, « Food insecurity, poverty and the Malawian Starter Pack : Fresh start or false start? », *Food Policy*, Vol. 33, N° 3, juin 2008, pp. 237-49, <http://tinyurl.com/yaemcmg>

1 Peut-on vraiment parler de révolution verte au Malawi ?

Pour certains, les hausses présumées de la production de maïs ont été exagérées. Des chercheurs de l'Université d'État du Michigan (Michigan State University) affirment que certains chiffres utilisés par le gouvernement représentent une surestimation de la production réelle. « Beaucoup pensent que la récolte 2007 au Malawi a été surestimée d'au moins 25 %. Si le gouvernement avait été capable de faire une estimation plus exacte de la production, il aurait peut-être évité d'accepter d'exporter du maïs, ce qui à son tour aurait peut-être empêché la flambée des prix de la fin 2007 et du début 2008. Une flambée des prix qui a mis les ménages qui devaient acheter du maïs dans des situations terribles ». ¹ Ces chercheurs maintiennent également que les estimations concernant la production de maïs sont régulièrement exagérées pour des raisons politiques. On peut en voir une indication dans le fait que le secteur privé n'a pas pu trouver suffisamment de maïs à exporter pour remplir les promesses gouvernementales et que du maïs doit être importé en grandes quantités du Mozambique et de la Tanzanie de manière presque continue depuis mi-2007.

D'autres soulignent la contradiction entre la pénurie de nourriture au niveau local et les affirmations officielles que le pays produit suffisamment de maïs pour pouvoir en exporter. IRIN rapporte les propos d'un fonctionnaire malawite d'une province du Sud : « Les pénuries de maïs sont un enjeu politique important. Comme vous le voyez, il n'y a pas de maïs dans notre province, mais nous ne pouvons rien dire. C'est une question très sensible : les élections auront lieu dans deux mois. » ² C'était en février 2009. Quelques mois plus tard, le gouvernement déclarait pour 2009 une nouvelle saison exceptionnelle : la récolte avait été de 36 % supérieure à celle de l'année précédente ³.

Quelle que soit la façon dont on évalue les programmes de subvention, on ne peut nier la vérité : le Malawi a encore besoin de l'aide humanitaire et beaucoup de personnes y souffrent encore de la faim. Le Programme alimentaire mondial et plusieurs autres agences nourrissent encore à ce jour plus d'un million de citoyens malawites et 30 % des enfants reçoivent un repas gratuit à l'école, un chiffre qui est loin d'être suffisant si l'on en croit les agences humanitaires ⁴. Quant aux Malawites, ils savent pertinemment qu'à la première sécheresse, ils se retrouveront à nouveau à la merci du marché et des bailleurs de fonds.

1. T.S. Jayne et al., *The 2008/09 food price and food security situation in Eastern and Southern Africa : Implications for immediate and longer run responses*, International Development Working Paper, Michigan State University, 7 novembre 2008.

2. Integrated Regional Information Networks (IRIN), un projet du Bureau des Nations unies de coordination des affaires humanitaires. Voir <http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=82987>

3. FEWSNET, « Malawi food security update », juin 2009. USAID, http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFilename/MYAI-7TR2Hg-full_report.pdf?File/full_report.pdf

4. « Growing Hunger in Malawi Stirs Food Aid Debate », http://www.pbs.org/newshour/bb/africa/jan-june08/malawi_05-02.html

rendements ont chuté.

Les années 1990 et le début des années 2000 se caractérisent par une série de mesures de subvention des engrais et des semences hybrides, improvisées par le gouvernement et les bailleurs de fonds en réaction à la situation. L'intervention des bailleurs américains a toujours eu pour but d'encourager le secteur privé des semences et des engrais et quand un programme n'atteignait pas cet objectif assez rapidement, il était tout simplement changé, sans se préoccuper des conséquences éventuelles sur les agriculteurs.

Puis la sécheresse, les inondations et la famine ont frappé à nouveau dans la période 2002-2005. Il est important de bien comprendre que cette période dramatique fut principalement un désastre d'origine humaine, la combinaison d'une politique d'aide humanitaire lamentable et d'un gouvernement corrompu qui avait vendu les réserves de céréales du pays et tergiversé longue-

ment avant de répondre à la crise. Depuis l'indépendance, les gouvernements successifs avaient ignoré que des décennies de concentration foncière, d'exode rural et de taxation injuste des petits producteurs avaient eu pour résultat de rendre la population rurale toujours plus vulnérable et plus pauvre. Ces conditions, le taux élevé de HIV/Sida et l'augmentation générale des prix alimentaires sont autant d'éléments qui ont créé la « tempête parfaite » : une pénurie extrême de produits alimentaires a touché près de la moitié de la population, donnant au Malawi l'image d'un pays au bord de la famine et de l'effondrement.

C'est dans ce contexte que le Président Bingu wa Mutharica est arrivé au pouvoir en 2004 et a lancé un nouveau système de coupons en 2005-2006. Son programme fournissait un coupon de deux sacs de 50 kilos d'engrais, 2 kilos de semence hybride ou 4 kilos et demi de semence à pollinisation libre à environ 2,8 millions de bénéficiaires à un quart

du prix réel.

Des graines de légumineuses ont aussi été distribuées. C'était la nouvelle révolution verte dont on a tant parlé. En fin de compte, on voit assez mal la différence entre cette initiative et les précédents programmes de subvention d'engrais et de semences. Le facteur le plus important peut-être a été que depuis la saison 2005-2006, le Malawi a connu durant plusieurs années des précipitations au-dessus de la moyenne. Comme le maïs est une plante qui nécessite beaucoup d'eau quand elle est cultivée avec des engrais, cela a permis de booster les rendements. Le pari avait valu la peine : le programme de subvention d'engrais a bien répondu aux bonnes conditions météo et le Malawi a réussi à produire des excédents de maïs pendant quatre années de suite.

Le Tableau 1 résume les différents programmes de subvention malawites des dernières décennies et le contexte dans lequel ils ont été mis en place.

Il montre de façon claire que les subventions n'ont rien d'une nouveauté pour les agriculteurs malawites : cela fait des dizaines d'années que leur vie dépend des subventions et qu'ils sont en outre à la merci des fluctuations de la politique et des pressions des bailleurs de fonds. Les désastres naturels amènent certes un élément de risque énorme (le Malawi a ainsi subi 40 désastres météorologiques entre 1970 et 2006), mais c'est l'accessibilité du maïs qui représente le plus gros risque pour les pauvres au Malawi, car les flambées de prix soudaines pendant la saison de soudure bloquent très vite pour les pauvres l'accès aux denrées alimentaires⁴.

Sans terres, pas de miracle

Tous les engrais et semences du monde ne font guère de différence pour la grande majorité des paysans malawites qui n'ont même pas suffisamment de terre pour couvrir les besoins alimentaires de leur famille. Au Malawi, le petit producteur cultive en moyenne moins d'un demi-hectare et dans le sud du pays, plus fertile, la taille moyenne des exploitations est de seulement 0,33 hectare. Le problème de l'accès à la terre a empiré de façon dramatique au cours des dernières décennies mais il n'est pas dû à l'accroissement démographique. Le Malawi a en effet un taux d'accroissement relativement bas auquel s'ajoute un taux d'exode rural assez élevé. Le facteur de loin le plus important des problèmes d'accès à la terre est l'injustice de la répartition des terres. De nos jours, seuls le Brésil et la Namibie sont encore plus inéquitables dans la distribution de leurs terres que le Malawi. Aujourd'hui la moitié des terres arables du Malawi est répartie entre quelque 30 mille domaines de 10 à 500 ectares.

On peut difficilement imaginer comment un programme qui fournit des semences et des engrais chers à des petits producteurs qui ont si peu de terre pourrait marcher. Ces producteurs, qui constituent la majorité des

L'agro-business voit la vie en vert

Le lancement du programme de subvention des engrais a d'abord provoqué une levée de boucliers dans le secteur privé, car celui-ci craignait d'être laissé pour compte. Durant le programme 2005–2006, les sociétés parapubliques du gouvernement ont complètement géré l'approvisionnement et la distribution des engrais. Mais sous la pression de la Banque mondiale, le gouvernement a accepté d'autoriser le secteur privé à récupérer plus du quart de la distribution de détail des engrais¹. De plus, les subventions ont donné un élan considérable aux ventes d'engrais. En 2007–2008, le programme a distribué 217 millions de tonnes d'engrais subventionnés, un chiffre qui à lui seul dépasse la moyenne annuelle du total des ventes d'engrais dans le pays.

« Il ne fait aucun doute que le programme est un succès », déclare Dimitri Giannakis, président de la Fertiliser Association of Malawi et directeur de la plus grosse entreprise d'engrais du pays, Farmers' World. « Au début, nous avons pensé que ça allait être un désastre pour l'industrie de l'engrais et que le gouvernement aurait la mainmise sur tout le système. Mais grâce au dialogue qui s'est établi entre le gouvernement et nous-mêmes, nous avons pu travailler ensemble et arriver à une solution permettant à la fois de faire marcher nos affaires et d'aider le gouvernement. »

Les entreprises semencières sont elles aussi satisfaites : le programme a permis une hausse remarquable des ventes de semences. Durant la saison 2007–2008, 5 500 tonnes de semences de maïs subventionnées ont été vendues dans le pays. Selon l'association des semenciers malawites (Seed Traders' Association of Malawi ou STAM), les ventes de leurs entreprises ont augmenté de quelque 40 % depuis le début du programme de subvention². Monsanto, qui contrôle plus de la moitié du marché des semences hybrides au Malawi, est le grand gagnant de l'affaire.

1. Andrew Dorward, « Fertiliser Subsidies : Potential, Pitfalls and Practice », 3 mars 2009, http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/335807-1236361651968/DorwardFertiliserSubsidyPPPWBMar_2009.pdf

2. B. Bafana, « Going Against the Grain on Subsidies », IPS news, 5 septembre 2008, <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=43815>

agriculteurs du Malawi, ont peine à produire suffisamment pour nourrir leur famille et ne peuvent pas rembourser le coût des intrants. Tout programme de style révolution verte comporte donc le risque indéniable de ne bénéficier à long terme qu'aux agriculteurs commerciaux. L'objectif – pas très secret – de l'AGRA et autres donateurs responsables de la promotion actuelle de la réussite malawite est d'encourager la concentration des terres pour agrandir les fermes africaines. La Fondation Bill & Melinda Gates ne s'en cache pas : « À terme, [cette stratégie] va nécessiter un certain degré de mobilité foncière et une baisse du nombre des emplois directement liés à la production agricole. »⁵

Un nombre de plus en plus impor-

tant de ces grandes fermes malawites finissent entre les mains d'étrangers. « Tout le monde sait que des étrangers ont acquis des terres dans nos campagnes et nos villes et construit aux dépens de Malawites pauvres », admet Undule Mwakasungula, directeur du Centre for Human Rights and Rehabilitation (Promotion de la démocratie et protection des droits humains). « Si nous continuons à brader notre terre à ce rythme, on peut se demander s'il en restera un tant soit peu pour la prochaine génération. »⁶

Certaines acquisitions de terres agricoles au Malawi sont énormes. Ainsi

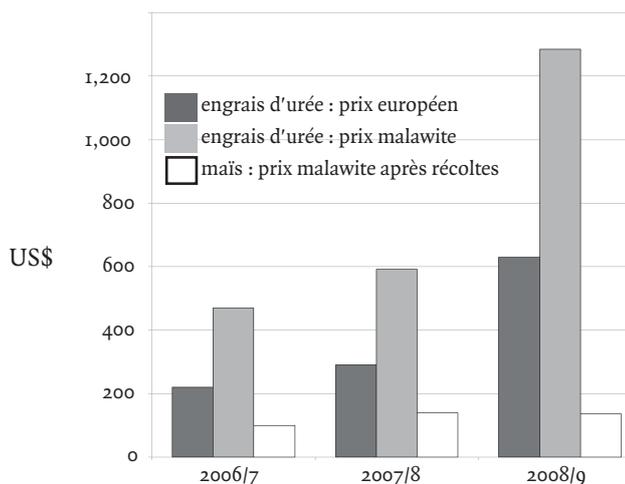
6. Nyasa Times, 7 septembre 2009, <http://www.nyasatimes.com/national/malawi-%E2%80%98sitting-on-time-bomb%E2%80%99-campaigners-want-land-policy-to-promote-citizens-interest.html/comment-page-3>

4. R. Menon, *Famine in Malawi : Causes and Consequences*, UNDP Human Development Report, 2007, http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/papers/menon_roshni_2007a_malawi.pdf

5. Bill and Melinda Gates Foundation, *Agricultural Development Strategy*, 2008-2011, 11 juillet 2008, p. 2.

en 2009, le gouvernement de Djibouti a signé avec le gouvernement malawite un accord concernant la concession de 55 mille hectares de terres irriguées. La Chine est en train de négocier une surface similaire⁷. Le fonds agricole britannique Cru Investment Management PLC a récemment acheté un domaine de 2 mille hectares au Malawi pour y produire des poivrons et autres récoltes destinées à l'exportation vers l'Europe. Le fonds prévoit un retour sur investissement de 30 à 40 % grâce à ses fermes et ses projets de sous-traitance au Malawi⁸. Une autre société britannique, Lonhro, affirme être en train de négocier un accord qui couvrirait des dizaines de milliers d'hectares le long du Lac Malawi pour y planter du riz⁹. L'industrie du sucre est elle aussi

Graphique 1. Prix du maïs malawite comparé avec les variations des prix de l'engrais d'urée, 2006-2009 (dollars US/tonne)



Source : les chiffres de 2009 proviennent de FEWSNET, juin 2009.

7. <http://farmlandgrab.org/5111>

8. <http://farmlandgrab.org/2814>

9. R. Moody, « Lonrho secures rice land deal ; farmers will be removed », Nostromo Research, 2009, <http://londonminingnetwork.org/2009/02/angola>

CAPS MSUKWA montre le compost d'un paysan près de Ekwendeni.



Quel rapport entre le tabac et la sécurité alimentaire ?

Le Malawi cultive essentiellement deux plantes : le tabac et le maïs. Les petits agriculteurs malawites sont sans cesse partagés entre le désir de cultiver l'une ou l'autre. La plus grande partie du tabac malawite provenait autrefois des grands domaines agricoles. Pendant des dizaines d'années, les propriétaires de ces domaines ont été favorisés, en raison de l'influence politique de l'industrie du tabac et des encouragements des bailleurs de fonds internationaux aux exportations.

Durant le gouvernement du Président Banda, on a vu émerger une nouvelle classe de planteurs de tabac, les fermiers. Avec ce système, le domaine fournit au paysan semences et engrais et à la fin de la saison, il lui achète son tabac, après déduction du coût des intrants. Les fermiers n'ont aucun contrôle sur la production et la plupart d'entre eux sont restés dans un état de pauvreté dont ils ne peuvent sortir. En 1994, l'interdiction pour les petits agriculteurs de cultiver le tabac a été levée. Depuis, les ouvriers agricoles et les fermiers n'en ont été que plus exploités¹. De fait le syndicat Tobacco and Tenant Workers of Malawi affirme que les ouvriers et les fermiers employés dans la culture du tabac sont de plus en plus pauvres. On estime qu'il y a au Malawi 1,4 million d'enfants au travail dont beaucoup dans les exploitations de tabac et que ceux-ci sont exposés aux effets nocifs de la nicotine dès l'âge de cinq ans.

Il existe aussi des petits producteurs de tabac dont les résultats varient d'une année à l'autre. Une bonne année signifie que le tabac est une culture à haute valeur commerciale et les planteurs ont des chances de se faire un peu d'argent. Cependant, les acheteurs exploitent les petits producteurs : en 2009 par exemple, ceux-ci ne recevaient que 0,90 dollar US par kilo, au lieu des 2,19 dollars recommandés par le gouvernement².

Le Malawi est le plus grand producteur mondial de tabac Burley et son économie est dépendante du tabac depuis la fin du XIX^{ème} siècle³. Le tabac fournit au Malawi 70 à 80 % de ses devises. Derrière l'industrie, ce sont les entreprises américaines Alliance One et Universal Corporation qui tirent les ficelles. À elles seules, ces deux compagnies achètent plus de 95 % de la récolte de tabac et la vendent aux fabricants de cigarettes comme Philip Morris et British American Tobacco. L'industrie du tabac représente 10 % du PIB du pays ; le tabac a ainsi rapporté au Malawi 472 millions de dollars US pour la saison 2007-2008.

Au début des années 1990, le Malawi, parce qu'il était endetté, a décidé d'acquérir davantage de devises en augmentant ses exportations de tabac. De concert avec l'industrie du tabac, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a mis en place un plan quinquennal stratégique qui avait pour objectif d'augmenter de 40 % la production de tabac avant 2000. Pour faciliter les choses, l'USAID a fourni les fonds pour organiser l'Association nationale des petits producteurs du Malawi (NASFAM), destinée à encourager les paysans à abandonner les cultures vivrières pour se consacrer à la culture du tabac. La ligne politique des États-Unis et de la Banque mondiale a toujours été – et c'est toujours le cas – d'affirmer que les paysans ont intérêt à se consacrer aux cultures commerciales et à acheter leur nourriture sur le marché. L'argument est le suivant : quand l'année est bonne, le tabac leur rapporte suffisamment d'argent pour couvrir le prix d'achat du maïs dont ils ont besoin.

L'industrie du tabac impose un coût humain et environnemental énorme. Selon une étude faite par l'industrie elle-même, le séchage d'un kilo de tabac nécessite 7,8 kilos de bois⁴. De plus, le fait de dépendre aussi fortement d'une seule culture d'exportation constitue, quel que soit le pays, une stratégie extrêmement risquée. Ainsi en 2009, le prix du tabac a chuté de 39 % sur le marché mondial. Les répercussions sur le Malawi ont été considérables : le pays a subi une forte perte de devises et les petits producteurs qui avaient investi dans la culture du tabac au détriment de la production vivrière ont eu beaucoup de mal à satisfaire les besoins alimentaires de leur famille.

1. M. Nyekanyeka, A. Daudi, *Malawi : Renewed Maize Surplus*, Government of Malawi report, octobre 2008, p. 21.

2. F. Jomo, « Malawi's Burley Tobacco Trading 39% Below State Price », 7 mai 2009, <http://www.bloomberg.com/apps/news?pid=newsarchive&sid=aW.jbXSYz5hQ>

Voir aussi Raphael Tenthani, « Malawi expels tobacco buyers for price undercuts », *Mail & Guardian* online, <http://www.mg.co.za/article/2009-09-11-malawi-expels-tobacco-buyers-for-price-undercuts>

3. F. Potani, « Growing Tobacco without puffing the benefits », publié le 7 août 2009, <http://www.tobacco.org/news/288292.html>

4. « Malawi tobacco industry and the environment », <http://www1.american.edu/projects/mandala/TED/maltobac.htm>

en mode expansion : des villageois de la province de Chikwawa ont récemment été chassés de leurs terres, sans compensation, par la compagnie sucrière Ilovo, une filiale d'Associated British Foods¹⁰.

L'avenir des millions d'agriculteurs

malawites ne peut pas se construire seulement à coups d'engrais. Un paysan a besoin d'avoir accès à la terre. Une véritable réforme agraire, qui redistribuerait la terre aux pauvres, doit précéder tout programme national visant à promouvoir la production alimentaire, quelle qu'en soit la forme. Sinon, seuls les gros

agriculteurs en tireront les bénéfices.

Le prix de la révolution

Sans même parler de la question foncière, cette « révolution » suscite de sérieuses questions quant à sa durabilité. Financièrement parlant, combien de

10. <http://farmlandgrab.org/5578>

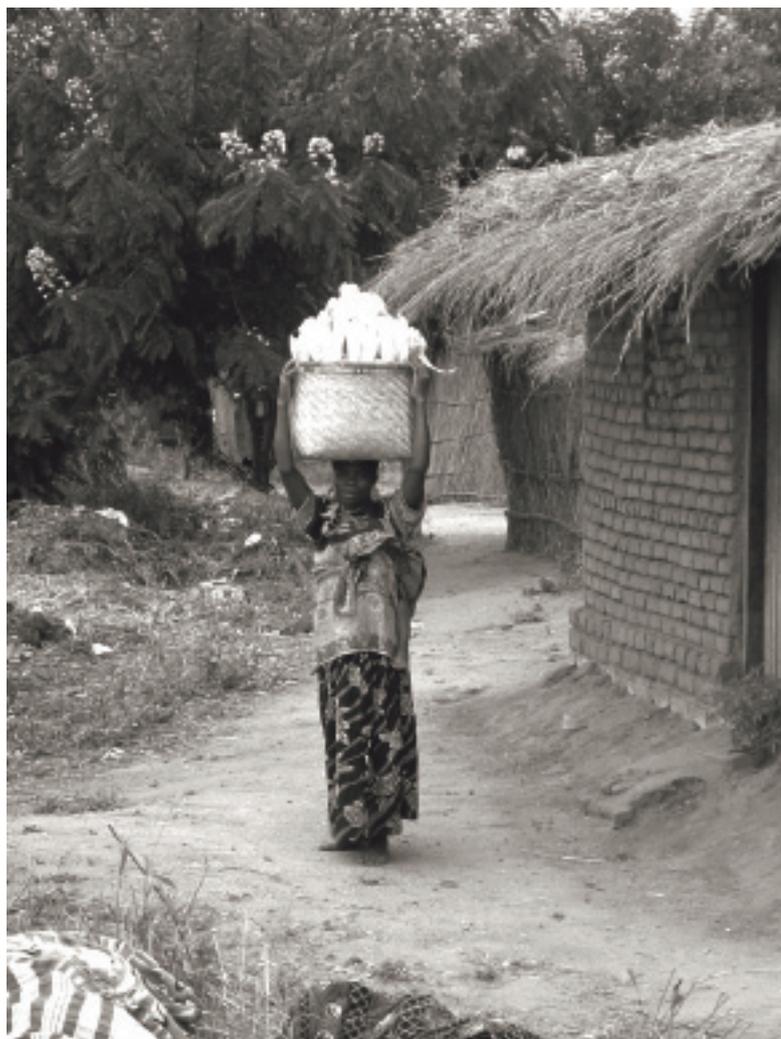
temps le Malawi peut-il se permettre ce système de subvention ? Du point de vue de l'environnement, le choix d'utiliser exclusivement les engrais chimiques ne risque-t-il pas d'aggraver l'érosion des sols malawites déjà bien fragiles ?

Le Malawi ne produit pas d'engrais chimiques. Les importations proviennent donc du marché international. En d'autres termes, le pays est très sensible non seulement aux fluctuations de la monnaie et du prix des produits, mais il est aussi victime des prises de bénéfices des quelques multinationales qui dominent l'industrie de l'engrais¹¹. Le gouvernement a tenté de faire face à ce problème en contournant les sociétés qui dominent le marché malawite – à savoir principalement le Norvégien Yara et l'entreprise malawite Farmers'World – et en achetant et en distribuant les engrais par l'intermédiaire d'établissements parapublics. Toutefois, c'est encore le secteur privé qui tient les rênes et le prix des engrais a explosé au cours des dernières années.

L'augmentation des prix au niveau international a eu une influence énorme sur l'accessibilité des paysans malawites aux engrais et sur la capacité du gouvernement à poursuivre un programme de subventions aussi élevées. Le Graphique 1 illustre la hausse considérable du prix des engrais par rapport au prix du maïs¹².

Qu'un gouvernement fournisse un support direct aux petits producteurs est tout à son honneur, mais tous ces dollars dépensés en engrais réduisent d'autant le budget des autres dépenses publiques. Et comme les prix des engrais au niveau international restent très élevés, cela peut entraîner sur le budget des répercussions sévères.

Le coût du programme a doublé en 2008, pour atteindre presque 9 % de l'ensemble du budget national, en raison de la hausse brutale du prix des engrais¹³. On voit déjà apparaître des



Une femme porte du maïs à Nkhotakota, dans la Région centrale, au Malawi. (Photo : GRAIN)

éléments indiquant que le programme malawite de subvention pour les engrais ne pourra peut-être pas se poursuivre : dans le budget 2009 en effet, le gouvernement a annoncé que seules les cultures vivrières, et non les cultures commerciales, seraient subventionnées et que les subventions seraient réduites de 39 % ; le budget étant de 17,8 milliards de MK (Malawi Kwacha, la monnaie locale), soit 127 millions de dollars US¹⁴.

Le coût du programme d'engrais n'est pas seulement financier : son coût environnemental est également très élevé.

Un sol sain est absolument essentiel pour l'agriculture. Or, le déclin de la fertilité des sols africains est de plus en plus reconnu comme l'une des raisons majeures de la faiblesse de la production et du problème de la faim. Au Malawi, la productivité du maïs en 1997 n'atteignait que 84 % de son niveau de 1988. Le maïs local cultivé sur des terres fertiles produit deux fois plus que le maïs hybride sur des sols pauvres. Les contraintes affectant les paysans n'étaient donc pas nécessairement liées aux semences, mais plutôt à la fertilité du sol¹⁵. Par manque de terres, les paysans ont été obligés d'exploiter le sol de leurs fermes jusqu'à épuisement et parce qu'il n'y a jamais eu au niveau national d'effort concerté pour aider les paysans à renouveler la matière organique des sols, désormais extrême-

11. Cf. l'analyse de GRAIN sur les crises alimentaire et financière, <http://www.grain.org/foodcrisis/>

12. I. Minde et al., *Promoting Fertilizer Use in Africa : Current Issues and Empirical Evidence from Malawi, Zambia, and Kenya*, 2008, consulté le 5 août 2009, http://www.aec.msu.edu/fs2/inputs/.../ReSAKSS_Fert_report_final.pdf

13. <http://siteresources.worldbank.org/INTARD/Resources/335807-1236361651968/>

[DorwardFertiliserSubsidyPPPWB-Mar_2009.pdf](#) ; Nicolas Minot, IFPRI, « Smart fertilizer subsidies in Sub-Saharan Africa », 24 juillet 2009, <http://www.slideshare.net/ifpri/minot-presentation-july-24-2009>

14. *Nyasa Times*, 3 juillet 2009, <http://www.nyasatimes.com/national/kandondo-unveils-k257-billion-malawi-budget.html/comment-page-2>

15. A. Orr, « Green Gold? Burley Tobacco, smallholder agriculture and poverty alleviation in Malawi », *World Development*, Vol. 28, N° 2, 2000, pp. 347-63.

La politique du maïs

Pour les Malawites, le maïs est l'essence même de la nourriture, le maïs est la vie (*chimango ndi moyo*). C'est au Malawi que la consommation de maïs par habitant est la plus élevée d'Afrique. Mais ce n'a pas toujours été le cas. En effet le maïs n'a été introduit dans le pays qu'à l'époque coloniale. Comme partout ailleurs en Afrique australe, le millet et le sorgho étaient la base de l'alimentation. Des efforts incessants furent faits pendant des décennies pour remplacer ces céréales par le maïs, puis pour remplacer les variétés de maïs paysannes par du maïs hybride. Mais les taux d'adoption de ce maïs hybride ont été très irréguliers, augmentant au gré des subventions et chutant dès que les subventions disparaissaient. Aujourd'hui les paysans conservent certaines de leurs propres variétés parce qu'ils en préfèrent le goût et qu'elles sont plus résistantes aux charançons. Les insectes peuvent détruire jusqu'à 40 % du maïs hybride après récolte¹.

Un système de culture à sec, comme celui qui existe au Malawi, implique une seule saison de production de maïs et comme la production est assez faible et la diversification réduite, les paysans connaissent une saison dite de soudure entre octobre et mars et sont alors obligés d'acheter du maïs². Avant la libéralisation, de nombreux gouvernements africains prenaient des mesures pour contrôler les prix et compenser la pénurie d'approvisionnement durant la saison de soudure ; des organismes de marketing officiels mettaient de côté des réserves stratégiques de céréales. Cela permettait de fixer un prix plafond pour les ventes de céréales. « Malheureusement pour les populations africaines rurales pauvres, ce genre de politique entraine en contradiction avec les principes néo-libéraux de base de la pensée 'consensus de Washington' selon laquelle les organismes parapublics ou les réserves de céréales sont inefficaces et corrompus ; dans le même esprit, les subventions des prix au producteur et au consommateur seraient fiscalement inadaptées aux pays pauvres. D'une façon plus générale, les agences de Bretton Woods décrétèrent que l'intervention des autorités publiques sur le marché décourage l'entreprise privée. »³

Actuellement, le gouvernement a repris le contrôle du marché du maïs en restreignant les exportations et a passé un contrat avec l'ADMARC (Office de commercialisation et de développement des produits agricoles) pour acheter suffisamment de maïs à distribuer à un prix plafonné durant la saison de soudure. Les Malawites subissent encore des fluctuations de prix extrêmes, dont la volatilité dépasse quelquefois de loin celle des pays voisins ou même celle du marché mondial. C'est ainsi qu'en janvier 2009, le maïs se vendait à 90 MK (0,71 dollar US) le kilo, mais qu'après la récolte, quand il a été clair qu'il y avait excédent, le prix a chuté pour atteindre, en juin de la même année, 30 MK par kilo⁴.

S'il est vrai que le Malawi a pu exporter du maïs, il est également prouvé que les estimations gouvernementales sur les récoltes sont excessives⁵. Les importations frontalières provenant du Mozambique et de la Tanzanie, soit 59 mille tonnes en 2007-2008 et 40 mille tonnes en 2008-2009, sont une réalité permanente. En octobre 2008, le Comité d'évaluation des vulnérabilités du Malawi (le MVAC) a annoncé que l'insécurité alimentaire touchait un million et demi de personnes ; la crainte d'une pénurie des denrées alimentaires a provoqué alors une spéculation qui a fait flamber les prix⁶.

1. Interview personnelle, CAPS Msukwa, mai 2009.

2. S. Devereaux, « Seasonality : four seasons, four solutions ? », 2008, http://www.future-agricultures.org/EN/Hot%20Topics/news_hottopic_archive_seasonality.html

3. Ibid.

4. FEWSNET, « Malawi food security update », juin 2009, USAID, [http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFile-name/MYAI-7TR2H9-full_report.pdf/\\$File/full_report.pdf](http://www.reliefweb.int/rw/RWFiles2009.nsf/FilesByRWDocUnidFile-name/MYAI-7TR2H9-full_report.pdf/$File/full_report.pdf)

5. FEWSNET 2008.

6. T.S. Jayne et al., *The 2008/09 Food price and food security situation in Eastern and Southern Africa : Implications for immediate and longer run responses*, International Development Working Paper, Michigan State University, 7 novembre 2008.

ment appauvris, ce qui signifie que leur capacité de rétention d'eau est nettement moindre qu'elle ne l'a été. L'utilisation continue d'engrais chimiques prive le sol de matière organique et a de plus des effets délétères sur le sol et l'eau à long terme : les sols durcissent et deviennent trop acides ; les excédents d'azote s'infiltrent dans les rivières et les lacs et peuvent provoquer la destruction de ces écosystèmes.

Les sols de l'Afrique sub-saharienne sont en général assez peu fertiles : un faible taux de matière organique, une couverture végétale limitée et une

structure assez pauvre confèrent à ces sols une grande sensibilité à l'érosion. En Afrique on gérait traditionnellement la question de la fertilité du sol en laissant la terre en jachère pendant quelques années. La culture itinérante traditionnelle est fondée sur le recyclage des éléments nutritifs du sol et les cultures intercalaires y jouent aussi un rôle. Ce système agricole repose sur une mine de compétences et de savoirs traditionnels. Un nombre conséquent d'études scientifiques sur la fertilité du sol admet que, sans les méthodes traditionnelles ou biologiques telles

que l'agroforesterie, la culture des légumineuses, l'intégration des résidus de récoltes et de fumier pour augmenter la teneur en matière organique du sol, le sol ne sera pas capable de retrouver sa fertilité ; même les engrais non-organiques ne peuvent alors remplir leur rôle de manière optimale. Il est clairement prouvé que les technologies à base d'engrais organiques sont la condition première de l'amélioration de la fertilité et de la productivité du sol. Qui plus est, il revient moins cher d'utiliser des méthodes organiques pour assurer la fertilité du sol ; les coûts restent



Dessin de Khalil Bendib. Merci à Corpwatch ; consulter <http://www.corpwatch.org/article.php?id=14947>

Traduction : « Aucun enfant n'est laissé de côté » ; « Salaires de la faim, travail des mineurs, malnutrition » ; « L'allée du Tabac : Malawi » ; « Ecole, fermée ».

constants et le sol reste fertile plus longtemps. On peut donc les considérer comme un investissement à long terme.

Le Malawi ne peut pas utiliser de grandes quantités de fumier dans son compost, car il a très peu d'animaux d'élevage. La pauvreté, le manque de pâtures et le manque de sécurité expliquent pourquoi l'élevage au Malawi se limite principalement aux poulets. Par contre, l'impact potentiel des légumineuses et de l'agroforesterie est considérable ; la plupart des paysans savent que les cultures poussent bien auprès d'une certaine espèce d'acacia¹⁶. Les cultures intercalaires sont très courantes au Malawi et dans les années 1980, plus de 90 % des petites fermes

Juste après la récolte, un paysan fait peser son maïs par les acheteurs privés. Ces derniers le stockent pour le vendre plus cher après la période de récolte.



¹⁶. Communication personnelle, CAPS Msukwa, mai 2009. Voir également un communiqué de presse sur le récent Congrès mondial de l'agroforesterie sur <http://www.worldagroforestry.org/af/node/390> à propos de l'acacia (Mgunga en swahili) qui pourrait augmenter considérablement les rendements agricoles en Afrique. Article en anglais.

Sols, alimentation et santé communautaire

Lizzie Shumba et Rachel Bezner Kerr, *Projet Sols, alimentation et santé communautaire (SFHC), Malawi*

Enoch Chione, un petit producteur de cinquante ans, fait des essais depuis cinq ans en utilisant des méthodes agroécologiques. Il associe des combinaisons végétales afin d'améliorer ses sols, de diversifier ses récoltes et d'obtenir un revenu pour sa famille. Cette année, il essaie des pois cajan et du sorgho, du tephrosia et plusieurs variétés de banane, des pois cajan et du maïs, et des pois cajan et du soja. Enoch a pu observer une amélioration remarquable de ses sols, due en partie au fait qu'il y réintroduit les résidus de légumineuses juste après la récolte. L'usage de ces techniques a grandement amélioré la sécurité alimentaire d'Enoch : il estime qu'il a suffisamment de nourriture pour deux ans si la pluie vient à manquer complètement. Il transmet aussi son expérience aux autres paysans de son village. En tant que chef d'un groupe de villages, il a une influence considérable et les villageois utilisent eux aussi largement les techniques d'Enoch.

Enoch est membre du projet Sols, alimentation et santé communautaire (SFHC). Avec la participation de plus de 4 mille agriculteurs, le SFHC utilise les méthodes agroécologiques et participatives pour améliorer la vie des paysans dans la région Nord du Malawi. À l'initiative de l'hôpital d'Ekwendeni qui voulait s'attaquer à la malnutrition infantile, le projet a pour objectifs principaux d'améliorer la fertilité du sol, la sécurité alimentaire et la nutrition des enfants des familles paysannes dans la région. Les paysans essaient de combiner différentes légumineuses telles que l'arachide, le soja, le pois cajan et la griffe du diable.

Le secteur d'Ekwendeni se situe dans la région Nord du Malawi et abrite une population d'à peu près 70 mille personnes, sur une zone d'environ 600 kilomètres carrés. L'économie y est fondée sur la petite exploitation agricole, moins d'un hectare en moyenne. Près de 60 % de Malawites vivent sous le seuil de pauvreté. Les sols sont en majorité de type limon sableux et les principales récoltes sont le maïs (la nourriture de base) et le tabac, auxquels s'ajoutent quelques récoltes nettement moins importantes comme le manioc, la patate douce, les haricots et l'arachide. Le climat d'Ekwendeni est semi-tropical et les précipitations annuelles de 600 à mille mm tombent principalement entre novembre et avril. Autrefois les pluies arrivaient en octobre et il pouvait même pleuvoir en juillet. De nos jours, les pluies sont beaucoup moins fiables, ce qui rend difficile toute planification de la part des paysans et signifie qu'ils ne peuvent pas être toujours assurés d'une récolte raisonnable. Durant la saison sèche, certains paysans ont des jardins près des rivières ou dans les zones humides et y font pousser du maïs et des légumes. Ceux qui n'ont pas accès à des rivières ou à des zones humides cultivent des légumes dans des petits potagers près de leur maison.

À la fin des années 1990, un nombre toujours plus grand d'enfants souffrant de malnutrition arrivait au service de réhabilitation nutritionnelle (NRU) de l'hôpital d'Ekwendeni. Les entretiens menés avec les familles de ces enfants révélaient qu'elles devaient faire face à une insécurité alimentaire sévère. Les paysans avaient du mal à supporter les coûts croissants des engrais. Ils étaient très dépendants du maïs et avaient oublié comment cultiver sans engrais. Pour résoudre ce problème, des cultures intercalaires de légumineuses ont été proposées aux paysans comme une solution possible. Les légumineuses sont ainsi associées de façon à combiner des cultures à cycle long et des cultures à cycle court, des plantes à racines profondes qui fournissent de la matière organique au sol (par exemple le pois cajan) tandis que d'autres ont un rendement élevé et produisent davantage (par exemple l'arachide). Les légumineuses qui ont la préférence des paysans sont celles qui

malawites les utilisaient encore. Cette pratique paysanne réduit les risques de maladie, de fluctuations du marché aussi bien que les risques de désastres naturels. C'est également une stratégie pour diversifier les cultures pour des raisons nutritionnelles, pour faciliter le travail agricole et stabiliser la production.

Au Malawi beaucoup sont conscients que les paysans doivent dépasser le stade de la dépendance aux engrais et que la gestion intégrée de la fertilité des sols serait une option nettement plus viable, tant du point de vue de l'économie que du rendement¹⁷. Le gouvernement du

Malawi reconnaît que les engrais ne sont pas une démarche durable et encourage les paysans à faire leur propre compost. Mais pour que cela marche vraiment, le gouvernement doit faire preuve d'une véritable volonté politique, et prendre des mesures de grande envergure, comme il l'a fait avec le Programme de subvention des intrants agricoles (AISP). Ce serait viable, car cette stratégie reviendrait beaucoup moins cher à mettre en œuvre. Andrew Daudi, secrétaire permanent à l'Agriculture et la Sécurité alimentaire du

Malawi, conclut son rapport sur l'AISP non pas par un appel à plus d'engrais mais par ces mots : « Les zones rurales sont pleines de matériaux qui peuvent être transformés en fumier (compost). Nous encourageons donc les paysans à faire leur compost et à planter des espèces agroforestières qui retiennent la fertilité du sol sur une longue période, réduisant ainsi les besoins en engrais non-organiques coûteux. »¹⁸

Agricultural Economists, Annual Meeting, 12-18 août 2006, Queensland, Australia.

Cela a également été un sujet récurrent dans les interviews d'agriculteurs et d'autres personnes intéressées, au Malawi en mai 2009.

18. M. Nyekanyeka and A. Daudi, *Malawi: Renewed Maize Surplus*, Government of Malawi report, octobre 2008, p. 21.

17. Johannes Sauer and Hardwick Tchale, « Alternative Soil Fertility Management Options in Malawi – An Economic Analysis », International Association of

sont comestibles, en particulier le pois cajan, l'arachide et le soja. Les paysans testent différentes légumineuses dans leurs champs afin d'établir si elles améliorent la fertilité du sol et possèdent une plus grande valeur nutritionnelle. Les associations de légumineuses ont commencé en 2000 et c'est ainsi qu'est né le projet SFHC.

Les paysans ne se limitent pas à tester des combinaisons de légumineuses dans leurs champs : Il existe une équipe de recherche paysanne qui apporte soutien et formation aux participants. Elle propose des journées recettes et des journées d'enfouissement des résidus de récoltes. Une banque communautaire de semences de légumineuses est aussi disponible ; les paysans qui y participent « remboursent » les semences et la banque est gérée par l'équipe de recherche. À la prochaine plantation, les semences sont distribuées aux nouveaux participants et aux paysans qui ont perdu leurs semences. Il faut mentionner aussi les groupes de discussion sur l'agriculture et la nutrition, des groupes inter-générationnels qui discutent des relations hommes-femmes, d'agriculture et de nutrition. Dans ces discussions, gérées par des membres de la communauté, les gens peuvent partager leurs croyances et leurs expériences en toute liberté et analyser les problèmes touchant la communauté ou la famille. On y parle par exemple de ces hommes qui se servent de l'argent des ventes de légumineuses pour acheter de l'alcool et on en débat pour essayer de proposer des solutions. Ces groupes se sont avérés très éducatifs. « Ce projet a fait de nous des chercheurs. La malnutrition n'existe pas chez les paysans du SFHC », annonce fièrement Enoch.

Au fur et à mesure que les paysans augmentaient leur utilisation de légumineuses, ils se sont rendu compte que non seulement leurs sols s'amélioraient, mais aussi leur nutrition et leur sécurité alimentaire. Ils ont partagé diverses recettes avec les membres de leur communauté pour montrer comment les familles peuvent préparer les denrées locales et les légumineuses pour les rendre plus nourrissantes. Aujourd'hui, le NRU accueille nettement moins d'enfants de moins de cinq ans et la croissance des enfants des familles impliquées dans le projet s'est améliorée. Les paysans ont formé une association (l'Ekwendeni Farmer Association) pour coopérer et tenter d'obtenir des prix justes pour leurs récoltes. Ils ont augmenté également leurs revenus en se regroupant pour vendre leurs légumineuses. Comme le note Enoch, « Dans ce projet, nous, paysans, ne cultivons pas juste pour vendre, comme les planteurs de tabac. Nous cultivons pour le sol, pour notre alimentation, pour les semences et pour la vente. Nous ne sommes donc pas inquiets si nous ne vendons pas. Nous n'avons pas de concurrents! »

La dégradation des terres et le changement climatique sont devenus des défis majeurs au Malawi et dans toute l'Afrique subsaharienne. C'est pour cette raison que le projet a l'intention d'étendre ses activités à d'autres domaines. Il faut bien sûr approvisionner les paysans en semences de légumineuses, mais il faudrait aussi distribuer des semences résistantes à la sécheresse pour les plantes comme le sorgho, le millet, la dolique (niébé) et le manioc. Le SFHC commence à s'intéresser à l'adaptation au changement climatique. Cette saison, plusieurs centaines de paysans vont tester différentes cultures résistantes à la sécheresse. Malgré tous les défis posés par la crise financière, le dérèglement climatique, la maladie (HIV) et les mesures gouvernementales qui rendent les choses difficiles pour le SFHC, les paysans font face. Enoch remarque avec fierté que beaucoup de gens « viennent ici et admirent » et que les agents de vulgarisation du gouvernement eux-mêmes ont visité ses champs pour voir ce qu'il y fait. « Tout ce que nous espérons, c'est qu'ils ramènent avec eux ce qu'ils ont appris et qu'ils le mettent en application, » ajoute-t-il.

GRAIN tient à remercier Chimwemwe A.P.S. Msukwa pour son aide précieuse en tant que traducteur et interprète durant notre voyage au Malawi.

Quelle révolution pour le Malawi ?

94

On exagère beaucoup l'histoire de la réussite de la révolution verte au Malawi. Ce n'est pas rendre service au Malawi et cela ne peut que pousser les investissements agricoles en Afrique dans le mauvais chemin. On ne peut que se féliciter de voir un gouvernement investir dans la production alimentaire locale, mais ce gouvernement a choisi de poursuivre une politique qui a déjà été appliquée dans le passé et s'est avérée insoutenable à long terme. Cette série de subventions n'amènera aucun bénéfice aux petits producteurs et au pays si rien n'est fait pour redistribuer les terres, afin d'assurer que les paysans disposent d'une surface

suffisante pour produire des excédents. Pour des raisons tant financières qu'écologiques, il faut aussi arrêter de limiter les aides aux engrais chimiques et aux semences de maïs hybride.

Pour le moment, il revient moins cher d'importer des engrais que du maïs, mais là n'est pas la question, étant donné que la dépendance d'un produit d'exportation quel qu'il soit peut, en très peu de temps, mettre le Malawi en position de mendiant. Le Malawi comme beaucoup d'autres nations africaines a besoin d'une approche révolutionnaire de l'agriculture. Les investissements et les subventions en font partie, mais des investissements et des subventions d'un autre type sont requis. Ce qu'il faut, c'est un programme massif – à travers toute l'Afrique et le reste du monde – destiné à

améliorer les sols, à augmenter le taux de matière organique et la fertilité des sols, à promouvoir la biodiversité et à permettre à tous les petits producteurs de la planète d'assurer une production alimentaire durable, tout en vivant décemment. Il s'agit ici de ne pas se contenter de solutions de facilité. Il faut mettre au point des programmes radicaux qui donnent aux petits producteurs accès à la terre, les protègent des déséquilibres du marché et des fluctuations des marchandises et les aident à produire de façon durable dès à présent et à l'avenir.

■



Des lois pour en finir avec l'agriculture indépendante

Du 23 au 27 février 2009, des membres du Protocole international de Carthagène sur la biosécurité se sont réunis au Mexique pour traiter de la « Responsabilité et réparation pour les dommages » occasionnés par les OGM. En réaction, le Réseau de défense du maïs a organisé, aux mêmes dates, le Forum pour la vie des peuples du maïs. Le document suivant retranscrit la conférence présentée par Camila Montecinos au cours de ce forum. Bien que son analyse traite de la situation mexicaine, elle permet en réalité d'entrevoir le panorama d'une stratégie mondiale qui vise à éradiquer la production alimentaire indépendante et à criminaliser la possession, la protection et l'échange en toute liberté de semences locales ancestrales, ce sur quoi repose la stratégie fondamentale des paysans depuis plus de 8 mille ans. 23/02/09

La dite loi sur la biosécurité au Mexique appartient en réalité à tout un ensemble de lois plus vaste que l'État mexicain est sur le point d'adopter, ainsi que de nombreux pays en développement au niveau international.

Cela fait partie d'une offensive qui implique de nouvelles lois, ou des modifications et des réformes de lois qui existaient déjà. Il ne s'agit pas de changements mineurs : ce sont des changements qui affectent la vie des peuples du monde, et ce sous de multiples aspects. Parmi les secteurs les plus affectés, on compte les communautés rurales, les communautés paysannes, les communautés indiennes. C'est contre les peuples ruraux du monde entier que cette offensive est surtout dirigée.

C'est une offensive coordonnée de façon plutôt efficace principalement par les grandes entreprises transnationales et les grandes corporations, avec la complicité des gouvernements internationaux mais aussi le soutien actif, musclé et agressif d'un grand nombre d'organismes internationaux que nous connaissons tous : la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), une bonne partie de l'appareil de l'ONU, ainsi que l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Pour pouvoir comprendre ces lois, il faut les observer dans leur ensemble, car

elles se renforcent les unes les autres. La loi sur la biosécurité n'agit pas de manière isolée mais en relation étroite avec de nombreuses autres lois, comme les lois sur la certification des semences, sur les ressources génétiques, la propriété intellectuelle, la certification biologique, les lois forestières, celles sur le développement durable, sur l'eau, les lois minières ; la liste est longue. Les règlements de ces lois sont également très importants, tout comme les nombreux décrets et normes complémentaires. Par exemple, on impose aujourd'hui des règles pour les « bonnes pratiques agricoles » et la « traçabilité ».

Pourquoi toutes ces lois ? Pourquoi cette fièvre législative qui nous attaque aujourd'hui au niveau mondial et de manière simultanée ? C'est une véritable épidémie. Si l'on observe comment agissent les normes et les restrictions qu'on nous impose, on se rend parfaitement compte que leur principal objectif est d'en finir avec la production alimentaire indépendante.

La raison en est parfaitement évidente : de nos jours, malgré la mondialisation, malgré la terrible agression que subissent les peuples ruraux, la production d'aliments reste encore majoritairement aux mains des paysans et des peuples indiens. Si l'on commençait à calculer l'éventuelle valeur marchande de tous les aliments que consomme l'humanité, le marché qui pourrait voir le jour s'avérerait bien plus important que n'importe quel marché existant actuellement : plus important que celui du pétrole, que celui de l'industrie automobile, et plus important encore que ces deux marchés réunis. Le capital n'a pas encore totalement la mainmise sur ce marché potentiel et, aujourd'hui, il veut tout d'abord nous forcer à acheter des aliments. Ainsi, quand nous serons tous obligés d'acheter ces aliments, il contrôlera ce marché alimentaire.

Le marché alimentaire est aussi le marché captif parfait. On peut cesser d'acheter des voitures, mais pas de la nourriture. Si on ne la produit pas, il faudra obligatoirement l'acheter. On pourra être extrêmement pauvres, mais si on ne produit pas la nourriture, il faudra qu'on l'achète. Et le développement de ce marché ira de pair avec l'augmentation de la population.

Le fait que les peuples paysans et indiens du monde continuent à être les principaux producteurs d'aliments

permet de comprendre pourquoi l'un des principaux objectifs de cette offensive législative est d'en finir avec leur capacité à être indépendants. Mettre fin à la production alimentaire indépendante est une étape décisive dans ce processus. Il faut aussi éradiquer les semences indépendantes, les semences non contrôlées par les grandes entreprises.

Le Mexique a adopté une nouvelle loi sur les semences en 2007. La loi antérieure datait de 1991. Cette nouvelle loi n'est pas arrivée par hasard. Elle est extrêmement agressive envers ceux qui ont encore la capacité et l'intention de continuer à produire des aliments de façon indépendante. Les lois sur les semences semblent calquées d'un pays à l'autre : l'ordre des articles change un peu, mais les contenus sont pratiquement les mêmes. Elles sont dictées par les grands groupes d'entreprises semencières qui se concentrent aujourd'hui dans ce que l'on appelle l'ISF (International Seed). Au Mexique, l'ISF est représentée par l'AMSAC (Asociación Mexicana de Semilleros AC) qui, en réalité, n'a pas grand chose à voir avec le Mexique. Elle s'autodéfinit comme « une association qui intègre tout le secteur semencier mexicain, qui a du pouvoir et de l'influence sur les décisions du gouvernement ; qui peut intervenir et participer à la gestion des lois et des normes ; qui est reconnue pour les services et l'infrastructure qu'elle offre pour résoudre les problèmes rencontrés par ses membres. » Tout est là, pas besoin de preuves : non seulement ils se définissent de cette manière, mais c'est aussi ce qu'ils veulent être, c'est la vision qu'ils ont d'eux-mêmes.

L'AMSAC se dit mexicaine mais en réalité toutes les grandes transnationales semencières y sont représentées : Monsanto, Syngenta, Dow, Dupont ou Pioneer, Vilmorin Inc. et plusieurs autres transnationales. Si l'on a encore des doutes quant à l'influence des transnationales sur cette association de semenciers, il suffit de savoir que Dow et Syngenta font partie de son conseil d'administration et, pire encore, que Monsanto et Vilmorin Inc. font partie de son comité d'honneur et de justice.

Au Mexique, l'AMSAC est clairement un « lobby » particulièrement efficace et la loi mexicaine sur les semences, la Loi fédérale sur la production, la certification et le commerce des semences (Ley Federal de Producción, Certificación y Comercio de Semillas) respecte fidèlement les objectifs fixés par les transnationales. La loi n'est pas encore dotée de règlement. Quand nous avons fait des recherches spécifiquement sur cette loi, nous n'avons pu obtenir aucune information à propos de son règlement, et ce malgré la fameuse Loi sur la transparence de l'État mexicain. Les règlements empirent toujours les lois, et de manière significative¹.

L'article 34, parmi d'autres articles de la loi sur les semences, oblige à ce que les semences soient de production personnelle ou achetées ; il n'y a pas d'autre alternative. Cela signifie qu'échanger ou offrir des semences devient illégal, sans exception, car les semences ne sont ni de production personnelle ni achetées.

On pourrait imaginer que les gens qui ont des semences de production personnelle puissent dire : on va commercialiser ces semences, on va continuer à les échanger ; mais en réalité la loi est dotée d'une série d'articles qui font qu'il est impos-

IL NE SERAIT PAS SURPRENANT
DE VOIR QUE LE RÈGLEMENT
DE CERTAINES DE CES LOIS SUR
LES SEMENCES FINISSE PAR
NOUS DIRE QUE NOUS SOMMES
TOUS OBLIGÉS DE DÉNONCER
QUELQU'UN SI NOUS SAVONS
OU ENTENDONS DIRE QUE
CETTE PERSONNE N'A PAS
ACHETÉ DE SEMENCES AUX
ENTREPRISES.

sible de répondre à toutes les exigences, ou qui détruisent ce que les semences paysannes et indiennes ont de meilleur. Par exemple, si quelqu'un décide de vendre des semences, il se voit dans l'obligation, d'une part, de tenir un registre très strict du processus de leur production. D'autre part, il se doit de préserver un échantillon pour pouvoir réussir n'importe quelle inspection fixée par le Ministère de l'agriculture, de l'élevage, du développement rural et de l'alimentation par le biais du Service national d'inspection et de certification des semences. Si les entreprises n'y parviennent pas toujours, les populations rurales n'y arriveront pas plus. En d'autres termes, on interdit non seulement aux paysans d'échanger et d'offrir leurs semences, mais aussi de les commercialiser.

La loi impose également l'idée que les semences de bonne qualité doivent être uniformes, identiques les unes aux autres et stables, c'est-à-dire qu'elles ne doivent pas s'altérer au fil du temps. La qualification en termes de semences de bonne qualité, même dans le cas de la certification, ne prend absolument pas en compte leur comportement en terre. L'essentiel est qu'elles soient identiques ; le fait qu'elles fonctionnent mieux ou moins bien que d'autres n'a aucune importance. Nous savons que seules les semences produites par les grandes entreprises sont uniformes et que le fait qu'elles soient toutes identiques ne garantit en aucun cas qu'elles soient de meilleure qualité.

La loi dit aussi que les semences doivent être stables et que pour préserver le nom, elles ne doivent pas changer. Dans un pays comme le Mexique, cela signifie que d'une certaine façon, on empêche les semences locales de continuer à évoluer. Or les semences des paysans et des peuples indiens du Mexique ont été préservées justement parce qu'elles ont évolué au fil du temps. La loi exige qu'on les congèle (pour ainsi dire) et si ce n'était pas le cas, leur circulation d'un champ à l'autre pourrait entraîner des problèmes légaux.

On pourrait penser que c'est ce que dit la loi, mais les semences locales, les semences de production personnelle ont toujours circulé, et on n'a jamais demandé la permission à qui que ce soit, on va les échanger de toutes façons. C'est

1. Le règlement de la Ley Federal de Producción, Certificación y Comercio de Semillas vient à peine d'être publié, au mois de septembre 2011, http://www.dof.gob.mx/nota_detalle.php?codigo=5207725&fecha=02/09/2011

une stratégie fondamentale, qu'il faut continuer à utiliser : les semences doivent circuler, avec ou sans permission. Mais les attaques vont continuer. L'une des attaques qui est déjà en marche est le programme du Projet stratégique pour la chaîne productive de producteurs de maïs et de haricots (Proyecto Estratégico para la Cadena Productiva de los Productores de Maíz y Frijol) dont tous les projets d'assistance technique et financière vont être soumis à l'utilisation de semences certifiées. Si on doute encore du type de semences dont nous parlons, il est intéressant de visiter le site du Service national d'inspection et de certification des semences (Servicio Nacional de Inspección y Certificación de Semillas) pour voir quels sont ses objectifs, selon son plan stratégique.

Le Service national d'inspection et de certification des semences définit comme premier objectif stratégique « la coordination du développement et le renforcement de la capacité nationale de l'actif technologique des graines ». Ce que personne ne comprend cela a l'air chouette. Selon lui, si, en 2025, 60 % des semences utilisées au Mexique sont des semences certifiées, l'objectif sera atteint. Et il ne s'agit pas seulement du maïs mais de toutes les semences utilisées au Mexique. S'il persiste encore des doutes, le deuxième objectif stratégique est « la gestion et l'administration du système national pour la protection des droits des obtenteurs de variétés végétales » : en 2025, au Mexique, 60 % des semences doivent être des semences protégées – comme ils disent – c'est-à-dire des semences brevetées. En 2025, si les transnationales arrivent à leurs fins, la propriété intellectuelle sera brevetée. En résumé, l'objectif stratégique du Service national des semences au Mexique est qu'en 2025, 60 % des semences soient certifiées et que toutes ces semences certifiées soient protégées par des brevets.

C'est avec cette vision, avec cette orientation, que la loi sur les semences va être appliquée. Elle ne va pas l'être de manière neutre, mais pour défendre de manière explicite et stratégique les intérêts des grandes transnationales qui, dans le cas du Mexique, sont représentées par l'Association mexicaine des semenciers AC.

Il existe aussi une façon d'appliquer les lois, et la première partie de l'application des lois est toujours la partie agréable, à l'amiable, qui consiste fondamentalement à mettre le grappin sur un maximum de personnes possible, entre autres pour diviser les organisations et les communautés. Évidemment, cela se fait toujours en parlant des bons côtés de ce qui est imposé. Puis, une fois que les organisations ou les communautés sont divisées, ou que les gens sont endettés de manière significative, l'étranglement commence.

Le site de l'AMSAC définit comme « semences pirates » celles qui n'ont pas été achetées. Il ajoute : « vous serez d'accord pour dire que l'on ne peut pas permettre que les semences pirates détruisent nos terres, notre patrimoine et notre prestige en tant qu'agriculteurs. Ensemble nous pouvons et devons affronter ce risque, en nous assurant de n'acheter que des semences d'origine, distribuées par des entreprises qui jouissent d'une bonne réputation. Cela nous aidera à acheter et à utiliser uniquement des semences de qualité. » C'est la partie douce, la première partie du scénario de mise en application de ces lois.

On trouve par la suite : « Il est très important qu'au moment d'acheter des semences d'origine, de bonne qualité, vous demandiez toujours à l'entreprise semencière ou au fournisseur qu'il vous délivre une facture qui protège votre achat. » Pourquoi est-ce que je dis que l'étouffement commence à ce

moment-là ? Parce qu'implicitement, on dit à ceux – aux paysans et aux agriculteurs – qui utilisent des semences que s'ils n'ont pas de factures, ils vont avoir de gros problèmes. Puis : « Nous vous recommandons de notifier à l'entreprise semencière et à votre fournisseur si vous connaissez ou entendez parler de ce type de commerce illégal de semences pirates. » On nous demande de devenir des délateurs !

Il ne serait pas surprenant de voir que le règlement de certaines de ces lois sur les semences finisse par nous dire que nous sommes tous obligés de dénoncer quelqu'un si nous savons ou entendons dire que cette personne n'a pas acheté de semences aux entreprises. Et ce n'est pas exagérer que de dire qu'il existe aujourd'hui des lois qui nous obligent à la délation.

On trouve ensuite les sanctions. Les sanctions mentionnées jusqu'à présent dans la loi sont des amendes de 500 mille pesos mexicains (environ 50 mille dollars US) et la confiscation des semences, voire de la récolte, en cas d'infraction. C'est ce que l'on trouve dans l'article 39. L'article 41 dit que cela n'exclut pas les sanctions pénales, c'est-à-dire qu'il existe la possibilité d'être emprisonné si la loi n'est pas respectée².

Si l'on ajoute cette loi à d'autres, comme celles sur la certification de la viande et du lait, la certification biologique, la biosécurité, la propriété intellectuelle, entre autres, l'objectif est d'en finir avec l'agriculture indépendante, d'en finir surtout avec la production alimentaire indépendante et d'arriver exclusivement à une agriculture sous contrat. Quiconque ayant vécu à la campagne sait que l'agriculture sous contrat est un système d'esclavage déguisé. C'est pourquoi il n'est pas surprenant que l'un des objectifs du Master-plan du maïs – mis en avant au Mexique –, soit la généralisation des contrats agricoles.

Pour les États, il n'est pas évident de mettre en place ce type de lois car ils doivent contrôler énormément de gens : des gens qui résistent, se battent et produisent de la nourriture depuis des siècles. Par conséquent ces lois, si terribles qu'elles soient, ne sont encore rien d'autre que des mots couchés sur le papier, et le resteront si nous continuons à produire de la nourriture de manière indépendante. Mais si nous lâchons la production d'aliments et permettons qu'elle soit contrôlée par les transnationales, ces lois vont devenir réalité. Le combat va être rude, mais il ne faut pas oublier que l'attaque l'est aussi, féroce et implacable, car la capacité des peuples paysans et indiens du monde aujourd'hui de continuer à produire de la nourriture est considérable. Si la nourriture que produisent ces peuples était quelque chose de marginal, il n'y aurait pas besoin de ces lois, on les laisserait mourir. L'intensité de l'attaque est en relation avec l'importance de ce que les communautés indiennes et paysannes préservent encore entre leurs mains. C'est pour cela qu'aujourd'hui plus que jamais il est important de préserver les semences de production personnelle ainsi que tous les systèmes collectifs qui permettent à ces semences de rester en vie et de continuer leur chemin.

2. Dans le règlement, comme l'avait prédit Camila Montecinos, on trouve un chapitre entier sur l'inspection, la surveillance et les sanctions, y compris la destruction ou la confiscation des « instruments, semences ou produits qui ont à voir directement avec la perpétration de l'infraction », voir Section XI, articles 105-120 du Règlement mentionné ci-dessus.



La lutte contre la contamination par les OGM dans le monde

99

Dès la première introduction des OGM au milieu des années 1990, des groupes d'agriculteurs et des ONG avaient mis en garde contre les risques de contamination des autres cultures. Et c'est ce qui s'est passé, exactement de la façon prédite. Nous nous intéressons dans cet article à la façon dont les communautés des différentes parties du monde qui ont été confrontées à une contamination ont élaboré des stratégies pour la combattre. 27/01/09

Lorsqu'on plante des cultures génétiquement modifiées (GM), elles contaminent les autres cultures avec leur matériel transgénique. Dans les endroits où des OGM sont cultivés à grande échelle, il est déjà devenu pratiquement impossible de trouver des cultures des mêmes espèces qui ne contiennent pas de matériel GM. Et la contamination s'étend même à des zones dans lesquelles les cultures GM ne sont pas officiellement autorisées¹. Le registre de contamination par les OGM, géré par GeneWatch UK et Greenpeace International, a documenté plus de 216 cas de contamination par les OGM dans 57 pays au cours des 10 dernières années, dont 39 cas en 2007².

Monsanto et les autres entreprises de biotechnologies ont toujours su que leurs cultures GM contamineraient les autres cultures. En fait, cela faisait partie de leur stratégie pour obliger le monde à accepter les OGM. Mais, dans le monde entier, des gens refusent de se soumettre et d'accepter que la modification génétique soit une réalité incontournable ; au contraire, ils se battent, même dans des endroits touchés par la contamination.

1. Voir l'interview vidéo réalisé par GRAIN avec Meriem Louanchi en novembre 2008 sur la situation concernant la contamination par les OGM en Algérie, grain.org/videos/?id=195

2. GM Contamination Register Annual Report, 2008, <http://tinyurl.com/79osjp>

En fait, certaines communautés qui ont subi une contamination développent actuellement des formes sophistiquées de résistance aux cultures GM. Elles commencent généralement par des stratégies à court terme pour décontaminer leurs semences locales mais, à plus long terme, elles cherchent souvent à renforcer leurs systèmes alimentaires et agricoles.

Nous avons examiné les expériences de communautés dans différentes parties du monde dans leur façon de gérer la contamination par les OGM pour voir les enseignements qu'elles peuvent offrir à ceux qui sont confrontés à des situations similaires. Chaque situation est unique et donne naissance à des processus différents. Ils ont en commun l'importance centrale de l'action collective, celle des communautés travaillant sur le terrain pour identifier leurs propres solutions, indépendamment des tribunaux ou des gouvernements qui, sans pression sociale forte, ont tendance à se ranger du côté des industriels.

L'expérience des communautés au Mexique

Pour les populations autochtones du Mexique et du Guatemala, le maïs est la base de la vie. Dans le récit de la création des Mayas, le maïs était le seul matériau dans lequel les dieux ont pu insuffler la vie et ils l'ont utilisé pour fabriquer la chair des quatre premiers êtres humains sur la terre. Pour d'autres peuples du Mexique, le maïs est lui-même un dieu. Cette plante a constitué la base de l'alimentation des Mexicains pendant des siècles et des milliers de variétés offrent une étonnante gamme d'éléments nutritifs, d'arômes, de consistances, de recettes et d'utilisations médicinales.

En janvier 2002, des chercheurs de l'Université de Californie à Berkeley ont annoncé leur découverte : des variétés locales de maïs des hauts plateaux de l'État d'Oaxaca avaient été contaminées. D'autres communautés de petits agriculteurs ont procédé à des tests sur leurs propres cultures et ont été choqués de découvrir qu'elles aussi avaient été contaminées. Pour ces gens, c'était un coup terrible infligé à leur culture. Ils ne pouvaient rester sans rien faire : il fallait agir.

Au début, cependant, ils ne savaient pas quoi faire. Les OGM étaient nouveaux pour eux. Ils ont commencé par réunir les communautés environnantes qui avaient aussi pu subir une contamination, ainsi que les ONG qui étaient proches d'eux. Des ateliers ont eu lieu et des personnes ont été mandatées par leurs assemblées locales pour débattre au nom de leurs communautés. La stratégie a donc été collective dès le début. C'est le premier point à relever à propos de l'expérience mexicaine.

Un point d'accord fondamental a été rapidement trouvé sur le fait que la contamination par les OGM devait être considérée comme faisant partie d'une guerre. Ce n'était pas un accident ou un problème isolé, mais cela s'intégrait dans une guerre menée contre les agriculteurs et les populations indigènes, selon leurs termes, une guerre contre le peuple du maïs. Ils devaient apporter une réponse en conséquence, en ne défendant pas seulement leurs semences, mais aussi leurs moyens d'existence, leurs cultures, leur manière de vivre dans sa globalité.

Dans un premier temps, néanmoins, il y avait peu d'idées concrètes sur la façon de décontaminer leur maïs et d'empêcher la poursuite de la contamination. Certains se sont inquiétés du fait que les communautés n'avaient peut-être pas les capacités techniques de s'occuper d'un problème aussi complexe. Mais ces communautés et les ONG travaillant avec elles avaient une solide expérience de la façon de trouver des solutions de terrain aux problèmes qui les touchaient et par conséquent, plutôt que de chercher des experts extérieurs, elles ont retourné la question dans tous les sens, sans se concentrer sur un maïs GM qu'elles ne connaissaient pas, mais en s'intéressant à leurs propres variétés de maïs, dont elles avaient une connaissance intime.

Les agriculteurs ont commencé à partager leurs connaissances sur le maïs et sur ce dont le maïs a besoin pour être sain. Le point réellement fondamental était de préserver l'existence de leur maïs, et ils devaient donc le semer et le manger. Dans de nombreuses communautés, le maïs traditionnel était en train de disparaître parce que les gens le semaient moins. La première mesure pour défendre leur maïs a donc consisté à en planter davantage. Les gens considéraient, en réponse aux OGM, que les semences étaient dangereuses quand leur histoire n'était pas connue. Il a donc été décidé que des semences ne seraient semées que si leur histoire était connue, ou quand elles provenaient d'une origine qu'ils connaissaient bien.

Au fur et à mesure que les communautés mettaient ces principes en pratique, elles ont commencé à accorder plus d'attention aux cultures dans leurs champs, et ont commencé à prendre conscience de toutes sortes de malformations graves. Elles ont testé les plants déformés et ont trouvé un taux élevé de contamination. Elles ont donc commencé à rechercher ces plants et à les arracher.

Elles savaient également que le maïs est allogame. Aussi, pour éviter une contamination par les OGM, il leur faudrait empêcher le croisement du maïs GM avec leur maïs. Elles ont commencé à mettre en place des techniques simples, comme planter des arbres autour de leurs champs. Quelques-unes des techniques élaborées pourraient être appliquées partout, alors que d'autres étaient spécifiques à certaines communautés. Mais le plus important, c'était qu'elles mettaient sur pied un système pour éviter la contamination.

Il y a eu beaucoup de débats sur ce qui devait être fait des plantes contaminées. Un sentiment fort et dominant était que

POUR LES POPULATIONS
AUTOCHTONES DU MEXIQUE
ET DU GUATEMALA, LE MAÏS
EST LA BASE DE LA VIE. DANS
LE RÉCIT DE LA CRÉATION
DES MAYAS, LE MAÏS ÉTAIT LE
SEUL MATÉRIAU DANS LEQUEL
LES DIEUX ONT PU INSUFFLER
LA VIE ET ILS L'ONT UTILISÉ
POUR FABRIQUER LA CHAIR
DES QUATRE PREMIERS ÊTRES
HUMAINS SUR LA TERRE.

si une variété très ancienne était dans votre famille depuis des générations et devenait soudainement contaminée, ce maïs ne pouvait tout simplement pas être détruit. Le maïs contaminé est malade et doit être soigné, pas tué : cela peut prendre un an ou un siècle, mais il faut le faire parce que ce maïs fait partie de votre communauté depuis des générations.

Les communautés paysannes du Mexique ont probablement développé les stratégies les plus approfondies de toutes les communautés confrontées à la contamination par les OGM partout dans le monde. De nombreuses leçons peuvent être tirées de leur lutte, les principales étant peut-être celles-ci :

1. La nécessité d'envisager la contamination par les OGM dans le cadre d'une attaque plus globale contre les agriculteurs et les communautés locales. Lorsque vous défendez vos cultures, vous défendez aussi votre terre et votre eau, et il faut pour cela des communautés fortes, des procédures fortes de prise de décision collective et de solides réseaux associés à d'autres groupes au niveau national et même au niveau international. Une telle approche élargie permet à plus de gens de participer à la lutte. Même si tout le monde ne peut s'occuper des semences, chacun peut agir à son niveau.

2. L'importance de ne pas être contraint par des délais. Pour les communautés mexicaines, la contamination par les OGM fait partie d'une guerre permanente menée contre elles, et leur approche doit être à long terme et capable d'être permanente. Leur décision est de défendre leur maïs, quel que soit le temps que cela prendra. Pour elles, quand des dates limites sont introduites, les gens se retrouvent face à quelque chose qui est au-dessus de leurs moyens et généralement on ne peut pas faire grand-chose à court terme. Ce qui amène à faire des concessions. C'est ce que les communautés mexicaines refusent de faire.

3. L'importance d'envisager un problème à partir de la perspective propre à chacun. Les communautés du Mexique ont passé beaucoup de temps dans les premiers ateliers à débattre de spiritualité et de leurs approches des divinités et de la création. Elles ont discuté des rituels qui pourraient protéger le maïs. Les intervenants extérieurs qui ont été invités à participer ont eu beaucoup de mal à expliquer les aspects techniques du génie génétique parce que le concept apparaissait vraiment absurde. Mais, à la fin, les communautés sont arrivées à une compréhension de base du génie génétique sous forme d'une méthode de prise de contrôle de leurs moyens de subsistance agricoles et cette compréhension de base a été beaucoup plus importante que l'information technique.

4. La nécessité que les communautés maîtrisent le processus. Au Mexique, les communautés ont pu conserver la maîtrise des processus parce qu'il s'agissait de leurs propres processus depuis le tout début. Lorsqu'elles ont pris en main les tests initiaux, elles ont gardé les résultats pour elles-mêmes pendant longtemps parce qu'elles voulaient discuter d'abord entre elles des mesures à prendre. Et le fait que les décisions étaient prises collectivement, par beaucoup de gens, a permis d'éviter que d'importantes erreurs soient commises. Des

erreurs seront commises dans tous les cas mais, quand beaucoup de gens participent, il y a beaucoup moins de risques d'erreurs fondamentales. Quand la contamination a été découverte par des chercheurs universitaires, les processus suivis ont été totalement différents.

5. La nécessité de privilégier les luttes sociales par rapport aux luttes juridiques. Au sein des communautés mexicaines, il y a eu beaucoup de discussions sur les lois sur la biosécurité, les lois sur les semences et les autres lois concernées. Au cours d'un récent atelier consacré aux questions juridiques, un tableau chronologique de toutes les différentes lois promulguées par le gouvernement mexicain au cours des 15-20 dernières années a été présenté. À partir de ce tableau, les communautés sont arrivées à la conclusion très claire que la piste juridique n'était pas importante pour leur lutte. On peut perdre une action juridique, mais si la pression sociale est suffisante, on peut gagner d'autres manières. Pour eux, les options juridiques ne sont efficaces que lorsqu'il y a une pression sociale suffisante exercée sur les autorités. La tactique juridique n'est donc pas rejetée, mais elle n'est pas centrale.

Une invasion d'OGM illégaux dans les fermes thaïlandaises

C'est en Thaïlande, en 1999, qu'une contamination par des OGM a été signalée pour la première fois, après la découverte, issue de travaux de recherche sur le terrain menés par Biothai et le Réseau agricole alternatif (AAN), de la contamination d'échantillons de coton par du coton Bt, une variété de coton génétiquement modifié produite par Monsanto. En 2004, des tests effectués par Greenpeace ont révélé qu'une plantation d'un agriculteur local, dans la province de Khon Kaen, était contaminée par de la papaye GM. Cet agriculteur figurait parmi les 2 600 qui avaient acheté des plants de papayes auprès d'une station de recherche du Département de l'agriculture où l'on procédait à des essais en champ sur une papaye GM. Au début, le gouvernement a nié l'existence de cultures OGM en Thaïlande, mais la contamination était si étendue qu'elle avait atteint une autre province, Ubol Ratchatani, où au moins 90 exploitations avaient aussi reçu des plants de papaye. Plus récemment, en 2007, la Faculté des sciences de l'Université de Chulalongkorn et Biothai ont trouvé des traces d'OGM dans des échantillons testés de maïs, de soja et de coton en provenance de différentes provinces du pays.

Les Thaïlandais pensent qu'une double approche est nécessaire pour résoudre cette situation. D'un côté, il faut mettre la pression sur le gouvernement pour mettre en œuvre des politiques qui préservent le pays d'une contamination par les OGM. Le Groupe de travail thaïlandais contre les OGM, coordonné par Biothai, a organisé de nombreuses activités pour maintenir en vigueur le moratoire national sur les OGM. Il a envoyé des lettres-pétitions, organisé des manifestations devant des bureaux gouvernementaux et poussé à un dialogue avec des responsables de haut niveau, notamment avec le Vice-premier ministre et les secrétaires à la Santé et à l'Agriculture. Ces efforts ont eu un impact : le 25 décembre 2007, le gouvernement thaïlandais a annoncé ses réglementations sur les

OGM qui comprennent, entre autres, des auditions publiques obligatoires avant les essais en champ, et une recommandation préconisant d'obtenir l'accord des habitants de la zone d'essai ainsi que celui des ONG indépendantes et des milieux universitaires. Du point de vue de Biothai, qui mène actuellement une campagne pour élaborer une « Loi populaire sur la biosécurité », c'est une victoire importante.

D'autre part, les Thaïlandais travaillent actuellement à renforcer les capacités locales pour développer des systèmes visant à détecter la contamination et réagir à ses impacts. La fondation Khao Kwan (KKF), l'une des organisations fondatrices de l'AAN, part de la mobilisation des connaissances des agriculteurs pour identifier les semences contaminées et pour les contrôler ou les éliminer. La KKF organise des formations et des ateliers sur l'amélioration génétique et la sélection des semences qui répondent indirectement à la contamination.

La KKF pense que les agriculteurs sont capables de remarquer quelque chose d'anormal dans leurs cultures du fait de leurs connaissances approfondies des semences et de leurs compétences pour la sélection. Qu'il s'agisse de la couleur, de la dureté ou de l'odeur, chaque variété a des particularités que les agriculteurs qui travaillent sur les semences connaissent en détail. Toute altération sera ainsi facilement détectée, même avant le début de la floraison de la plante.

« C'est le principe de l'adaptabilité locale », estime Daycha Siripatra, fondateur de la KKF. « Nous avons amené nos semences à reconnaître leur environnement et à utiliser cet environnement pour exprimer leur potentiel. Une semence étrangère, comme un OGM, ne va pas automatiquement prospérer dans notre région et, même si elle pousse, les agriculteurs pourront la remarquer immédiatement, simplement à partir de son aspect extérieur. »

Les agriculteurs philippins ripostent à la contamination

En 2002, les Philippines ont eu l'honneur et le déshonneur d'être le premier pays d'Asie à autoriser la commercialisation des OGM en approuvant la dissémination du maïs Bt de Monsanto alors que des manifestations d'opposition étaient organisées dans tout le pays. Depuis, une contamination génétique a été signalée dans les zones de culture du maïs de l'ensemble du pays.

Dans la province nord-ouest d'Isabela, une variété locale de maïs glutineux blanc que les agriculteurs cultivent pour leur alimentation, aurait été contaminée par du maïs GM. Aucun test génétique n'a été effectué, mais les agriculteurs identifient la contamination par les grains jaunes qui apparaissent dans ce maïs normalement blanc. À Bayambang, dans le Pangasinan, les agriculteurs sèment généralement le maïs après le riz. Mais ils se plaignent maintenant d'avoir perdu pratiquement toutes les variétés de maïs traditionnelles dans la province en raison de la contamination par le maïs hybride et GM. Ils craignent également pour leur santé, après des incidents à l'occasion desquels des enfants ont été emmenés à l'hôpital du fait de vomissements incessants après avoir accidentellement mangé du maïs GM. Il a également été signalé que la vache d'un agriculteur est tombée malade et est finalement morte après avoir été alimentée avec du maïs Bt.

Dans le Bukidnon, dans le sud des Philippines, certaines

communautés réagissent à la contamination en séparant les grains jaunes à bas prix des grains blancs à prix plus élevés avant de les vendre sur le marché. Dans le Capiz, une autre importante province productrice de maïs dans les Philippines centrales, des agriculteurs disent que la presque totalité des surfaces agricoles de la province cultivées en maïs est contaminée par le maïs GM et qu'ils ne peuvent plus trouver de variétés traditionnelles pour leurs cultures.

Le MASIPAG est un réseau national d'agriculteurs doté d'un programme sur le maïs qui collecte et améliore les variétés traditionnelles dans l'ensemble du pays. Récemment, la ferme conservatoire du groupe de San Dionisio, dans l'Iloilo (non loin du Capiz), a été contaminée. Il s'agit d'une importante région productrice de maïs hybride et, environ trois ans plus tôt, la culture massive du maïs GM a commencé par le biais d'un dispositif de culture contractuelle géré par les élites locales.

Au moins trois des variétés indigènes utilisées pour la sélection par les agriculteurs dans la ferme conservatoire ont été immédiatement contaminées par le maïs GM. Au moment de la récolte, on a observé qu'il y avait des grains jaunes mélangés avec des épis de maïs de pilit-puti et de mimis, des variétés traditionnelles utilisées par les agriculteurs pour leur alimentation. La zone cultivée en maïs dans la ferme conservatoire n'était distante que de 50 à 100 mètres des exploitations de maïs les plus proches. Des bambous plantés le long d'un ruisseau servent de barrière naturelle, mais comme les champs voisins sont en pente, le réseau MASIPAG pense que du pollen provenant du maïs GM a néanmoins pu être emporté par le vent jusqu'à ces champs.

Les chercheurs de cette ferme ont indiqué qu'au cours de la première année qui a suivi l'introduction du maïs GM, ils avaient trouvé de 7 à 12 grains jaunes dans chaque épi de maïs. L'année suivante, aucun maïs n'a été semé. Cette année une petite partie de la ferme, adjacente à une autre exploitation cultivée en maïs GM, a été à nouveau semée en maïs blanc. Sur les 50 grains dénombrés dans un épi moyen, seulement 18 étaient blancs et les 32 autres étaient jaunes. Le MASIPAG a essayé d'expliquer la situation aux agriculteurs voisins, mais ceux-ci sont confrontés à des problèmes d'endettement liés au système de culture contractuelle et ils ne peuvent cesser de cultiver du maïs GM.

En 2008, le MASIPAG a organisé une réunion nationale d'évaluation sur le maïs qui a réuni des agriculteurs de tout le pays. Ils ont convenu qu'il semblait impossible de stopper la contamination et que, même si de nombreux aspects n'étaient pas encore connus, il était crucial de gérer la situation après contamination. Ils croient qu'une série d'approches est nécessaire pour préserver leurs semences. Une des propositions consiste à élaborer des indicateurs visuels pour détecter la contamination. Les indicateurs identifiés au départ sont notamment les anomalies de couleur, de taille et d'aspect des épis de maïs et les difformités dans la formation des feuilles.

Une autre idée est d'assurer un suivi collectif au niveau des communautés. Chaque agriculteur pourrait aider à déterminer qui sème du maïs GM et où. La carte serait communiquée à la communauté et permettrait aux agriculteurs de programmer leur plantation de façon à éviter la contamination. Les agriculteurs pensent qu'une isolation temporaire peut potentiellement réduire, sinon totalement éviter, une contamination par pollinisation croisée. Ils considèrent aussi que des liens plus forts entre les producteurs de maïs (et un partage des sources

EN 2002, LES PHILIPPINES ONT EU L'HONNEUR ET LE DÉSHONNEUR D'ÊTRE LE PREMIER PAYS D'ASIE À AUTORISER LA COMMERCIALISATION DES OGM EN APPROUVANT LA DISSÉMINATION DU MAÏS Bt DE MONSANTO ALORS QUE DES MANIFESTATIONS D'OPPOSITION ÉTAIENT ORGANISÉES DANS TOUT LE PAYS. DEPUIS, UNE CONTAMINATION GÉNÉTIQUE A ÉTÉ SIGNALÉE DANS LES ZONES DE CULTURE DU MAÏS DE L'ENSEMBLE DU PAYS.

de semences non contaminées) de différentes provinces aideront grandement à réduire les impacts de la contamination.

Au niveau gouvernemental, toutefois, l'offensive en faveur des OGM se poursuit. Lors de la « Semaine nationale des biotechnologies 2008 », deux ministres ont souligné la nécessité d'exploiter les biotechnologies « pour donner une impulsion à la production alimentaire du pays, développer des médicaments meilleur marché mais efficaces et moderniser la production des produits de base en utilisant des cultures à rendement plus élevé et offrant un meilleur contenu nutritionnel. » Le secrétaire à l'Environnement, Lito Atienza, a été jusqu'à exprimer sa confiance dans les « avantages incommensurables » de l'utilisation des biotechnologies pour protéger l'environnement et résoudre les problèmes d'insuffisance alimentaire.

Pourtant, une semaine auparavant seulement, RESIST (un réseau national d'agriculteurs, d'ONG et d'universitaires) a tenu un forum pour présenter et discuter les premiers résultats de ses études de cas sur l'expérience des agriculteurs vis-à-vis des maïs Bt et Round-up Ready dans trois provinces des principales régions agricoles du pays. Les résultats initiaux font apparaître une tendance préoccupante : le rendement et les revenus pour ces deux variétés de maïs ne se sont pas améliorés significativement (dans la plupart des cas il s'est passé la même chose qu'avec les hybrides ordinaires), mais en même temps, on a observé une augmentation récurrente de l'incidence des ravageurs, de l'utilisation des produits chimiques et de l'endettement. On a également rapporté une perte de diversité génétique due à la contamination du fait d'une plantation inconsidérée de ces maïs GM, parfois avec des subventions du programme gouvernemental pour le maïs.

104

Contamination des prairies canadiennes³

La province du Saskatchewan, dans l'Ouest du Canada, est l'une des principales régions du pays pour la production de blé et de canola (variété de colza), qui sont les plus importantes cultures d'exportation du Canada. Comparée aux autres pro-

vinces, elle accueille aussi un grand nombre d'agriculteurs biologiques, dont beaucoup produisent des céréales et de la canola pour les marchés d'exportation. Mais l'introduction à grande échelle des cultures GM menace leur capacité même à cultiver des produits certifiés biologiques.

Peu après l'introduction de la canola GM par Monsanto dans la province en 1996, des agriculteurs biologiques ont commencé à voir leurs produits rejetés par des acheteurs de produits biologiques parce que des tests montraient une contamination par des OGM. Aujourd'hui, avec un approvisionnement en semences conventionnelles complètement contaminé par les OGM, il est quasiment impossible de cultiver de la canola certifiée biologique dans la province. Ceci a représenté une lourde perte pour les agriculteurs biologiques, pour lesquels la canola représente une culture importante dans la rotation des cultures. Toutefois, l'importance de la canola est négligeable en comparaison de celle du blé, qui est cultivé par presque tous les agriculteurs biologiques de la province. Aussi, quand en 2001 Monsanto est venu déposer une demande d'introduction d'un blé GM, les agriculteurs biologiques du Saskatchewan ont décidé de s'y opposer. Ils ont prévenu que la contamination qui résulterait certainement de la dissémination du blé GM allait faire disparaître l'agriculture biologique dans la province.

Au Canada, il n'existe aucune réglementation qui oblige les entreprises qui profitent des semences GM à rendre compte des dommages causés à autrui par leur introduction. La seule voie possible est de demander des dommages et intérêts devant les tribunaux. En 2001, le SOD (Saskatchewan Organic Directorate), le groupe de coordination des agriculteurs biologiques du Saskatchewan, a décidé d'engager une action en référé contre l'introduction du blé GM et pour obtenir indemnisation pour les pertes occasionnées par l'introduction de la canola GM. Début 2002, le SOD a officiellement lancé un recours collectif en justice (*class action*) contre Monsanto et Bayer. Une « class action » est une action juridique engagée par un groupe de gens, dans le cas présent tous les producteurs de céréales biologiques certifiés au Saskatchewan, contre une entité comme une entreprise. Cette action est censée faciliter l'accès à la justice pour les gens ordinaires et de leur offrir la possibilité d'être entendus par un tribunal, même s'ils ne disposent pas des moyens d'une grande entreprise. Elle permet aux gens de mutualiser leurs ressources mais aussi de réduire les risques parce que, si on perd un recours collectif, on ne paie pas les

3. La partie sur le Canada est basée sur une interview réalisée par GRAIN avec Cathy Holtslander en novembre 2008. Cet interview vidéo peut être visionné sur le site web de GRAIN, grain.org/videos/?id=195

coûts du procès, ni les frais de justice de la partie adverse, qui peuvent s'élever à plusieurs millions de dollars.

Pendant que sa plainte était examinée par les tribunaux, le SOD agissait également avec une large coalition de groupes aux niveaux local et national pour lutter contre l'introduction du blé GM. Ensemble, ils ont pu exercer une pression importante du public, au point que, en mai 2004, Monsanto a retiré sa demande. Le SOD a renoncé à ce moment-là à l'action en référé de son recours collectif contre le blé GM, mais il a continué à demander une indemnisation pour la contamination provoquée par la canola GM.

Au Saskatchewan, un recours collectif en justice doit d'abord passer une audition pour déterminer sa légitimité, avant de pouvoir aller devant les tribunaux. Dans le cas du SOD, le juge a décidé à l'audition que le recours collectif n'était pas valable. Le SOD a ensuite fait appel de ce jugement, à la fois au niveau provincial et devant la Cour suprême du Canada, mais les deux appels ont été rejetés. La seule option juridique restante était de porter plainte par le biais d'une action individuelle, mais il a semblé que les risques étaient trop élevés et que les chances de victoire étaient trop faibles, étant donné ce qui s'était passé avec le recours collectif.

« Nous n'avons pas l'impression d'avoir complètement perdu » estime la directrice du SOD, Cathy Holtslander. « Nous avons fait beaucoup de bon travail pendant la période où l'action juridique était en cours. L'incertitude que notre affaire a créée dans le secteur industriel a peut-être amené des sociétés d'OGM à ne pas présenter de nouvelles demandes d'introduction. Les gens ont beaucoup appris sur la question de la contamination et sur la question de la responsabilité. Dans la situation actuelle, personne n'est responsable et ce sont les maillons les plus faibles de la chaîne – les agriculteurs – qui supportent les coûts. »

Actuellement, les industriels font campagne pour l'introduction d'une luzerne GM, une autre culture essentielle pour l'agriculture biologique au Saskatchewan, et le blé GM est revenu sur la scène avec l'essor des biocarburants. Le SOD et ses alliés se préparent à un autre round de la lutte.

A

**ALIMENTATION
ET CRISE CLIMATIQUE**



Alimentation et changement climatique : le lien oublié

L'alimentation est l'un des facteurs clés du changement climatique. La manière dont nous produisons notre nourriture et les étapes traversées avant d'arriver sur notre table sont responsables de près de la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'origine humaine. Les engrais chimiques, l'équipement lourd et les autres technologies agricoles dépendant du pétrole y contribuent largement. Mais l'impact de l'industrie alimentaire dans son ensemble est encore plus important : elle détruit les forêts et les savanes pour produire de l'alimentation animale, elle génère des déchets dangereux pour le climat à travers des excès d'emballage, de transformation, de réfrigération et de transport de la nourriture sur de longues distances, laissant malgré tout des millions d'affamés au passage.

Un nouveau système alimentaire pourrait être un élément essentiel des solutions au changement climatique. Partout dans le monde, des gens sont engagés dans des luttes pour défendre ou créer de nouveaux modèles de production ou de partage de la nourriture qui soient plus sains pour leur communauté et pour la planète. Si nous nous efforçons de restructurer l'agriculture et le système alimentaire global, en les articulant autour de la souveraineté alimentaire, de l'agriculture familiale, de l'agroécologie et des marchés locaux, nous pouvons réduire de moitié les émissions mondiales en quelques décennies. Nul besoin de marchés du carbone ou de remèdes technologiques. Ce dont nous avons besoin, c'est de politiques et de programmes adéquats qui permettent de laisser tomber le système alimentaire industriel actuel et de créer à sa place un système durable, équitable et véritablement productif. 28/09/11



Le changement climatique menace la sécurité alimentaire des communautés comme celle de Dunche, dans le district népalais de Rasuwa. Ici, des femmes Tamang pilent le blé et le passent au tamis.

(Photo : Minority Rights Group / Jared)

Alimentation et climat : comment assembler les morceaux du puzzle

La plupart des études considèrent que la part des émissions agricoles, c'est-à-dire les émissions produites sur le terrain, se situe entre 11 et 15 % du total des émissions¹. Toutefois, ce que l'on ne dit pas assez souvent, c'est que la plupart de ces émissions proviennent des pratiques de l'agriculture industrielle, fondées sur l'usage des engrais chimiques (azotés) et d'équipement lourd mar-

chant au pétrole, et des élevages industriels concentrés qui rejettent d'énormes quantités de méthane.

En outre, les chiffres concernant la contribution de l'agriculture omettent souvent de prendre en compte le rôle de cette dernière dans le changement d'affectation des terres et la déforestation, qui sont responsables de près d'un cinquième de toutes les émissions de GES.² Partout l'agriculture envahit les savanes, les zones humides, les *cerrados* (savanes arborées) et les forêts, et laboure ainsi de vastes quantités de terres. L'expansion de la frontière agricole est le principal facteur de la déforestation ; elle représente entre 70 et 90 % de la déforestation dans le monde³. En d'autres termes, entre 15 et 18 % du total des émissions de GES sont provoqués par le changement d'affectation des terres et la déforestation causés par l'agriculture. Là encore, le système alimentaire mondial et le modèle de l'agriculture industrielle sont les principaux coupables. La première cause de cette déforestation est l'expansion des plantations industrielles de matières premières agricoles comme le soja, la canne à sucre, l'huile de palme, le maïs et le colza. Depuis 1990, la surface plantée avec ces cinq produits agricoles a augmenté de 38 %⁴, tandis que les surfaces plantées en denrées de base comme le riz et le blé diminuaient.

Les émissions provenant de l'agriculture ne sont qu'une partie de la contribution de l'ensemble du système alimentaire au changement climatique. Ce qui se passe entre le moment où la nourriture quitte la ferme et celui où elle arrive sur notre table est tout aussi important.

L'alimentation est le plus grand

1. Le GIEC parle de 10-12 %, l'OCDE de 14 % et le WRI (World Resources Institute) de 14,9 %. Voir :

—IPCC, *Climate Change 2007 : Mitigation of Climate Change*, Chapitre 8 : Agriculture, <http://tinyurl.com/ms4mzb>. Un rapport moins complet est disponible en français sur http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/syr/ar4_syr_fr.pdf

—Wilfrid Legg et Hsin Huang, Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE, « Le changement climatique et l'agriculture », http://www.observeurocde.org/news/fullstory.php/aid/2691/Le_changement_climatique_et_l_92agriculture.html

—WRI, « World GHG Emissions Flow Chart », <http://tinyurl.com/2fmebe>

2. Voir WRI, « World GHG Emissions Flow Chart », <http://tinyurl.com/2fmebe> et GIEC, 2004 ; et « Bilan 2001 des changements climatiques » (Groupe de travail II), http://www.grida.no/climate/ipcc_tar/vol4/french/pdf/wg2sum.pdf

3. Voir FAO, « Advisory Committee on Paper and Wood Products – Forty ninth Session » Bakubung, South Africa, 10 juin 2008 ; et M. Kanninen *et al.*, « Do trees grow on Money? » *Forest Perspective* 4, CIFOR, Jakarta, 2007.

4. Voir : GRAIN, « L'agrobusiness dans le monde : deux décennies de pillage », *Seedling*, juillet 2010, <http://www.grain.org/fr/article/entries/4059-l-agrobusiness-dans-le-monde-deux-decennies-de-pillage>

15-18 % DU TOTAL DES ÉMISSIONS DE GES SONT PROVOQUÉS PAR LE CHANGEMENT D'AFFECTATION DES TERRES ET PAR LA DÉFORESTATION CAUSÉS PAR L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE.



Cultures sur des pentes raides de montagnes déboisées aux Philippines.
(Photo : Trees for the future)

secteur économique du monde : c'est de loin le secteur qui réalise le plus grand nombre de transactions et emploie le plus de personnes. De nos jours, l'alimentation est préparée et distribuée à raison d'énormes opérations de transformation, d'emballage et de transport, toutes responsables d'émissions de GES, même si les données concernant ces émissions restent difficiles à trouver. Des études limitées à l'Union européenne (UE) ont conclu que le transport de l'alimentation industrielle correspond environ à un quart de tous les transports⁵. Les chiffres dispersés qu'on peut trouver sur les transports dans d'autres pays, comme le Kenya et le Zimbabwe, indiquent que ce pourcentage est encore plus élevé dans les pays non industrialisés, où « la production alimentaire et la distribution représentent entre 60 et 80 % du total de l'énergie (humaine, animale et carburant) utilisée. »⁶ Étant donné que le transport représente 25 % de toutes les émissions de GES, nous pouvons, d'après les données de l'UE, estimer sans exagérer que le transport de l'alimentation compte pour au moins 6 % des émissions totales de GES. Pour ce qui est de la transformation et de l'emballage, les données disponibles cette fois encore viennent de l'UE, où des études montrent que transformation et emballage représentent entre 10 et 11 % des émissions de GES⁷, tandis que la réfrigération des aliments correspond à 3-4 %⁸ du total des émissions et la distribution à 2 % de plus⁹.

5. Voir Eurostat, « From farm to fork - a statistical journey along the EU's food chain », N° 27, 2011, <http://tinyurl.com/656tchm> (français) et <http://tinyurl.com/6kgjsc3> (en anglais).

6. Stephen Karekezi et Michael Lazarus, *Future energy requirements for Africa's agriculture*, Chapitres 2, 3, et 4, FAO, <http://www.fao.org/docrep/V9766E/v9766e00.htm#Contents>

7. Pour l'UE, voir Viktoria Bolla, Velina Pendolvska, « Driving forces behind EU-27 greenhouse gas emissions over the decade 1999-2008 », *Statistics in focus*, N° 10, 2011, <http://tinyurl.com/6bhesog>

8. Tara Garnett et Tim Jackson, « Frost Bitten : an exploration of refrigeration dependence in the UK food chain and its implications for climate policy », *Food Climate Research Network, Centre for Environmental Strategy, University of Surrey*, www.fcrn.org.uk/fcrnPublications/PDFs/Frostbitten%20paper.pdf

9. S.A. Tassou, Y. Ge, A. Hadaway, D. Marriott. « Energy consumption and conservation in food retailing », *Applied Thermal Engineering* N° 31, 2011, pp. 147-156 ; Kumar Venkat, « The Climate Change Impact of US Food Waste CleanMetrics Technical Brief », *CleanMetrics Corp.*, www.cleanmetrics.com/pages/ClimateChangeImpactofUSFoodWaste.pdf; et Ioannis Bakas, « Food and Greenhouse Gas (GHG) Emissions », *Copenhagen Resource Institute (CRI)*, www.scp-knowledge.eu/sites/default/files/KU_Food_GHG_emissions.pdf

En restant prudents avec les chiffres de l'UE et en extrapolant à partir des rares chiffres disponibles pour d'autres pays, nous pouvons estimer qu'au moins 5 à 6 % des émissions sont dues au transport des aliments, entre 8 et 10 % à la transformation et à l'emballage, environ 1 à 2 % à la réfrigération et 1 à 2 % à la distribution. Ce qui nous donne une contribution totale pour ces activités de 15 à 20 % des émissions mondiales.

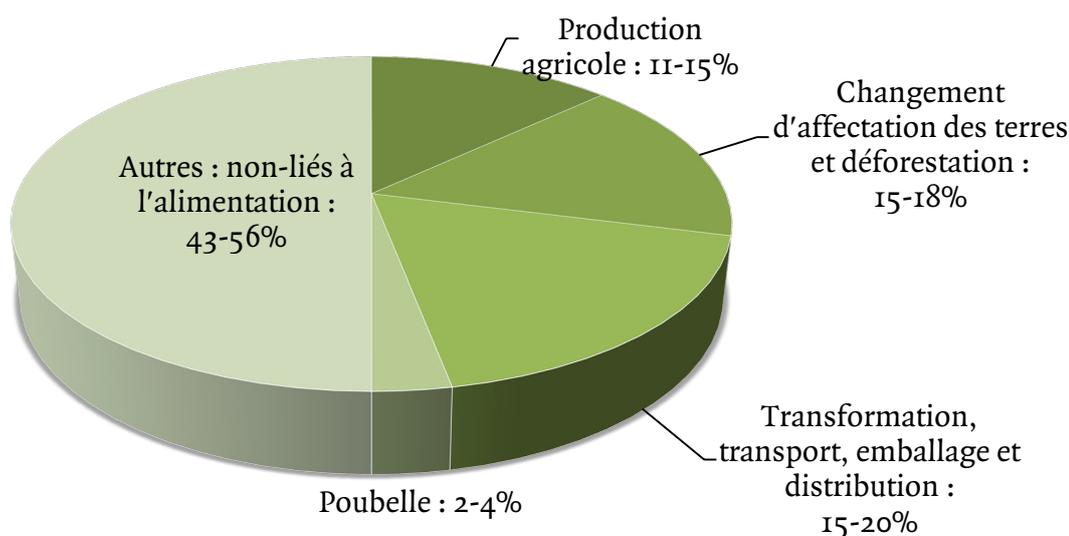
Tout ce qui est produit par le système alimentaire n'est pas consommé. Dans son trajet entre les fermes et les commerçants, les transformateurs, les magasins et les supermarchés, le système alimentaire industriel jette en effet en cours de route jusqu'à la moitié de toute la nourriture produite. Ceci suffirait à nourrir six fois le nombre actuel des affamés¹⁰. Une grande partie de ce qui est ainsi gaspillé pourrit sur des tas d'ordures et dans des sites d'enfouissement, produisant des quantités substantielles de gaz à effet de serre. Plusieurs études indiquent qu'entre 3,5 et 4,5 % du total des émissions de GES sont causés par les déchets et que 90 % de ces déchets sont issus de matériaux provenant de l'agriculture et de leur transformation¹¹. Cela signifie que la décomposition des déchets organiques alimentaires et agricoles est à l'origine de 3 à 4 % de toutes les émissions de GES.

Si l'on additionne tous les chiffres ci-dessus, que l'on tient compte de toutes les données disponibles, on peut difficilement nier que le système alimentaire mondial actuel, propulsé

10. Tristram Stuart, *Waste : Uncovering the Global Food Scandal*, Penguin, 2009, <http://tinyurl.com/m3dxc9>. en français : <http://www.frc.ch/pages.php?id=715>

11. Jean Bogner, et. al. « Mitigation of global greenhouse gas emissions from waste : conclusions and strategies from the IPCC », *Fourth Assessment Report, Working Group III (Mitigation)*, <http://www.sagepub.com/content/26/1/11.short?rss=1&ssource=mfc>; et Quatrième Rapport du GIEC concernant l'atténuation des changements climatiques, <http://www.ipcc.ch/pdf/assessment-report/ar4/wg3/ar4-wg3-spm-fr.pdf>

Alimentation et changement climatique



Le système alimentaire industriel est responsable de 44 à 57 % de l'ensemble des émissions de GES.

par une industrie transnationale de plus en plus puissante, est la source de presque la moitié de toutes les émissions à gaz de serre d'origine humaine. Le pourcentage se situe en effet entre 44 % pour la fourchette basse et 57 pour la fourchette haute. Le graphique ci-dessus illustre cette conclusion.

Il faut bouleverser le système alimentaire

Il est parfaitement évident que nous ne pourrions pas sortir de la crise climatique sans transformer de toute urgence le système alimentaire mondial de fond en comble. Prenons le sol pour commencer.

La nourriture prend sa source et finit dans le sol. Elle utilise le sol pour se développer et finit par retourner au sol où elle contribue à une nouvelle production : c'est le cycle même de la vie. Mais récemment les humains ont ignoré ce cycle de vie ; nous avons exploité le sol sans rien lui rendre en échange.

L'industrialisation de l'agriculture a débuté en Europe et en Amérique du Nord et s'est répétée plus tard par l'intermédiaire de la révolution verte dans les autres régions du monde. Elle était fondée sur l'idée que la fertilité du sol pouvait être maintenue et améliorée en utilisant des engrais chimiques. L'importance de la matière organique pour le sol n'avait reçu que très peu d'attention.

De nombreux rapports scientifiques indiquent que les sols cultivés ont perdu entre 30 et 75 % de leur matière organique durant le vingtième siècle et que les sols des pâturages et des prairies en ont, de manière générale, perdu jusqu'à 50 %. Il ne fait aucun doute que ces pertes ont provoqué une sévère détérioration de la fertilité du sol et de sa productivité et contribué en même temps à l'exacerbation des sécheresses et des inondations.

Si l'on prend pour base certaines des estimations les plus prudentes fournies par la littérature scientifique, la perte globale de matière organique du sol (MOS) accumulée au cours

du siècle dernier peut être estimée entre 150 et 200 milliards de tonnes¹². Toute cette matière organique ne s'est pas retrouvée dans l'air sous forme de CO₂, car des quantités importantes ont été emportées par l'érosion et se sont déposées au fond des rivières et des océans. On peut cependant estimer qu'au moins 200 à 300 milliards de tonnes de CO₂ ont été relâchées dans l'atmosphère suite à la destruction générale de la matière organique des sols. En d'autres termes, 25 à 40 % du CO₂ actuellement en excès dans l'atmosphère provient de la destruction des sols et de leur matière organique.

Mais ces chiffres déprimants cachent une réalité encourageante : il est possible de réincorporer dans le sol le CO₂ relâché dans l'atmosphère par l'épuisement des sols. Il suffit pour ce faire de changer les pratiques agricoles. Il nous faut abandonner ces pratiques qui détruisent la matière organique et les remplacer par des pratiques qui en accroissent la quantité dans le sol.

Nous savons que c'est possible. Partout dans le monde, des agriculteurs utilisent ce genre de pratiques depuis des générations. Les recherches de GRAIN ont montré que si des politiques et des incitations adéquates étaient mises en place mondialement, la qualité de matière organique du sol pourrait être restaurée à ses niveaux pré-industriels en moins de 50 ans, ce qui est à peu près le temps qu'il a fallu à l'agriculture industrielle pour la réduire¹³. La mise en oeuvre de ces pratiques

12. Chiffres utilisés pour les calculs :

- perte moyenne de 4,5 à 6 kg de MOS/m² de terre arable et 2 à 3 kg de MOS/m² de terre agricole sous prairies et non cultivée ;
- profondeur de sol moyenne de 30 cm, avec une densité moyenne de 1gr de sol/cm³ ;
- 5 milliards d'hectares de terres agricoles dans le monde ; 1 milliard 800 ha de terres arables, selon la FAO ;
- taux de 1,46 kg de CO₂ par kilo de MOS détruit.

13. Voir « La terre au secours de la Terre », Seedling, octobre 2009, <http://www.grain.org/article/entries/736-la-terre-au-secours-de-la-terre>



Des circuits de distribution alimentaires plus courts permettraient de réduire le transport et les besoins d'emballage, de transformation et de réfrigération.



Marché à Kumasi, au Ghana. Des femmes portent des ignames et des poules.
(Photo : Peter Kosina)

permettrait de compenser entre 24 et 30 % des émissions annuelles mondiales de GES¹⁴.

Le nouveau scénario nécessiterait un changement de démarche radical par rapport au modèle actuel de l'agriculture industrielle. L'accent serait mis sur des techniques différentes : la diversification des systèmes de culture, une meilleure interaction entre les cultures et la production animale, l'intégration d'arbres et de végétation sauvage, etc. Une telle augmentation de la diversité permettrait à son tour d'augmenter le potentiel de production et le fait d'incorporer de la matière organique améliorerait au fur et à mesure la fertilité du sol, établissant des cercles vertueux de productivité accrue et de meilleure disponi-

bilité de la matière organique. La capacité du sol à retenir l'eau augmenterait, ce qui signifie que les précipitations excessives se traduiraient par des inondations et des sécheresses moins fréquentes et moins sévères. L'érosion des sols poserait moins de problèmes. L'acidité et l'alcalinité baisseraient progressivement, réduisant, voire éliminant, la toxicité qui est devenue un problème majeur dans les sols arides et les sols tropicaux. De plus, l'amélioration de l'activité biologique du sol protégerait les plantes contre les ravageurs et les maladies. Chacun de ces effets implique une plus grande productivité et donc davantage de matière organique disponible dans le sol, ce qui, au fil des ans, permettrait de viser des objectifs plus élevés pour l'incorporation de la matière organique dans le sol. Et dans le même temps, la production alimentaire s'en trouverait augmentée.

Pour ce faire, nous devons nous appuyer sur les compétences et l'expérience des petits producteurs, plutôt que de saper leurs efforts et de les chasser de leurs terres, comme c'est actuellement le cas.

Un changement global visant une agriculture basée sur la matière organique du sol nous aiderait également à faire disparaître du système alimentaire certaines des autres sources majeures de GES. Pour modifier l'impact du système alimentaire sur le changement climatique, trois autres changements, qui se renforcent mutuellement, s'imposent : le premier serait de se tourner vers les marchés locaux et des circuits de distribution alimentaires plus courts, ce qui permettrait de réduire le transport et les besoins d'emballage, de transformation et de réfrigération. Deuxièmement, il faudrait réintégrer dans un processus commun la production des récoltes et la production animale, pour limiter le transport, l'usage des engrais chimiques, ainsi que la production de méthane et les émissions d'oxyde nitreux générées par les élevages de viande et les exploitations laitières intensives. Le troisième changement serait de mettre fin au défrichage et à la déforestation, ce qui nécessiterait la mise en place d'une véritable réforme agraire et d'inverser l'expansion des plantations de monoculture servant à produire des agrocarburants et des aliments pour animaux.

Si le monde décide sérieusement de mettre en œuvre ces quatre changements, il nous est tout à fait possible de réduire de moitié les émissions mondiales de GES en quelques dizaines d'années. Ce serait dans le même temps un grand pas vers la résolution des autres crises qui affectent notre planète, notamment la pauvreté et la faim. Ce ne sont pas les obstacles techniques qui entravent notre route : les savoir-faire et les compétences sont déjà entre les mains des paysans du monde et nous pouvons nous appuyer sur eux. Les obstacles sont politiques et c'est bien sur ce domaine que nous devons concentrer nos efforts.

14. La conclusion est fondée sur l'idée qu'on pourrait incorporer annuellement dans le sol entre 3,5 et 5 tonnes de matière organique par hectare de terre agricole.



Le système alimentaire international et la crise climatique

112 Aujourd'hui, le système alimentaire mondial, malgré ses semences hi-tech et ses emballages sophistiqués, est incapable de nourrir le monde. L'énormité de l'échec est patente, mais on n'envisage pas, dans les coulisses du pouvoir, de changer de direction. Des mouvements de plus en plus importants réclament le changement à grands cris, mais les gouvernements et les agences internationales persistent dans le même sens : toujours plus d'agrobusiness, plus d'agriculture industrielle, plus de mondialisation. Alors que la planète entre dans une période de changement climatique causé, en grande partie, par ce modèle d'agriculture, une telle incapacité à se décider sérieusement à agir va rapidement faire empirer une situation déjà intolérable. Le mouvement mondial pour la souveraineté alimentaire est toutefois porteur d'espoir. 26/10/09

Il existe une autre dimension à cette relation entre le changement climatique et le système alimentaire global qui souligne l'urgence de la situation : non seulement le système alimentaire actuel, empêtré dans ses dysfonctionnements, est absolument inadapté au changement climatique, mais il est en fait l'un des principaux facteurs de ce changement. Le modèle d'agriculture industrielle qui approvisionne le système mondial s'appuie essentiellement sur la conversion du pétrole en nourriture, produisant ainsi d'énormes quantités de gaz à effet de serre (GES). L'usage de vastes quantités d'engrais chimiques, l'expansion de l'industrie de la viande et la disparition des savanes et des forêts du monde pour les remplacer par des marchandises agricoles, sont responsables d'au moins 30 % des émissions mondiales de GES qui sont à la source du dérèglement climatique¹.

Mais tout cela ne représente qu'une partie de la façon dont le système alimentaire actuel contribue à la crise climatique. Faire de la nourriture une marchandise industrielle mondiale provoque un gigantesque gaspillage d'énergie fossile : il faut en effet la transporter, la transformer, la stocker, la congeler et l'acheminer jusqu'à la table des particuliers. Toutes ces étapes contribuent à alourdir la facture climatique. Si l'on prend tous ces éléments en compte, il n'est pas exagéré d'affirmer que le système alimentaire de nos jours est probablement responsable de près de la moitié des émissions de GES à travers le monde.

Le bien-fondé et l'urgence d'un bouleversement complet du système alimentaire n'ont jamais été aussi évidents. D'un point de vue pratique, rien n'empêche de passer à un système plus sain et partout, les gens sont apparemment prêts à changer, que ce soit les consommateurs en quête de nourriture plus locale ou les paysans édifiant des barricades sur les routes pour défendre leurs terres. Mais c'est la structure même du pouvoir qui bloque tout. C'est cette structure, essentiellement, qu'il va falloir transformer.

La famine en prévision

En 2007, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié un rapport très attendu sur l'état du climat de la planète. Ce rapport déclare sans ambiguïté qu'un changement climatique est en cours et qu'il est « très probablement » causé par l'homme ; il prévoit avec une certaine prudence que la Terre se réchauffera de 0,2 °C tous les dix ans, si rien n'est fait pour réduire nos émissions de GES. Selon ce rapport, un réchauffement compris entre 2 et 4 °C – température qui pourrait être atteinte d'ici la fin du siècle – provoquerait une montée dramatique du niveau de la mer et augmenterait fortement la fréquence des catastrophes climatiques.

Mais deux ans plus tard, il semble que le GIEC ait été trop optimiste. Aujourd'hui, les scientifiques s'accordent pour dire qu'une augmentation de 2° C dans les quelques décennies à venir est quasiment certaine et que le scénario « les affaires continuent » pourrait aller jusqu'à réchauffer la planète de 8 °C d'ici 2100, nous faisant passer le point de non-retour et tomber dans un changement climatique décrit comme dangereux et irréversible². Les effets d'un changement climatique bien moindre sont déjà très sévères. Selon le Forum humanitaire mondial (le Global Humanitarian Forum) basé à Genève, le changement climatique affecte sérieusement 325 millions de personnes chaque année ; 315 mille personnes meurent de faim, de maladies et de désastres causés par le changement climatique³. Le Forum prévoit que le nombre de morts annuel résultant du changement climatique atteindra un demi-million d'ici 2030 et affectera sérieusement 10 % de la population mondiale, soit 700 à 800 millions.

La nourriture est et restera au centre de cette crise climatique qui n'en est qu'à ses débuts. Tous sont d'accord pour dire que la production agricole doit continuer

Cette année, plus d'un milliard d'humains vont souffrir de la faim, tandis que cinq cent mille autres souffrent d'obésité. Les trois quarts de ceux qui ne mangent pas à leur faim sont des paysans et des ouvriers agricoles (ceux qui produisent la nourriture) ; mais la poignée d'entreprises d'agrobusiness qui contrôle la chaîne alimentaire (ceux qui décident où va la nourriture) continuera, quant à elle, à amasser des milliards de dollars de bénéfices. De plus, les dernières études scientifiques prédisent que si l'on poursuit le même scénario, la montée des températures, des conditions climatiques extrêmes et les problèmes sévères de sols et d'eau qui en découleront, feront grossir encore de quelques millions de pauvres les rangs des affamés. Alors que l'augmentation de la population accroît la demande de nourriture, le changement climatique sapera encore nos capacités de production. Certains pays qui se battent déjà avec des problèmes de famine sévères pourraient voir leur production de nourriture divisée par deux avant la fin du siècle. Et pourtant, quand les élites se rencontrent pour parler du changement climatique, les conséquences sur la production et l'approvisionnement en nourriture sont à peine mentionnées et rien n'est fait pour trouver des réponses.

1. International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), *Global Report*, 2008, http://www.agassessment.org/index.cfm?Page=About_IAASTD&ItemID=2

2. Chris Lang, « The gaping chasm between climate science and climate negotiations », *World Rainforest Movement Bulletin*, N° 143, juin 2009.

3. Global Humanitarian forum, *Human Impact Report*, mai 2009, <http://www.ghf-geneva.org/OurWork/RaisingAwareness/HumanImpactReport/tabid/180/Default.aspx>

1 Les racines de la déforestation

La raison pour laquelle on confond souvent changement d'affectation des terres et agriculture dans les statistiques sur les facteurs du dérèglement climatique est que ce changement est dû principalement à la conversion de forêts ou de prairies en terre de cultures ou d'élevage. La FAO estime que 90 % de la déforestation sont provoqués par l'agriculture et concernent presque exclusivement les pays en voie de développement. Malgré tout, il est à noter que les paysans conservent de larges zones de forêts. Une étude récente utilisant une imagerie satellite détaillée et menée par le World Agroforestry Centre (le Centre international de recherche en agroforesterie) montre que 46 % des terres cultivées du globe comprennent au moins 10 % d'arbres¹. « La zone étudiée ici fait deux fois la taille de l'Amazonie et prouve que les paysans protègent les arbres et en plantent spontanément », explique Dennis Garrity, le directeur-général du Centre. Ces arbres jouent déjà un rôle important dans la protection des paysans contre le dérèglement climatique et pourraient sans aucun doute aider encore davantage, surtout quand on songe que sous les tropiques en particulier, les paysans ont le choix parmi 50 mille espèces d'arbres différentes, ce qui est assez prodigieux. Pour Tony Simons, le directeur-adjoint du Centre, « quand les récoltes sont mauvaises et que l'élevage échoue, les arbres sont souvent capables de résister à la sécheresse et permettent aux gens de tenir jusqu'à la saison suivante. »

L'agriculture n'est évidemment pas la seule cause de la disparition des forêts : l'exploitation forestière, l'exploitation minière, la construction de routes, l'urbanisation et la construction de barrages sont des causes majeures de déforestation. C'est aussi le cas du ramassage à petite échelle de bois de feu qui est souvent dû au fait que les pauvres n'ont pas accès aux sources d'énergie publiques. Dans beaucoup de pays, la déforestation est déguisée en développement agricole par des entreprises qui acquièrent les terres pour leur bois. Les entreprises de production d'huile de palme et de caoutchouc sont bien connues pour leur façon de défricher la forêt vierge pour accéder au bois, sans jamais donner suite à leurs promesses de développement agricole des terres².

Ceci dit, les paysans aussi coupent des forêts pour accéder à de nouvelles terres cultivables, mais il faut se demander pourquoi. Comme l'a abondamment montré le Mouvement mondial pour les forêts tropicales, la raison la plus courante de ce type de déforestation n'est pas un manque de terres agricoles, mais bien plus la concentration des terres et/ou des ressources entre les mains d'une élite ou l'expulsion de communautés pour faire place à des projets de développement³. La déforestation a tendance à survenir quand les communautés perdent le contrôle de leurs ressources. Là où il y a déforestation, il y a généralement des communautés locales qui s'efforcent d'y mettre un terme, en particulier des communautés indigènes. Et quand les pauvres défrichent la forêt pour y faire des cultures, il y a de fortes chances qu'ils aient été chassés de leurs terres et qu'ils soient entrés en résistance, comme en témoigne le retard accumulé dans les procès et les pétitions concernant les conflits fonciers dans des pays comme le Vietnam et la Chine.

De plus, très souvent, ce ne sont pas les paysans qui convertissent forêts et prairies en terres cultivées mais les entreprises transnationales ou les gros exploitants qui produisent pour ces dernières. L'expansion des plantations de palmiers à huile dans les forêts tropicales d'Indonésie et les plantations de canne à sucre dans le *cerrado* brésilien en fournissent deux exemples évidents⁴. De fait, il est difficile d'imaginer comment des paysans pourraient causer une déforestation à grande échelle quand dans de nombreux pays, ils n'occupent qu'un petit pourcentage de la surface agricole : en Amérique latine, où existe ce genre de données, les petits exploitants n'occupent que 3,5 % de la surface cultivée ; les chiffres sont de 8,5 % en Équateur et 5 % au Chili⁵. En Colombie et au Pérou, où les petits exploitants possèdent presque toutes les fermes (82 % et 70 % respectivement), ils n'occupent cependant qu'une proportion modeste des terres cultivées : 14 % et 6 % respectivement⁶.

1. Robert J. Zomer et al., *Trees on Farm : Analysis of Global Extent and Geographical Patterns of Agroforestry*, ICRAF Working Paper N° 89, World Agroforestry Centre, Nairobi, 2009,

http://www.worldagroforestry.org/af/newsroom/for_journalists/agroforestry_assessment_report

2. Voir, par exemple, Chris Lang, « The expansion of industrial tree plantations in Cambodia and Laos, » *Focus Asien*, 26 décembre 2006, <http://chrislang.org/2006/12/26/the-expansion-of-industrial-tree-plantations-in-cambodia-and-laos/>

3. World Rainforest Movement, <http://www.wrm.org.uy/>. Voir, par exemple, WRM, « Zambia : Causes of Deforestation linked to government policies, » Bulletin N° 50, 2001, <http://www.wrm.org.uy/bulletin/50/Zambia.html>.

4. Almuth Ernsting, « Agrofuels in Asia : Fuelling poverty, conflict, deforestation, » *Seedling*, juillet 2007, <http://www.grain.org/seedling/?type=68> ;

GRAIN, « Corporate power : Agrofuels and the expansion of agribusiness, » *Seedling*, juillet 2007, <http://www.grain.org/seedling/?type=68>

5. « Ecuador : Breve analisis de los resultados de las principales variables del censo nacional agropecuario » 2000, http://www.sica.gov.ec/censo/contenido/estud_an.htm ; « III Censo agropecuario del Ecuador », 2000, <http://www.sica.gov.ec/censo/docs/nacionales/tablar.htm> ; Serafín Ilvay, Foro brasileño por la reforma agraria, « Repartir la tierra y multiplicar el pan », 13 juin 2000, http://movimientos.org/cloc/mst-br/show_text.php3?key=10 ; Censo Agropecuario y Forestal de Chile, www.censoagropecuario.cl

6. Edelmira Pérez Correa et Maniel Pérez Martínez, « El sector rural en Colombia y su crisis actual », www.redalyc.uaemex.mx/redalyc/pdf/117/11704803.pdf

à augmenter de façon significative si l'on veut pouvoir nourrir la population mondiale croissante. Le changement climatique, toutefois, risque de faire reculer la production agricole. Après avoir examiné toutes les études qui ont modélisé l'influence du réchauffement climatique sur l'agriculture à ce jour, William Cline estime que d'ici 2080, si rien n'est fait, le changement climatique réduira la production agricole potentielle dans le monde de plus de 3 % par rapport à la production actuelle. Ce sont les pays en développement qui souffriront le plus : leur production agricole pourrait décliner de 9,1 % ; l'Afrique connaîtrait un déclin de 16,6 %. Ces prévisions sont effrayantes, mais Cline affirme que les véritables conséquences pourraient être encore pires que ne le laissent entendre ces chiffres⁴.

En matière d'agriculture, l'une des grandes faiblesses des prévisions du GIEC et autres experts est qu'elles acceptent une théorie de « fertilisation par le carbone » selon laquelle un niveau plus élevé de CO₂ dans l'atmosphère renforce la photosynthèse dans de nombreuses cultures et améliore leurs rendements. Des études récentes montrent que ces arguments relèvent surtout de l'illusion. Non seulement l'accélération initiale de la croissance ralentit considérablement après quelques jours ou quelques semaines, mais l'augmentation du CO₂ réduit l'azote et le taux de protéine dans les feuilles de plus de 12 %. Ceci implique qu'avec le changement climatique, les céréales les plus utilisées, comme le blé et le riz, contiendront moins de protéines pour les humains. Il y aura aussi moins d'azote dans les feuilles pour les insectes ; en d'autres termes, les insectes mangeront plus de feuilles, provoquant des réductions importantes de rendement⁵.

Cline, en enlevant la fertilisation par le carbone de ses calculs, a obtenu des résultats encore plus terribles. Les ren-

Tableau 1. Estimation de l'impact du réchauffement climatique sur le rendement agricole en 2080 (%)

	Sans fertilisation par le carbone	Avec fertilisation par le carbone
Global		
Pour la production	-15.9	-3.2
Par habitant	-18.2	-6.0
Moyenne, par pays	-23.6	-12.1
Pays industrialisés	-6.3	7.7
Pays en développement	-21.0	-9.1
Moyenne, par pays	-25.8	-14.7
Afrique	-27.5	-16.6
Asie	-19.3	-7.2
Moyen-Orient/Afrique du nord	-21.2	-9.4
Amérique latine	-24.3	-12.9

Source : données tirées de William R. Cline, « Global Warming and Agriculture », p. 96.

dements mondiaux déclinaient alors de 16 % d'ici les années 2080 : 24,3 % en Amérique latine, 19,3 % en Asie (38 % en Inde) et 27,5 % en Afrique (plus de 50 % au Sénégal et au Soudan)⁶.

Il est à craindre hélas que ces prévisions, si effrayantes soient-elles, ne soient en réalité sous-estimées. En effet, l'étude de Cline, comme le rapport du GIEC et les principaux rapports étudiant les interactions entre l'agriculture et le changement climatique, ne tiennent pas compte des effets d'une crise qui se profile à l'horizon et qui est également associée au changement climatique : celle de l'eau. Actuellement, 2,4 milliards de personnes vivent dans des régions déjà très touchées par le manque d'eau ; des prévisions récentes indiquent que ce nombre atteindra 4 milliards dans la seconde moitié du XXI^{ème} siècle. Les ressources en eau pour l'agriculture se sont tariées ou sont extrêmement basses dans de nombreuses régions du monde et le réchauffement climatique est censé aggraver le problème, car des températures plus élevées génèrent des conditions plus sèches et augmentent la quantité d'eau nécessaire à l'agriculture⁷. Il va donc devenir

beaucoup plus difficile de maintenir les niveaux actuels de production de nourriture, alors même que la croissance de la population ne peut qu'intensifier la demande⁸.

De plus, les prédictions de Cline ne tiennent pas compte des conditions météorologiques extrêmes qui résulteront du changement climatique : on peut s'attendre à ce que sécheresses, inondations et autres désastres « naturels » s'ensuivent, provoquant des désastres en agriculture. Selon la Banque mondiale, dans les zones côtières, trois millions d'hectares de terres cultivées supplémentaires deviendront vulnérables aux inondations, en raison de l'intensification des tempêtes dues au changement climatique⁹. En même temps, on prévoit que les feux sauvages, qui, selon les

plantes) augmente avec la température.

8. Selon le rapport de l'IAASTD, la fiabilité de l'approvisionnement en eau d'irrigation risque de décliner dans toutes les régions : elle baisserait ainsi de 70 % à 58 % de 2000 à 2050. Voir International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD), *Global Report*, 2008, http://www.agassessment.org/index.cfm?Page=About_IAASTD&ItemID=2

9. Susmita Dasgupta, Benoit Laplante, Siobhan Murray, David Wheeler, « Sea-Level Rise and Storm Surges : A Comparative Analysis of Impacts in Developing Countries », The World Bank, Development Research Group, Environment and Energy Team, avril 2009.

4. William R. Cline, « Global Warming and Agriculture : Impact Estimates by Country », Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/14090>

5. John T. Trumble et Casey D. Butler, « Climate change will exacerbate California's insect pest problems », *California Agriculture*, N° 2, vol. 63, <http://californiaagriculture.ucop.edu/0902AMJ/toc.html>

6. William R. Cline, « Global Warming and Agriculture : Impact Estimates by Country », Center for Global Development and the Peterson Institute for International Economics, 2007, <http://www.cgdev.org/content/publications/detail/14090>

7. Selon Cline, l'évapotranspiration (quantité d'eau transférée vers l'atmosphère par l'évaporation du sol et la transpiration des

estimations, affectent déjà 350 millions d'hectares chaque année¹⁰, vont augmenter de façon dramatique suite au réchauffement mondial. Ces feux créeront un sérieux problème de pollution d'aérosols carbonés, aggravant encore l'effet de serre. Une étude prévoit une hausse de 50 % des feux sauvages dans l'Ouest des États-Unis d'ici 2055 ; cette hausse serait due à l'augmentation de la température de l'air¹¹.

Il ne faut pas non plus oublier le marché. L'approvisionnement alimentaire mondial est en effet de plus en plus contrôlé par un petit nombre de multinationales qui occupent une position de quasi-monopole tout au long des chaînes alimentaires, depuis les semences jusqu'aux supermarchés. Dans le commerce agricole, la proportion du capital soumis à la spéculation est aussi en augmentation. Dans ce contexte, toute perturbation, y compris les perturbations fondées sur la rumeur, provoque des hausses de prix brutales et suscite une extrême avidité de la part des spéculateurs, rendant la nourriture inaccessible aux pauvres et bouleversant la production agricole dans les zones rurales¹². De fait, toutes ces discussions autour de la menace d'une pénurie de nourriture attirent déjà les investisseurs en capital-risque vers l'agriculture, suscitant dans le monde un accaparement des terres d'une ampleur jamais vue depuis l'ère coloniale¹³.

Nous nous acheminons vers une époque où la production de nourriture va être sévèrement perturbée.

Jamais il n'a été aussi crucial d'établir un système qui puisse assurer que tous reçoivent la nourriture dont ils ont besoin. Cependant, jamais l'approvisionnement mondial n'a été aussi étroitement contrôlé par un petit groupe, dont l'unique motivation est d'extraire des bénéfices pour leurs actionnaires.

Et si on se faisait une planète pour ce soir ?

Les partisans de la révolution verte se targuent d'avoir sauvé le monde de la famine grâce à leur recette de base : les variétés de plantes uniformes et les engrais chimiques. Ceux qui défendent les présumées révolutions de l'élevage et révolution bleue (par l'aquaculture) essaient de nous vendre la même histoire d'espèces uniformes et d'aliments industriels. L'histoire est cependant moins convaincante aujourd'hui, quand on considère que près d'un quart de la planète souffre de la faim et que les rendements agricoles n'ont pas bougé depuis les années 1980. En fait, si l'on regarde les conséquences environnementales – particulièrement dans le contexte actuel où le monde commence à se rendre compte de l'impact de ces transformations de l'agriculture et de l'ensemble de notre système alimentaire sur le changement climatique – on est plus près du film d'horreur que du conte de fées.

Les scientifiques sont d'accord pour dire que l'agriculture est maintenant responsable de près d'un tiers de toutes les émissions de GES d'origine humaine. Mais le fait de mettre toutes les formes d'agriculture dans le même panier masque la vérité : en effet, dans la plupart des pays où l'agriculture est prédominante, cette dernière n'a que peu d'influence sur le changement climatique. C'est dans les pays qui ont le plus grand pourcentage de population rurale et dont l'économie est la plus dépendante de l'agriculture qu'on observe les émissions de GES par habitant les plus basses.¹⁴ Pour exemple, bien que l'agriculture canadienne ne cause, semble-t-il, que 6 % des émissions totales de GES du pays, ce chiffre représente 1,6 tonnes de GES par Canadien ; par comparaison, en Inde, où l'agriculture est nettement plus importante pour l'économie, les émissions de GES par habitant ne se montent qu'à 1,4 tonnes pour toutes les sources, et seulement 0,4 tonnes pour l'agriculture¹⁵. Le genre d'agriculture pratiqué

peut donc faire une grande différence et montrer du doigt l'agriculture en général n'a pas de sens.

De surcroît, quand on détaille l'ensemble de la contribution de l'agriculture au changement climatique, on s'aperçoit que seule une petite partie des activités agricoles est responsable des émissions de GES. La déforestation provoquée par le changement d'affectation des terres représente à peu près la moitié du total ; pour ce qui est des émissions à la ferme, les principaux coupables sont de loin la production animale et les engrais. Toutes ces sources de GES sont étroitement liées à l'expansion de l'agriculture industrielle et à la mondialisation du système alimentaire (cf. Encadré : « Les racines de la déforestation » et les articles du numéro de *Seedling* sur le sol et l'élevage). Notre système alimentaire est largement dépendant des énergies fossiles et le transport routier et maritime d'un bout du monde à l'autre de la planète des intrants et de la nourriture – dans tous leurs emballages en plastique – alourdit considérablement notre empreinte carbone.

Étant donné que la majorité de l'énergie utilisée dans le système alimentaire industriel provient de la combustion d'énergies fossiles, cette énergie se traduit directement par des émissions de GES. Le système alimentaire américain à lui seul est censé représenter le pourcentage impressionnant de 20 % de la consommation des énergies fossiles du pays. Ce chiffre comprend l'énergie dépensée à la ferme pour produire la nourriture et tous les procédés post-agricoles comme le transport, l'emballage, la transformation et le stockage de la nourriture. Selon l'Agence de protection de l'environnement (EPA) américaine, les agriculteurs américains ont émis en 2005 autant de dioxyde de carbone que n'en ont émis 141 millions d'automobiles la même année ! L'inefficacité de ce système alimentaire est telle qu'il faut 10 calories d'énergie fossile non renouvelable pour produire une seule calorie de nourriture¹⁶.

10. <http://www.fao.org/news/story/en/item/29060/icode/>

11. http://www.agu.org/sci_soc/prtl/2009-22.html

12. Voir sur le site GRAIN la page « ressources » sur la crise alimentaire <http://www.grain.org/foodcrisis/>

13. Voir sur le site de GRAIN la page sur l'accaparement des terres, <http://www.grain.org/landgrab/>

14. Wikipedia, List of countries by carbon dioxide emissions per capita, 1990-2005, http://en.wikipedia.org/wiki/List_of_countries_by_carbon_dioxide_emissions_per_capita

15. Greenpeace Canada, « L'agriculture... pire que les sables bitumineux ! Rapport

de Statistique Canada » 10 juin 2009, <http://www.greenpeace.org/canada/fr/actualites/l-agriculture-pire-que-les>

16. Données tirées de Food & Water Watch, « Fossil fuels and greenhouse gas emission from industrial agriculture », Washington, novembre 2007, <http://www.foodandwaterwatch.org/food/factoryfarms/>

Cinq étapes clés vers un système alimentaire capable d'offrir des réponses au dérèglement climatique et à la crise alimentaire

1. Choisir des méthodes de production intégrées et durables

Les séparations artificielles et les simplifications que nous a imposées l'agriculture industrielle doivent être abandonnées et les différents éléments d'une agriculture durable doivent être raccordés pour en faire à nouveau un ensemble. Il faut réintégrer les cultures et l'élevage dans les fermes. La biodiversité doit redevenir la pierre angulaire de la production alimentaire ; les systèmes de conservation et d'échange de semences doivent être réactivés. Les engrais chimiques et les pesticides doivent faire place à des moyens naturels pour protéger le sol et contrôler ravageurs et maladies. Une restructuration du système alimentaire respectant ces principes contribuera à créer des conditions d'émissions quasi nulles dans les fermes.

2. Refaire le sol et retenir l'eau

Le sol est un élément qu'il ne faut pas prendre à la légère. Il faut faire partout un effort massif pour réincorporer de la matière organique dans nos sols et y ramener la fertilité. Des décennies de mauvais traitements – les produits chimiques surtout mais aussi, par endroits, l'exploitation minière – ont épuisé les sols. Des sols sains, riches en matière organique, sont capables de retenir d'énormes quantités d'eau, ce qui sera nécessaire pour conférer au système agricole un certain degré de résilience et pour résister aux crises du climat et de l'eau qui nous menacent déjà. Augmenter la teneur des sols en matière organique permettra de capturer une bonne partie de l'excès de CO₂ dans l'atmosphère.

3. Désindustrialiser l'agriculture, économiser l'énergie et permettre aux gens de rester dans les fermes

L'agriculture familiale doit redevenir le fondement de la production alimentaire. En acceptant la mise en place d'énormes exploitations agricoles intensives qui produisent des marchandises pour le marché international plutôt que de la nourriture pour les personnes, nous avons créé des campagnes désertées, des villes surpeuplées et détruit dans la foulée bien des vies et des cultures. La désindustrialisation de l'agriculture permettrait de surcroît d'éliminer le gigantesque gaspillage d'énergie qui caractérise l'agriculture industrielle actuelle.

4. Cultiver localement et se débarrasser du commerce international

L'un des principes de la souveraineté alimentaire est de donner la priorité aux marchés locaux sur le commerce international. Comme nous l'avons vu, le commerce international alimentaire et les industries de transformation et les chaînes de supermarché qui lui sont associées, constituent la plus grosse contribution du système alimentaire à la crise climatique. Si la production est réorientée vers les marchés locaux, une bonne partie de ces facteurs peuvent disparaître de la chaîne alimentaire. C'est probablement la bataille la plus difficile à mener, car les grandes entreprises fondent essentiellement leur pouvoir sur la croissance et l'expansion du système commercial et bien des gouvernements n'ont pas vraiment d'état d'âme à les soutenir. Cependant, si nous voulons sérieusement nous attaquer à la crise climatique, nous n'avons pas le choix.

5. Réduire l'économie de la viande et améliorer la qualité de notre nourriture

C'est peut-être dans le secteur de l'élevage que notre système alimentaire a amené les changements les plus profonds et les plus destructeurs. Autrefois partie intégrante et durable du mode de vie rural, l'élevage est devenu un gigantesque système d'usines à viande, dispersé partout dans le monde et contrôlé par quelques entreprises. L'économie internationale de la viande, qui a au cours des dernières décennies été multipliée par cinq, a un impact considérable sur le dérèglement climatique. Elle est aussi en partie responsable des problèmes d'obésité qui frappent les pays riches et détruit – à coup de subventions et de dumping – la production de viande locale dans les pays pauvres. Ceci doit changer et les habitudes de consommation, en particulier dans les pays riches, doivent viser une réduction de la consommation de viande. Le monde doit revenir à un système de production et de distribution de viande décentralisé, qui soit adapté aux besoins des personnes. Il faut ré-instaurer et redonner leurs chances à des marchés qui fournissent la viande des petits élevages aux marchés locaux à des prix raisonnables et mettre fin au dumping international que nous connaissons.

La façon dont l'agriculture industrielle utilise l'énergie n'a rien à voir avec les usages de l'agriculture traditionnelle. On a beaucoup parlé de l'efficacité et de la productivité de l'agriculture industrielle par rapport aux pratiques traditionnelles des pays du Sud, mais si l'on prend en compte l'efficacité énergétique, rien

n'est plus éloigné de la vérité. Des calculs de la FAO montrent qu'en moyenne, les agriculteurs des pays industrialisés consomment plus de cinq fois plus d'énergie « commerciale » pour produire un kilo de céréales qu'un agriculteur africain. Si l'on prend des cultures spécifiques, les différences sont encore plus spectaculaires : pour produire un kilo de maïs, un agriculteur américain dépense 33 fois plus d'énergie commerciale que

son voisin mexicain. Pour obtenir un kilo de riz, un agriculteur américain utilise 80 fois l'énergie commerciale nécessaire à l'agriculteur philippin¹⁷ ! Cette énergie « commerciale » dont parle la FAO représente le pétrole et le gaz naturel requis pour la production des engrais et autres

dairy-and-meat-factories/climate-change/greenhouse-gas-industrial-agriculture

17. FAO, « The energy and agriculture nexus », Rome, 2000, tableaux 2.2 et 2.3, <http://tinyurl.com/2ubntj>

3

L'affrontement de deux mondes en Amazonie péruvienne

Le gouvernement péruvien a choisi la date symbolique de la Journée mondiale de l'Environnement pour s'attaquer de façon sauvage et sanglante aux peuples de l'Amazonie. Et la raison de cette répression ? L'opposition continue des communautés amazoniennes à l'invasion de leur territoire par des industries dévastatrices, aussi bien du point de vue social que du point de vue environnemental : l'industrie minière, les forages pétroliers, les grandes plantations de monocultures d'arbres et d'agrocarburants.

Le 9 avril 2009, les communautés de toute l'Amazonie péruvienne avaient commencé ce qu'elles appelaient une « grève illimitée » pour protester contre l'incapacité du Congrès du Pérou à réviser une série de décrets législatifs mettant en danger les peuples indigènes. Ces décrets avaient été prononcés par l'exécutif dans le cadre de la mise en place du traité de libre-échange signé avec les États-Unis.

En déclenchant le massacre en cette Journée de l'Environnement, le gouvernement d'Alan Garcia a montré le peu de cas qu'il fait de la protection de l'environnement et à quel point il apprécie les multinationales qui espèrent exploiter – et par là même détruire – les ressources naturelles du pays.

Pis encore, il a ainsi déclaré publiquement avec quel mépris il considère une population indigène qui lutte pour défendre le peu qui lui reste après la mise en œuvre d'un modèle dit de « développement » qui s'est avéré si destructeur, tant sur le plan social qu'écologique.

En raison de cette répression sanglante et de l'attention publique qu'elle a attirée partout dans le monde, l'Amazonie péruvienne est devenue le symbole de l'affrontement entre deux conceptions divergentes du présent et de l'avenir de l'humanité. Et cet affrontement se joue sur la scène internationale.

Le conflit oppose d'un côté le monde des intérêts économiques, qui détruisent les liens sociaux et l'environnement, imposent par la force et n'hésitent pas à bafouer les droits. Ce monde n'est bien entendu pas contrôlé par le Président du Pérou : ce dernier n'est aux yeux des multinationales qu'un instrument temporaire et remplaçable, comme l'a bien montré ce qui s'est passé avec l'ex-président Fujimori. Cependant, le rôle que jouent ces assistants est essentiel, puisque ce sont eux qui confèrent une apparence de « légalité » à des actes qui bafouent indéniablement les droits humains les plus fondamentaux.

De l'autre côté, se trouve le monde de ceux qui aspirent à un avenir de solidarité et de respect de la nature. Dans cette histoire, ils étaient symbolisés par les peuples indigènes de l'Amazone, mais on les trouve aussi dans des luttes similaires dans le monde entier, affrontant d'autres gouvernements qui sont eux aussi à la botte des grandes entreprises dont ils servent les intérêts économiques. Pour n'en donner que quelques exemples, on pourrait parler ici de la résistance des pays de l'Asie du Sud-Est pour défendre le Mékong – qui fournit leur subsistance à des millions de personnes – contre des barrages hydroélectriques géants, la lutte des peuples d'Afrique contre le forage pétrolier et l'exploitation forestière ou encore celle des peuples indiens pour protéger leurs forêts contre l'industrie minière.

Dans cette confrontation, l'hypocrisie de ceux qui s'efforcent par tous les moyens d'imposer un modèle destructeur semble sans bornes. Dans le cas du Pérou, le Président Alan Garcia, qui veut aujourd'hui ouvrir l'Amazone aux industries minières, avait déclaré, il y a à peine un an, qu'il voulait « empêcher que cette richesse fondamentale donnée par Dieu ne soit dégradée par l'œuvre de l'homme, par l'incompétence de ceux qui travaillent la terre ou l'exploitent économiquement, et c'est la raison pour laquelle nous avons créé ce ministère de l'Environnement. »

Cette hypocrisie des gouvernements est évidente partout, surtout lorsqu'il s'agit de dérèglement climatique. Au cours d'un interminable processus qui a commencé en 1992, les gouvernements mondiaux ont accepté le fait que le changement climatique est la pire menace qui soit pour l'humanité. Ils se sont aussi mis d'accord pour dire que les deux principales sources du dérèglement climatique sont les émissions de gaz à effet de serre provenant de la combustion des énergies fossiles, et la déforestation. Finalement, ils ont convenu qu'il fallait réagir. Après avoir signé les accords correspondants et être revenus chez eux, ils ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour promouvoir les forages pétroliers et/ou la déforestation.

Il n'est nul besoin de créer des ministères de l'environnement ni de participer à des conférences internationales pour combattre le dérèglement climatique : les peuples du monde agissent déjà pour défendre l'environnement et le climat. Dans presque tous les cas, ces actions sont criminalisées ou réprimées, au Nord comme au Sud, par ceux qui devraient justement les encourager et les soutenir : les gouvernements.

Dans le cas du Pérou désormais devenu un symbole, les peuples de l'Amazone – forts du soutien de milliers de citoyens du monde – ont remporté une victoire décisive dans l'affrontement des deux mondes. Nul ne s'imagine que la bataille est définitivement gagnée. Mais cette victoire est source d'espoir pour tous ceux qui poursuivent des buts similaires, et pour le monde entier, car, en fin de compte, l'issue de cet affrontement des deux mondes déterminera le destin de l'humanité.

Texte édité à partir du Bulletin du World Rainforest Movement, N° 143, juin 2009.

que le quart environ de l'énergie utilisée pour amener la nourriture jusqu'à notre table. Le véritable gaspillage d'énergie et la pollution sont dus au système alimentaire dans son ensemble : la transformation, l'emballage, la congélation, la cuisson et le transport de la nourriture. Les plantes servant à fabriquer l'alimentation animale peuvent être ainsi cultivées en Thaïlande, transformées à Rotterdam, nourrir des animaux dans un autre pays et finir dans un McDo aux États-Unis.

Le transport lui-même consomme énormément d'énergie. Pour en revenir aux États-Unis, on a calculé que 20 % de tous les transports domestiques de marchandises servaient au transport de nourriture, dégageant 120 millions de tonnes de CO₂. L'import-export alimentaire américain produit 120 millions de tonnes supplémentaires de CO₂. Il suffit d'ajouter l'acheminement des aliments et des intrants (engrais, pesticides, etc.) vers les fermes industrielles, des plastiques et du papier vers les usines d'emballages et les déplacements des consommateurs vers des supermarchés de plus en plus éloignés des lieux de vie, pour se faire une idée des gigantesques quantités de GES résultant tout simplement des contraintes de transport du système alimentaire industriel. Les autres grands coupables des émissions de GES étant la transformation, la congélation et l'emballage, qui représentent 23 % de l'énergie requise par le système alimentaire américain¹⁹. Il en résulte un invraisemblable gaspillage d'énergie. À propos de gaspillage, le système alimentaire industriel jette jusqu'à la moitié de toute la nourriture produite, au cours du long voyage qui l'amène des fermes aux acheteurs, aux transformateurs, aux magasins et aux supermarchés. Cette nourriture perdue suffirait à nourrir six fois le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde²⁰.

Et encore, personne n'a songé à calculer combien de GES dégage toute cette nourriture abandonnée.

Une grande partie de cet énorme gaspillage mondial serait évitable si le système alimentaire était décentralisé et l'agriculture désindustrialisée. Les petits producteurs et les consommateurs se rapprocheraient à nouveau et l'agrobusiness n'aurait plus sa place dans le système. La nourriture serait plus saine, les consommateurs plus heureux et la planète plus durable.

Mais tandis que nos décideurs suputent sur ce qu'il faudrait faire pour répondre à la crise alimentaire actuelle et que s'accélère l'effondrement des systèmes indispensables à la vie de la planète, tout ce qu'on nous propose est de continuer comme avant, en y ajoutant quelques « technotrucs » sans intérêt. Le régime de l'agroalimentaire est dans une impasse : il n'a que l'agriculture industrielle et les chaînes alimentaires mondialisées proposées comme solution pour résoudre la crise, alors que ce sont justement ces activités qui provoquent le dérèglement climatique et aggravent sévèrement la crise alimentaire. Elles forment une sorte de cercle vicieux dont ne peuvent émerger que des extrêmes de pauvreté et de profits, creusant un abîme toujours plus profond entre ces deux mondes. Il est plus que temps de bouleverser de fond en comble le système alimentaire actuel.

Comment s'en sortir ?

Tout d'abord, soyons clairs, la crise climatique signifie qu'il faut d'abord abandonner le principe « les affaires continuent », et tout de suite. La motivation du profit, en tant que principe de base de nos sociétés, a vécu et il nous faut organiser des systèmes de production et de consommation alternatifs, en fonction des besoins des personnes et en respectant la vie sur la planète. En matière d'alimentation, un tel changement ne peut se faire si le pouvoir est aux mains des grandes entreprises, comme c'est le cas actuellement. Nous ne pouvons pas non plus nous fier à nos gouvernements : la contradiction entre les recommandations émises par les scientifiques pour tenter d'empêcher un dérèglement climatique catastrophique et les décisions prises par les politiciens devient

de plus en plus absurde. La force qui permettra le changement est en nous : elle est en germe dans les communautés dans lesquelles nous nous efforçons de reprendre le contrôle de nos systèmes alimentaires et de nos territoires.

Dans cette lutte, les principaux obstacles sont politiques, et non techniques. Nous pouvons redonner les semences aux paysans, éliminer les engrais et les pesticides, intégrer l'élevage dans des systèmes d'agriculture mixte et organiser nos systèmes alimentaires de façon à assurer à tous une alimentation suffisante, saine, nourrissante – et sans plastique. Des milliers de projets et de réalisations dans toutes les communautés du monde sont déjà la preuve que cette transformation est possible. L'Évaluation internationale des sciences et des technologies agricoles pour le développement (IAASTD), un projet soutenu entre autres par la Banque mondiale, en convient elle-même. Au niveau de la ferme, les réponses au changement climatique et à la crise alimentaire sont assez simples (cf. Encadré : « Cinq étapes clés vers un système alimentaire capable d'offrir des réponses au dérèglement climatique et à la crise alimentaire »).

Les changements politiques, en revanche, sont plus difficiles à mettre en oeuvre. Mais là encore, il se passe beaucoup de choses sur le terrain. Même quand elles sont en butte à une répression féroce, les communautés locales résistent à de grands projets de barrages, de mines, de plantations et de d'exploitation forestière (cf. Encadré : « L'affrontement de deux mondes dans l'Amazonie péruvienne »). Quoique rarement reconnue comme telle, cette résistance est au cœur de l'action pour le climat. C'est aussi le cas des mouvements populaires, tel le mouvement pour la souveraineté alimentaire, qui se rejoignent pour résister aux contraintes des politiques néolibérales et développer des visions collectives pour l'avenir. C'est de ces espaces et grâce à cette résistance organisée que jailliront les alternatives au système alimentaire que nous subissons actuellement. C'est là aussi que nous trouverons la force collective et les stratégies qui transformeront le système.

19. Dans ce paragraphe, les données sont tirées de Food & Water Watch, « Fossil fuels and greenhouse gas emission from industrial agriculture », Washington, novembre 2007, <http://www.foodand-waterwatch.org/food/factoryfarms/dairy-and-meat-factories/climate-change/greenhouse-gas-industrial-agriculture>
20. Tristram Stuart, *Waste : Uncovering the Global Food Scandal*, Penguin, 2009, [http://www.penguin.co.uk/nf/Book/BookDis-](http://www.penguin.co.uk/nf/Book/BookDisplay/0,,9780141036342,00.html)



La terre au secours de la Terre

120 « Nous en savons davantage sur le mouvement des corps célestes que sur le sol que nous foulons »
Léonard de Vinci

« Occupe-toi du sol et tout ira bien »
Proverbe paysan

28/10/09

SELON LA VÍA CAMPESINA, UNE AGRICULTURE FONDÉE SUR UNE PRODUCTION À PETITE ÉCHELLE, UTILISANT DES MÉTHODES AGROÉCOLOGIQUES ET TOURNÉES VERS LES MARCHÉS LOCAUX PEUT À LA FOIS REFROIDIR LA PLANÈTE ET NOURRIR LE MONDE.

Certaines choses n'ont guère changé depuis l'époque de Léonard de Vinci il y a 500 ans. Pour beaucoup, le sol n'est qu'un mélange de terre et de poussière, mais en réalité, les sols sont l'un des écosystèmes terrestres les plus extraordinaires : des millions de plantes, de bactéries, de champignons, d'insectes et autres organismes vivants, invisibles pour la plupart à l'œil nu, prennent part à un processus en évolution constante de fabrication et de décomposition de la matière organique vivante. Le sol est également le point de départ obligé pour quiconque veut produire de la nourriture.

Les sols contiennent aussi d'énormes quantités de carbone, principalement présent sous la forme de matière organique. A l'échelle planétaire, ils contiennent au moins deux fois plus de carbone que la végétation terrestre. Cependant, au cours du siècle passé, l'agriculture industrielle et les engrais chimiques dont elle dépend n'ont généralement pas tenu compte de l'importance de la fertilité du sol et ont provoqué des pertes massives de matière organique. Une grande partie de cette matière organique s'est retrouvée dans l'atmosphère sous forme de dioxyde de carbone (gaz carbonique ou CO₂), le plus important des gaz à effet de serre.

La façon dont l'agriculture industrielle a traité les sols constitue un facteur clé de la crise climatique actuelle.

Toutefois, bien loin du rôle qu'on se contente généralement de leur attribuer, les sols peuvent véritablement apporter une partie de la solution. D'après nos calculs, si nous parvenions à réincorporer dans les sols agricoles la matière organique que nous perdons à cause de l'agriculture industrielle, nous pourrions capturer au moins un tiers du CO₂ actuellement en excès dans l'atmosphère. Si, ensuite, nous décidions de reconstituer les sols, nous aurions, en cinquante ans, capturé environ les deux tiers de l'excès de CO₂. Ce faisant, nous obtiendrions des sols plus sains et plus productifs et serions en mesure de nous passer des engrais chimiques, qui sont eux aussi l'une des causes majeures des gaz à la source du changement climatique.

Selon La Vía Campesina, une agriculture fondée sur une production à petite échelle, utilisant des méthodes agroécologiques et tournée vers les marchés locaux peut à la fois refroidir la planète et nourrir le monde. C'est parfaitement exact et cela s'explique principalement par le rôle joué par le sol.

Les sols : des écosystèmes vivants

Le sol est une couche mince qui couvre 90 % de la surface terrestre de la planète et qui, contrairement à ce que pensent la plupart des gens, constitue un écosystème vivant très dynamique. Un sol sain grouille en effet d'organismes (microscopiques pour certains) qui assurent de nombreuses fonctions vitales : ils convertissent ainsi la matière morte ou en décomposition (ainsi que les minéraux) en éléments nutritifs pour les plantes. Différents organismes vivant dans le sol se nourrissent de différents substrats organiques. Ce qui distingue ce système vivant de la poussière, c'est qu'il est capable de retenir et de fournir peu à peu les éléments nutritifs dont les plantes ont besoin pour pousser. Il peut stocker de l'eau et la rejeter graduellement dans les rivières et les lacs ou dans le microscopique système racinaire des plantes, de façon à permettre aux rivières de couler et aux plantes d'absorber l'eau bien après les chutes de pluie. Si les sols ne permettaient pas ces processus, la vie

sur terre telle que nous la connaissons n'existerait tout simplement pas.

L'un des composants essentiels du fonctionnement des sols est ce qu'on appelle la matière organique du sol (MOS). Il s'agit d'un mélange de substances qui proviennent de la décomposition de matériaux végétaux et animaux. Les MOS comprennent les substances excrétées par les champignons, les bactéries, les insectes et autres organismes. Au fur et à mesure que le fumier et les organismes morts se décomposent, ils libèrent graduellement des éléments nutritifs qui peuvent alors être absorbés par les plantes et utilisés pour leur croissance et leur développement. En se mêlant au sol, toutes ces substances forment de nouvelles molécules qui vont conférer au sol de nouvelles caractéristiques. Les molécules de MOS peuvent absorber jusqu'à cent fois plus d'eau que les molécules de poussière ; ils peuvent aussi retenir les éléments nutritifs et les fournir aux plantes avec la même efficacité¹. La matière organique fournit également des molécules liantes qui lient les particules du sol entre elles, protégeant ainsi le sol contre l'érosion et le rendant plus poreux et moins tassé. Ce sont ces propriétés qui permettent aux sols d'absorber la pluie pour la rejeter graduellement dans les rivières, les lacs et les plantes. Ce sont elles aussi qui permettent la croissance des racines des plantes. Pendant que les plantes poussent, davantage de chaume entre ou reste dans le sol et de la nouvelle matière organique se forme, créant alors un cycle continu qui permet l'accumulation de matière organique dans le sol. Ce processus est à l'œuvre depuis des millions d'années et cette accumulation de matière organique dans les sols a grandement contribué à faire baisser la teneur en CO₂ de l'atmosphère il y a des millions d'années, ce qui a permis l'émergence des formes de vie actuelles sur la Terre.

La matière organique se trouve principalement dans la couche supérieure du sol, qui est la plus fertile. Du fait qu'elle se trouve sur le dessus, elle est sujette à l'érosion et a besoin d'être protégée par un couvert végétal, qui est lui aussi une source permanente de matière organique supplémentaire. La vie des plantes et la fertilité du sol se renforcent donc mutuellement et la matière organique fait le lien entre les deux. Mais la matière organique constitue aussi la nourriture des bactéries, des champignons, des petits insectes et autres organismes qui vivent dans le sol. Ce sont eux qui, à partir du fumier et de la matière morte, produisent les éléments nutritifs et les substances extraordinaires dont nous avons parlé plus haut ; ce sont eux aussi qui décomposent les substances organiques du sol. Par conséquent, la matière organique doit être constamment remplacée ; quand ce n'est pas le cas, elle disparaît peu à peu du sol. Quand les micro-organismes et les autres organismes vivant dans le sol décomposent la matière organique, ils produisent de l'énergie pour eux-mêmes et libèrent des minéraux et du CO₂ en même temps : chaque kilo de matière organique qui se décompose provoque une émission correspondante de 1,5 kilo de CO₂ dans l'atmosphère.

Partout dans le monde, les paysans ont développé une grande compréhension des sols. L'expérience leur a appris qu'il faut s'occuper du sol, le soigner, le nourrir et le laisser se reposer. Ce savoir-faire transparaît souvent dans les pratiques agricoles traditionnelles : les applications de fumier, de rési-



Cultures détruites par la sécheresse. Photo : Practical Action

dues de récoltes et de compost nourrissent le sol et renouvellent la matière organique. Laisser une partie de la terre en friche (jachère) dans un système de rotation, en particulier quand on encourage l'apparition de végétation sauvage (jachère couverte) permet au sol de se reposer, de façon que les processus de décomposition puissent se dérouler correctement. Le labour léger, les terrasses, le paillage et autres pratiques de conservation du sol protègent celui-ci contre l'érosion, empêchant la matière organique de s'envoler ou d'être emportée par les eaux de ruissellement. Le couvert forestier est souvent préservé tel quel, modifié le moins possible ou imité, pour que les arbres puissent protéger le sol contre l'érosion et fournir davantage de matière organique. Quand, à certaines périodes de l'Histoire, on a oublié ou voulu ignorer ces pratiques, les conséquences ont été douloureuses. Ce fut apparemment l'une des causes principales de la disparition du royaume des Mayas en Amérique centrale et peut-être la raison de plusieurs crises de l'Empire de Chine. On sait également que ce fut la cause majeure du « Dust Bowl » aux États-Unis et au Canada dans les années 1930.

L'industrialisation de l'agriculture et la perte de matière organique du sol

L'industrialisation de l'agriculture, qui a commencé en Europe et en Amérique du Nord pour être imitée ensuite par la révolution verte dans d'autres parties du monde, partait du principe que la fertilité du sol peut être maintenue et même améliorée par l'utilisation d'engrais chimiques. La matière organique dans le sol n'avait guère d'importance. Des décennies d'industrialisation de l'agriculture et l'imposition de normes techniques industrielles aux petites exploitations ont altéré les processus qui assurent de nouvelles réserves de matière organique dans les sols et empêchent la matière organique qui y est déjà stockée de s'envoler ou d'être emportée par les eaux. Au départ, on ne s'est pas intéressé aux conséquences

1. C.C. Mitchell et J.W. Everest, « Soil testing and plant analysis », Dept. Agronomy and Soils, Auburn University, www.clemson.edu/agsrvlrb/sera6/SERA6-ORGANIC_doc.pdf

Tableau 1. Capturer du dioxyde de carbone en produisant de la matière organique (MOS)

CO ₂ dans l'atmosphère (1)	2 millions 867 mille 500 tonnes
CO ₂ en excès dans l'atmosphère (2)	717 millions 800 mille tonnes
Surface arable mondiale (3)	5 milliards d'hectares
Surface cultivée mondiale (4)	1 milliard 800 millions d'hectares
Perte moyenne de MOS dans les terres cultivées	2 %
Perte moyenne de MOS dans les prairies et les terres non-cultivées	1 %
Perte de matière organique dans les sols	150 mille - 205 milliards de tonnes
Quantité de CO ₂ séquestré en cas de récupération de ces pertes	220 mille - 300 milliards de tonnes

1. Carbon Dioxide Information Analysis Center. http://cdiac.ornl.gov/pns/graphics/c_cycle.htm

2. Calculs sur la base de l'échange de la concentration du CO₂ dans l'air.

3. FAOSTAT : <http://faostat.fao.org/site/377/default.aspx#ancor>

4. Ibidem

Source : calculs de GRAIN.

de l'absence de renouvellement de la matière organique et de l'utilisation des engrais, car les sols contenaient de vastes réserves de matière organique. Mais avec le temps, ces réserves se sont épuisées et les effets sont devenus plus visibles, provoquant dans certaines parties du monde de véritables désastres. Dans l'ensemble, l'équilibre pré-industriel entre air et sol consistait en une tonne de carbone dans l'atmosphère pour deux tonnes de carbone dans le sol. La proportion est passée actuellement de 1,7 tonne de carbone dans le sol pour chaque tonne dans l'air².

La matière organique du sol se mesure en pourcentage : 1 % signifie que chaque kilo de sol contient dix grammes de matière organique. Selon l'épaisseur du sol, cela correspond à une quantité variant entre 20 et 80 tonnes à l'hectare. La teneur en matière organique nécessaire pour assurer la fertilité varie grandement, selon l'histoire de la formation des sols, leur composition, les conditions climatiques, etc. Cependant, on admet qu'en général 5 % de matière organique est un minimum satisfaisant pour un sol sain, même si certains sols nécessitent une teneur en matière organique d'au moins 30 % pour obtenir des récoltes optimales.

Un grand nombre d'études montrent que les sols agricoles d'Europe et des États-Unis ont perdu, en moyenne, 1 ou 2 % de matière organique sur 20 à 50 cm de surface³. Ce chiffre est probablement sous-estimé, car le point de comparaison est

le niveau de matière organique du début du XX^{ème} siècle, une époque donc où beaucoup de sols avaient déjà subi des processus d'industrialisation et avaient peut-être déjà perdu de grandes quantités de matière organique. Certains sols du Midwest américain qui contenaient 20 % de carbone dans les années 1950, n'en ont plus que 1 à 2 %⁴. Certaines études menées au Chili, en Argentine⁵, au Brésil⁶, en Afrique du Sud⁷ et en Espagne⁸ font état de pertes allant jusqu'à 10 %. Des données fournies par des chercheurs de l'Université du Colorado indiquent que la perte mondiale de matière organique dans les sols agricoles s'élève en moyenne à 7 %⁹.

4. Tim J. LaSalle et Paul Hepperly, « Regenerative Organic Farming : a solution to global warming », Rodale Institute, 2008, http://www.rodaleinstitute.org/files/Rodale_Research_Paper-07_30_08.pdf

5. I. Gasparri, R. Grau, E. Manghi, « Carbon Pools and Emissions from Deforestation in Extra-Tropical Forests of Northern Argentina Between 1900 and 2005 », <http://cat.inist.fr/?aModele=afficheN&cpsidt=20955915>, J. Galantini, « Materia Orgánica y Nutrientes en Suelos del Sur Bonaerense. Relación con la textura y los sistemas de producción », <http://www.fertilizando.com/articulos/Materia%20Organica%20y%20Nutrientes%20en%20Suelos%20del%20Sur%20Bonaerense.asp>

6. Carlos C. Cerri, « Emissions due to land use changes in Brazil », EU Conference on Soil and Climate Change, 12 juin 2008, <http://ec.europa.eu/environment/soil/pdf/cerri.pdf>

7. C. S. Dominy, R. J. Haynes, R. van Antwerpen, « Loss of soil organic matter and related soil properties under long-term sugarcane production on two contrasting soils », *Biology and Fertility of Soils*, N° 5, Vol. 36, novembre 2002, pp. 350-56, <http://www.springerlink.com/content/jyn1e6lv8qjm5tpk/>

8. E. Noailles et A. de Veiga, « Pérdida de Fertilidad de un Suelo de Uso Agrícola », Instituto de Suelos, Argentina, résumé disponible sur http://www.inta.gov.ar/suelos/info/documentos/informes/perdida_fertilidad.htm

9. K. Paustian, J. Six, E.T. Elliott et H.W. Hunt, « Management options for reducing CO₂ emissions from agricultural soils », *Biogeochemistry*, N° 1, Vol. 48, janvier 2000, pp. 147-63,

2. Y.G. Puzachenko et al., « Assessment of the Reserves of Organic Matter in the World's Soils : Methodology and Results », *Eurasian Soil Science*, N° 12, Vol. 39, 2006, pp. 1284-96, <http://www.springerlink.com/content/87u0214xr8720v45/>, Rothamsted Research, the leading UK research centre, calculates 2-3 times as much carbon in soils as in the atmosphere : <http://www.rothamsted.ac.uk/aen/somnet/intro.html>

3. R. Lal et J.M. Kimble, « Soil C Sink in U.S. Cropland », http://www.cnr.berkeley.edu/csrd/publications/pdf/Soil_C_Sink_in_U.S._Cropland.pdf, P. Bellamy. « UK losses of soil carbon – due to climate change? », Natural Resources Department, Cranfield University : <http://ec.europa.eu/environment/soil/pdf/bellamy.pdf>

1 Les engrais industriels : un problème de plus en plus insurmontable

La destruction de la fertilité du sol s'explique en particulier par l'énorme augmentation au niveau mondial de l'usage des engrais chimiques en agriculture : la consommation mondiale a en effet plus que quintuplé depuis 1961¹. Le premier graphique suit l'évolution de la consommation d'azote dans le monde, soit une multiplication par sept depuis les années 1960². Mais une bonne partie de cet azote n'atteint jamais les plantes et se retrouve dans les nappes phréatiques ou dans l'air. Plus les agriculteurs utilisent d'engrais azotés, plus l'azote devient inefficace. Le second graphique montre le rapport entre les rendements et la consommation d'azote dans les cultures de maïs, de blé, de soja et de riz, les quatre céréales qui occupent presque le tiers de toutes les terres cultivées : aujourd'hui, le rendement par kilo d'azote appliqué n'est plus que le tiers de ce qu'il était en 1961, au début de l'expansion mondiale de l'usage des engrais.

L'efficacité décroissante des engrais industriels n'est pas une surprise en soi. En effet, les experts en sols et les paysans ont toujours su que les engrais industriels épuisent la fertilité du sol en détruisant la matière organique. Quand on applique des engrais chimiques, les éléments nutritifs solubles deviennent immédiatement disponibles en grande quantité, provoquant une vague d'activité et de multiplication microbiennes. Toute cette activité microbienne à son tour accélère la décomposition de la matière organique, parce que celle-ci est utilisée très rapidement, et provoque des émissions de CO₂ dans l'atmosphère. Quand les substances nutritives provenant des engrais se raréfient, la plupart des micro-organismes meurent et la teneur en matière organique du sol diminue. Comme ce processus est à l'œuvre depuis des dizaines d'années et qu'il est aggravé par les labours, le taux de MOS baisse. De surcroît, la démarche technologique qui pousse à l'utilisation des engrais exige également de se débarrasser ou de brûler les résidus des récoltes, au lieu de les réincorporer dans le sol.

Au fur et à mesure que les sols perdent de la matière organique, ils se tassent et leur capacité d'absorption de l'eau et de rétention des éléments nutritifs se réduit. Les racines y poussent moins bien et ont plus de mal à absorber les éléments nutritifs ; ceux-ci disparaissent plus facilement du sol et il reste moins d'eau disponible dans le sol pour la croissance des végétaux. Finalement, l'utilisation des éléments nutritifs provenant des engrais devient de moins en moins efficace et la seule façon de contrecarrer ce manque d'efficacité est d'augmenter les doses d'engrais, comme on le constate partout dans le monde. Cependant, multiplier les applications ne fait qu'aggraver le problème. Manque d'efficacité et destruction du sol s'accroissent. On entend souvent les agriculteurs biologiques dire qu'ils se sont tournés vers l'agriculture biologique, parce qu'ils avaient pendant des années utilisé beaucoup d'engrais et que leurs rendements s'étaient écroulés.

Mais les engrais industriels ont d'autres effets nocifs. Ainsi, les formes d'azote fournies par les engrais chimiques se transforment rapidement dans le sol, provoquant des émissions de protoxyde d'azote dans l'air. La contribution du

1. Voir le site de l' Association internationale de l'industrie des engrais, <http://www.fertilizer.org/ifa/Home-Page/STATISTICS>

2. Données recueillies par GRAIN à partir de statistiques fournies par l'IFA, <http://www.fertiliser.org/ifa/Home-Page/STATISTICS> ;
FAO, <http://faostat.fao.org/default.aspx>

124 Calculs relatifs au climat

Supposons que dans le monde les sols aient perdu, en moyenne, au bas mot, 1 à 2 % de matière organique dans les 30 cm de surface depuis le début de l'agriculture industrielle. Cela signifierait une perte d'environ 150 à 205 milliards de tonnes de matière organique. Si nous parvenions à réincorporer cette matière dans le sol, nous débarrasserions l'atmosphère de 220 à 330 milliards de tonnes de CO₂. Remarquablement, ce chiffre représente 30 % du CO₂ actuellement en excès dans l'atmosphère. Les données sont résumées dans le Tableau 1.

En d'autres termes, une récupération active des MOS servirait effectivement à refroidir la planète. Le potentiel est même

nettement plus élevé que ne le laissent supposer les chiffres ci-dessus, car beaucoup de sols pourraient en fait stocker – et même s'en voir améliorés – une plus grande quantité de matière organique que les 1 à 2 % du taux de récupération utilisé dans notre exemple.

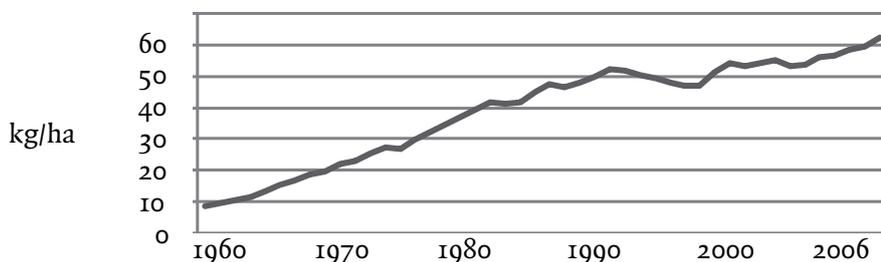
Réincorporer la matière organique dans le sol : est-ce jouable ?

L'industrialisation de l'agriculture qui a détruit les MOS dure depuis plus d'un siècle dans les pays industrialisés. Mais le processus mondial toutefois, a vraiment commencé dans les années 1960 avec la révolution verte. La question est donc la suivante : combien de temps faudrait-il pour contrecarrer les effets, disons, de cinquante ans de détérioration du sol ? Pour récupérer 1 % des MOS, il faudrait qu'environ 30 tonnes de matière organique entre dans le sol et y reste. Cependant, en moyenne, seulement deux tiers de la matière organique ajoutée aux sols agricoles sont décomposés par les organismes

résumé disponible sur <http://www.springerlink.com/index/MV0287422128426T.pdf>

protoxyde d'azote à l'effet de serre est deux cent fois plus importante que celle du CO₂³, et il est responsable de plus de 40 % de l'effet de serre résultant des pratiques agricoles. Pis encore, le protoxyde d'azote détruit également la couche d'ozone.

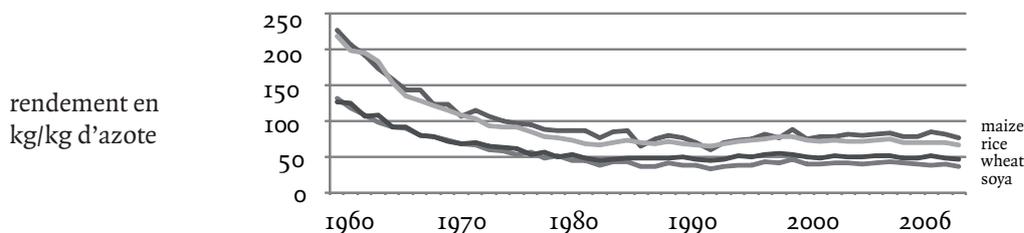
Graphique 1. Augmentation de l'usage des engrais azotés : d'une moyenne de 8,6 kg/ha en 1961 à 62,5 kg/ha en 2006⁴



Consommation mondiale d'engrais azotés en kg par hectare.

Pour chaque kg d'azote utilisé, on obtenait 226 kg de maïs en 1961, mais seulement 76 kg en 2006. Les chiffres respectifs pour le riz, le soja et le blé sont les suivants : 217 et 66 kg, 131 et 36 kg, et 126 et 45 kg⁵.

Graphique 2. Augmentation de l'inefficacité des engrais



3. P. Forster et al., « Changes in Atmospheric Constituents and Radiative Forcing », S. Solomon et al. (eds.), *Climate Change 2007. The Physical Science Basis*, Contribution du groupe de travail 1 du 4^{ème} Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, Cambridge University Press, Londres, New York, 2007, p. 212.

4. Site de l'IFA, <http://www.fertilizer.org/ifa/Home-Page/STATISTICS>

5. Données recueillies par GRAIN à partir de statistiques fournies par l'IFA, <http://www.fertiliser.org/ifa/Home-Page/STATISTICS>; FAO, <http://faostat.fao.org/default.aspx>

qui y vivent ; les minéraux qui en résultent servent à nourrir les récoltes. Ainsi, pour pouvoir ajouter 30 tonnes de MOS en permanence, il faudrait un total de 90 tonnes de matière organique par hectare. Cela ne peut se faire rapidement et requiert un processus graduel.

Quelle quantité de matière organique les agriculteurs du monde entier peuvent-ils, en restant réalistes, espérer introduire dans le sol ? La réponse varie grandement selon la localisation, le système de culture et l'écosystème. Un système de production qui s'appuie exclusivement sur des récoltes annuelles non diversifiées peut fournir de 0,5 à 10 tonnes de matière organique par hectare et par an. Si le système de culture est diversifié et que l'on introduit des herbages et des engrais verts, on peut facilement doubler ou tripler ce chiffre. Si l'on y ajoute des animaux, la quantité de matière organique n'augmentera pas nécessairement, mais la culture du fourrage et d'engrais verts devient économiquement possible et rentable. De plus, l'association d'arbres et de plantes sauvages dans la gestion de ce système permet non seulement d'augmenter les récoltes, mais aussi de produire davantage de matière orga-

nique. Tandis que la matière organique augmente dans le sol, la fertilité du sol s'améliore et la quantité de matière organique disponible augmente elle aussi. Au début de leur conversion à l'agriculture biologique, les agriculteurs incorporent chaque année moins de 10 tonnes de matière organique à l'hectare mais après quelques années, ils peuvent en produire jusqu'à 30 tonnes par hectare.

Si des politiques et des programmes agricoles proactifs étaient élaborés dans le but de promouvoir partout l'incorporation de matière organique dans le sol, les objectifs initiaux pourraient rester assez modestes, puis devenir progressivement plus ambitieux. Le Tableau 2 donne un exemple de la façon dont cette matière organique pourrait être incorporée au sol.

L'exemple ci-dessus est parfaitement plausible. Aujourd'hui l'agriculture mondiale produit chaque année au moins deux tonnes de matière organique utilisable par hectare. Les récoltes à elles seules en produisent plus d'une tonne à l'hectare¹⁰, et

10. Calculs obtenus par GRAIN basés sur la production agricole

Tableau 2. Impact de l'incorporation progressive de matière organique du sol (MOS) dans les sols agricoles dans le monde

Périodes	1-10 ans	11-20 ans	21-30 ans	31-40 ans	41-50 ans
Tonnes de matière organique incorporée par hectare, par an	1,5	3	4	4,5	5
Total de matière organique incorporée dans les terres agricoles dans le monde à la fin de la période (en milliards de tonnes)	75	225	425	650	900
Augmentation moyenne de matière organique dans le sol à la fin de la période (en pourcentage)	0,15	0,50	0,94	1,4	2,0
Total du CO ₂ capturé par an (en millions de tonnes)	3 750	7 500	10 000	11 250	12 500
Total du CO ₂ capturé pendant la période (en millions de tonnes)	37 500	112 500	212 500	325 000	450 000

Source : calculs de GRAIN.

le recyclage des déchets organiques urbains et des eaux usées pourraient encore en ajouter environ 0,2 tonne à l'hectare¹¹. Si la récupération de MOS devenait un des objectifs centraux des politiques agricoles, il serait parfaitement possible et raisonnable de fixer comme but initial une incorporation en moyenne partout dans le monde de 1,5 tonne par hectare et par an. Ce nouveau scénario nécessiterait bien sûr un changement de stratégie et l'utilisation de techniques différentes, telles des systèmes de cultures diversifiées, une meilleure association des cultures et de l'élevage, davantage d'arbres et de végétation sauvage, etc. Cette augmentation de la diversité, à son tour, accroîtrait le potentiel de production, et l'incorporation de matière organique améliorerait peu à peu la fertilité du sol, créant ainsi un cercle vertueux : accroissement de la productivité et augmentation des réserves de matière organique. La capacité du sol à retenir l'eau en serait améliorée, diminuant l'intensité des inondations et des sécheresses provoquées par les pluies excessives. La sévérité de l'érosion diminuerait, ainsi que l'acidité et l'alcalinité des sols, ce qui permettrait de réduire, voire d'éliminer, une toxicité qui s'avère être un des problèmes majeurs des sols dans les zones tropicales et les zones arides. De plus, une activité biologique plus importante dans le sol protégerait les plantes contre les ravageurs et les maladies. Chacune de ces améliorations implique une plus grande productivité et par conséquent une plus grande réserve de matière organique dans le sol, ce qui permettrait, au fil des années, de fixer des objectifs d'incorporation de MOS plus ambitieux. Cela permettrait également de produire plus de nourriture.

Même cet objectif initial très modeste pourrait avoir une portée considérable : comme le montre le Tableau 2, le processus démarrerait avec une incorporation annuelle de 1,5 tonne de matière organique durant les dix premières années, ce qui signifie que 3 750 millions de tonnes de CO₂ seraient capturées chaque année. Ce chiffre correspond à environ 9 % du total des émissions d'origine humaine¹². Deux autres formes de réduction de gaz à effet de serre (GES) seraient obtenues simultanément : premièrement, des substances nutritives équivalant au moins à la production mondiale d'engrais actuelle seraient capturées dans les sols agricoles du monde¹³. L'élimination de la production et de l'utilisation des engrais chimiques telles qu'on les connaît actuellement pourraient encore réduire les émissions de GES en diminuant à la fois les émissions de protoxyde d'azote (soit à peu près 8 % de toutes les émissions de GES et de loin la contribution la plus importante de l'agriculture à l'effet de serre, après la déforestation) et la production et le transport d'engrais qui sont actuellement responsables de plus de 1 % des émissions de GES dans le monde.¹⁴ Deuxièmement, si les déchets organiques étaient réincorporés dans les sols agricoles, le méthane et les émissions de CO₂ provenant des décharges et des eaux usées (équivalent à 3,6 % du total des émissions actuellement)¹⁵ pourraient être réduits de façon significative. En résumé, même un début aussi modeste aurait la capacité de réduire les émissions mondiales de GES d'environ 20 % par an.

Il est aussi à noter que nous n'avons parlé ici que des dix

annuelle mondiale. Les données des graphiques sont tirées de J.B. Holm-Nielsen, http://www.dgs.de/uploads/media/18_Jens_Bo_Holm-Nielsen_AUE.pdf, et Oak Ridge National Laboratory desm EU, http://bioenergy.ornl.gov/papers/misc/energy_conv.html, <http://www.globalchange.umich.edu/globalchange/current/lectures/kling/energyflow/energyflow.html>

11. K.A. Baumert, T. Herzog et J. Pershing, « Navigating the Numbers : Greenhouse Gas Data and International Climate Policy », World Resources Institute, <http://www.wri.org/publication/navigating-the-numbers>

12. Calculs effectués à partir des graphiques du Greenhouse Gas Bulletin N° 4, <http://www.wmo.int/pages/prog/arep/gaw/ghg/GHGbulletin.html>

13. Calculs effectués à partir de la teneur en substances nutritives de la matière organique et efficacité de récupération : azote : 1,2-1,8 %, rendement : 70 % ; phosphore : 0,5-1,5 %, rendement : 90 % ; potassium : 1,0-2,5 %, rendement : 90 %.

14. Voir « Navigating the Numbers : Greenhouse Gas Data and International Climate Policy », World Resources Institute, <http://www.wri.org/publication/navigating-the-numbers>.

15. Ibid.

premières années. Le Tableau 2 indique que, si nous décidons d'augmenter progressivement le taux de réincorporation de matière organique dans nos sols agricoles, nous pourrions, en 50 ans, accroître la proportion de matière organique dans le sol de 2 %. C'est à peu près le temps qu'il a fallu à la nature pour perdre cette quantité de matière. Du même coup, nous aurions capturé 450 milliards de tonnes de CO₂, soit plus des deux tiers du CO₂ en excès actuellement dans l'atmosphère !

C'est faisable, mais avec des politiques adéquates

La crise climatique nécessite une réponse politique qui entraînerait de nombreux changements sociaux et économiques. Bien que la récupération de MOS soit une manière viable et permettant de refroidir la planète, le changement climatique continuera à empirer, à moins que nous n'acceptions des changements fondamentaux dans nos habitudes de production et de consommation. Le processus consistant à réintroduire de la matière organique dans le sol ne sera pas applicable si les tendances actuelles de concentration des terres et d'homogénéisation du système alimentaire se poursuivent. L'objectif colossal de rendre au sol plus de 7 milliards de tonnes de matière organique chaque année ne pourra être atteint que si des millions de paysans et de communautés

rurales s'efforcent de le réaliser en même temps. Pour ce faire, il est absolument essentiel de mettre en place des réformes agraires qui donneraient aux petits agriculteurs – c'est-à-dire la majorité des paysans du monde – l'accès à la terre et leur permettraient, tant d'un point de vue biologique qu'économique, de mettre en place les rotations de cultures nécessaires, des jachères couvertes et des pâturages. Cette nouvelle politique nécessite également de démanteler toutes ces politiques anti-paysans actuelles qui les forcent à quitter leurs terres, telles les lois qui encouragent la monopolisation et la privatisation des semences et les réglementations qui protègent les grandes entreprises mais tuent les systèmes alimentaires traditionnels. Il faut faire marche arrière et mettre fin à l'hyperconcentration de la production animale – avec ses montagnes de déchets et ses lacs de purin, qui rejettent dans l'air des millions de tonnes de méthane et de protoxyde d'azote – et la remplacer par un système d'élevage décentralisé s'intégrant harmonieusement dans la production agricole. Comme nous le montrons dans d'autres articles de *Seedling*, le système alimentaire international actuel, l'un des facteurs clés du changement climatique, a besoin d'être entièrement bouleversé. Si nous y parvenons, la crise climatique a peut-être un remède : le sol.



(Photo : Development Fund Norway)

E

**L'ACCAPAREMENT DES
TERRES ET LE FUTUR DE
L'AGRICULTURE**



Les nouveaux propriétaires fonciers : Les sociétés d'investissement en tête de la course aux terres agricoles à l'étranger

Avec tout ce qu'on entend sur la « sécurité alimentaire » et les déclarations déformées des médias (cf. « La Corée du Sud achète la moitié des terres de Madagascar »¹), il n'est sans doute pas évident pour tout le monde que les principaux responsables de l'actuel accaparement des terres ne sont pas les pays ou les gouvernements, mais les grandes entreprises. L'attention s'est vraiment focalisée sur le rôle d'États comme l'Arabie saoudite, la Chine ou la Corée du Sud, alors qu'en réalité, même si les gouvernements facilitent les accords, ce sont des entreprises privées qui prennent le contrôle de la terre. Et leurs intérêts ne sont tout simplement pas les mêmes que ceux des gouvernements. 28/11/10

129

1. Il ne s'agissait pas de la Corée du Sud, mais de Daewoo Logistics.

« CE SERA UNE INITIATIVE PRIVÉE. »
 AMIN ABAZA,
 MINISTRE DE L'AGRICULTURE D'ÉGYPTE,
 DANS SON EXPOSÉ AUX AUTRES NATIONS
 AFRICAINES SUR LES ACQUISITIONS DE
 TERRES AGRICOLES EN ÉGYPTE,
 LORS DE LA JOURNÉE MONDIALE DE
 L'ALIMENTATION DE 2009

Prenez un exemple. En août 2009, le gouvernement de l'île Maurice a, par l'intermédiaire du Ministère des affaires étrangères, obtenu un bail à long terme pour 20 mille hectares de terre agricole fertile au Mozambique pour y produire du riz pour le marché mauricien. Il s'agit bien d'une externalisation de la production alimentaire, cela ne fait aucun doute. Mais ce n'est pas le gouvernement mauricien qui va, au nom du peuple mauricien, cultiver cette terre et rapatrier le riz dans l'île. Le Ministère mauricien de l'agro-industrie a en effet immédiatement sous-loué la terre à deux grandes entreprises : l'une, singapourienne, tient beaucoup à développer des marchés pour ses semences propriétaires de riz hybride en Afrique ; l'autre, du Swaziland, est spécialisée dans la production de bétail, mais aussi engagée dans la production d'agrocultures dans le Sud de l'Afrique¹. Bref, une situation tout à fait courante. En d'autres termes, nous devons faire attention de ne pas nous laisser aveugler par le rôle des

1. Voir GRAIN, « L'île Maurice en tête des acquisitions de terres rizicoles en Mozambique », *Oryza hybrida*, 1^{er} septembre 2009, <http://www.grain.org/hybridrice/?id=416> (disponible en anglais, en français et en portugais).

États, parce qu'en fin de compte, ce sont les intentions des grandes entreprises qui vont se révéler cruciales. Et celles-ci ont à leur disposition toute une réserve d'outils légaux, financiers et politiques.

« Ce qui était au départ une volonté du gouvernement de garantir l'existence de ressources alimentaires bon marché est devenu désormais un modèle économique viable et de nombreux pays du Golfe se lancent dans les investissements agricoles pour diversifier leur portefeuille. »

Sarmad Khan, « Farmland investment fund is seeking more than Dh1bn », *The National*, Dubai, 12 septembre 2009

Qui plus est, on a tendance à présumer que l'engagement du secteur privé dans l'accaparement mondial des terres est le fait d'entreprises agro-industrielles traditionnelles ou de sociétés de plantation, comme Unilever or Dole, et que le but serait tout simplement de poursuivre l'expansion du modèle d'agriculture contractuelle des dernières années. En réalité, on se rend compte que la haute finance, malgré l'indigence de son expérience en agriculture, est devenue un acteur essentiel de cette évolution. Tant et si bien que la phrase « investir dans l'agriculture », nouveau leitmotiv des bureaucrates du développement, n'est pas systématiquement à prendre comme un synonyme de fonds publics. De plus en plus, l'investissement en agriculture devient l'affaire... du monde de l'argent.

Le rôle du capital financier

« Nous ne sommes pas agriculteurs. Nous sommes une grande entreprise qui utilise les technologies dernier cri pour produire du soja de qualité. Certains fabriquent des chaussures ou des ordinateurs ; nous, nous produisons des denrées agricoles. »

Laurence Beltrão Gomes de SLC Agrícola, la plus grosse entreprise agricole du Brésil

GRAIN a tenté de voir qui sont véritablement ces investisseurs du secteur privé qui acquièrent actuellement des terres agricoles dans le monde pour

assurer une production alimentaire délocalisée. Il ressort de nos recherches que le rôle du capital financier – fonds et sociétés d'investissement – est absolument considérable. C'est la raison pour laquelle nous avons fait ce tableau qui donne une idée de la situation. Notre tableau donne ainsi un aperçu de plus de 120 structures d'investissement, récentes pour la plupart, qui se démènent pour acquérir des terres agricoles à l'étranger, à la suite de la crise financière². Que leurs projets se soient déjà matérialisés ou qu'ils en soient encore au stade d'objectif, ces sociétés sont engagées à hauteur de dizaines de milliards de dollars. Le tableau n'est pas cependant exhaustif. Il ne montre qu'un échantillon du genre d'entreprise ou d'instrument financier impliqués et les niveaux d'investissement prévus.

Les investisseurs privés ne se tournent pas vers l'agriculture pour résoudre le problème de la faim dans le monde ou éliminer la pauvreté rurale. Ce qu'ils veulent, c'est, purement et simplement, faire des bénéfices. Le monde a en effet changé de telle façon qu'on peut maintenant faire une fortune avec des terres agricoles. Les investisseurs savent avec certitude que les besoins alimentaires mondiaux vont continuer à croître, maintenant des prix élevés et fournissant un substantiel retour sur investissement à tous ceux qui ont la mainmise sur les ressources de base nécessaires. Et ces ressources de base, en particulier la terre et l'eau, sont plus que jamais soumises à la surexploitation. Faisant suite à la crise financière, les prétendus investissements alternatifs, comme les infrastructures ou les terres agricoles, font fureur. La terre elle-même est présentée comme offrant une sorte de protection contre l'inflation. Et comme sa valeur ne suit pas les variations des autres actifs comme l'or ou les devises, c'est un moyen pour les investisseurs de diversifier leur portefeuille.

2. Le tableau couvre trois types de structures : les investissements spécialisés, pour la plupart des investissements fonciers agricoles, les sociétés de gestion d'actifs et d'investissement et les investisseurs impliqués. Nous avons conscience que cela représente un mélange assez général mais il était important de garder le tableau le plus simple possible, <http://www.grain.org/e/194> (disponible seulement en anglais).

« Je suis convaincu que la terre va devenir l'un des meilleurs investissements de notre époque. A terme bien sûr, les prix alimentaires atteindront un niveau tel que le marché sera probablement inondé de denrées, suite au développement de nouvelles terres, de nouvelles technologies, ou bien des deux, et le marché haussier disparaîtra. Mais nous n'en sommes pas encore là. »

George Soros, juin 2009

Mais il ne s'agit pas seulement de la terre : nous touchons ici au système de production lui-même. Les investisseurs sont convaincus qu'ils peuvent aller en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les pays de l'ex-bloc soviétique, consolider leurs holdings, injecter un mélange de technologie, de capital et de compétences de gestion, installer des infrastructures et transformer des fermes sous-exploitées en vastes installations agro-industrielles. Leur objectif est souvent de tirer des flux de revenus des récoltes, mais aussi de la terre dont ils espèrent voir la valeur augmenter. On est dans la « version multinationale » de la révolution verte et les ambitions sont fortes : « Mon patron veut créer le premier Exxon Mobil du secteur agricole », explique Joseph Carvin du One World Agriculture Fund d'Altima Partners, lors d'une réunion rassemblant à New York des investisseurs en agriculture venus du monde entier. Il n'est donc pas surprenant que les gouvernements, la Banque mondiale et les Nations unies, tiennent à s'associer à ce mouvement. Mais ce ne sont pas eux qui mènent la danse.

« Quand on leur a demandé s'ils accueilleraient favorablement un transfert de technologies agricoles étrangères 'supérieures' pour compenser les acquisitions de terres philippines, les agriculteurs de Negros Occidental ont répondu avec une certaine lassitude, mais très clairement, qu'ils étaient parfaitement satisfaits de leurs propres savoirs et pratiques permettant une agriculture de subsistance durable et diversifiée. Leur expérience des variétés à haut-rendement et des technologies dépendantes de la chimie apparues avec la révolution verte leur a fait comprendre qu'il était

plus intéressant pour eux de se tourner vers une agriculture biologique diversifiée, avec le soutien d'organisations d'agriculteurs et de scientifiques ou d'associations telles MASIPAG et PDG Inc. »

Theodora Tsentas, « Foreign state-led land acquisitions and neocolonialism : A qualitative case study of foreign agricultural development in the Philippines », septembre 2009

Riche et encore plus riche

Les nouveaux propriétaires fonciers qui apparaissent aujourd'hui sont des managers de fonds de capital risque, des opérateurs spécialisés dans les fonds agricoles, des fonds de couverture, des fonds de pension, des grandes banques et autres. Ils font preuve d'un appétit démesuré et avancent à un rythme effréné, ce qui n'est somme toute pas surprenant, étant donné la bousculade générale pour essayer de sortir de la crise financière. Les données consolidées ne sont pas disponibles mais on peut voir déjà que des milliards de dollars passent dans des acquisitions de terres agricoles liées à un nombre toujours croissant de projets destinés à « faire fortune rapidement ». Une partie de ces dollars proviennent de l'argent durement économisé par des enseignants, des fonctionnaires ou des ouvriers dans des pays comme les États-Unis ou le Royaume-Uni. Ce qui veut dire que beaucoup de citoyens ordinaires ont également des intérêts dans cette évolution, qu'ils en soient conscients ou non.

Cela signifie aussi qu'un nouveau lobby, extrêmement puissant et représentant les intérêts des grandes entreprises, est en train de se mettre en place. Il cherche à obtenir des conditions favorables pour faciliter et protéger les investissements agricoles. Il s'agit de se débarrasser de ces lois foncières gênantes qui ferment les possibilités de propriété aux étrangers, d'annuler les restrictions sur les exportations alimentaires en vigueur dans les pays-hôtes et de contourner toutes les réglementations concernant les organismes génétiquement modifiés. Nous pouvons hélas être certains que les grandes entreprises concernées vont travailler main dans la main avec leur propre gouvernement et toutes les banques de développement, afin de

C'EST L'INDUSTRIE FINANCIÈRE LA PLUS PUISSANTE, AVEC OU SANS EXPÉRIENCE AGRICOLE, QUI ÉMERGE COMME ACTEUR CORPORATIF DÉCISIF.

réaliser à tout prix leurs objectifs partout dans le monde, en se servant d'accords de libre-échange, de traités bilatéraux d'investissement et des conditionnalités imposées par les bailleurs de fonds.

De fait, les gouvernements qui, au Nord comme au Sud, s'efforcent principalement de soutenir l'expansion de leur propre agro-industrie pour répondre à la crise alimentaire, sont également impliqués dans l'accaparement des terres dans le monde. Tous les accords et programmes privilégiés mis en place aujourd'hui dénotent une volonté de restructurer et d'étendre encore ce système alimentaire industriel fondé sur de vastes monocultures gourmandes en capital et destinées à l'exportation. Toutefois, même si tout cela a un air de déjà vu, certains éléments sont nouveaux et différents : tout d'abord, les infrastructures nécessaires au développement de ce modèle seront mises en place, contrairement à ce qui s'est passé avec la révolution verte. Comme nous pouvons le voir dans le tableau, le développement se fondera sur de nouvelles formes de financement. Troisièmement, il va falloir tenir compte de plus en plus de la concurrence croissante des grandes entreprises et des magnats des pays du Sud. Les compagnies transnationales américaines et européennes comme Cargill, Tyson, Danone et Nestlé, qui avaient l'habitude de faire la loi, se font désormais déborder par des conglomérats émergents comme

COFCO, Olam, Savola, Almarai et JBS³. Un rapport récent de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (la CNUCED) souligne que 40 % de toutes les fusions-acquisitions dans le domaine de la production agricole ont été l'an dernier des transactions Sud-Sud⁴. Soyons clairs, demain l'industrie alimentaire en Afrique dépendra largement des capitaux en provenance du Brésil, de la Chine et des pays du Golfe.

« Des communautés entières ont été dépossédées de leurs terres au profit d'investisseurs étrangers (...) La terre doit rester un patrimoine de la communauté en Afrique. »

N'Diougou Fall, ROPPA (Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest), juin 2009

Une façon d'exporter l'insécurité alimentaire

Étant donné le rôle essentiel joué par le secteur privé dans l'actuel accaparement des terres, il est évident que ces entreprises ne sont pas intéressées par le genre d'agriculture qui pourrait assurer la souveraineté alimentaire. De plus, compte-tenu du fait que la faim dans le monde augmente encore plus vite que la population, cela ne risque pas non plus de résoudre la question de la sécurité alimentaire. Un des leaders de Synergie paysanne au Bénin considère l'accaparement des terres comme étant essentiellement « une façon d'exporter l'insécurité alimentaire ». Car il s'agit bien ici de répondre aux besoins de certains (besoins de maïs ou d'argent) en privant les autres de leurs moyens de production de nourriture. Il a entièrement raison. Dans la plupart des cas, les investisseurs n'ont aucune expérience en agriculture. Selon le Coordinateur de MASIPAG aux Philippines, on peut s'attendre à ce que ces investisseurs viennent dans le pays, épuisent les élé-

ments biologiques et les substances nutritives des sols avec leur agriculture intensive, et s'en aillent tout simplement après quelques années, laissant derrière eux « un désert » pour les communautés locales.

« Certaines entreprises achètent des terres agricoles pour la canne à sucre puis les vendent sur les marchés internationaux. C'est du commerce, ni plus ni moins. »

Sharad Pawar, ministre de l'Agriculture d'Inde, qui dément la participation de son gouvernement à la nouvelle colonisation des terres africaines, le 28 juin 2009

On pourrait considérer comme une simple excentricité les tractations visant à faire de cet afflux soudain de dollars et de dirhams une sorte de programme destiné à résoudre la crise alimentaire, si ce n'était pas si dangereux. Depuis le siège des Nations unies à New York jusqu'aux coulisses des capitales européennes, on ne parle que d'accords « gagnant-gagnant ». Il suffirait soi-disant de se mettre d'accord sur quelques paramètres permettant de moraliser et de discipliner ces accords sur les acquisitions de terres pour que ceux-ci profitent aux communautés locales, sans effrayer les investisseurs. La Banque mondiale veut même créer un système de certification mondial et un service d'audit pour ce qui pourrait devenir un « accaparement des terres durable », dans le genre de ce qui se fait pour les palmiers à huile, l'exploitation forestière et les autres industries extractives.

Avant de se précipiter pour rejoindre le mouvement gagnant-gagnant, ne serait-il pas sage de se demander : « Avec qui ? Qui sont les investisseurs ? Quels sont leurs intérêts ? » On peut difficilement imaginer qu'avec autant d'argent en jeu, avec toute l'expérience tirée de l'histoire des grandes concessions et conversions foncières du passé – qu'il s'agisse d'exploitation minière ou de plantations – et compte tenu du rôle central de la finance et de l'agrobusiness dans ce domaine, ces investisseurs fassent soudainement preuve de fair-play. Il est tout aussi difficile d'imaginer que les gouvernements ou les agences internationales puissent soudain se mettre à leur demander des comptes.

3. COFCO a son siège en Chine, Olam à Singapour, Savola en Arabie saoudite ainsi qu'Almarai ; le siège de JBS est au Brésil.

4. UNCTAD, *World Investment Report 2009*, Genève, septembre 2009, p. xxvii. La plupart des investissements étrangers directs se font à travers des fusions-acquisitions, <http://j.mp/3rhvAI>, <http://j.mp/HuW6R>

S'engager dans ce genre d'investissements évite, tout simplement, de poser les bonnes questions. Soutenir les efforts des petits agriculteurs pour accéder à une véritable souveraineté alimentaire est en revanche un bon point de départ. Nous avons ici deux programmes diamétralement opposés qui ne sont pas interchangeables. Savoir qui sont les investisseurs et ce qu'ils cherchent réellement est d'une importance cruciale. Mais pour trouver des solutions à la crise alimentaire, encore faut-il se poser d'abord les bonnes questions.



De retour à la maison avec la récolte. (Photo : Development Fund Norway)

Tableau 1. Moyens d'investissement achetant des terres agricoles en Afrique, en Asie, en Amérique latine et en Europe de l'Est*

Moyen d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Altima One World Agriculture Fund	Îles Caïman/EU	- Altima Partners (Royaume-Uni) - IFC (Banque mondiale)	Altima One World Agricultural Fund est un fonds de 625 millions de dollars US créé par Altima Partners, un fonds de couverture américain de 3 milliards de dollars, destiné à investir dans les terres et les exploitations agricoles dans les pays émergents. Altima investit dans l'agrobusiness en Amérique latine et dans la région Russie-Ukraine-Kazakhstan (RUK). Trois quarts de son portefeuille concernent des entreprises de production agricole et 25 % des entreprises agricoles cotées en bourse. En février 2009, le bras d'investissement privé de la Banque mondiale, la Société financière internationale (IFC), a annoncé son partenariat avec le fonds d'Altima dans lequel elle a injecté 75 millions de dollars. Altima possède 40 % de la société argentine El Tejar, qui elle-même possède et loue plus de 200 000 ha de terres agricoles en Argentine, au Brésil, en Uruguay, au Paraguay et en Bolivie. El Tejar a l'intention de démarrer la production en Colombie en 2010. En 2009, le Capital Group a investi 150 millions de dollars US dans El Tejar pour prendre une participation de 13 % dans cette société. En mars 2010, El Tejar annoncé son intention de conduire une introduction à la bourse de New York.
APG Investment	Pays-Bas		APG (All Pensions Group) a été mis en place en mars 2008 et est l'un des plus gros gestionnaires d'actifs de fonds de pension du monde, soit environ 217 milliards d'euros des pensions de 2,7 millions de Hollandais. APG a récemment établi un Farmland Fund pour investir dans « des structures qui louent des terres agricoles, ainsi que des structures qui exploitent les terres ». Il a aussi un Forestry Fund, datant de 2007, qui investit à la fois dans les forêts et dans les fermes. Selon le directeur de son fonds agricole, Frank Asselbergs, « quand nous parlons d'investir dans des fermes, n'allez pas vous imaginer qu'il s'agit d'une petite exploitation hollandaise pittoresque dont vous pouvez faire le tour en tracteur en moins d'une heure. Ce sont d'énormes parcelles de terrain, situées principalement en Amérique latine. Et elles ne sont pas gérées par un agriculteur que nous embaucherions, mais par des sociétés professionnelles. Nous avons récemment acheté une exploitation de la taille de la région de Veluwe aux Pays-Bas. Cela fait des milliers d'hectares. Nous sommes actifs en Uruguay, au Paraguay, au Brésil et en Argentine. Nous sommes au cœur de l'avenir de l'agriculture. Nous avons aussi des fermes en Australie et nous nous intéressons maintenant à d'autres régions du monde. Y compris l'Europe. »
BKK Partners	Australie	- Indochina Gateway Capital Ltd (Cambodge)	BKK prévoit d'investir 600 millions de dollars US au Cambodge, pour y produire du riz, des bananes et du sucre. L'entreprise est en cours de négociations avec le gouvernement cambodgien et a déjà commencé à regarder des sites potentiels.
Calyx Agro	Argentine	- Louis Dreyfus (France) - AIG (EU)	Louis Dreyfus est l'un des plus grands négociants de céréales du monde. Il a établi le fonds Calyx Agro en 2007 pour acquérir des terres agricoles au sud de l'Amérique latine. Louis Dreyfus Commodities possède déjà plus de 60 000 ha de terres agricoles au Brésil, pour lesquelles il a consacré 120 millions de dollars US. AIG a investi 65 millions de dollars dans le fonds en 2008. Le fonds a pour objectif d'identifier, d'acquérir, de développer, de convertir et de vendre des terres agricoles au Brésil, en Argentine, en Uruguay et au Paraguay. Louis Dreyfus investit également dans des terres africaines et ukrainiennes.

Moyen d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Citadel Capital	Égypte	Les principaux investisseurs et « family offices » d'Égypte, du Conseil de coopération des pays du Golfe et d'Afrique du Nord	Citadel Capital est spécialisé dans le capital investissement au Moyen Orient et en Afrique du Nord et contrôle plus de 8,3 milliards de dollars US. En 2008, Citadel a créé un fonds intitulé Sabina qui gère les investissements agricoles de Citadel Capital près de Kosti, dans l'État du Nil blanc au Soudan, où il a obtenu une tenure à bail de 99 ans sur une parcelle de terre fertile de 255 000 feddans (soit 107 000 ha) dont 37 kilomètres sont situés directement sur le Nil. Une partie des terres ont été allouées spécifiquement à la culture de la canne à sucre et le reste est destiné à une variété de cultures. Quelque 32 000 feddans (13 440 ha) sont déjà cultivés. La parcelle est à proximité d'un port fluvial appartenant à Keer Marine, un des investissements de Citadel Capital. Citadel dit considérer aussi des investissements en Ouganda, au Kenya et en Éthiopie. Citadel est propriétaire du plus grand producteur laitier égyptien, Dina Farms, (11,000 vaches). Il prévoit de doubler son cheptel en 3 à 5 ans. Dina Farms est une filiale de Gozour Holding Company, une société établie par Citadel avec d'autres investisseurs de la région.
Emergent Asset Management	Royaume-Uni	Toronto Dominion Bank (Canada)	Emergent gère un fonds foncier africain (Africa Agricultural Land Fund), avec des bureaux à Pretoria et à Londres. Depuis juin 2009, Emergent a le contrôle de plus de 150 000 ha en Angola, en Mozambique, en Afrique du Sud et en Zambie.
Feronia Inc	Canada	TriNorth Capital Inc. (Canada)	TriNorth est une société d'investissement canadienne gérée par Lawrence Asset Management Inc. Sa filiale Feronia Inc. a été créée pour investir dans la production agricole et les usines de transformation en Afrique du Sud, en Ouganda, au Zimbabwe et en République démocratique du Congo (RDC). Elle travaille avec des experts brésiliens pour développer des plantations de soja, de tournesol, de palmiers à huile et autres sur des terres acquises en Afrique. En septembre 2009, elle a acquis une plantation de 100 000 ha en RDC, en achetant Plantations et Huileries du Congo S.C.A.R.L. TriNorth est également propriétaire du Wild Horse Group qui achète et consolide des terres agricoles au Canada et « a l'intention de devenir l'un des plus grands propriétaires et exploitants canadiens de terres irriguées au Saskatchewan ».

Moyen d'investissement	Siège social	Participants	Détails
International Farmland Holdings / Adeco Agropecuaria	EU/ Argentine	- George Soros (EU) - Pampa Capital Management (Royaume-Uni) - Halderman (EU)	International Farmland Holdings, connu également sous le nom d'Adeco, est une société d'investissements agricoles créée par Alejandro Quentin et le Soros Fund Management. Il a investi plus de 600 millions de dollars US en Argentine, au Brésil et en Uruguay pour acquérir 263 000 ha de terres agricoles.
Jarch Capital	Iles Vierges	Philippe Heilberg et autres riches particuliers américains	En 2009, Jarch a pris une participation de 70 % dans la société soudanaise Leac for Agriculture and Investment et pris à bail environ 400 000 ha de terres au Soudan du Sud, terres revendiquées par le Général Paulino Matip de l'Armée populaire de libération du Soudan. Peu après, Jarch a annoncé son intention de louer 400 000 ha supplémentaires en Afrique d'ici la fin de 2009.
NCH Agribusiness Partners	EU	NCH Capital (EU)	NCH Capital gère plus de 3 milliards de dollars US de dotations pour les universités, de fonds de pensions privés et publics, de fondations et de « family offices ». Il a un fonds d'agrobusiness de 1,2 milliard de dollars US spécialisé dans l'acquisition de fermes en Europe de l'Est. En Ukraine, NCH contrôle et gère un portefeuille sur plus de 350 000 ha.
Pharos Miro Agricultural fund	Emirats Arabes Unis (EAU)	- Pharos Financial Group (Russie) - Miro Holding International (Royaume-Uni)	Pharos Miro Agricultural Fund est un fonds de 350 millions de dollars, spécialisé initialement dans la culture du riz en Afrique et dans la production de céréales en Europe de l'Est et dans les anciennes républiques soviétiques. Il est en train d'obtenir un bail de 98 ans sur 50 000 ha de terres agricoles en Tanzanie pour y produire du riz.

Moyen d'investissement	Siège social	Participants	Détails
Teachers Insurance and Annuity Association, College Retirement Equities Fund (TIAA-CREF)	EU	COSAN (Brésil)	TIAA-CREF est le plus gros gestionnaire américain de fonds de pensions. Il aurait investi 340 millions de dollars US dans des terres américaines. TIAA-CREF a aussi créé un holding au Brésil, Mansilla, qui a investi 150 millions de dollars dans le fonds foncier de COSAN, Radar Propriedades Agrícolas, en 2008. Radar achète des terres agricoles pour les convertir à la production de canne à sucre et dans un but de spéculation. Ce fonds appartient pour 81,1 % à TIAA-CREF, mais il est entièrement aux mains de COSAN, le plus gros producteur de sucre du Brésil et l'un des plus gros producteurs mondiaux. Radar a dépensé les premiers 200 millions de dollars qu'il avait levés en quatre mois et vient d'en lever encore 200. Son portefeuille comporte 2 000 fermes.
Tiris Euro Arab	EUA		En novembre 2009, la société d'investissement Titis, basée à Abu Dhabi, a signé un contrat avec le gouvernement du Maroc, pour prendre à bail jusqu'à 700 000 ha de terres agricoles près de la ville de Guelmin, au sud-ouest du pays. Elle prévoit d'investir 44 millions de dollars dans ce projet et d'exporter la production vers le Moyen-Orient et l'Europe.

* Ce tableau est un extrait d'un tableau plus complet compilé par GRAIN en octobre 2009. Certaines informations ont été rajoutées.



**Le Millennium Challenge
Corporation américain :**

**138 L'Afrique livrée
au big business**

« Les pays africains partenaires du MCC sont ouverts aux affaires »
L'Ambassadeur John Danilovich, ex-directeur général du
Millennium Challenge Corporation (MCC), juin 2008. 13/04/10

Ces droits coutumiers sont souvent complexes et rarement immuables. Ils ont évolué avec le temps, changeant avec les politiques locales et s'adaptant aux pressions nouvelles, telles l'urbanisation, les migrations, la déforestation et la fragmentation des terres. Ils sont fondés sur des droits et des devoirs divers qui peuvent se concurrencer, et font partie intégrante des pratiques locales d'agriculture, de pêche et d'élevage. Depuis des années, ces systèmes de gestion des terres font l'objet d'une tentative de marginalisation de la part des cercles officiels, mais aujourd'hui ils sont en butte à un assaut sans précédent².

L'Afrique est devenue la nouvelle frontière pour la production mondiale de nourriture (et d'agrocarburants). Des milliards de dollars sont mobilisés pour mettre en place l'infrastructure qui permettra de relier toujours plus de terres agricoles africaines aux marchés mondiaux ; des milliards supplémentaires sont mobilisés par les investisseurs, afin de s'emparer de ces terres agricoles pour produire pour les marchés en question. Pour avoir une petite idée de ce qui est en train de se révéler petit à petit, il suffit de voir la gigantesque plantation de palmiers à huile que les plus gros producteurs mondiaux d'huile de palme ont prévue au Libéria, ou bien le projet de coopération Japon-Brésil destiné à transformer de vastes zones mozambicaines en plantations de soja de type brésilien³. Il ne reste plus de place dans cette vision du monde pour les millions de petits producteurs africains. Et tout comme les puissances coloniales d'autrefois, cette nouvelle vague d'envahisseurs a besoin d'une structure légale et administrative pour justifier et faciliter sa mainmise sur ces terres.

Quand les puissances européennes envahirent l'Afrique, elles apportèrent leur propre système de propriété privée. Les lois ont été ensuite établies à partir de ces systèmes afin de justifier, de garantir et de faciliter la façon dont les nouveaux venus s'emparaient des terres appartenant aux communautés locales. Mais ces lois ne furent quasiment jamais appliquées ou respectées au-delà des limites des fermes et des plantations européennes. Après l'Indépendance, même si les lois occidentales sont souvent restées applicables en théorie, ce sont les États africains qui sont devenus propriétaires en dernier ressort et souvent propriétaires exclusifs des terres sur leur territoire. Toutefois, ils n'avaient pas, en pratique, la capacité de gérer ces terres. C'est ainsi que la grande majorité des terres dans les campagnes africaines est restée soumise, tout au long de l'époque coloniale et jusqu'à nos jours, aux droits fonciers coutumiers des communautés locales¹.

1. Selon Philippe Lavigne Delville, anthropologue au GREC (France), « L'essentiel des terres rurales demeure géré selon des principes et procédures locales » Cf. Philippe Lavigne Delville, « Transition de la tradition à la modernité : Défis et progrès récents », <http://www.landcoalition.org/pdf/wbtdelvf.pdf>

2. Déclaration des plates-formes d'organisations paysannes membres du ROPPA, suite à l'atelier régional sur la sécurisation foncière des exploitations familiales à Ouagadougou le 13 avril 2008, http://www.roppa.info/IMG/pdf/Declaration_roppa_atelier_french.pdf

3. Japan International Cooperation Agency, « JICA development model to encourage increased agricultural production in Africa », 17 mars 2010, <http://farmlandgrab.org/11756> ; « Liberia : GOL, Golden Veroleum in US\$1.6bn negotiation » *Liberian Observer*, 12 janvier 2010, <http://farmlandgrab.org/10208>

Depuis déjà plus de dix ans, la Banque mondiale, l'USAID [Agence des États-Unis pour le développement international] et un certain nombre d'autres agences internationales et de bailleurs de fonds étrangers s'efforcent de monter les fondations qui assureront la conquête. Leurs démarches ont beau présenter quelques différences subtiles, ces agences centrent tous leurs programmes fonciers sur un seul et même objectif : créer, dans ces régions d'Afrique ciblées par les investisseurs étrangers, des marchés fonciers fondés sur des droits de propriété privée. Des équipes de consultants sont sans cesse parachutées sur tout le continent, afin de ré-écrire les lois, d'enregistrer les titres et de mettre en place une cartographie par satellite et des systèmes cadastraux, le but ultime étant de faciliter aux investisseurs étrangers l'acquisition des terres agricoles africaines. Au milieu de cette ruée fébrile sur les ressources foncières africaines, certains des acteurs augmentent encore la pression, pour s'assurer que les grandes entreprises dont ils défendent les intérêts obtiennent leur part du gâteau. Pour les investisseurs américains qui lorgnent les terres africaines, il existe un programme qui dépasse de loin tous les autres par son ampleur : c'est celui du Millennium Challenge Corporation (MCC) du gouvernement américain. Comme le montrent clairement ses projets fonciers expérimentés au Mali, au Ghana, au Mozambique et au Bénin, le MCC joue un rôle clé dans la marchandisation des terres agricoles africaines et dans leur ouverture à l'agro-business américain.

Une nouvelle forme d'ajustement structurel

Vers la fin de son premier mandat (2001-2005), le Président américain George W. Bush proposa de mettre en place une nouvelle organisation pour gérer l'aide humanitaire à l'étranger de son gouvernement. Il voulait une structure distincte de l'USAID, quelque chose qui ressemblerait davantage à une entreprise privée qu'à un programme gouvernemental. Celle-ci aurait son propre président et un conseil d'administration, lequel, tout en rendant des comptes au Congrès et en incluant le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Économie et des Finances, le Représentant américain au commerce et l'administrateur de l'USAID, comprendrait aussi quatre représentants du secteur privé.

Ce qui devait devenir le MCC fut créé par le Congrès américain en janvier 2004. La politique du MCC est sans complaisance et ressemble à un programme d'ajustement structurel. Le MCC dispose d'un large budget (que le Congrès a augmenté sous l'administration Obama : + 26 % en 2010). L'argent est versé sous forme de subventions, et non pas de prêts, aux pays que le MCC considère comme des candidats acceptables : une belle carotte qu'on agite pour attirer les pays. Cependant, même pour devenir candidat à ce financement, un pays doit d'abord passer un test MCC avec des points : ce test tient compte de critères tels que « pays encourageant le libéralisme économique » et est fondé sur des indices provenant d'institutions néo-libérales comme la Banque mondiale, la Fondation Héritage et le Fonds monétaire international (FMI). Si un pays marque suffisamment de points, il peut alors être promu par le MCC au stade « threshold » (pré-compact) qui lui donne accès à des sommes modiques, ce qui va lui permettre la mise en place

Tableau 1. Pays qui ont signé avec le MCC des Compacts incluant une réforme foncière

Pays	Date du Compact avec le MCC
Madagascar	2004
Nicaragua	2005
Bénin, Ghana, Mali	2006
Lésotho, Mongolie, Mozambique	2007
Burkina Faso	2008

les réformes structurelles que le MCC estime nécessaires pour accéder à l'éligibilité complète.

Une fois qu'il a passé tous les obstacles, un pays peut alors passer au stade suivant, c'est-à-dire mettre au point et signer avec le MCC un « Compact » qui spécifiera quatre ou cinq projets donnant droit au financement MCC. Le plus souvent, une équipe de consultants américains est expédiée dans le pays pour guider le gouvernement dans l'élaboration de la proposition de Compact, en l'orientant vers les secteurs les plus pertinents pour l'ouverture du pays aux investisseurs étrangers. Quand le Compact a été approuvé, l'argent commence à être versé. Toutefois la source peut se tarir rapidement, si le gouvernement prend une direction qui déplaît à Washington. Ainsi, le financement fourni au Nicaragua a été interrompu quand les sandinistes ont été élus au pouvoir. En revanche, le financement MCC s'est poursuivi après le coup d'Etat illégal de 2009 au Honduras⁴.

Quand il signe le Compact, le gouvernement qui reçoit les fonds doit mettre en place une organisation chargée de les administrer : c'est généralement un Millennium Challenge Account (MCA), qui opère de façon anonyme, avec son propre conseil d'administration, mais sous la supervision d'un

4. Alexander Main, Jake Johnston, « The Millennium Challenge Corporation and Economic Sanctions : A Comparison of Honduras With Other Countries », Center for Economic and Policy Research, Issue Brief, août 2009, <http://www.cepr.net/documents/publications/mcc-sanctions-2009-08.pdf>



Les marchés locaux n'ont pas leur place dans le schéma du MCC. (Photo : Development Fund Norway)

le MCC et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

En juin 2008, le MCC et l'AGRA ont signé un protocole d'accord qui établit le cadre de leur coopération en Afrique. Selon cet accord, les deux partenaires ont décidé de :

- faire des évaluations communes et des recommandations pour changer certaines politiques et réglementations concernant le système alimentaire et agricole dans tel ou tel pays, afin de faire disparaître les obstacles à la croissance économique,
- coordonner la planification de la mise en oeuvre de leurs programmes pour certaines régions géographiques ou spécifiques,
- communiquer régulièrement entre eux pour coordonner les efforts.

Le MCC et l'AGRA collaborent également sur plusieurs projets spécifiques tels que :

- la réforme de la politique des semences au Ghana ;
- la production et la distribution de riz à Madagascar ;
- la fourniture de semences et de services d'extension aux agriculteurs du projet MCA-Mali de l'Office du Niger ;
- un fonds de 100 millions de dollars US avec la Standard Bank pour fournir des prêts aux agriculteurs au Ghana, au Mozambique, en Tanzanie et en Ouganda.

ministère désigné. Un Compact dure en général cinq ans et est soumis à des évaluations régulières ; des objectifs sévères doivent être atteints, à peu près tous les ans, avant que de nouvelles tranches de financement puissent être débloquées. Vincent Basserie, conseiller sur les questions foncières au Hub Rural au Sénégal, qui a vu comment fonctionnait le MCC, le compare à un « rouleau compresseur » poursuivant un projet idéologique très strict, sans tenir compte des expériences passées.

Étant donné que la plupart des Compacts du MCC ont été jusqu'à présent signés avec des pays africains, il ne faut pas s'étonner qu'ils soient centrés sur l'agriculture, un domaine actuellement extrêmement attrayant pour les investisseurs étrangers. Près de la moitié du budget total du MCC, soit 6,8 milliards de dollars US, sert à soutenir ce que le MCC nomme des « solutions pour la sécurité alimentaire fondées sur le marché ». Ses Compacts financent des projets tels que la certification des sous-traitants pour l'exportation des fruits ou la construction d'infrastructures de transport pour faciliter l'accès aux marchés internationaux, comme le port de Cotonou, au Bénin. Les Compacts africains comportent presque toujours un volet agricole qui est central : si ces projets agricoles varient selon les pays, l'objectif numéro un du MCC, quel que soit le projet, est de privatiser la terre et d'en faire ainsi une marchandise négociable dont les investisseurs puissent tirer des bénéfices.

Les premiers pas à Madagascar

En 2004, Madagascar a été le premier pays à signer un Compact avec le MCC. Avec le zèle dont il faisait preuve pour ouvrir le pays aux investisseurs étrangers, le gouvernement de Marc Ravalomanana était parfaitement adapté au MCC. Au départ, le MCC et le gouvernement de Madagascar avaient convenu que le Compact devrait mettre l'accent sur l'augmentation des investissements dans le domaine agricole et qu'il lui fallait, par conséquent, inclure un projet d'extension des titres de propriété. Cependant, un processus national de réforme foncière

priviliégiant une gestion décentralisée des terres et l'allocation de certificats fonciers (et non de titres) avait déjà commencé avant l'arrivée du MCC. Les responsables ont réussi à convaincre le MCA-Madagascar de soutenir ce processus, alors même que les autres volets du Compact maintenaient l'objectif de développer l'agrobusiness et de faciliter les investissements étrangers. La contradiction a toutefois fini par exploser au vu de tous en décembre 2008, quand il est apparu que, tout en utilisant les fonds MCC pour allouer des certificats à des milliers de Malgaches ruraux dans le cadre du Programme national foncier, le gouvernement vendait les mêmes terres à des investisseurs étrangers.

Les gens de Madagascar ont appris avec horreur, par l'intermédiaire des médias internationaux, que leur gouvernement avait alloué une concession de 1,3 millions d'hectares à la société coréenne Daewoo Logistics et qu'il était en train de négocier, avec la société indienne Varun, un autre accord couvrant plusieurs centaines de milliers d'hectares ; les deux accords concernaient des projets d'agriculture industrielle. L'accord avec Daewoo comprenait des terres pour lesquelles les certificats avaient déjà été alloués par le programme du MCC, tandis que Varun proposait d'étendre ce programme foncier à la zone qu'il convoitait, de façon à ne distribuer les certificats qu'aux agriculteurs qui accepteraient de mettre leurs terres à la disposition de l'entreprise⁵ ! En vérité, le gouvernement avait livré, ou était sur le point de le faire, près de 3 millions d'hectares de terres agricoles à des investisseurs étrangers. Ces transactions s'étaient faites au moyen d'un système de baux à long terme pouvant aller jusqu'à 99 ans établi par le gouvernement en 2008 dans le cadre d'une nouvelle loi sur les investissements, d'ailleurs soutenue par les bailleurs de fonds⁶.

5. André Teyssier, Landry Ramarojohn et Rivo Andrianirina Ratsialonana, « Des terres pour l'agro-industrie internationale ? Un dilemme pour la politique foncière malgache » *EchoGéo*, N° 11, février 2010, <http://farmlandgrab.org/11420>

6. GTZ, « Foreign Direct Investment (FDI) in Land in Madagascar »,

2 Une récolte en or pour les grandes entreprises

L'industrie de l'ananas a décollé au Ghana dans les premières années du 21^{ème} siècle, quand les grandes entreprises ont commencé à voir l'Afrique comme une source secondaire d'exportations vers l'Europe, alors que les troubles politiques perturbaient l'approvisionnement venant de Côte d'Ivoire. Les exportations d'ananas du Ghana en Europe ont fait un bond en passant de quelque 20 mille tonnes en 2000 à environ 50 mille en 2004. Contrairement à ce qui se passait au Costa Rica, cette production n'était pas entièrement dominée par les grandes plantations appartenant ou dépendant de quelques entreprises transnationales. Les producteurs ghanéens et les négociants de taille moyenne fournissaient une part importante des exportations d'ananas du pays¹.

Cependant en 2005, le marché européen du Ghana s'est effondré. Sans aucun signe précurseur, les détaillants européens, influencés par les groupes de pression des sociétés transnationales de l'ananas comme Dole et Delmonte, ont décidé de façon unilatérale de se mettre à acheter uniquement la variété MD2 (connue sous le nom de « Golden ») et de ne plus accepter la variété Sweet Cayenne en provenance du Ghana. Ils ont également commencé à réclamer avec plus d'insistance la certification EurepGAP à leurs fournisseurs. Les producteurs et les exportateurs d'ananas du Ghana n'ont pas pu faire face à ce changement brutal d'orientation : la certification EurepGAP, comme la variété MD2 qui nécessite des plants plus chers et davantage d'intrants, était prohibitive pour eux. Ils ont donc dû fermer et les grandes entreprises étrangères n'ont eu qu'à prendre la place.

En 2004, on comptait 65 exportateurs d'ananas au Ghana. Aujourd'hui presque tout le marché ghanéen des exportations d'ananas est aux mains de deux sociétés : Dole/compagnie Fruitière et HPW Services of Switzerland, qui est approvisionné par trois grandes entreprises sous-traitantes². Compagnie Fruitière, une compagnie dont le siège est en France et dont Dole possède 40 %, a commencé à opérer au Ghana en 2003, en rachetant une plantation d'ananas locale. De 150 hectares au départ, elle est passée à 600 hectares en 2006 et prévoit de développer d'autres plantations sur les 3 mille hectares qu'elle affirme avoir acheté au Ghana pour y produire de l'ananas. Elle cultive également des bananes au Ghana et d'après les estimations, elle contrôle 88 % des exportations de bananes du pays et 40 % des exportations d'ananas frais (tous des variétés MD2). L'entreprise a un statut de « zone franche », ce qui lui donne le droit à toutes sortes de mesures incitatives et de protection, y compris une exemption de l'impôt sur le revenu³. D'autres multinationales s'apprêtent avec enthousiasme à suivre ses pas : Chiquita travaille directement avec le MCC pour essayer de s'introduire plus facilement dans l'industrie ghanéenne de l'ananas⁴.

1. Niels Fold, « Transnational Sourcing Practices in Ghana's Perennial Crop Sectors », *Journal of Agrarian Change*, N° 1, Vol. 8, janvier 2008, pp. 94-122.

2. Peter Jaeger, « Ghana Export Horticulture Cluster Strategic Profile Study », pour la Banque mondiale, le ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture de la République du Ghana et le Programme tous ACP relatif aux produits de base agricoles (Union européenne), 2008.

3. Cf. <http://www.gfzb.com.gh/>

4. MCC, Rapport annuel, 2008, http://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PCAAB908.pdf

Le gouvernement du Président Ravalomanana et le programme MCA-Madagascar ont connu une fin brutale en mars 2009, avec le coup d'État qui fut certainement favorisé par la colère de la population face à l'accord avec Daewoo. Le MCC a immédiatement annulé le Compact et son financement pour le Programme national foncier. C'était la première – et la dernière – fois que le MCC allait laisser un programme national orienter un de ses projets fonciers.

142

Le Mali : un fief du MCC

Au Mali, le programme offre un exemple plus clair des activités foncières et des objectifs du MCC. Le Millennium Challenge Account-Mali (MCA-Mali) s'est approprié sa propre zone dans l'Office du Niger au Mali, le plus grand projet d'irrigation du pays et peut-être de toute l'Afrique de l'Ouest. Sur les quelque 20 mille hectares dont il dispose, le MCA-Mali a mis en place une zone quasiment hors-normes, où il est en train d'instaurer son propre système de gestion foncière.

L'Office du Niger du gouvernement malien est la seule

agence responsable de l'allocation des terres et de la régulation de l'eau d'irrigation dans le périmètre de l'Office du Niger. Les agriculteurs obtiennent un accès aux terres en payant des droits au Bureau pour l'eau d'irrigation. Mais dans la zone du MCA-Mali, les terres qui ne sont pas actuellement irriguées vont l'être et divisées en parcelles, qui seront vendues aux gens avec des titres de propriété individuels. Au cours d'une première phase commençant en 2010, 6 mille hectares de terres vont être irrigués et divisés en lots de 5 hectares. Les titres de ces parcelles seront alloués d'abord aux personnes qui vivent aujourd'hui dans cette région et veulent y rester, puis aux petits agriculteurs qui désirent venir s'y installer. Tous devront acheter les titres de propriété au MCA. Toutefois, les familles vivant actuellement sur place et qui vont devoir être déplacées à cause du projet, recevront « gratuitement » deux des cinq hectares. La deuxième phase inclura l'irrigation de 5 mille hectares supplémentaires en 2011 et ces terres seront divisées en parcelles de 10 hectares.

Finalement, la phase trois, prévoit en 2012 l'irrigation de 5 mille hectares de plus à diviser en soixante-dix lots de 30 hectares et trente lots de grande taille de plus de 30 hectares chacun⁷.

Tandis que le MCA a l'intention de diviser et de vendre les parcelles en tant que titres individuels, la propriété restera confiée à une autorité spéciale créée par le MCA, tant que les propriétaires des titres n'auront pas entièrement remboursé leurs prêts qui sont censés être amortis sur 20 ans⁸.

Sexagon, l'organisation locale d'exploitants agricoles, a beaucoup de membres dans la région que s'est appropriée le MCA-Mali⁹. L'un de ses leaders, Faliry Boly, affirme que la population locale n'a pas été consultée et qu'elle était en fait opposée au projet. « Ce sont des pasteurs qui n'ont aucun désir de se mettre à l'agriculture », explique Boly. « Ils ne paieront pas un centime au MCA pour les terres qui vont leur être retirées et il est très probable qu'ils seront obligés de partir. »

Le MCC a clairement l'intention de réinventer l'agriculture dans la région. Une société américaine a débarqué pour enseigner l'agriculture « moderne » aux Maliens qui participent au projet ; elle collaborera avec l'AGRA (l'Alliance pour une révolution verte en Afrique) pour fournir aux agriculteurs un lot initial de semences et d'autres intrants pour la première année (voir Encadré 1). S'ils restent, les petits producteurs risquent de s'endetter et finiront fort probablement par devoir vendre leurs terres aux producteurs plus importants et aux sociétés qui arriveront dans le cadre des deuxième et troisième phases du projet. Et voici comment on ouvre la porte toute grande aux investisseurs étrangers : le rapport final du programme évite soigneusement d'imposer à la troisième vague d'investisseurs, celle qui disposera de parcelles de 30 hectares ou plus, des conditions de nationalité. Pas besoin d'être citoyen malien¹⁰.

En effet, l'Office du Niger est déjà une cible très convoitée par les investisseurs étrangers : la Libye y a acquis plus de 100 mille hectares, les investisseurs chinois 6 mille hectares. Les investisseurs saoudiens ont en vue entre 50 et 100 mille hectares. Une initiative du bureau régional de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)¹¹ suit une démarche similaire au projet du MCA sur une surface de 11 mille ha. Une autre organisation régionale, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)¹², parle d'un projet de partenariat public-privé qui couvrirait 100 mille hectares supplémentaires. Dans le même temps, les agriculteurs locaux ont un mal infini à obtenir plus d'un hectare par famille et la concurrence pour l'accès à l'eau s'intensifie, du fait que toute l'irrigation dans l'Office du Niger dépend d'une seule et même source d'eau¹³.

Systems Development Project : Rapport final, préparé par CDM, juillet 2007.

8. Ibid.

9. Le Syndicat des exploitants agricoles de l'Office du Niger (SEXAGON) a été créé en 1996. Il représente aujourd'hui plus de 12 000 paysans dans la région.

10. Millennium Challenge Corporation-Mali, *Alatona Agricultural Systems Development Project : Rapport final, préparé par CDM, juillet 2007*.

11. West-African Economic and Monetary Union (WAEMU).

12. Economic Community of West-African States (ECOWAS).

13. AGTER, « Appropriation et concentration de droits fonciers à grande échelle-Le cas du Mali », janvier 2010, <http://farmlandgrab.org/10462> ; Chantal Lavigne, « Mali : La ruée vers les terres », reportage vidéo, Une heure sur terre, Radio Canada, 12, mars 2010, <http://farmlandgrab.org/11739> ; Via Campesina, « Libyan land grab of Mali's rice-producing land », 10 septembre 2009,

Faliry Boly, secrétaire général de Sexagon, dans un champ d'oignons de l'Office du Niger.

(Photo : L. Lewalle/ SOS Faim)

Étant donné la situation, Sexagon privilégie une autre vision des choses, qui fournirait aux fermes familiales un accès adéquat à la terre et à l'eau, et assurerait la souveraineté alimentaire du pays. Le syndicat réclame un système fondé sur des baux à long terme qui alloueraient à chaque ferme familiale environ 3 hectares. Un tel système empêcherait le développement d'un marché des terres, une idée à laquelle Sexagon est opposé¹⁴.

Le conflit avec le MCA-Mali ne peut donc que s'exacerber pour les petits producteurs de l'Office du Niger. Le MCC veut que sa zone serve de base à la transformation de toute la région et Sexagon est bien décidé à l'en empêcher. Pour Boly, « le projet du MCC est voué à l'échec. Nous finirons par récupérer nos terres ».

Le Ghana : une chance inouïe pour l'agrobusiness américain

Le projet foncier du MCC au Ghana ressemble beaucoup à celui du Mali. Le Compact avec le Ghana tend très nettement à développer les exportations horticoles du pays et à accroître en particulier la part des investissements étrangers dans la production d'ananas. Mais les grandes entreprises qui dominent le marché de l'ananas n'ont pas caché qu'elles n'investiraient pas dans le pays sans être assurées d'avantages significatifs : pour elles, des changements dans la gestion foncière sont absolument prioritaires. Et le Compact du MCC est censé justement réaliser cet objectif.

Comme au Mali, l'élément foncier tourne autour d'un projet pilote initial, dans une zone à laquelle le gouvernement central a attribué un statut spécial. Cette zone pilote est située à proximité de la capitale Accra, dans le district rural d'Awutu Efutu Senya, spécialisé dans la production d'ananas. Comme le prévoyait une feuille de route détaillée, signée par le gouvernement en septembre 2007, le projet a démarré par l'utilisation de la technologie satellite pour établir la carte et délimiter la zone¹⁵. Un consultant a été engagé pour informer et

farmlandgrab.org/7483

14. Pour plus de détails, voir : SOS Faim, « Mali – Office du Niger : Can the farmers' movement push back agribusiness? », *Farming Dynamics*, N° 20, avril 2009.

15. « Implementing Entity Agreement by and between the Millennium Development Authority and the Ministry of Lands », *Forestry and Mines*, 18 septembre 2007.

sensibiliser la population locale, afin de s'assurer de sa coopération. Ensuite, quand le MCC et le Millennium Development Authority (MiDA), qui est au Ghana l'agence responsable de la mise en oeuvre du Compact, a estimé que c'était le bon moment, le ministre des terres a déclaré le district comme étant « une zone d'enregistrement obligatoire de titres », une première dans une zone rurale du Ghana.

À partir de là, le MiDA est passé à la « phase de mise en oeuvre » : le district fait l'objet d'études détaillées, les terres et les droits sont identifiés et intégrés dans des cartes, les revendications conflictuelles sont gérées par un « système alternatif de résolution des conflits », sous l'égide d'une autre équipe de consultants et les titres sont enregistrés et distribués. En septembre 2009, une première série de cent titres fonciers avait été allouée. Entre temps, le MiDA a même mis en place un service spécial pour fournir des informations et évaluer la valeur des terres pour d'éventuels investisseurs.

La population locale n'a jamais demandé ce projet. Les gens n'ont jamais réclamé de titres de propriété. Mais ils sont très inquiets de l'expansion des plantations d'ananas dans la région et s'alarment des conséquences qu'elle peut avoir sur la production locale de denrées alimentaires et sur l'accès à la terre¹⁶. Ces craintes préoccupent les élites et les investisseurs étrangers qui lorgnent les terres pour y cultiver des ananas et n'ont aucune envie de laisser la population locale avec ses pratiques de droit coutumier interférer avec leurs bénéfices.

Le projet du MCC en Awutu Efutu Senya fait partie d'un programme MCC plus vaste qui a pour objectif d'étendre dans la région la production d'ananas pour l'exportation. Le financement du MCC est utilisé pour améliorer les routes qui relient le district à l'aéroport et au port, pour construire une conserverie et d'autres installations pour l'après-récolte, pour améliorer le port, inciter à l'investissement mettre en place des programmes d'extension, fournir des systèmes d'irrigation et même favoriser l'accès à l'eau potable, un critère essentiel pour que les producteurs puissent obtenir la certification EurepGAP¹⁷. Il y a cinq ans, le MCC aurait peut-être pu prétendre que les petits producteurs et les entreprises locales allaient pouvoir tirer profit de ce programme, mais aujourd'hui l'industrie de l'ananas ghanéenne est entièrement dominée par quelques sociétés étrangères.

Se servir de la loi contre la population : le cas du Mozambique

144

« Notre première tâche va être de faire de l'argent avec la terre elle-même... Nous pourrions, de façon idiote, décider de ne rien cultiver et je crois que nous ferions tout de même de l'argent dans les dix prochaines années », Susan Payne,

directeur général d'Emergent Asset Management, un fonds d'investissement du Royaume-Uni qui vise les terres arables au Mozambique et dans d'autres pays africains¹⁸.

Au Mozambique, où le MCC a un autre projet foncier important, on assiste à un boom des investissements étrangers dans le foncier qui encourage une véritable razzia sur les terres. La Banque mondiale estime que les demandes de concessions des dix-huit derniers mois concernent 13 millions d'hectares, dont plus d'un million ont fait l'objet d'un accord¹⁹. Les droits d'usage et d'exploitation de la terre (DUAT)²⁰, créés par la loi foncière mozambicaine de 1997 et qui sont censés être sévèrement contrôlés par l'État, sont actuellement distribués à tout venant, sans aucune transparence ni souci de supervision.

Les DUAT sont des droits d'occupation des terres alloués à perpétuité par l'État aux communautés, ou aux investisseurs (qu'ils soient étrangers ou locaux) sous forme de concessions à long terme (50 ans, avec option de renouvellement pour une nouvelle période de 50 ans), à condition que ces investisseurs fournissent et mettent en application un plan de développement économique ayant été approuvé. Selon la loi, les investisseurs ont aussi obligation de consulter la population locale, afin de confirmer que les terres sont bien disponibles et de monter des partenariats avec la communauté locale. Les gens se sont battus pour garantir que cette forme de protection accordée aux communautés soit inscrite dans la loi de 1997. Mais de plus en plus, des concessions sont accordées aux élites locales et aux investisseurs étrangers, sans le consentement du peuple.

Le MCC n'est pas opposé aux DUAT, même si ceux-ci ne sont pas à proprement parler des titres de propriété. La Banque mondiale, qui a une plus longue expérience dans le domaine de la réforme des lois foncières du Mozambique, semble également avoir décidé que c'est le mieux qu'elle puisse espérer pour l'instant, étant donné l'énorme résistance que rencontrent ses efforts pour établir des marchés fonciers commerciaux. Selon Jolyne Sanjak du MCC :

En travaillant avec le gouvernement, nous nous efforçons de garantir la sécurité de ces baux et l'efficacité du processus d'expiration et de transfert du bail... Au Mozambique, nous avons eu des discussions très intéressantes avec des avocats qui travaillent avec des clients qui cherchent des terres pour monter une affaire. Ils ont remarqué que les coûts initiaux de leurs clients pouvaient être entre 60 et 90 % plus élevés parce qu'ils ont dû courir après les renseignements avant de pouvoir établir si la terre à acquérir jouissait de droits d'utilisation garantis et officiellement reconnus²¹.

16. Voir par exemple GNA, « Workshop on poverty reduction ends », GhanaWeb, 21 décembre 2003, <http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/regional/artikel.php?ID=48673>.

17. EurepGAP est une série de critères agricoles reconnus de façon internationale, qui est censée garantir de bonnes pratiques agricoles (ou GAP). L'appellation a été changée en 2007 en GLOBALGAP. Selon la proposition du Compact pour le Ghana, le principal objectif d'amélioration de la qualité de l'eau est de pouvoir traiter les produits de l'horticulture. L'accès des populations à l'eau potable n'est listé que comme « bénéfice indirect ».

18. Cf. présentation de Susan Payne lors de la Conférence d'AgriPod à Londres, février 2010, <http://farmlandgrab.org/11247>

19. Présentation de Klaus Deininger, de la Banque mondiale, « Land grabbing - International community responses », 16 juillet 2009, <http://farmlandgrab.org/6293>

20. Abréviation du portugais « Direito de Uso e Aproveitamento de Terra ».

21. « The Housing Crisis that No One is Talking About : Secure Land Tenure and Poverty Reduction », tiré de la réunion publique de sensibilisation du MCC, 13 novembre 2008, <http://www.mcc.gov/mcc/bm.doc/transcript-111308-habitat-landtenure.pdf>

Comment exporter la crise américaine des subprimes

Peu de gens au Bénin savent que Stewart International, l'entreprise qui pilote la réorganisation de la politique foncière du pays pour le MCA-Bénin, est une des plus grandes multinationales et qu'elle a des intérêts directs dans la marchandisation des terres africaines¹. C'est en effet l'une de plus grandes banques américaines d'assurance titres et de crédit hypothécaire et depuis quelques années, elle a mis en oeuvre, dans le reste du monde, une politique d'expansion très agressive. Le conseil aux gouvernements, comme au Bénin dans le domaine foncier et immobilier, n'est pour la division internationale de l'entreprise qu'une activité secondaire, même si elle est en plein essor². Stewart International vend aussi les technologies requises par les systèmes de cadastre et d'enregistrement des terres, mais le coeur de ses activités est la vente d'assurances titres.

L'assurance titres a longtemps été un produit peu connu, confiné au marché immobilier américain, mais elle est en passe de devenir une industrie mondiale. Les investisseurs étrangers qui veulent acheter des propriétés dans les pays en développement veulent une assurance titres qui protège leurs investissements, s'ils ont à faire face à des conflits concernant la propriété ou les droits sur cette propriété. Ainsi Stewart vend une assurance titres spéciale aux Américains qui investissent dans les terres *ejido* au Mexique. Il s'agit de terres qui sont la propriété collective de communautés indigènes mexicaines et qui n'ont été que récemment ouvertes à l'acquisition pour des investisseurs externes, grâce à une modification des lois foncières nationales. Comme c'est souvent le cas des assurances titres dans les pays pauvres, les termes de l'assurance titres pour les *ejido* dépendent des lois américaines, et non de celles du Mexique³.

Très souvent toutefois, ce sont les prêteurs hypothécaires, et non pas les particuliers, qui réclament une assurance titres. La crise des subprimes de l'an dernier a démontré comment les banques américaines et autres organismes de prêts hypothécaires font des paquets de leurs hypothèques et les vendent comme sécurité sous le nom d'« obligations hypothécaires garanties » (CMO). C'est ce qu'on appelle le marché hypothécaire secondaire. Depuis plusieurs années, l'industrie de l'immobilier tente de développer dans le monde ce genre de marchés. Mais ces marchés ne peuvent s'établir que dans des pays où la terre est régie par des titres de propriété privés et quand ces titres sont garantis par une assurance titres, de façon que les acheteurs de CMO aient un fort degré de confiance dans ces paquets d'hypothèques risqués. Stewart et les autres compagnies d'assurance titres fournissent en fait aux banques une assurance titres globale qui couvre entièrement leurs portefeuilles hypothécaires. « Stewart est au service des prêteurs hypothécaires : nous évaluons et assurons des portefeuilles complets, de façon à les sécuriser et donc à permettre l'établissement d'un marché secondaire d'hypothèques dans un pays dont l'industrie financière est en cours de développement », explique Stewart⁴.

À partir de là, on peut bien imaginer comment les recoins qui ont fabriqué et profité de la crise américaine des subprimes pourraient rejouer le même scénario dans les pays du Sud, et même en Afrique. Les bénéfices sont potentiellement gigantesques. Entre 45 et 75 % de la richesse des pays en développement proviennent de la terre et de l'immobilier et cette richesse est restée principalement inaccessible aux capitaux mondiaux⁵. Stewart et les autres assurances titres américaines font partie intégrante d'un plan qui, avec les banques et les organismes financiers, essaie d'ouvrir ce marché en créant un « marché mondial de l'immobilier », avec le soutien du MCC.

« Le MCC est très intéressé par l'idée de synchroniser les initiatives et de collaborer avec le secteur privé ; il peut aider à mettre en place les réformes juridiques qui mènent aux droits de propriété », a insisté Jolyne Sanjack du MCC, lors d'une récente réunion de l'American Land Title Association [Association américaine des titres de propriété]. « Le but ultime est d'arriver à connecter davantage le marché mondial. »⁶

1. Site internet de Stewart International : <http://www.stewart.com/>

2. Stewart met en place des projets d'enregistrement des droits de propriété et de privatisation en Géorgie, en Hongrie, au Mexique, en Moldovie, à Sainte-Lucie, en Serbie, en Slovaquie, à Trinidad et Tobago et en Ukraine.

3. Mitch Creekmore, Stewart International – México Division, « A U.S. standard of title assurance on Mexico Land », *Arizona Journal of Real Estate & Business*, mai 2005, <http://www.pacificboutiqueproperties.com/Documents/US%20Standards%20Aricle.pdf>

4. Kevin Knai Chester, « The Globalization of Developing-Nation Real Estate Markets – A Current Perspective », MIT, juin 2004, <http://dspace.mit.edu/bitstream/handle/1721.1/17858/56607596>.

5. Ahmed Galal et Omar Razzaz, « Reforming Land and Real Estate Markets », *The World Bank Policy Research Working Paper* 2616.

6. <http://www.alta.org/press/release.cfm?newsID=7336>

Autrement dit, le MCC a l'intention de modifier les lois nationales, la réglementation et les institutions qui gouvernent le pays, jusqu'à ce qu'il n'y ait quasiment plus de différence entre un DUAT et un droit de propriété. Plus spécifiquement, le MCC cible deux articles (les articles 15 et 16) des Règles de la loi foncière (Land Law regulation) pour aider les investisseurs à transférer plus facilement (c'est-à-dire à vendre) leurs DUAT ou les sociétés à transférer leurs DUAT en transférant

la majeure partie de leurs actions, ce qui crée dans le système une faille très intéressante pour les investisseurs étrangers. Le MCC veut également modifier un autre article (art.18), de façon à permettre de renouveler les concessions automatiquement après les premières cinquante années²².

22. Chemonics, « Mozambique General Services Contract, Land Tenure Services : Final Report », préparé pour le MCC, octobre 2006, http://69.147.245.78/en/index.php?option=com_

Pour changer les institutions, le MCC met en oeuvre une stratégie bien spécifique : il commence par des zones particulières et avance à partir de là. Le MCA-Mozambique a ainsi identifié au Mozambique du Nord ce qu'il appelle des « points chauds » dans douze « districts prioritaires », dans lesquels ses projets d'infrastructures et d'agrobusiness attirent l'intérêt des investisseurs pour les terres agricoles²³. Il s'apprête maintenant à élaborer la carte et les limites de ces « points chauds » qu'il formalisera ensuite en enregistrant des DUAT « pour l'usage du secteur privé »²⁴. Une fois les cartes et les DUAT en place et l'information enregistrée dans le cadastre national, le MCA mettra en place des services destinés à fournir aux investisseurs des renseignements régulièrement mis à jour sur la disponibilité des terres dans les zones concernées et à les aider à obtenir des terres des communautés locales ou des personnes à qui le MCA a alloué les DUAT.

« Avec ce processus d'allocation des droits de propriété, les paysans vendent leurs terres dès qu'ils ont des difficultés financières et ce sont les femmes qui sont le plus affectées », s'inquiète Diamantino Leopoldo Nhampossa de l'Union des Paysans du Mozambique (UNAC). « Les producteurs locaux ne sont pas du tout contents de ce qui se passe. Nous considérons la terre comme un bien commun ».

Les fermes béninoises ne sont plus qu'à un click de Wall Street

Le MCC a engagé deux firmes américaines, Chemonics et International Land Systems, pour développer la proposition du gouvernement du Mozambique sur le volet foncier de son Compact. Au Mali, c'est une autre firme américaine, CDM, qui a écrit l'avant-projet de la section du Compact concernant le foncier. Partout dans la conception et la réalisation des programmes fonciers du MCC, on reconnaît la main de ces firmes américaines qui ont toutes une grande expérience de la préparation du terrain pour les entreprises américaines, à travers les programmes de l'USAID. Au Bénin, une firme américaine supervise même le développement d'une politique foncière nationale dans le cadre du programme du MCC.

Le Compact du MCC avec le Bénin conditionne la distribution des fonds – dont des subventions importantes pour le développement du port de Cotonou – à l'acceptation d'un Livre Blanc qui est censé servir de base à l'établissement d'un nouveau Code foncier. Le Compact indique très clairement à quoi ce nouveau cadre doit ressembler : il « permettra de passer pro-

gressivement d'une gestion foncière coutumière et administrative au marché et à un système d'enregistrement des droits de propriété ». Pour s'assurer que tout se passe comme prévu, le MCA-Bénin a fait venir Stewart International pour superviser la rédaction du Livre Blanc.

Le Livre Blanc a été terminé récemment. Un consultant béninois, qui a pu observer le processus de l'intérieur, a avoué à GRAIN que l'étude penchait fortement en faveur des investisseurs étrangers et de l'agrobusiness. Les voix contradictoires ont été réduites au silence et en fin de compte, le Livre Blanc part du principe que les droits de propriété sont l'unique système d'organisation foncière possible dans le pays, écartant complètement les pratiques du droit coutumier, qui avaient pourtant été très clairement reconnues dans la loi nationale foncière de 2007. « Le Livre Blanc, qui a pour but de mettre en usage partout les droits de propriété, propose un modèle importé qui n'est pas adapté au contexte social et économique du Bénin », explique l'organisation Synergie paysanne. « Il donne carte blanche aux multinationales et autres pouvoirs financiers ».

Pendant que le Livre Blanc est transformé en législation, le MCA-Bénin est déjà en train d'imposer l'usage des droits de propriété sur le terrain, dans certains districts. Comme au Ghana et en Mozambique, le MCC exploite l'espace généré par les récentes réformes foncières, qui avaient été supervisées par la Banque mondiale et d'autres bailleurs de fonds, pour établir des cartes et des limites, enregistrer des droits de propriété et faciliter l'achat de terres aux investisseurs privés. Le programme interprète de façon perverse les clauses incluses dans la loi foncière béninoise de 2007 qui permettent aux communautés locales d'identifier et de définir de façon collective les droits fonciers dans leur région via des Plans fonciers ruraux (PFR). Pour les groupes comme Synergie paysanne, les PFR sont des mécanismes très intéressants, qui permettent aux communautés de démêler les questions d'accès à la terre et d'améliorer les manières de distribuer droits et responsabilités, tout en tenant compte par exemple de questions de sécurité alimentaire, d'emploi, d'égalité entre les sexes et d'environnement. Cependant, dans les districts ciblés par le MCA, les PFR sont réduits à des exercices cadastraux qui divisent la terre en parcelles de propriété privée qui sont achetables et vendables sur le marché. Et le Livre Blanc a bien l'intention de généraliser cette pratique à travers tout le pays²⁵.

Les investisseurs étrangers de l'agrobusiness sont ravis du programme du MCC. Roland Riboux, un homme d'affaires français, directeur général de l'entreprise d'agrobusiness Fluidor, veut étendre le programme à tout le pays : « Si l'on veut que le développement se fasse, il faut que les gens puissent rapidement investir et que chaque portion du territoire béninois ait un propriétaire et que cela puisse être vérifié par un titre foncier », affirme-t-il. « ...Il faut que dans chaque commune, à la limite dans chaque département, il y ait un organisme qui s'occupe de mobiliser les propriétaires pour qu'aussi rapidement que possible chacun d'eux dispose d'un titre foncier. »²⁶

docman&task=doc_download&gid=40&Itemid=10

23. Tiré du document du MCC sur la terre pour ses Compacts avec le Mozambique, « A capacity to respond quickly to this increase in demand [for land] and for intended investments not to be blighted by uncertainties or conflicts regarding land tenure issues is important. » Chemonics, « Mozambique General Services Contract, Land Tenure Services : Final Report », préparé pour le MCC, octobre 2006, http://69.147.245.78/en/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=40&Itemid=10

24. Selon le Plan de suivi et d'évaluation du MCC pour le Mozambique, « les hectares de terres rurales formalisées par le biais des DUAT pour l'usage du secteur privé » sont l'un des principaux indicateurs pour le Land Tenure Services Project, http://www.mcc.gov/mccb/bm.doc/mozambique-mande-plan-14aprilog_approved-2.pdf

25. Volker Stamm, « Social Research and Development Policy : Two Approaches to West African Land-tenure Problems », *Africa Spectrum*, N° 2, Vol. 44, 2009, pp. 29–52.

26. Kokouvi Eklou, « Roland Riboux : 'La question du foncier est fondamentale pour le Bénin' », 9 novembre 2009, <http://www>.

Les petits agriculteurs béninois, eux, ne partagent pas son enthousiasme. «Selon nos analyses, explique Nestor Mahinou de Synergie paysanne, MCA-Bénin est un outil permettant aux investisseurs d'avoir carte blanche. Depuis New York, un investisseur peut identifier un propriétaire terrien à Ouèssè ou à Djidja, parce que toutes les données sont numérisées concernant chaque domaine, chaque propriétaire terrien, son nom, sa localité, sa superficie et même le plan de son champ.»²⁷

De fait, on constate une sorte d'effet ajouté entre l'intérêt croissant des investisseurs pour ce genre de transactions et le fait qu'ils aient à leur disposition les moyens logistiques de les réaliser. Au Ghana par exemple, la compagnie américaine d'assurance titres First American et une autre firme américaine, International Land Systems, sont à l'origine d'une initiative pilote de la Clinton Global Initiative et de la banque américaine de micro-crédit, Opportunity International. Cette initiative a pour but d'établir par satellite la carte des terres dans les quartiers pauvres d'Accra²⁸. Ensuite, Opportunity International aidera les habitants à acquérir une forme de titre paralégale qui peut être utilisée comme garantie pour les prêts. Une bonne façon de contourner le gouvernement pour créer un marché de la propriété qui opère avec la bénédiction d'une banque internationale liée à des investisseurs multinationaux²⁹. Les promoteurs essaient maintenant d'introduire leur projet dans les campagnes ghanéennes.

Dans le même temps, les investisseurs et entreprises responsables de la ruée sur les terres agricoles dans le monde utilisent déjà les technologies satellite pour identifier les terres à acquérir. El Tejar, une société argentine qui appartient en partie à des fonds de capital-risque américains et européens, explique ainsi :

Pour évaluer une parcelle pour un éventuel achat ou une location, nous utilisons l'imagerie satellite et des données météorologiques antérieures afin de réaliser une première évaluation de la qualité et de la productivité de la terre. Nous essayons d'établir une carte exacte de la propriété, en déterminant sa topographie et le pourcentage utilisable pour la production agricole, en estimant les risques – d'inondation, de maladie ou de sécheresse, par exemple – et la qualité et la productivité du sol³⁰.

ebeninois.com/interview_r13.html

27. H. Agathe Aline Assankpon, « Bénin. La pression commerciale sur le foncier par les investisseurs nationaux ou étrangers », 9 décembre 2009, <http://www.oecd.org/dataoecd/12/12/44174152.pdf>

28. Peter Rabley, International Land Systems, Inc., « Ghana Project Leverages GIS-Based Title Registration and Microfinance to Alleviate Poverty », ArcNews, automne 2008, http://en.landsystems.com/downloads/Ghana_GIS_Land_Titling.pdf

29. Il est important de noter qu'il existe déjà un marché en plein essor pour les garanties d'obligations de crédit fondées sur des paquets de prêts de micro-crédit dans les pays pauvres. Parmi les firmes vendant ces véhicules d'investissement, on trouve Blue Orchard (www.blueorchard.com) et Symbiotics (www.symbiotics.ch). Opportunity International collabore de façon active avec ces deux firmes (cf. http://www.opportunity.net/About/Distinctives/investment_capital/).

30. http://www.eltejar.com/en/secciones/agricultural-land_44.

Fermer la porte au MCC

Le MCC connaît une expansion sans fin et chaque année, de nouveaux pays signent des Compacts. Une longue liste de pays, en Afrique et ailleurs, attendent de devenir éligibles aux fonds du MCC. Mais ceci n'est pas une bonne nouvelle pour les fermes familiales. Les programmes du MCC n'ont rien à voir avec le soutien aux petits exploitants. Ils ont plutôt tendance à pousser les petits producteurs à vendre leurs terres, ouvrant ainsi la voie aux investisseurs qui sont alors en mesure de s'emparer, à des prix défiant toute concurrence, de terres agricoles fertiles pour y faire de l'agriculture industrielle ou même de la spéculation. De surcroît, les programmes du MCC ne sont que l'un des éléments d'un projet plus vaste visant à favoriser l'accaparement des terres par les grandes entreprises et impliquant une liste toujours plus longue d'agences nationales et internationales.

Tout est prêt par conséquent pour qu'une grande partie des terres actuellement utilisées par les pauvres pour produire des denrées alimentaires de façon durable pour la population locale puisse passer aux mains d'une élite de riches et d'investisseurs étrangers. Quand ils ne bloquent pas tout simplement les terres dans un but de spéculation, les nouveaux propriétaires exploitent les sols pour produire des marchandises agricoles destinées à l'exportation. Les enjeux sont énormes, et pourtant la plupart des gouvernements africains ne savent quoi inventer pour se faire bien voir des investisseurs et vendre les terres de leur peuple. Pratiquement aucun chef de gouvernement africain n'a eu le courage de s'indigner de l'actuel accaparement des terres dans le monde. Et très peu ont dédaigné les cadeaux empoisonnés du MCC ou des autres bailleurs de fonds.

Mais cela n'empêche pas les gens sur le terrain d'agir. La plupart des acquisitions de terres signées en Afrique au cours des deux ou trois dernières années ne sont encore pour l'instant que des accords de papier. Là où les accords ont été rendus publics ou quand les investisseurs ont essayé de s'introduire réellement sur les terres, ils ont rencontré une résistance locale farouche – de l'Éthiopie à Madagascar, en passant par le Mali ou le Kenya. Et au fur et à mesure que les populations locales entendent parler de ces accords, la résistance s'étend et les mouvements se rejoignent.

Il est grand temps que les pressions de la critique concernant le rôle des agences multilatérales (y compris les Nations unies et leur appareil de droits humains) et des groupes plus directement impliqués comme la Banque mondiale et sa Société financière internationale (IFC), s'exercent aussi sur les programmes nationaux d'aide au développement et le rôle qu'ils jouent aujourd'hui dans la ruée sur les terres. Le MCC symbolise de façon éloquente le genre de dégâts qui peuvent s'ensuivre. Il nous montre pourquoi nous devons travailler ensemble pour arrêter le désastre.

■

Lectures complémentaires

« Les nouveaux propriétaires fonciers – Les sociétés d'investissement en-tête de la course aux terres agricoles à l'étranger », GRAIN, *À contre-courant*, octobre 2009, <http://www.grain.org/articles/?id=56>

Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière, les Rapports de GRAIN, octobre 2008, <http://www.grain.org/briefings/?id=213>

« Farmland Grab : la crise alimentaire et l'accaparement des terres dans le monde ». Ce blog contient principalement des articles d'actualité concernant l'achat ou la location de terres agricoles à l'étranger, une stratégie visant à assurer l'approvisionnement en denrées de base ou tout simplement à faire des bénéfices. Son objectif est de servir de ressource à tous ceux qui suivent ce qui se passe ou font des recherches sur le sujet, en particulier les militants des mouvements sociaux, les organisations non-gouvernementales et les journalistes. Le blog est géré actuellement par GRAIN mais n'importe qui peut y publier des articles ou l'améliorer : <http://farmlandgrab.org/>

Synergie paysanne, « Lecture critique du Livre Blanc du MCA-Bénin : Étude sur la Politique et l'Administration Foncières – 'Projet Accès au Foncier' », 26 novembre 2009. Pour obtenir une copie, contacter : synergiepays@yahoo.fr

Déclaration des plates formes d'organisations paysannes membres du ROPPA, suite à l'atelier régional sur la sécurisation foncière des exploitations familiales à Ouagadougou le 13 avril 2008, http://www.roppa.info/IMG/pdf/Declaration_roppa_atelier_french.pdf

Le site Internet du Hub Rural contient une grande quantité de documents sélectionnés et d'articles d'actualité sur les questions foncières en Afrique, en particulier en Afrique de l'Ouest, <http://www.hubrural.org/spip.php?rubrique15>

Site web du Millennium Challenge Corporation : <http://www.mcc.gov/>



Les fonds de pension :

Des acteurs clés dans l'accaparement mondial des terres agricoles

Les acquisitions de terres agricoles à grande échelle provoquent conflits et controverses dans le monde entier. Un nombre croissant d'études montrent que ces projets sont mauvais pour les communautés et qu'ils encouragent une forme d'agriculture qui n'est absolument pas adaptée à un monde secoué par de graves crises alimentaires et environnementales. Et pourtant, les fonds continuent à déferler sur les terres agricoles à l'étranger, comme attirés par un aimant. Une situation qui s'explique par les rendements qu'on peut attendre de ces investissements. Et parmi ceux qui recherchent les bénéfices dans la terre agricole, certains des principaux acteurs sont des fonds de pension, qui investissent des milliards de dollars dans ce secteur. 20/06/11



Au Punjab, en Inde, des paysans se préparent à brûler les résidus des cultures de riz après la récolte, et avant que ne commence la saison du blé.

(Photo : Neil Palmer CIAT)

Les acquisitions de terres agricoles à grande échelle provoquent conflits et controverses dans le monde entier. Un nombre croissant d'études montrent que ces projets sont mauvais pour les communautés et qu'ils encouragent une forme d'agriculture qui n'est absolument pas adaptée à un monde secoué par de graves crises alimentaires et environnementales¹. Et pourtant,

1. Voir les documents sur la Conférence internationale sur l'accapement des terres à l'échelle mondiale, qui s'est tenue du 6 au 8 avril 2011 à l'Institute for Development Studies, Université du Sussex, RU, http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=1547&Itemid=978 Voir aussi les articles de John Vidal's reports pour le *Guardian* (<http://www.guardian.co.uk/world/2011/mar/21/ethiopia-centre-global-farmland-rush>) ; le film d'Alexis Marant *Planète à vendre* (<http://farmlandgrab.org/post/view/18483>) ; les études sur les accords fonciers en Afrique du Oakland Institute (<http://media.oaklandinstitute.org/land-deals-africa>) ; l'Appel de Dakar contre l'accapement des terres, rédigé par les participants du Forum social mondial de février 2011 et présenté aux ministres de l'Agriculture du G20 en juin 2011 ([les fonds continuent à déferler sur les terres agricoles à l'étranger, comme attirés par un aimant. Une situation qui s'explique par les rendements qu'on peut attendre de ces investissements. Et parmi ceux qui recherchent les bénéfices dans la terre agricole, certains des principaux acteurs sont des fonds de pension, qui investissent des milliards de dollars dans ce secteur.](http://viacampe-</p>
</div>
<div data-bbox=)

Les fonds de pension brassent aujourd'hui 23 mille milliards de dollars US d'actifs, dont 100 milliards sont apparemment investis dans les produits de base. Sur cet argent investi dans les produits de base, entre 5 et 15 milliards de dollars serviraient à acquérir des terres agricoles. D'ici 2015, ces investissements dans les produits de base et les terres arables sont censés doubler.

Les fonds de pension aident en théorie les travailleurs à protéger leurs économies pour la retraite, jusqu'à une date ultérieure. Ne serait-ce que pour cette raison, les stratégies et les décisions d'investissement devraient être soumises à une certaine obligation de contrôle public ou autre. En d'autres termes, les fonds de pension sont peut-être l'une des rares catégories d'accapareurs de terres auxquelles les gens peuvent couper l'herbe sous le pied, pour la bonne et simple raison que c'est de leur argent qu'il s'agit. De ce fait, les fonds de pension constituent une cible particulièrement intéressante pour les mouvements sociaux, les syndicats et les organisations citoyennes.

La taille et le poids des pensions

De nos jours, les pensions sont souvent gérées par des sociétés privées au nom des syndicats, des gouvernements, des particuliers et des employeurs. Ces sociétés se doivent de sauvegarder et de « faire fructifier » l'argent économisé par les personnes en vue de leur pension, de façon à ce que ces économies puissent être versées mensuellement

[sina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=606:g20-agriculture-non-a-laccapement-alimen](http://www.sina.org/fr/index.php?option=com_content&view=article&id=606:g20-agriculture-non-a-laccapement-alimen)) et la déclaration collective contre les investissements dits « responsables » dans les terres agricoles, lancé par La Vía Campesina, FIAN, LRAM, WFF et GRAIN en avril 2011 (<http://www.grain.org/nfg/?id=767>).

aux travailleurs une fois qu'ils ont pris leur retraite. Tous ceux qui ont la chance à la fois d'avoir du travail et d'être en mesure de mettre un peu de côté pour la retraite ont probablement une pension qui est gérée par une société quelconque. Globalement, cela représente énormément d'argent. Les fonds de pension brassent actuellement 23 mille milliards de dollars US d'actifs². Les plus grands fonds de pension du monde sont aux mains de gouvernements, comme celui du Japon, de la Norvège, des Pays-Bas, de la Corée et des États-Unis (voir Tableau 1).

Les pensions – qu'elles soient gérées institutionnellement ou qu'il s'agisse de comptes-retraite aux mains de particuliers – ont été durement affectées par la récente crise financière, en particulier dans les pays occidentaux. Pour cette raison, les fonds de prévoyance et les gestionnaires de régimes de retraite cherchent à reconstruire des holdings à long terme pour leurs clients. Les terres agricoles sont pour eux une proposition extrêmement attractive. Ils voient dans ces terres ce qu'ils appellent de bons « fondamentaux » : un modèle économique d'offre et de demande clair, qui dans le cas présent, dépend d'une population mondiale croissante qui a besoin d'être nourrie, alors que les ressources nécessaires pour ce faire sont limitées. Les gestionnaires de ces fonds voient des prix fonciers relativement bas dans des pays comme l'Australie, le Soudan, l'Uruguay, la Russie, la Zambie ou le Brésil. Ils constatent que ces prix suivent le rythme de l'inflation (et – chose importante – celui des salaires) mais pas celui des produits de base de leurs portefeuilles d'investissement, ce qui leur fournit un flot de revenus diversifié. Ils voient des bénéfices à long terme dans la hausse de la valeur des terres agricoles et le flux de trésorerie qui proviendra entre temps de la vente des récoltes, des troupeaux de vaches ou de la production de viande. Si vous aviez en main de l'argent qui doit être payé aux travailleurs dans 30 ans, vous aussi vous verriez la logique.

L'échelle est l'un des facteurs qui donne une telle importance au rôle de ces fonds. Ce n'est que récemment que les fonds de pension ont commencé à investir dans les produits de base, dont l'alimentation et les terres agricoles³. Étant donné

Tableau 1. Les 20 plus grands fonds de pension du monde (2010)

Rang	Fonds	Pays	Total des actifs (en millions de dollars US)
1	Government Pension Investment	Japon	1 315 071
2	Government Pension Fund–Global	Norvège	475 859
3	ABP	Pays-Bas	299 873
4	National Pension	Corée du Sud	234 946
5	Federal Retirement Thrift	États-Unis	234 404
6	California Public Employees	États-Unis	198 765
7	Local Government Officials	Japon	164 510
8	California State Teachers	États-Unis	130 461
9	New York State Common	États-Unis	125 692
10	PFZW (now PGGM)	Pays-Bas	123 390
11	Central Provident Fund	Singapour	122 497
12	Canada Pension	Canada	122 067
13	Florida State Board	États-Unis	114 663
14	National Social Security	Chine	113 716
15	Pension Fund Association	Japon	113 364
16	ATP	Danemark	111 887
17	New York City Retirement	États-Unis	111 669
18	GEPF	Afrique du Sud	110 976
19	Employees Provident Fund	Malaisie	109 002
20	General Motors	États-Unis	99 200

Source : Pensions & Investments, 6 septembre 2010, P&I/Towers Watson World 300.

la situation actuelle, où les prix des matières premières comme ceux de l'alimentation augmentent aussi fortement (voir graphique 1), l'agriculture est indéniablement une source de bénéfices pour les investisseurs institutionnels⁴.

Selon Barclays Capital, quelque 320 milliards de dollars US de fonds institutionnels sont aujourd'hui investis dans les matières premières, contre seulement 6 milliards il y a dix ans. Les fonds de couverture représentent entre 60 et 100 milliards de dollars supplémentaires. Ces chiffres sont censés doubler dans les années qui viennent⁵.

de base sont souvent échangés sous forme de contrats à terme, de stocks physiques, de ce qu'on appelle des actifs « réels » (comme la terre) et de prises de participation dans des sociétés qui disposent d'actifs productifs. Voir Ivo Knoepfel, « Responsible investment in commodities : the issues at stake and a potential role for institutional investors », un projet co-sponsorisé par la Swiss Confederation, PRI et Global Compact, Zurich, janvier 2011, p. 3 (disponible en anglais sur <http://farmlandgrab.org/post/view/18339>).

4. Quoique certains continuent à le nier, beaucoup de gens – des banquiers d'investissement aux organisations de la société civile (CSO) – ont argumenté et montré comment les investisseurs en produits de base attendent en réalité les hausses de prix actuelles, en particulier depuis l'effondrement de la finance en 2008. Parmi les récentes analyses, relativement accessibles, faites par des CSO sur la question, consulter le travail sur la spéculation alimentaire du World Development Movement (<http://www.wdm.org.uk/food-speculation>) et le matériel préparé en vue de la campagne CULTIVONS de Oxfam (<http://www.oxfam.org/fr/cultivons/dashboard>).

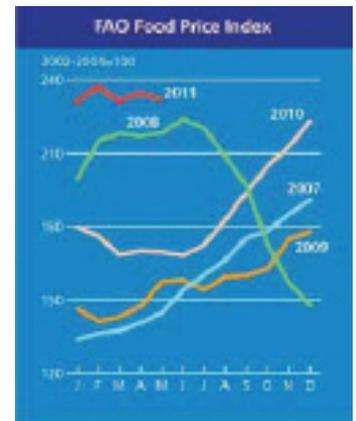
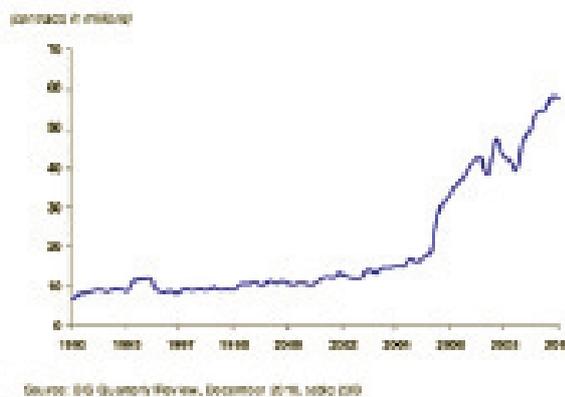
5. Voir Ivo Knoepfel, op. cit., p. 2.

2. Les fonds souverains, par comparaison, disposent d'environ 4 mille milliards de dollars d'actifs.

3. Les produits de base (les « commodities ») sont des denrées et services de base qui sont achetés et vendus en gros, comme le pétrole, l'or, le riz, le café, le cuivre ou le boeuf. « De base » signifie qu'ils peuvent être utilisés comme les matières premières pour en faire d'autres biens ou d'autres services. Et « en gros » veut dire qu'un article peut provenir de différentes sources du moment qu'il présente un niveau élevé d'uniformité. Ainsi un sac de riz ou un baril de pétrole peuvent être composés de riz ou de pétrole provenant de plusieurs champs ou plusieurs pompes, à condition qu'ils aient les mêmes caractéristiques de base. Suivant la classification utilisée par onValues Investment Strategies and Research dans un rapport récent préparé pour le gouvernement suisse, les produits

Dans ce contexte, les fonds de pension seraient les plus gros investisseurs institutionnels, à la fois dans le secteur des produits de base en général (100 milliards de dollars sur les 320 indiqués ci-dessus) et dans celui des terres agricoles en particulier⁶. Selon de nombreuses études réalisées dans l'industrie, les gestionnaires de fonds de pension s'efforcent d'investir dans les terres agricoles – une nouvelle classe d'actifs dont les retours sur investissement peuvent atteindre entre 10 et 20 pour cent – comme jamais encore⁷. Cela ne sera une surprise pour personne si l'on a suivi un peu les grands séminaires pour la promotion des investissements agricoles qui ont eu lieu dans des hôtels de luxe, de Zurich à Singapour en passant par Londres et New York, au cours des trois dernières années. Prenons l'exemple de la Global AgInvesting Conference qui s'est tenue au Waldorf Astoria à Manhattan le mois dernier : cette conférence a attiré quelque 600 investisseurs, de Bunge à la Deutsche Bank. Collectivement, ce groupe représentait 10,8 milliards de dollars US dans le monde. Ces investisseurs envisagent d'augmenter leurs holdings pour atteindre 18,1 milliards de dollars (une hausse de 67 %) sur les trois années à venir. Les terres agricoles sont au centre de la stratégie d'acquisition de beaucoup de ces sociétés. Près d'un tiers d'entre elles (30 %) étaient des fonds de pension. Aujourd'hui, les matières premières comme les terres agricoles, représentent, en moyenne, entre 1 et 3 % des portefeuilles des fonds de pension⁸. Cependant d'ici 2015, les décisions stratégiques prises actuellement sont censées booster ce pourcentage pour atteindre entre 3 et 5 % et en faire le « nouvel optimum »⁹. Des chiffres de un, trois ou cinq pour cent peuvent sembler terriblement petits, mais nous avons affaire à des fonds énormes, dans lesquels même un pour cent peut représenter plusieurs milliards de dollars. Le tableau 2 essaie d'aller un peu plus loin et examine quelques échantillons de portefeuilles d'investissement dans les terres agricoles proposés par

Graphique 1. Faire de l'argent avec l'agriculture – explosion du négoce dans les bourses de produits de base (à gauche) et flambée des prix alimentaires (à droite)



Sources : Banque des règlements internationaux (G) et Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (D).

des fonds de pension. Toutefois, comme c'est si souvent le cas, les données sont peu transparentes et difficiles à obtenir.

Fustigeons-les

D'une manière générale, on voit que :

- Les plus grands investisseurs institutionnels ont l'intention de doubler leurs investissements dans les produits de base agricoles, dont les terres arables ;
- Ils sont censés le faire très rapidement ;
- Ce nouvel apport brutal d'argent va augmenter encore les prix alimentaires mondiaux ;
- La hausse des prix alimentaires va frapper de plein fouet les communautés pauvres, rurales et ouvrières.

Il n'est peut-être pas très facile d'influencer les directeurs de fonds de pension eux-mêmes. Après tout, ils n'ont d'autre objectif que de faire de l'argent, sans oublier leur propre part, avec les fonds qui leur sont confiés. Mais les syndicats, les organismes responsables des avantages sociaux des employés, les administrateurs des caisses de retraite, les gouvernements et tous ceux qui sont responsables des décisions stratégiques concernant la manière d'investir et de faire fructifier les pensions peuvent – et devraient – se laisser persuader de mettre fin aux investissements dans les terres et les produits de base agricoles.

Aux États-Unis, une expérience récente, racontée par Sarah Anderson de l'Institut d'études politiques (IPS) de Washington, donne un bon exemple :

Une coalition de fermes familiales, de groupes confessionnels et d'associations de lutte contre la faim, ainsi que des associations d'entreprises, ont initié une campagne destinée à persuader les investisseurs de se retirer des fonds indiciels de produits de base. Leur première cible : CALSTRS, le système de retraite des enseignants de Californie qui envisageait de transférer

6. Ibid., p 16.

7. Beaucoup de ces accords fonciers ne sont pas des investissements productifs au sens où on l'entend en économie. Ce sont plutôt des projets financiers destinés à générer des retours sur capital sous forme de rente. Voir l'analyse de Hubert Cochet et Michel Merlet, « Accaparement des terres agricoles et répartition de la valeur ajoutée : la captation de la rente foncière revisitée », un article en anglais présenté à la Conférence internationale sur l'Accaparement des terres à l'échelle mondiale à l'Institute of Development Studies, Université du Sussex, RU, 6-8 avril

2011, http://www.future-agricultures.org/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=1174&Itemid=971

8. Certains des plus grands fonds consacrent jusqu'à 7 % de leurs portefeuilles aux produits de base.

9. Knoepfel, op. cit., p. 14.

2,5 milliards de dollars US de leur portefeuille sur les matières premières. Suite à la campagne de boycott, l'organisation n'investira pas plus de 150 millions dans les matières agricoles durant 18 mois, et continuera à examiner les problèmes potentiels¹⁰.

Ce genre de campagnes de désinvestissement, dont l'objectif pourrait être de s'assurer que les fonds de pension n'achètent pas de terres agricoles à l'étranger, sont manifestement à la portée de tous et pourraient faire une grande différence. Et elles peuvent venir s'ajouter à l'élan général qui soulève tant de pays et inciter à repenser deux réalités essentielles : les politiques alimentaires et agricoles, qui nécessitent des stratégies d'investissement innovantes, et les systèmes de retraite en général. Les enjeux sont trop importants pour ne pas nous saisir de ces opportunités.

**LES FONDS DE PENSION SONT
PEUT-ÊTRE L'UNE DES RARES
CATÉGORIES D'ACCAPAREURS
DE TERRES AUXQUELLES
LES GENS PEUVENT COUPER
L'HERBE SOUS LE PIED, POUR LA
BONNE ET SIMPLE RAISON QUE
C'EST DE LEUR ARGENT
QU'IL S'AGIT.**

10. Sarah Anderson, « Food shouldn't be a poker chip », IPS, Washington DC, 15 novembre 2010, http://www.ips-dc.org/articles/food_shouldnt_be_a_poker_chip. Pour plus d'informations, voir « Stop gambling on hunger », http://stopgamblingonhunger.com/?page_id=838 (dialogue avec CalSTRS).

Le site Internet farmlandgrab.org publie régulièrement des articles et des actualités concernant les fonds de pension utilisés dans les achats de terres agricoles. Voir la page http://farmlandgrab.org/search?query=pension+fund&sort_order=date pour se faire une meilleure idée. Il fournit aussi une mine de contacts et de témoignages des expériences de tous ceux qui réagissent contre la ruée générale pour prendre le contrôle des terres agricoles, dans le contexte de la crise alimentaire actuelle.

Pour visionner la présentation de José Minaya de TIAA-CREF à la conférence sur les questions foncières de la Banque mondiale, en avril 2011, <http://vimeo.com/23314644>

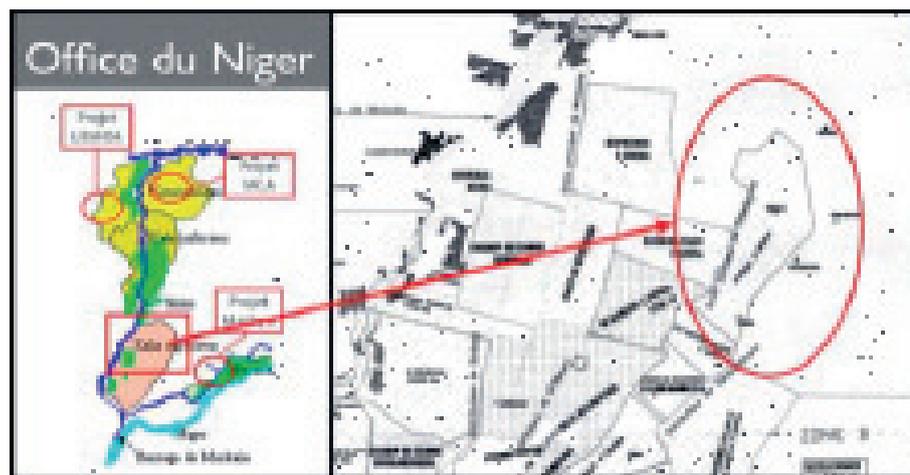
Tableau 2. Exemples de fonds de pension investissant dans les terres agricoles (2010-2011)

Fonds	Total gestion d'actifs (AUM)	Proportion de l'investissement global en terres agricoles... (en pourcentage de l'AUM)	...et l'état actuel du projet
AP2 (2 ^{ème} Fonds de pension national suédois)	220 milliards de couronnes suédoises [US\$34,6 milliards]	US\$500 millions dans des terres à céréales aux USA, en Australie et au Brésil (1,4 %)	Partenariat prévu avec TIAA-CREF. Les premières incursions dans les terres agricoles datent de 2010
APG (administrant le National Civil Pension Fund), Pays-Bas	220 milliards d'euros [US\$314 milliards]	1 milliard d'euros (0,5 %) [US\$1,4 milliard]	Augmentation prévue
Ascension Health, EU	US\$15 milliards	Jusqu'à US\$1,1 milliard (7,5 % ciblés)	Cherche à investir dans les terres agricoles pour la première fois, pour atteindre la cible de 7,5 % d'actifs réels, actuellement non atteinte
CalPERS (California Public Employees' Retirement System), EU	US\$231,4 milliards	Environ US\$50 millions (0,2 %) : – US\$1,2 million investis directement dans Black Earth Farming – US\$47,5 millions investis dans des firmes d'agrobusiness disposant d'énormes holdings de terres agricoles dans le monde : Golden Agriresources, Indofood, IOI Corp, Olam, Sime Darby, Wilmar	Situation actuelle
Dow Chemical, EU		Pas de chiffre	Les terres agricoles sont un ajout récent. Retours annuels visés sur les holdings américains : 8-12 %
New Zealand Superannuation Fund	17,43 milliards de dollars néozélandais [US\$14,2 milliards]	500 millions de dollars néozélandais (3 %) [US\$407 millions]	L'allocation des 3 % allocation est une décision stratégique du fonds. Les premiers achats de terres nationales ont commencé et seront suivis de holdings agricoles à l'étranger
Un « state teachers fund » (CalSTRS?) américain		US\$500 millions -1 milliard	
PGGM (Pension Fund for Care and Well-Being), Pays-Bas	90 milliards d'euros [US\$128 milliards]	Pas de chiffre	Possible augmentation de l'allocation pour les terres agricoles en 2011
PKA (Pensions-kassernes Administration), Danemark	US\$25 milliards	US\$370 millions (1,5 %)	D'ici avril 2012. En juin 2011, a fait un premier placement de 50 millions de dollars dans le Silverlands Fund luxembourgeois (de SilverStreet Capital) ciblant principalement la Zambie
Un « fonds de pensions pour les employés du gouvernement d'un pays »		US\$ 2-5 milliards	Prévu pour bientôt
Sonoma County Employees' Retirement System Association, EU			A prévu d'allouer 3 % à l'Agriinvest Farmland Fund d'UBS
TIAA-CREF (Teachers Insurance & Annuity Association – College Retirement Equities Fund), EU	US\$426 milliards	US\$2 milliards dans 400 fermes en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, en Australie et en Europe de l'Est (0,5 %)	Situation présente. Promesse de retours annuels de 10 %



Des investisseurs saoudiens seraient prêts à prendre le contrôle de la production de riz au Sénégal et au Mali

La stratégie saoudienne visant à délocaliser la production alimentaire sera au cœur des discussions quand plusieurs chefs d'État et des délégations de hauts responsables des pays africains arriveront à Riyad pour une conférence de l'investissement le 4 décembre 2010. Dans certains de ces pays, des investisseurs saoudiens acquièrent déjà des terres agricoles et commencent à mettre oeuvre la politique du Royaume. Les terres rizicoles d'Afrique de l'Ouest sont l'une de leurs cibles principales. De nouvelles informations obtenues par GRAIN révèlent que les hommes d'affaires les plus puissants du Royaume sont en train de négocier des transactions, au Sénégal, au Mali et dans d'autres pays ; ces transactions leur assureraient le contrôle de plusieurs centaines de milliers d'hectares des terres à riz les plus fertiles de la région et la production serait exportée en Arabie Saoudite. Ces transactions ne peuvent que saper dangereusement la sécurité alimentaire de millions de paysans et d'éleveurs et détruire leurs moyens de subsistance. Tout ceci se concocte à huis clos avec les gouvernements africains, sans que les populations concernées ou le grand public soient mis au courant. 01/12/10



Carte 1. Document provenant de l'Autorité de l'Office du Niger au Mali, indiquant la situation et la taille du bail initial de 5 000 ha accordé à Foras. Foras affirme avoir terminé les tests préliminaires sur ce site et a désormais l'intention de poursuivre ses plans d'expansion de la production, d'abord sur 50 000 ha, puis sur 100 000 ha.

En août 2009, on a commencé à entendre parler d'un énorme projet saoudien dont l'objectif était d'acquérir des terres agricoles pour produire du riz en Afrique. Le projet, mené par la Foras International Investment Company, se targuait de pouvoir dans les sept ans à venir produire 7 millions de tonnes de riz sur 700 mille hectares de terres irriguées, principalement au Sénégal et au Mali, peut-être aussi en Mauritanie, en Ouganda, au Soudan et au Niger. Le nom du projet est tiré des ambitions chiffrées : « projet 7 x 7 ».

Puis les rumeurs se sont calmées, donnant l'impression que les promoteurs n'étaient pas si intéressés que ça. Les agriculteurs sénégalais ont pensé qu'il s'agissait probablement de bluff, car ils ont eux-mêmes bien du mal à obtenir suffisamment de terres pour leur production alimentaire. Cependant des informations récentes confirment que le projet avance effectivement : il s'appelle désormais Agroglobe. De plus Foras et ses soutiens financiers restent bien décidés à s'emparer de vastes parcelles de terre dans les grandes zones de production rizicole au Sénégal et au Mali. Les choses progressent également au Soudan et au Nigeria. Entre temps, d'autres investisseurs saoudiens conspirent avec des hommes d'affaires locaux pour

mettre en place des projets d'accaparement de terres tout aussi ambitieux afin de produire du riz en Afrique de l'Ouest. Ces projets illustrent la façon dont les gouvernements africains complotent en secret avec de puissants investisseurs étrangers pour déplacer les agriculteurs et les éleveurs et pour liquider de vastes surfaces de terres agricoles dont l'Afrique a pourtant grand besoin.

Foras attend le feu vert...

Le projet Agroglobe de Foras a débuté en 2008 avec une ferme rizicole expérimentale de 2 mille hectares en Mauritanie, supervisée par une équipe de consultants de l'université thaïlandaise de Kasetsart¹. L'année suivante, Foras a signé un bail de 5 mille hectares au Mali et un accord provisoire pour 5 mille ha au Sénégal. Son intention était de mener des études préliminaires sur ces deux terrains, dans l'objectif de développer la production de riz sur 100 mille ha dans chacun des deux pays. Un protocole d'accord a également été signé avec le Centre international de recherche sur le riz (IRRI) pour une collaboration de recherche².

Une carte officielle des baux fonciers dans la région de l'Office du Niger au Mali montre exactement où est située la concession de 5 mille ha de Foras. Foras prétend que ces terres sont destinées à « la phase de pré-implémentation de l'application des techniques agricoles » développées dans sa ferme-pilote de Mauritanie (cf. carte 1). Dans une lettre envoyée à GRAIN en 2009, l'entreprise affirmait que son intention était d'augmenter progressivement la taille de son exploitation de 50 mille à 100 mille ha. Selon le directeur des investissements de Foras, Saad Bin Ahmed, les études préliminaires ont été menées à bien par l'équipe d'experts thaïlandais de Foras et l'entreprise est désormais prête à passer à la phase suivante : la production sur une plus grande surface.

Les plans concernant le Sénégal avancent plus lentement. Selon M. Bin Ahmed, Foras a un accord provisoire avec le gouvernement du Sénégal sur ce projet.

1. Voir la vidéo sur <http://farmlandgrab.org/6749>

2. GRAIN, « Le CGIAR impliqué dans l'accaparement des terres au niveau mondial », <http://www.grain.org/articles/?id=53>

Carte 2. Vallée du Fleuve Sénégal.



Mais l'entreprise attend encore que le gouvernement finalise l'allocation des 5 mille ha dans la vallée du fleuve Sénégal, près de Podor, pour pouvoir procéder à ses études préliminaires. Tandis que Foras attend le feu vert de Dakar, le gouvernement du Sénégal a, entre temps, négocié un autre énorme projet de production de riz avec des investisseurs saoudiens, un projet qui concerne les mêmes terres dans la vallée du Sénégal. Selon une proposition de projet datant de mai 2009 dont GRAIN a eu connaissance, ce projet livrerait presque toutes les terres à riz du Sénégal à un groupe non nommé d'investisseurs saoudiens pour produire du riz pour l'Arabie Saoudite³. M. Bin Ahmed maintient que Foras n'a rien à voir avec cet autre projet, mais la proposition, l'une des rares de ce genre à tomber entre les mains du public, fait la lumière sur le type de transactions que recherchent les investisseurs saoudiens et ce que les gouvernements ciblés sont prêts à offrir.

...tandis que d'autres investisseurs veulent aussi intégrer le projet

Cette seconde proposition de projet, intitulée « Projet de production industrielle d'un million de tonnes de riz paddy dans la Vallée du Fleuve Sénégal » montre clairement comment un groupe d'investisseurs saoudiens non identifiés pourrait

enregistrer une entreprise au Sénégal pour produire du riz sur 120 mille ha de terres irriguées dans la vallée du fleuve Sénégal, avec un investissement légèrement supérieur à 100 millions de dollars US sur cinq ans.

La vallée du fleuve Sénégal est la principale zone de production rizicole irriguée du Sénégal. Quelque 120 mille ha dans cette région sont adaptés à la production rizicole irriguée, dont environ la moitié se trouvent actuellement cultivés sous irrigation. Ces terres, dont la plupart sont travaillées par des

LES PLANS CONCERNANT LE SÉNÉGAL AVANCENT PLUS LENTEMENT. SELON M. BIN AHMED, FORAS A UN ACCORD PROVISOIRE AVEC LE GOUVERNEMENT DU SÉNÉGAL SUR CE PROJET.

familles qui ont accès à moins d'un hectare, produisent 70 % de la récolte de riz nationale ; on estime qu'elles constituent le moyen de subsistance de 600 mille personnes. Mais cette région est aussi d'une importance vitale pour les éleveurs et pour la production de sorgho, qui ont tendance à être en concurrence directe avec l'expansion de l'irrigation.

Avec ce projet, les investisseurs saoudiens prendraient pour ainsi dire le contrôle de toute la production de riz de la vallée du Sénégal, car ils obtiendraient les quelque 50 mille ha qui sont actuellement cultivés et 14 207 ha irrigués supplémentaires qui doivent être réhabilités. Ils acquerraient de plus 52 228 ha dans les districts de Dagan, Podor, Matam et Bakel pour étendre l'irrigation. Toutes ces terres seraient regroupées dans de grosses parcelles d'un « minimum » de 500 à 2 000 ha (« afin de tenir compte des économies d'échelle », selon le projet). Et ce n'est pas du riz africain qui y sera semé, mais comme le spécifie la

3. Une fuite a permis à GRAIN d'obtenir une copie du document. Celle-ci est datée de mai 2009 et intitulée « Projet de production industrielle d'un million de tonnes de riz paddy dans la Vallée du Fleuve Sénégal ». La page de couverture indique que le projet a été préparé par Africa Life Science Consulting, sous la coordination d'Amadou Kiffa Gueye, conseiller spécial auprès d'Abdoulaye Baldé, le ministre sénégalais des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME et président de l'Agence nationale de l'Organisation de la conférence islamique.

1 Qui est Foras?

La Foras International Investment Company est le bras financier de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) qui, avec ses 57 pays-membres, se qualifie elle-même de « voix collective du monde musulman ». Foras a été mis en place par une initiative de la Chambre islamique de commerce et d'industrie en 2008 : c'est une société par actions fermée dont le siège est à Jeddah, en Arabie Saoudite ; son capital de départ était de 120 millions de dollars US. Ses principaux actionnaires sont la Banque islamique de développement et plusieurs investisseurs privés d'Arabie Saoudite et d'autres pays du Golfe.



Deux des principaux « investisseurs à valeur nette élevée » de Foras : Nasser Kharafi (à gauche), 48^{ème} fortune du monde et propriétaire de l'Americana Group, et le Cheikh Saleh Kamel, fondateur du Dallah Al Barakah Group et président de la Chambre islamique de commerce et d'industrie.

Deux des plus gros actionnaires de Foras sont le Dallah Al Barakah Group et le Saudi Bin Laden Group. Ces conglomérats saoudiens se sont mis récemment à rechercher des investissements en terres agricoles à l'étranger : Al Barakah serait en train de négocier des terres en Bulgarie et le Bin Laden Group essaierait d'élaborer un projet rizicole massif en Indonésie. La National Investment Company du Koweït est également un actionnaire majeur, de même que quelques individus particulièrement riches, comme le Koweïtien Nasser Kharafi, 48^{ème} fortune mondiale et propriétaire de l'Americana Group, et le Cheikh Saleh Kamel, fondateur du Dallah Al Barakah Group et président de la Chambre islamique de commerce et d'industrie.

Foras réalise des projets d'investissement dans les pays membres de l'OCI, depuis les activités bancaires et l'immobilier jusqu'aux infrastructures et à l'agriculture. Son plus vaste projet agricole est de loin le projet riz 7 x 7, qu'il désigne maintenant sous le nom d'AgroGlobe. Ses liens intimes avec l'OCI et la Banque islamique de développement contribuent à lui ouvrir les portes pour tous ses projets d'investissement, de même que ses divers investissements « sociaux ». Au Mali comme au Sénégal, Foras a ainsi engagé des millions de dollars dans la construction de logements pour les pauvres. Dans le cas du Sénégal, le projet est mené par le fils du président Abdoulaye Wade en personne, Karim Wade, qui, pour beaucoup, s'apprête à prendre la succession de son père à la présidence.

158

LES AGRICULTEURS
SÉNÉGALAIS ONT PENSÉ QU'IL
S'AGISSAIT PROBABLEMENT
DE BLUFF, CAR ILS ONT EUX-
MÊMES BIEN DU MAL À OBTENIR
SUFFISAMMENT DE TERRES
POUR LEUR PRODUCTION
ALIMENTAIRE.



Tiedo Kane, membre de l'organisation paysanne SEXAGON, regarde des champs de millet plantés par des paysans locaux dans l'Office du Niger au Mali. Le gouvernement a maintenant remis ces champs à des investisseurs étrangers. (Photo : GRAIN, octobre 2010)



Paysans et éleveurs au Forum du Kolongo réclament une suspension des investissements étrangers dans l'Office du Niger. (Photo : CNOP)

proposition, de nouvelles variétés asiatiques, en particulier des hybrides.

Les investisseurs veulent prendre possession de ces terres immédiatement, mais la proposition indique qu'ils sont prêts à considérer une production sous contrat « si besoin est, sur les terres où des paysans produisent déjà du riz ». Cependant, poursuit le document, la réussite économique et financière du projet ne peut être assurée que si les terres nécessaires à la production sont « mises à la disposition » et placées sous le contrôle des investisseurs.

Combien vont coûter ces terres ? La proposition ne le dit pas. Mais elle indique, par contre, qu'une société de partenariat, du nom de Société agro-industrielle du Sénégal, sera établie pour mener à bien le projet. Les investisseurs saoudiens contrôleront 90 % de cette société, les investisseurs sénégalais les 10 % restants à travers les terres qu'ils contribueront au projet. Une proportion énorme du riz, 70 pour cent, sera exportée en Arabie Saoudite où l'entreprise dispose d'un marché « garanti ». Le riz sera transporté par camion jusqu'au port de Dakar d'où il partira pour le Royaume. Les 30 pour cent restants seront vendus aux marchés urbains locaux. L'intérêt de ces investisseurs n'est pas seulement d'assurer l'approvisionnement en riz de l'Arabie Saoudite. Ils veulent également faire de l'argent, beaucoup d'argent. La proposition de projet affirme qu'ils seront en mesure d'amortir leur investissement en l'espace de cinq ans et stipule qu'un taux de rendement annuel de 36,7 % est attendu. Les investisseurs comptent aussi sur le gouvernement du Sénégal pour leur accorder toute une série de subventions, grâce au programme GOANA du président Wade⁴. Selon la proposition, l'entreprise a droit à quelque 10 millions de dollars US de subventions au cours de ses cinq premières années de fonctionnement.

L'argument « gagnant-gagnant » dans le cas de ce projet est difficile à discerner, mais la proposition essaie d'en déga-ger un : elle prétend que le projet contribuera d'une façon ou

d'une autre à l'autosuffisance en riz du Sénégal et fournira des emplois aux paysans qui ne pourront plus cultiver leurs terres. « La main-d'œuvre productive sera exclusivement locale, afin d'améliorer les conditions de vie et de dégager ainsi des options de développement économique et social, » peut-on lire dans la proposition. Quant aux nombreux éleveurs de la région, qui seront privés d'accès à la terre et à l'eau dont ils ont besoin pour leurs troupeaux, l'entreprise déclare qu'ils pourront acheter des aliments dans les usines de fabrication que le projet prévoit de construire dans la région. De cette façon, se vante l'entreprise, les animaux seront nourris « plus facilement et à moindre coût ».

La proposition ne donne pas les noms des investisseurs saoudiens ni sénégalais. Pressé par les demandes répétées de GRAIN, le coordonnateur du projet, Amadou Kiffa Guèye, conseiller spécial auprès du ministre des Mines, de l'Industrie, de l'Agro-industrie et des PME, s'est contenté de dire que la famille royale saoudienne était impliquée dans le projet, ainsi que de riches hommes d'affaires sénégalais. Il a aussi précisé que c'était le gouvernement sénégalais qui l'avait chargé de développer la proposition de projet, mais à la requête des investisseurs saoudiens.

M.Guèye a expliqué cependant que les investisseurs saoudiens se sont depuis retirés du projet, prétextant des problèmes financiers, et que le gouvernement du Sénégal est aujourd'hui à la recherche de nouveaux investisseurs pour mener à bien le projet.

Que faut-il penser de tout cela ? Un groupe d'investisseurs saoudiens se retire tandis qu'un autre gagne du terrain, en poursuivant les mêmes objectifs et le même plan national du Royaume saoudien pour délocaliser la production alimentaire. Le gouvernement sénégalais signe un accord avec Foras pour un projet situé dans la vallée du fleuve Sénégal, tout en en préparant un second avec un autre groupe d'investisseurs saoudiens sur les mêmes terres. Et maintenant, le gouvernement qui n'a jamais touché mot de tout ceci au public, et encore moins aux paysans et aux éleveurs de la vallée du Sénégal, est à la recherche d'autres investisseurs pour entrer dans le projet, tandis que Foras attend son feu vert. Une chose est claire

4. Le programme GOANA, la « Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance », a été lancé en 2008 pour répondre à la crise alimentaire.

toutefois : la sécurité alimentaire du Sénégal et les moyens de subsistance de centaines de milliers de personnes se négocient en ce moment à huis clos et pour de l'argent.

Il faut freiner l'ardeur de Foras et des autres

Sur place, au Mali, les gens ont été laissés dans l'ombre à propos des négociations de leur gouvernement avec les investisseurs saoudiens. C'est la même chose au Soudan et au Nigeria, où Foras a également acquis des terres. En janvier 2010, l'entreprise a annoncé un investissement de 200 millions de dollars US dans un projet agricole de 126 mille ha dans l'état soudanais de Sennar, le long du Nil bleu. En juin 2010, Foras a signé un protocole d'accord avec le gouvernement de l'Etat de Katsina au Nigeria pour un projet agricole de 100 millions de dollars US qui débutera avec une ferme-pilote sur mille ha alloués à l'entreprise par les autorités de l'Etat.

Le projet Agroglobe de Foras est scandaleux ne serait-ce que par ses ambitions et ses présomptions : son but est bien d'atteindre le cœur même de la production rizicole en Afrique de l'Ouest. Mais il ne faudrait pas prendre ce projet à la légère. Il a en effet le soutien de personnes qui sont parmi les plus riches au monde et celui des plus hauts niveaux de gouvernement, autant du côté des investisseurs que du côté des pays hôtes. Si le projet se réalise, des centaines de milliers de paysans et d'éleveurs au Mali, en Mauritanie, au Sénégal, au Nigeria et au Soudan, voire d'autres pays qui pourraient être concernés par l'expansion du projet, seront privés d'accès aux terres et à l'eau, et la sécurité alimentaire nationale sera mise en danger.

Il faut rendre publics tous les détails concernant l'état d'avancement des projets Agroglobe de Foras. Il faut faire de même avec le projet parallèle de production de riz que des investisseurs saoudiens et Sénégalais non identifiés ont mystérieusement concocté avec le gouvernement de Dakar, et toutes les autres transactions sur les terres agricoles qui ont été ou

sont en passe d'être signées avec des investisseurs étrangers⁵. Les gens qui vivent dans les pays concernés ont besoin de savoir exactement ce que leur gouvernement négocie « en leur nom ».

De fait, le secret entourant ces transactions suggère que gouvernements et investisseurs savent pertinemment que leurs projets vont susciter dans le public de très fortes résistances. Ainsi, au début de novembre, à l'occasion d'un forum public à Kolongotomo, au Mali, pas loin du projet Foras, des paysans locaux et d'autres venus de tout le pays ainsi que des organisations de la société civile se sont rencontrés, pour discuter de l'accaparement des terres dans l'Office du Niger et d'autres régions du pays. Leur conclusion était claire : tous les investissements étrangers dans l'Office du Niger doivent être suspendus. Les gouvernements seraient bien avisés d'en prendre note : la réaction contre l'accaparement des terres s'est déclenchée et elle ne peut que prendre de l'ampleur, s'il n'y a pas de changement de cap.

■

5. Voir par exemple le reportage sur un investissement du groupe saoudienne Al-Rajhi en Mauritanie, <http://farmlandgrab.org/14751>. Les communautés affectées par le projet ont lancé une déclaration en réaction en juillet 2010, <http://farmlandgrab.org/17418>.



Le rapport de la Banque mondiale sur l'accaparement des terres : au-delà du rideau de fumée

01/12/10

La semaine dernière le 7 septembre 2010, la Banque mondiale a finalement décidé de publier son rapport très attendu sur l'accaparement des terres agricoles au niveau mondial. Après des années de travail, plusieurs mois de négociations politiques et des dépenses dont on ne connaît pas l'ampleur, le rapport a été négligemment publié sur le site Internet de la Banque, en anglais seulement¹.

Ce rapport constitue à la fois une déception et un échec. Tout le monde s'attendait à ce que la Banque fournisse des données de terrain nouvelles et indiscutables sur ces « acquisitions foncières à grande échelle » (pour reprendre sa terminologie) qui suscitent tant de controverses depuis 2008. Après tout, on suppose que la Banque bénéficie d'un accès privilégié aux entreprises et aux gouvernements dont les journalistes et les chercheurs des ONG (organisations non gouvernementales) ne disposeront

1. World Bank, « Rising global interest in farmland : can it yield sustainable and equitable benefits? », Washington DC, septembre 2010, http://www.donorplatform.org/component?option=com_docman/task/doc_view/gid,1505. Une semaine après la publication du rapport, la Banque a décidé de publier des traductions des résumés en espagnol et en français.

jamais. La Banque elle-même déclare que c'était sa principale ambition. Pourtant, il n'y a grand-chose de nouveau dans ce document de plus de 160 pages. La Banque avait annoncé qu'elle allait étudier concrètement 30 pays, mais le rapport n'en aborde que 14. Il s'avère en fin de compte que des entreprises ont refusé de communiquer des informations sur leurs investissements dans des terres agricoles, ou sur les gouvernements qui fournissent les terres. La Banque s'est donc tournée vers farmlandgrab.org, un site web géré par GRAIN, a constitué une base de données de toutes les transactions signalées par les médias et répertoriées sur le site et a dépêché des équipes de consultants pour voir si elles étaient réelles ou non². Est-ce là tout ce que pouvait faire la Banque mondiale?

Des résultats qui font peur

Les résultats obtenus par les chercheurs et les informateurs corroborent ce que beaucoup disent depuis maintenant deux ans. Oui, un « énorme » mouvement d'accaparement des terres dans le monde est engagé depuis les crises alimentaire et financière de 2008 et il ne trahit aucun signe de ralentissement. La Banque indique que les 463 projets qu'elle a dénombrés à partir du site farmlandgrab.org entre octobre 2008 et juin 2009 représentent une superficie d'au moins 46,6 millions d'hectares et que la majorité de ces terres sont situées en Afrique subsaharienne. Les comptes rendus d'enquête de terrain ont confirmé que 21 % de ces projets sont « en exploitation », plus de la moitié en sont à un stade de « développement initial » et près de 70 % ont été « approuvés »³. La Banque minimise l'importance de ces chiffres et y voit la preuve que l'accaparement des terres relève plus du battage médiatique que de la réalité. Nous pensons, au contraire, qu'ils démontrent que beaucoup de projets vont de l'avant, d'autant plus que les données de la Banque sont dépassées, puisque de nouvelles transactions sont conclues régulièrement.

Les résultats de la Banque corroborent aussi ce que d'autres ont dit sur

2. Ibid. Voir pp. 33-35 et p. 38 du rapport en question pour une explication de cette méthodologie.

3. Ibid. p 36.

Approfondir le dossier

RDC – Projet de culture du maïs : « Les investissements ont entraîné l'expulsion des cultivateurs locaux, les repoussant dans un parc national où les agriculteurs paient maintenant des gardes pour les laisser cultiver à l'intérieur de la réserve ; d'autres agriculteurs ont dû se réinstaller à 50 km de distance et louer des terres aux populations locales. Sols pauvres en minéraux très exposés à l'érosion à la suite de l'élimination de la biomasse. Aucune étude d'impact sur l'environnement n'a été exigée... »

Liberia – Projet de riziculture : « Des problèmes économiques ont amené l'investisseur à empiéter sur des zones humides fertiles, en contradiction avec les accords passés avec la communauté (qui n'ont pu être appliqués) et 30 % de la population locale a été déplacée. Aucune indemnisation n'est offerte à tous ceux qui ont perdu des droits. Quatre cents emplois à plein temps ont été créés pour des ouvriers non qualifiés (essentiellement des anciens combattants), mais on s'inquiète de l'embauche d'étrangers prêts à travailler pour des salaires moins élevés. Suite à la déforestation, plus de 50 ha de marais se sont envasés dès la première année d'exploitation. »

Liberia – Concession d'exploitation forestière (exemple de « pacte social » d'accompagnement) : « Un accord social précise clairement le paiement de loyers et un partage des bénéfices avec le gouvernement, mais la clause interdisant aux investisseurs d'entraver les utilisations coutumières du bois d'œuvre et des autres produits forestiers n'est pas respectée. Les investissements ont donc conduit à une restriction de l'accès de la communauté aux produits de la forêt dans un contexte de croissance démographique et de réduction des terres agricoles. »

Mozambique – Canne à sucre : « Seulement 35-40 [personnes] ont été employées à plein temps plus environ 30 de façon saisonnière [malgré une promesse de l'investisseur de créer 2 650 emplois]. (...) Les populations locales ont perdu l'accès à la forêt pour le bois de feu, la viande de gibier et le poisson. L'investisseur utilise l'approvisionnement local en eau et les routes sans fournir d'indemnisation, ce qui porte préjudice aux femmes qui viennent chercher l'eau. L'étude d'impact sur l'environnement a relevé des impacts négatifs potentiels des produits phytosanitaires sur le sol, l'air et l'eau et a recommandé des mesures d'atténuation. Le déboisement a également un effet négatif sur la production de canne à sucre. »

Tanzanie – Bétail + jatropha : « Joint-venture entre des sociétés néerlandaises et tanzaniennes ; les terres appartiennent à quatre villages qui doivent encore approuver les transferts à l'investisseurs ; seul un village a jusqu'ici accordé des droits fonciers. L'investisseur veut louer les terres directement à des villages locaux, en violation de la Loi sur les terres villageoises. Impacts potentiellement négatifs sur l'accès des communautés pastorales aux pâturages, au bois de feu et à l'eau. Les bénéfices attendus au niveau de l'emploi ne sont pas quantifiés. »

Zambie – Cultures d'exportation : « Inquiétudes locales vis-à-vis d'un éventuel déplacement. Éventuel déplacement de population, perte d'accès aux produits de la forêt, notamment à des chenilles comestibles. Les surfaces boisées du miombo, intactes sur le site, pourraient souffrir de l'impact négatif d'un déboisement pour l'agriculture ; les impacts actuels sur l'environnement sont limités au déboisement lié à la construction d'une route et d'un barrage et à l'érosion du sol qui l'accompagne. »

Source : Banque mondiale, « Rising global interest in farmland », Annexe Tableau 2, pp. 106-108.

les impacts de cette mainmise sur les terres agricoles. La conclusion générale du rapport est que les investisseurs profitent d'une « faiblesse de la gouvernance » et d'une « absence de protection légale » des communautés locales pour expulser les populations de leurs terres. De plus, elle constate que les investissements ne rapportent presque rien aux communautés touchées en termes d'emplois ou d'indemnisation, sans même parler du problème de la sécurité alimentaire. Le message que nous pouvons en retirer est que pratiquement nulle part, dans les pays et les situations étudiés par la Banque, il n'y a de quoi se réjouir :

De nombreux investissements [...] n'ont pas répondu aux atten-

tes et, au lieu d'amener des bénéfices durables, ils ont contribué à une perte d'actifs et ont laissé les populations locales dans une situation pire que ce qu'elle aurait été en l'absence de ces investissements. En fait, même si un effort a été fait pour couvrir un large éventail de situations, les études de cas confirment que dans de nombreux cas les bénéfices ont été inférieurs à ce qui avait été prévu ou ne sont tout simplement jamais concrétisés⁴.

La Banque présente un tableau comportant de très courts résumés

des investissements étrangers dans les terres agricoles de sept pays (voir Encadré 1). C'est l'un des rares cas où la Banque a examiné en détail la façon dont ces investissements se concrétisent effectivement sur le terrain. Ce tableau décrit une situation désastreuse. Des communautés entières sont expulsées de leurs terres, des travailleurs sont exploités, des conflits violents se déchaînent (un cadre supérieur d'une entreprise a été tué), des investisseurs enfreignent les lois et renient leurs promesses, etc. Que dit la Banque de ces « risques immenses » et de ces « réels dangers », comme elle les appelle ? Que nous ne devrions pas nous inquiéter parce que les « opportunités sont tout aussi importantes ».

4. Ibid, p 51.

Ce que le rapport ne dit pas

La majeure partie du rapport déploie un rideau de fumée sur les potentiels de la production agricole, et n'aborde pas « a ruée mondiale vers les terres agricoles » qui tenait lieu auparavant de titre⁵. En lisant le rapport, le lecteur est submergé de faits et chiffres sur les écarts de rendement et l'utilisation des terres et la façon dont la productivité peut être augmentée par une recherche ou une technologie innovante. Nous avons droit à une avalanche de cartes et de graphiques sur des zones agro-écologiques qui n'apportent pas grand-chose, sinon les endroits où sont apparemment situés les plus gros potentiels de production alimentaire.

Quiconque va au-delà de cet effet de rideau de fumée peut constater que le rapport est plus intéressant par ses omissions que par son contenu. Si la Banque avait réellement voulu faire toute la lumière sur cette tendance des investissements, elle aurait au moins levé un coin du voile à propos des investisseurs. Qui sont-ils ? Quels sont leurs objectifs ? Quelle est la proportion des investissements privés ou publics ? Sans informations de ce type, l'analyse ne peut aller bien loin. Par exemple, nous avons entendu des entreprises déclarer à de nombreuses occasions que leurs investissements n'avaient rien à voir avec « la sécurité alimentaire », qu'il s'agit purement et simplement de faire des affaires. Il aurait été très utile d'évaluer exactement qui est impliqué dans ces opérations et dans quel but, sans les chimères qui les entourent. En fait, au début de cette année, la Banque a communiqué des données de cette nature quand elle a identifié pour la Plate-forme mondiale des bailleurs de fonds les pays les plus visés par ces opérations d'accaparement des terres et les principaux pays d'origine

des investisseurs entre 2008 et 2009 (voir Tableau 1). Mais dans son rapport final, la Banque a choisi de ne pas mentionner les noms, ce qui oblige chacun à s'interroger sur le pourquoi de cette décision.

Ce n'est pas le seul élément que la Banque a laissé de côté pour son rapport. « Le voile de secret qui entoure souvent ces transactions foncières doit être levé de façon à ce que les populations pauvres ne paient pas au final le lourd tribut de la perte de leurs terres », a déclaré la directrice générale de la Banque mondiale, Mme Ngozi Okonjo-Iweala, au moment de la publication de l'étude. C'est vrai. Et elle aurait pu commencer par mettre à disposition du public tous les contrats et accords entre États et investisseurs auxquels l'équipe de recherche de la Banque a pu avoir accès au cours de cette étude. Les communautés doivent pouvoir accéder aux dispositions précises de ces transactions de façon à pouvoir juger par elles-mêmes. Ce n'est pas la propagande des gouvernements et des entreprises qui comblera ce manque. Il est pourtant très difficile d'obtenir ces documents. Si la Banque voulait réellement lever le voile du secret, elle commencerait à mettre ces documents juridiques dans le domaine public. Nous serions heureux de les mettre en ligne sur notre site farmlandgrab.org et d'en assurer la traduction dans les langues des différents pays concernés.

Le rapport est aussi silencieux sur une autre question : la façon dont la Banque mondiale elle-même s'est engagée jusqu'au cou dans ces transactions. Depuis des décennies, la Banque s'emploie à promouvoir activement des approches de marché pour la gestion des terres, au travers de ses pratiques de prêts et de la défense de ses politiques. Ceci se traduit par une privatisation des droits fonciers, par le biais d'une transformation de droits fonciers coutumiers en titres négociables ainsi que d'un désengagement de l'État, et par les réformes juridiques nécessaires au fonctionnement d'un marché foncier de style occidental. Si la Banque dit maintenant que de nombreux pays, particulièrement en Afrique, sont « mal équipés » pour faire face à cette « soudaine flambée d'intérêt » de la part des investisseurs fonciers, quel a donc été l'utilité des services de conseil sur les politiques qu'elle a fournis au cours des 30 dernières

années⁶ ?

Plus directement encore, la branche d'investissement commercial de la Banque, la Société financière internationale (ICF), est l'un des principaux investisseurs dans de nombreuses sociétés de capital-investissement qui achètent des droits sur des terres agricoles, tandis que son Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) accorde à des projets d'accaparement des terres une assurance sur les risques politiques (Tableau 2). La MIGA a fourni plus de 50 millions de dollars US, par exemple, pour couvrir les investissements commerciaux de 300 millions de dollars US de Chayton Capital en Zambie et au Botswana. Pour d'autres entreprises, comme le fonds spéculatif britannique SilverStreet Capital, la MIGA joue un rôle crucial dans la protection de ses investissements dans les terres agricoles. En cas de problème, « la Banque mondiale sera à vos côtés », explique Gary Vaughan-Smith, responsable des investissements à SilverStreet⁷. La MIGA, tout comme l'IFC, est une agence à but lucratif dont la mission est de favoriser pour ses actionnaires les investissements rentables de l'industrie agroalimentaire dans les pays en développement. Étant donné ses multiples niveaux d'intérêt dans les transactions sur les terres agricoles, il n'est pas très étonnant que la Banque en fasse la promotion malgré la triste réalité sur le terrain.

Le fond du problème

Le fond du problème, c'est qu'il y a un énorme décalage entre ce que dit la Banque mondiale, ce qui se passe sur le terrain et ce qui est vraiment nécessaire. À l'heure actuelle, de nombreux gouvernements et organisations de la société civile demandent à ce qu'on mette un frein à ces transactions d'une manière ou d'une autre. L'Australie, l'Argentine, le Brésil, la Nouvelle Zélande et l'Uruguay

5. Voir Javier Blas, « World Bank warns on 'farmland grab' trend », *Financial Times*, 27 juillet 2010, <http://www.ft.com/cms/s/0/62890172-99a8-11df-a852-00144feab49a.html> et John W. Miller, « World Bank land grab report under fire », *The Wall Street Journal*, 29 juillet 2010, <http://blogs.wsj.com/brussels/2010/07/29/world-bank-land-grab-report-under-fire/tab/print/>

6. Voir World Bank, *op cit*, p 91

7. Drew Carter, « Fertile ground for investment », *Pensions & Investments*, 19 avril 2010, <http://farmlandgrab.org/12218>. La citation de N. Crowder dans la légende de la photo provient de Edward West, « Africa : Agri-projects at 'unprecedented' levels », *Business Day* (Afrique du Sud), 1^{er} septembre 2010, <http://allafrica.com/stories/201009010190.html>

sont quelques-uns des pays qui débattent actuellement de l'introduction, aux plus hauts niveaux politiques, des restrictions sur les acquisitions de terres agricoles par des entités étrangères. L'Égypte fait partie de ceux qui essaient de rester fermes et veulent continuer de restreindre les nouveaux programmes d'investissements dans les terres agricoles aux investisseurs du pays. Pour beaucoup, pour ce qui ne relève pas de la xénophobie, cette situation amène, ou pourrait amener à la mise en place de nouvelles formes ou expressions de la souveraineté sur la terre, l'eau et l'alimentation à un moment où s'exerce une formidable pression sur ces trois ressources. Par ailleurs, de nombreuses organisations d'agriculteurs, des universitaires, des groupes de défense des droits humains, des réseaux d'ONG et des mouvements sociaux exigent toutes sortes de moratoires et d'interdictions pour mettre fin à cet accaparement des terres. Pendant ce temps, l'appétit des investisseurs privés pour l'acquisition de terres agricoles ne fait que se renforcer. Un groupe d'anciens traders de Cargill, par exemple, vient de lancer un fonds d'un milliard de dollars US qui vise à acquérir des terres agricoles en Australie, au Brésil et en Uruguay⁸.

La Banque mondiale a démontré qu'elle n'est pas un arbitre impartial ou une source inépuisable de bonnes idées sur la manière de progresser. Il est regrettable que les agences qui ont commandé ce rapport aient attendu aussi longtemps et que l'on ait dépensé autant d'argent des contribuables pour arriver à un tel résultat.

Tableau 1. Les données utiles qui ont disparu avant la publication du rapport

Principaux pays							
Les 3 premiers pays de destination par région						Origine	
Afrique		Amérique latine		Asie-Pacifique			
Pays	Total	Pays	Total	Pays	Total	Pays	Total
Soudan	6,4	Brésil	3,6	Indonésie	3,6	Chine	10,5
Ghana	4,1	Argentine	2,6	Philippines	3,1	RU	10,5
Madagascar	4,1	Paraguay	0,8	Australie	2,8	Arabie saoudite	9,8

Source : Klaus Deininger, Banque mondiale, « Large scale Land acquisition : What is happening and what can we do? », présentation lors du Land Day sous l'égide de la Plate-forme mondiale des bailleurs de fonds pour le développement rural et de la FAO/SDC/IFAD le 24 janvier 2010, <http://www.donorplatform.org/cont/view/332/210/>

Tableau 2. Exemples du soutien apporté par la Banque mondiale à des investisseurs dans les terres agricoles par le biais de l'IFC et de la MIGA

Altima One World Agriculture Fund (États-Unis)	L'Altima One World Agriculture Fund, enregistré aux Îles Caïmans, a été fondé par le fonds spéculatif Altima Partners pour investir dans les terres agricoles en Amérique du Sud, en Europe centrale et de l'Est, et en Afrique subsaharienne. En 2009, l'IFC a pris une participation de 75 millions de dollars US dans le Fonds. Un cadre dirigeant d'Altima a déclaré que le Fonds visait à créer le « premier Exxon Mobile du secteur agricole ».
Chayton Atlas Agriculture Company (RU)	Chayton est une société de capital investissement basée au Royaume-Uni qui investit dans des terres agricoles en Afrique australe. En 2010, la MIGA a signé un contrat avec Chayton pour lui fournir une assurance sur les risques politiques à hauteur de 50 millions de dollars US pour le développement de projets d'exploitations agricoles en Zambie et au Botswana. Son PDG, qui travaillait auparavant à Goldman Sachs, dit que son « but est de nourrir l'Afrique ».
Citadel Capital (Égypte)	En 2009, l'IFC a investi 25 millions de dollars US dans Citadel, un fonds du Moyen Orient et d'Afrique du Nord qui investit dans des projets agricoles. Citadel, l'un des plus grands fonds de capital-investissement d'Afrique, réalise des investissements dans des terres agricoles en Égypte, au Soudan, en Tanzanie, au Kenya et en Ouganda.
Mriya Agro Holding (Ukraine)	Mriya, enregistré à Chypre et coté à la bourse de Francfort, est le 7 ^e exploitant de terres agricoles en Ukraine. En 2010, l'IFC a fourni 75 millions de dollars US à Mriya en capital et en prêts pour que la société puisse porter la taille de son domaine foncier à 165 000 ha.
Sena Group (Maurice) / Tereos (France)	En 2001, la MIGA a fourni à un consortium d'investisseurs du nom de Sena Group une assurance sur les risques politiques de 65 millions de dollars US en soutien à l'acquisition d'une plantation sucrière au Mozambique. L'entreprise a aussi annoncé qu'elle avait l'intention de développer ses activités d'élevage de bovins et de passer de 1 800 à 8 000 têtes. Les activités de Sena ont depuis été reprises par la multinationale sucrière française Tereos.
SLC Agrícola (Brésil)	SLC, une société cotée en bourse appartenant partiellement à des investisseurs étrangers comme la Deutsche Bank, est l'un des plus grands propriétaires fonciers au Brésil, avec une réserve foncière de 117 000 ha en 2008. En 2008, l'IFC a accordé un prêt à long terme de 40 millions de dollars US à SLC, ce qui lui a permis de faire passer la superficie de ses terres à plus de 200 000 ha.
Vision Brazil (Brésil)	Vision est une société de placement qui possède plus de 300 000 ha en terres arables et 400 000 ha en plus en « options ». En 2008, l'IFC a fourni à Vision 27 millions de dollars US en financement de titres.

8. Barani Krishnan, « Galtere says raising \$1 bln agribusiness fund », Reuters, 1^{er} septembre 2010, <http://uk.reuters.com/article/idUKN0113842720100901>



Il est temps de proscrire l'accaparement des terres, pas question de le rendre « responsable » !

166 Du 18 au 20 avril 2011, une rencontre de 200 investisseurs agricoles, responsables gouvernementaux et fonctionnaires internationaux aura lieu au siège de la Banque mondiale à Washington, afin de discuter la façon « d'opérationnaliser » les acquisitions foncières à grande échelle de façon responsable. À Rome, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale, installé dans les locaux de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, s'apprête à lancer un processus de consultation sur les principes proposés pour réglementer ces transactions. De leur côté, conscients de l'extrême urgence de la situation, les mouvements sociaux et les organisations de la société civile (OSC) se mobilisent pour mettre fin à l'accaparement des terres et défaire les accords déjà en application. Pourquoi La Banque mondiale, les agences onusiennes et bon nombre de gouvernements concernés s'efforcent-ils de favoriser ces accords d'accaparement de terres comme des « investissements agricoles responsables » ? 17/04/11

présentés comme une nouvelle manière de satisfaire les besoins de la sécurité alimentaire de pays qui dépendent des marchés extérieurs pour se nourrir eux-mêmes, comme le Qatar, l'Arabie Saoudite, la Corée du Sud ou la Chine. D'autres sont exposés sans détour pour ce qu'ils sont en réalité : des contrats d'affaires et de nouvelles opportunités de bénéfices très intéressantes. Même si certains États jouent un rôle actif, la plupart de ces transactions se font entre les gouvernements hôtes et des entreprises privées. Les sociétés concernées estiment que 25 milliards de dollars US ont déjà été alloués mondialement et elles se targuent de vouloir multiplier ce chiffre par trois dans un très proche avenir².

Les RAI, c'est quoi ?

Inquiets des répercussions possibles que pourrait engendrer la phase actuelle d'accaparement des terres, un certain nombre de gouvernements concernés et d'agences internationales, du Japon au G8, se sont empressés de formuler des critères censés rendre ces transactions acceptables. Parmi ceux-ci, ceux qui ont eu le plus de retentissement sont les « Principes pour des investissements agricoles responsables qui respectent les droits, les moyens de subsistance et les ressources » (RAI) lancés par la Banque mondiale. Les RAI ont fait l'objet d'une formulation commune de la part de la Banque mondiale, du Fond international de développement agricole (FIDA), de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation (FAO)³. Ils consistent en sept principes auxquels les investisseurs peuvent accepter de se soumettre volontairement quand ils s'engagent dans des acquisitions de terres agricoles à grande échelle (voir Encadré). Il est intéressant de noter que les principes RAI n'ont

Aujourd'hui l'accaparement des terres se fait à une allure galopante. Des contrats sont signés, les bulldozers sont déjà au travail, la terre se trouve délimitée de manière brutale et les populations locales sont chassées de leur territoire ; les conséquences sont dévastatrices. Quoiqu'il soit difficile d'obtenir des renseignements précis sur la question, il est clair qu'au moins 50 millions d'hectares de terres fertiles – ce qui suffirait à nourrir 50 millions de familles indiennes – sont, au cours des dernières années, passés des mains des paysans à celles des grandes entreprises et chaque jour, de nouveaux investisseurs se joignent à la ruée¹. Certains de ces accords sont

1. En 2010, la Banque mondiale a rapporté que 47 millions d'hectares avaient été loués ou vendus dans le monde dans la seule année 2009 ; le Global Land Project pour sa part a calculé que 63 millions d'hectares avaient changé de mains rien que dans 27 pays africains. Voir « New World Bank report sees growing global demand for farmland », Banque Mondiale, Washington DC, 7 septembre 2010, <http://farmland-grab.org/post/view/15309> ; Cecilie Friis et Anette Reenberg, « Land grab in Africa : Emerging land system drivers in a tele-connected world », GLP Report N° 1, The Global Land Project, Danemark, août 2010,

<http://farmlandgrab.org/post/view/14816>, respectivement.

2. Cf. High Quest Partners, « Private financial sector investment in farmland and agricultural infrastructure », OECD, Paris, août 2010, <http://farmlandgrab.org/post/view/16060>.

3. Les quatre agences ont aussi établi sur Internet une plate-forme d'échanges d'informations sur les RAI, <http://www.responsibleagroinvestment.org/>

1 Les RAI (ou sept principes pour un accaparement des terres « gagnant-gagnant ») :

1. Droits fonciers et droit aux ressources : les droits fonciers et les droits aux ressources existants sont reconnus et respectés.
2. Sécurité alimentaire : les investissements ne mettent pas en péril la sécurité alimentaire, mais la renforcent au contraire.
3. Transparence, bonne gouvernance et création d'un environnement propice : les processus d'acquisition des terres et les investissements associés sont transparents, font l'objet d'un suivi et garantissent la responsabilité des parties concernées.
4. Consultation et participation : ceux qui sont matériellement affectés sont consultés ; les accords issus de ces consultations sont enregistrés et appliqués.
5. Viabilité économique et investissements responsables des entreprises agricoles : les projets sont viables dans tous les sens du terme ; ils respectent la loi en vigueur, reflètent les meilleures pratiques de l'industrie et ont pour résultat une valeur partagée durable.
6. Durabilité sociale : les investissements génèrent des effets sociaux et distributionnels désirables et n'augmentent pas la vulnérabilité.
7. Durabilité environnementale : les effets sur l'environnement sont quantifiés et des mesures sont prises pour encourager une utilisation durable des ressources, tout en minimisant et en réduisant les effets négatifs.

Les principaux promoteurs des RAI (depuis 2009) :

Banque mondiale, CNUCED, États-Unis, FAO, FIDA, G8, G20, Japon, Suisse, UE

jamais été soumis pour approbation aux instances administratives de ces quatre institutions.

En avril 2010, 130 organisations et réseaux à travers le monde, dont certaines des plus représentatives des coalitions de paysans, d'éleveurs et de pêcheurs artisanaux, ont dénoncé l'initiative des RAI. Leur déclaration démythifiait les RAI comme un effort pour légitimer l'accaparement des terres et affirmait qu'il est absolument inacceptable d'encourager les grandes entreprises (étrangères ou nationales) à s'emparer à long terme des terres des populations rurales, quels que soient les principes appliqués⁴.

La déclaration a été entérinée dans le monde entier par bien d'autres groupes et mouvements sociaux après sa publication. Peu de temps après, le Rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation a publiquement critiqué les RAI, les accusant d'être « totalement inadéquats » et a déclaré : « Il est regrettable que, au lieu de relever le défi et d'encourager une agriculture durable d'un point de vue social et environnemental, nous agissions comme si accé-

DE PLUS, L'IPC A RECOMMANDÉ QUE LE CSA ARRÊTE D'UTILISER LE TERME RAI, CAR IL EST TRÈS LARGEMENT ASSOCIÉ À L'ACCAPAREMENT DES TERRES, ET NON À L'INVESTISSEMENT AGRICOLE. MAIS LES QUATRE AGENCES QUI SOUTIENNENT LES RAI SEMBLENT BIEN DÉCIDÉES À POURSUIVRE COMME ELLES L'ENTENDENT.

lérer la destruction du monde paysan devait se faire de manière responsable. »⁵

En septembre 2010, la Banque mondiale a publié un rapport très attendu sur les acquisitions de terres à grande échelle. Après deux années de recherche, la Banque n'a pas réussi à trouver d'exemples convaincants de « gains » pour les communautés pauvres ou les pays, mais seulement une longue liste de pertes. En fait, les entreprises et les gouvernements concernés par les accords sur les terres ont refusé de partager avec la Banque mondiale leurs informations

concernant les investissements agricoles, ce qui a eu pour résultat que la Banque a dû s'appuyer sur un site Internet (farmlandgrab.org) géré par l'OSC GRAIN pour toute source d'information. Quoique son rapport ait bien fait remarquer l'absence de consultation derrière l'initiative des RAI, la Banque s'obstine à plaider en faveur des RAI.

Malgré un sérieux souci de crédibilité quant à la valeur des RAI en tant que cadre de travail, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) a débattu, en octobre 2010, une motion pour savoir s'il fallait ou non entériner ce cadre. Certains gouvernements, comme les États-Unis et le Japon y étaient favorables. D'autres, notamment l'Afrique du Sud, l'Égypte au nom du groupe du Moyen-Orient, et la Chine, ont exprimé très fermement leur

4. « Pour un arrêt immédiat de l'accaparement des terres ! Disons NON aux principes promus par la Banque mondiale en vue d'investissements 'responsables' de la part des entreprises agro-alimentaires! », <http://farmlandgrab.org/post/view/12259>

5. « Comment détruire la paysannerie mondiale de manière responsable » par Olivier de Schutter, Bruxelles, 4 juin 2010, <http://www.project-syndicate.org/commentary/deschutter1/French>

opposition, déplorant l'absence d'une consultation appropriée. Une coalition de mouvements et d'organisations a publié une critique détaillée du cadre et des principes RAI avant la réunion du CSA⁶. Ce qui a servi de catalyseur pour les mouvements sociaux ruraux, en particulier ceux qui sont affiliés au Comité international de planification pour la sécurité alimentaire (IPC) et d'autres groupes de la société civile pour faire appel au CSA, lui demandant de rejeter les RAI. Finalement, le CSA n'a pas approuvé les RAI et n'a accepté que de mener un processus inclusif pour examiner les RAI.

À la fin de l'année 2010, on aurait pu penser que la pression exercée d'en haut pour rendre acceptable l'accaparement des terres et en faire une proposition « gagnant-gagnant » était mal en point. Les mouvements sociaux et autres OSC, continuaient, pendant ce temps, à bâtir une opposition populaire aux RAI. Au Forum social de Dakar en février 2011, les mouvements paysans, les mouvements de défense des droits humains et de la justice sociale, et les organisations environnementales se sont retrouvés pour partager leurs expériences et renforcer leurs luttes contre l'accaparement des terres, en ignorant cette idée absurde de code de conduite. Ils ont lancé un appel public à rejeter les RAI et à résister à l'accaparement des terres ; les soutiens en faveur de cet appel continuent à arriver⁷.

Les partisans des RAI, toutefois, refusent d'abandonner la partie.

Le Bureau du CSA discute actuellement d'une proposition de processus de consultation sur les RAI⁸. Une version initiale, diffusée pour observations, a été violemment critiquée par les mouvements sociaux et les OSC. Le Comité international de planification pour la sécurité alimentaire (IPC) a déclaré qu'il s'opposerait à tout processus visant principalement à minimiser les conséquences négatives des acquisitions fon-

cières à grande échelle et à entériner les RAI. Pour l'IPC, le CSA devrait d'abord analyser si les RAI sont une réponse appropriée aux problèmes existant sur le terrain et recentrer la discussion sur le type d'investissements agricoles nécessaires pour vaincre la faim et soutenir les petits producteurs, en particulier les femmes. De plus, l'IPC a recommandé que le CSA arrête d'utiliser le terme RAI, car il est très largement associé à l'accaparement des terres, et non à l'investissement agricole. Mais les quatre agences qui soutiennent les RAI semblent bien décidées à poursuivre comme elles l'entendent.

La Banque mondiale vient de publier le programme de sa conférence sur le foncier et la pauvreté qui se tient tous les ans au siège de Washington⁹. Les RAI y seront au cœur de la discussion. L'objectif principal de la Banque est désormais de commencer à « opérationnaliser » les RAI, en s'appuyant sur les expériences déjà disponibles dans d'autres projets de « gouvernance d'entreprises », comme les Tables rondes sur le « soja durable », l'huile de palme et les biocarburants durables, ou encore l'Initiative pour la transparence des industries extractives¹⁰.

Entre temps, les pays s'évertuent à contenir une opposition croissante à la ruée mondiale sur les terres. Toutes ces promesses de partenariats « gagnant-gagnant » sonnent bien creux face à ce que représente réellement l'accaparement des terres pour les communautés locales, les petits producteurs et les ouvriers agricoles. Certains gouvernements, comme l'Argentine, le Brésil et la Nouvelle-Zélande, réagissent en promettant une législation destinée à brider ou à réglementer la capacité des investisseurs étrangers à acquérir des terres agricoles sur le territoire national. D'autres, comme le Cambodge, l'Éthiopie et le Ghana n'hésitent pas à utiliser la force brutale pour faire taire l'opposition locale. Durant la campagne pour les élections présidentielles de 2012 au Mali,

EN AVRIL
2010, 130
ORGANISATIONS ET
RÉSEAUX À TRAVERS
LE MONDE, DONT
CERTAINES DES PLUS
REPRÉSENTATIVES
DES COALITIONS
DE PAYSANS,
D'ÉLEVEURS, ET
DE PÊCHEURS
ARTISANAUX,
ONT DÉNONCÉ
L'INITIATIVE DES
RAI.

LES MOUVEMENTS
SOCIAUX ET
AUTRES OSC
CONTINUAIENT,
PENDANT CE
TEMPS, À BÂTIR
UNE OPPOSITION
POPULAIRE AUX
RAI.

6. Voir <http://www.fian.org/resources/documents/others/pourquoi-nous-oppo-sons-nous-aux-principes-pour-des-investissements-agricoles-responsables/pdf>

7. Voir « Appel de Dakar contre les accaparements de terres », qui peut être signé jusqu'au 1^{er} juin 2011 sur <http://www.petitiononline.com/accapar/>

8. Voir <http://cso4cfs.files.wordpress.com/2010/11/proposal-for-consultation-process-on-rai-principles.pdf>

9. Voir <http://go.worldbank.org/YJM5ENXK10>

10. Pour information, voir John Lamb, « Sustainable Commercial Agriculture, Land and Environmental (SCALE) management initiative : Achieving a global consensus on good policy and practices », Banque mondiale, juillet 2009, <http://farmlandgrab.org/post/view/7649>.

le parti d'opposition PARENA (le Parti pour la renaissance nationale) a exigé du président Touré qu'il dévoile tous les détails des baux fonciers qui se montent à plusieurs centaines de milliers d'hectares irrigués dans l'Office du Niger. Au Soudan, le pays d'Afrique dont les terres sont le plus « accaparées », des villageois s'insurgent contre le gouvernement qui s'est emparé de leurs terres.

Pourquoi les RAI ne sont pas acceptables

La campagne de promotion des RAI n'a rien à voir avec la promotion de l'investissement en agriculture. C'est une tentative pour créer l'illusion qu'en respectant une série de normes, les acquisitions foncières à grande échelle peuvent avoir lieu sans provoquer des conséquences désastreuses pour les populations, les communautés, les écosystèmes et le climat. Cette illusion est trompeuse. Les RAI tentent de masquer les déséquilibres du pouvoir afin que les accapareurs de terres et les autorités nationales qui signent les accords puissent agir à leur guise. Après tout, ce ne sont pas les paysans, les éleveurs ou les pêcheurs qui réclament que leurs terres soient vendues ou bradées !

L'accaparement des terres prive les paysans, les populations autochtones, les pêcheurs et les nomades de vastes étendues de terres, et leur en interdit l'usage, aujourd'hui et demain, mettant sérieusement en péril leurs droits à l'alimentation et la sécurité de leurs moyens de subsistance. L'accaparement des terres capte aussi toutes les ressources en eau existant sur les terres, en amont et aux alentours, résultant de fait en une forme de privatisation de l'eau. L'accaparement des terres est intrinsèquement lié à la violation de la législation internationale sur les droits humains : évictions forcées, réduction des critiques au silence (ou pire), introduction de modèles fonciers et agricoles non durables qui détruisent les environnements naturels et épuisent les ressources naturelles, flagrant déni d'information et défense de participer aux décisions politiques qui affectent leur vie. Ce sont des faits et des réalités qu'aucune série de principes non contraignants ne pourra jamais compenser. Et ces principes ne peuvent en aucune façon être interprétés et présen-

tés comme des mesures d'intérêt public ou de réglementation nationale.

L'accaparement des terres, qui vise des taux de bénéfices de 20 % pour les investisseurs, est tout bonnement une question de spéculation financière. C'est la raison pour laquelle l'accaparement des terres est totalement incompatible avec la sécurité alimentaire. La production alimentaire en effet ne rapporte qu'entre 3 et 5 %. L'accaparement des terres ne fait qu'aggraver la marchandisation d'une agriculture dont le seul but est la rémunération excessive des capitaux de la spéculation.

Certains croient que la transparence dans les accords d'acquisition de terres peut garantir des résultats « gagnant-gagnant ». Toutefois, même s'il est fait « en toute transparence », le transfert de vastes étendues de terres, de forêts, de zones côtières et de ressources en eau ne peut que priver les petits producteurs, les éleveurs, les pêcheurs et autres communautés locales de ressources essentielles, absolument vitales pour eux et pour les générations à venir. Dans beaucoup de pays, il est urgent de renforcer les systèmes de protection des droits fonciers des paysans et des petits producteurs et nombre de mouvements sociaux se battent pour faire reconnaître leurs droits à la terre depuis des années. Les principes RAI enlèveraient toute valeur aux acquis en matière de réforme agraire ou de droits fonciers.

Quant aux grands acteurs du secteur privé, les RAI ne peuvent qu'ajouter un badge de plus à leur panoplie de « bonne gouvernance » : les RAI sont une espèce de comédie à jouer en public et dont ils peuvent se servir quand cela les arrange. En réalité, ils continueront à s'appuyer sur les accords bilatéraux et les accords d'investissement, sur les lacunes juridiques, les États complaisants, les polices d'assurance des risques politiques et le soutien des institutions internationales favorables aux RAI, pour protéger leurs intérêts et s'épargner toute répercussion financière douloureuse et toute responsabilité.

Le problème est évident. Ces projets de l'agrobusiness – des 100 mille hectares de Malibya dans l'Office du Niger au Mali aux 320 mille hectares du groupe Beidahuang dans l'État du Rio Negro en Argentine – sont très dangereux et par essence illégitimes. Et tenter de pallier ce manque de légitimité en faisant adhérer les investisseurs à quelques principes

n'est qu'une vaste supercherie.

Investissons dans la souveraineté alimentaire !

Les RAI ne sont pas en phase avec notre époque. Ils symbolisent une vision d'un soi-disant développement agricole qui entraîne : gaz à effet de serre à gogo, gaspillage insensé des carburants fossiles, dilapidation de la biodiversité, privatisation des ressources en eau, érosion des sols, appauvrissement des communautés, système de production dépendant de semences génétiquement modifiées tous ces déchets proviennent donc du « développement » destructeur du 20^{ème} siècle, qui n'a rien à voir avec le développement durable. Nos frères et sœurs arabes sont en train de briser les chaînes des vieux régimes pour recouvrer leur dignité et un espace qui permette l'autodétermination. Nous devons quant à nous briser les chaînes du système agricole et alimentaire dominé par les grandes entreprises. Plutôt que de le codifier et de le justifier, il faut immédiatement mettre fin à l'accaparement des terres et l'interdire. En d'autres termes, les parlements et les gouvernements nationaux doivent de toute urgence cesser toutes les transactions massives de terres¹¹, annuler les accords déjà signés, rendre les terres volées aux communautés et déclarer l'accaparement des terres hors-la-loi. Les gouvernements doivent également cesser d'opprimer et de criminaliser les populations qui défendent leurs terres et libérer les activistes en détention.

Nous réitérons les demandes faites à maintes reprises par les mouvements sociaux, les OSC et de nombreux universitaires : il faut appliquer de façon immédiate les engagements qui avaient été pris à la Conférence internationale de 2006 sur la réforme agraire et le développement rural, qui est le cadre multilatéral le plus compétent et le plus consensuel qui existe en matière de terres et de ressources naturelles, ainsi que les conclusions de 2008 de l'Évaluation internationale des sciences et des

11. Nous entendons par là la prise de possession ou le contrôle de superficies de terres pour une production commerciale ou agroindustrielle bien supérieures à la taille moyenne des parcelles dans une région.

technologies agricoles pour le développement. Nous exhortons aussi le CSA à adopter les Directives de la FAO sur la gouvernance responsable de la tenure des terres et des autres ressources naturelles. Celles-ci sont profondément ancrées dans la législation sur les droits humains et peuvent de ce fait être utilisées de façon effective pour protéger et satisfaire le droit à la terre et aux ressources naturelles de toutes les communautés rurales et urbaines, au niveau national comme international.

Il est indéniable qu'au cours des dernières années, un large consensus s'est fait jour pour proposer des solutions véritables aux problèmes de la faim, de la crise alimentaire et du dérèglement climatique :

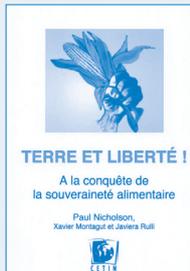
- l'agriculture paysanne, les exploitations familiales, la pêche artisanale et les systèmes autochtones de production alimentaire, qui sont fondés sur des méthodes écologiques et des circuits de commercialisation courts, sont les moyens de parvenir à des systèmes alimentaires durables, sains et capables d'améliorer les conditions de vie.
- les systèmes de production, de distribution et de consommation doivent changer radicalement pour pouvoir répondre aux besoins de la population que peut accueillir la Terre.
- de nouvelles politiques agricoles qui correspondent aux besoins et aux propositions des petits producteurs et sont sous leur contrôle direct doivent remplacer les régimes néolibéraux et hiérarchisés actuels qui sont aux mains des grandes entreprises.
- de véritables programmes de réforme agraire et aquatique doivent être mis en œuvre pour rendre leurs terres et leurs écosystèmes aux communautés locales¹².

Tel est le chemin qui mène à la souveraineté et à la justice alimentaires, un chemin situé aux antipodes d'un accaparement des terres soi-disant « responsable ». Nous continuerons à faire pression et à lutter en ce sens avec l'aide de nos alliés du monde entier.

17 avril 2011

- Amis de la Terre international
- Campagne globale pour la réforme agraire
- Centro de Estudios para el Cambio en el Campo Mexicano
- FIAN International
- Focus on the Global South
- GRAIN
- Land Action Research Network
- La Vía Campesina
- Rede Social de Justiça e Direitos Humanos
- World Alliance of Mobile Indigenous Peoples (Alliance mondiale des peuples indigènes itinérants)
- World Forum of Fisher Peoples (Forum mondial des populations de pêcheurs)

12. On retrouve ce consensus dans le travail du Rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'Alimentation, Olivier de Schutter. Son rapport de mars 2011 sur l'agroécologie et le droit à l'alimentation tient largement compte de l'opinion publique actuelle sur les manières d'avancer, <http://www.srfood.org/index.php/fr/component/content/article/1174-report-agroecology-and-the-right-to-food>



Terre et liberté ! A la conquête de la souveraineté alimentaire

Paul Nicholson,
Xavier Montagut et Javiera Rulli

PUBLICETIM N°36, 2012
192 pages

ISBN 978-2-88053-088-4
Prix : 12,50 CHF | 10,50 €

« Terre et liberté ! », c'est avec ce cri que des milliers de paysans mexicains se soulevèrent contre les grands propriétaires terriens, revendiquant la réforme agraire et la révolution sociale. Plus d'un siècle après, ce cri reste d'une actualité cuisante. En se regroupant au sein de La Vía Campesina, des organisations paysannes ont propagé dans le monde le « concept action » de la souveraineté alimentaire. La souveraineté alimentaire porte en elle les fondations nécessaires pour construire une autre société et d'autres manières de travailler. Le but de ce livre est de préciser la portée politique et stratégique de la souveraineté alimentaire. Il s'adresse à toute personne intéressée par l'agriculture, la solidarité internationale, le commerce équitable...

>>> voir www.cetim.ch



Aide au développement. Efficace, neutre, désintéressée ? Points de vue critiques du Nord sur la coopération européenne

Ouvrage collectif

PUBLICETIM N°33, 2009
192 pages

ISBN 978-2-88053-074-7
Prix : 10 CHF | 6 €

Crise écologique, propagation des virus..., malgré ses frontières soigneusement érigées, le Nord se rend aujourd'hui compte que nous ne formons qu'un seul monde. « Faisons table rase de nos responsabilités et unissons-nous pour mieux vivre les décennies à venir ! » semblent suggérer les défenseurs d'une nouvelle aide publique au développement (APD). Une APD technique, neutre, qui pourrait servir au fonctionnement optimal des marchés, à protéger les fameux « biens publics mondiaux »... Voilà pour le discours dominant. Mais est-ce la vocation de l'aide au développement ?...

>>> voir www.cetim.ch



La propriété intellectuelle contre la biodiversité ? Géopolitique de la diversité biologique

Ouvrage collectif

PUBLICETIM N°35, 2011
224 pages

ISBN 978-2-88053-073-0
Prix : 12 CHF | 8 €

En quoi le fait d'imposer des droits de propriété intellectuelle sur des ressources ou des savoirs traditionnels conduit à des conséquences dramatiques pour l'humanité ? Pourquoi la clause de « partage des bénéfices » de la Convention sur la diversité biologique, entre des peuples autochtones et des sociétés transnationales, ne peut pas fonctionner ? Quels sont les modèles alternatifs et participatifs de partage des ressources et des savoirs qui s'exercent en dehors du marché et qui pourraient efficacement protéger la biodiversité ?

>>> voir www.cetim.ch



MST-Brésil : la construction d'un mouvement social

Marta HARNECKER

Editions du CETIM, 2003
256 pages

ISBN 2-88053-031-8
Prix : 23 CHF | 15 €

Le mouvement des travailleurs sans terre (MST) s'est fait jour au Brésil en 1984 comme réponse à la quête séculaire de terres par les paysans qui n'en possèdent aucune. Tout en suivant une voie non violente, ce mouvement est devenu en quelques années un instrument de transformation révolutionnaire de la société brésilienne. Journaliste, chercheuse et militante très connue en Amérique latine, Marta Harnecker a produit ce livre après un intense travail de terrain...

>>> voir www.cetim.ch



Vía Campesina : une alternative paysanne à la mondialisation néolibérale

Jean ZIEGLER, Jacques BERTHELOT,
Jean-Pierre BERLAN et al.

PUBLICETIM N°23/24, 2002
256 pages

ISBN 2-88053-030-X
Prix : 12 CHF | 7,50 €

Les paysans et les paysannes, les « sans-terre », les peuples indigènes, comptent parmi les premières victimes de la mondialisation néolibérale. Rien d'étonnant donc à ce que, partout dans le monde, ils résistent et luttent pour leur survie. En mai 1993, avant même la fondation de l'OMC, des leaders paysans du monde entier se sont retrouvés unis à Mons, en Belgique, sous la bannière d'un mouvement paysan planétaire naissant, la Vía Campesina. Depuis lors, les paysans et les paysannes sont à la pointe du combat contre l'OMC et pour imposer la souveraineté alimentaire. De tous les continents, certains de leurs leaders, hommes et femmes, racontent leurs luttes et donnent chair à ce « front commun Nord-Sud » mis en branle par la Vía Campesina...

>>> voir www.cetim.ch